



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12853 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine

MARDI 27 MAI 1986

## Stabilité colombienne

La victoire de M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, à l'élection présidentielle du dimanche 25 mai en Colombie n'est vraiment pas une surprise. C'est la confirmation logique et attendue du très net succès remporté par les libéraux aux élections législatives du 9 mars. Avec 48 % des voix, le vieux Parti libéral, solidement implanté dans l'ensemble du pays, avait conforté son hégémonie traditionnelle.

Le Parti conservateur, son principal rival, mais aussi son partenaire, puisque les deux plus puissantes et plus anciennes formations politiques colombiennes se partagent en fait le pouvoir depuis une trentaine d'années, n'avait obtenu que 37 % des voix, bien que M. Belisario Betancur, membre du Parti conservateur, soit à la présidence. Mais M. Betancur, humaniste, disposé à secouer un peu l'ordonnance du système bipartite de plus en plus critiqué par les Colombiens avides de changement et de modernité, a prouvé pendant son mandat qu'il était en réalité plus « libéral » que bien des caciques du parti dominant. Et c'est sans le soutien des états-majors des deux formations qu'il a décidé de mettre en route un plan rationnel de pacification d'un pays déchiré par une violence multiforme.

Son offre d'amnistie et de trêve a été acceptée dans un premier temps par la plupart des organisations de guérilla, par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), liées au Parti communiste, et par le M-19, le mouvement du 19 avril. Les dirigeants des FARC et du Parti communiste ont jusqu'à présent respecté, malgré des bavures et des incidents difficilement contrôlés par la commission de paix, les conditions posées par le gouvernement Betancur pour leur retour à la légalité. Ils ont constitué une formation politique, l'Union patriotique, qui a participé aux élections du 9 mars et du 25 mai. Ils sont disposés à poursuivre le dialogue instauré par M. Betancur.

Le M-19 a en revanche rompu la trêve et a repris ses activités de guérilla, en particulier dans la vallée du Cauca et à Cali. Et l'occupation du palais de justice de Bogotá, en novembre 1985, s'est terminée par un drame sanglant qui a choqué les Colombiens et jeté une ombre sur l'image du président Betancur. Celui-ci a dû se soumettre aux exigences des militaires, réticents dès le départ à l'égard du plan du chef de l'Etat.

M. Betancur, à la fin de son mandat, peut se prévaloir d'un demi-succès dans cette tentative courageuse de mettre un terme à la violence armée. Il a été et reste en tout cas un franc-tireur au sein de son propre parti. Son combat non moins déterminé contre les mafias du trafic de drogue, ses positions indépendantes en politique étrangère, lui ont valu une popularité certaine et un prestige international que peu de ses prédécesseurs au palais de Narino avaient acquis.

M. Virgilio Barco, dont le principal titre de gloire est d'avoir été un bon maire de Bogotá pendant plus de trois ans, est en revanche un homme de l'appareil du Parti libéral. Plutôt timide et discret, considéré comme un technocrate et un administrateur, il souhaite « l'unité de tous les Colombiens pour un changement drastique ». C'est un vœu respectable. Mais sa victoire apparaît d'abord comme la consolidation du système bipartite et le triomphe des caciques sur ceux, libéraux ou conservateurs, qui souhaitent une modernisation des institutions et une « ouverture » capable, à leurs yeux, de permettre la fin de la violence.

(Lire nos informations page 6.)

## LES TURBULENCES DE LA COHABITATION

### Les socialistes préparent la plate-forme de leur candidat à l'élection présidentielle

Le ton du débat politique se durcit à mesure que le gouvernement de M. Chirac passe aux actes et qu'il s'approche du moment des « arbitrages » annoncés par M. Mitterrand. La majorité accuse le chef de l'Etat de se livrer à une « guérilla ». M. Jospin, dans l'article ci-dessous, prononce un réquisitoire contre le « gouvernement de

guichetiers » et son premier ministre, au « style politique brutal et vulgaire ». Le premier secrétaire du PS prépare la modernisation de son parti et la plate-forme présidentielle socialiste. Il a mis en place à cet effet un groupe d'experts, qui se réunit pour la première fois le mardi 27 mai.

### Un gouvernement de guichetiers

par LIONEL JOSPIN.

La France hésite et se cherche. Et en politique, le double exécutif contradictoire et provisoire qu'elle s'est donné est comme l'expression symbolique de sa difficulté à choisir.

Notre vieux pays, face aux défis du temps, a deux attitudes possibles. Ou il s'affaisse et se replie sur la peur, l'hostilité à l'étranger, le cynisme dans les relations sociales, une économie d'affairistes et de rentiers, un modèle politique autoritaire fait pour des citoyens spectateurs. Ou il se dresse et s'ouvre : ouverture sur le monde, tolérance et justice

dans les rapports sociaux, prise de risque en économie et dans la vie pour favoriser ceux qui cherchent, créent ou investissent, avec un peuple de citoyens qui s'impliquent dans la démocratie.

Cette hésitation de la France à propos d'elle-même recoupe-t-elle un choix politique ? Ce n'était pas forcément. Il existe des forces archaïques à gauche, dont le Parti communiste est l'expression en déclin. On croyait entendre, chez certains à droite, une volonté d'évolution. Et on y parlait volontiers de modernité.

Mais cette question est maintenant tranchée sous nos yeux, par les choix, les actes et le style du gouvernement de la droite.

L'horizon politique de M. Chirac est court : au plus loin 1988. Et l'on voit bien que son gouvernement, à ses premières semaines, hésite dans son approche des problèmes, soit par véritable interrogation, soit par tactique.

Il pouvait revenir au style des gestionnaires de droite raisonnables de dire : allez ! Nous sommes de retour. Oubliez la gauche et sa parenthèse ; mais oubliez aussi nos fantasmes idéologiques libéraux ou nos démagogues sécuritaires. Au gouvernement, nous allons gouverner, sérieusement.

(Lire la suite page 8.)

## DES MINI-MARATHONS ET UNE SESSION DE L'ONU

### Sollicitudes pour l'Afrique affamée

Une session spéciale de l'ONU consacrée aux problèmes de développement de l'Afrique s'ouvre à New-York le mardi 27 mai. Les pays africains souhaitent qu'elle débouche sur un « pacte » avec les pays industrialisés.

Dimanche, à l'appel de l'Association Sport Africaine par le chanteur Bob Cellot et l'UNICEF, dix millions de personnes dans soixante-quatre pays ont couru sur 10 kilomètres en signe de solidarité avec « l'Afrique qui a faim ».

De notre correspondant en Afrique orientale

« Nous n'allons pas à New-York une seule à la main », a assuré M. Adebayo Adedeji, secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Afrique (CEA). M. Edgar Pisani, président du comité préparatoire de la session spéciale, a renchérit : « Il ne s'agit pas de dresser une shopping list ». Mais comment ne pas parler de gros sous en pareille occasion ? La facture est déjà prête : 116,9 milliards de dollars pour les cinq années à venir. Les pays industrialisés sollicitent, de la communauté internationale, une aide de 35,8 milliards et se font

forts de régler la différence. C'est promis : 90,5 % de cette impressionnante addition seront consacrés au développement de l'agriculture.

M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est débilement optimiste. « L'Afrique, dit-il, dispose d'un immense capital de sympathie à travers le monde ». A son avis, cette session spéciale offre aux pays riches « une occasion unique de faire encore plus et mieux pour ce continent ». Propos sans nuances qui passent sous silence la fatigue des créanciers face à des débiteurs « toujours prompts à pleurer sur leur sort », comme le regretait récemment le capitaine Thomas Sankara, chef de l'Etat

burkinabé, au lieu de mettre, plus énergiquement, la main à la pâte.

Un constat alarmant : passé les lendemains de l'indépendance, l'Afrique s'est mise à régresser. Pour preuve, entre autres, l'augmentation du nombre des sans-emploi, qui représentent plus de la moitié de la population active, la hausse des importations de produits alimentaires, le triplement, au cours des quinze dernières années, du service de la dette extérieure. Au bout du compte, la situation économique du continent n'est guère différente de ce qu'elle était à la fin de la période coloniale.

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 7.)

## Polémiques autour de l'information

HERSANT ET LAGARDE SONT PRÊTS À PAYER LA RANÇON ?



Réactions en série après les déclarations critiques de MM. Chirac et Léotard sur les journalistes de l'audiovisuel et la prochaine privatisation de TFI.

PAGE 19

### PCF : dialogue de sourds entre la direction et les renovateurs

Au « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Fiterman ignore les avances faites par M. Juquin au « Club de la presse » d'Europe 1.

PAGE 11

### URSS : la nucléaire continue

Malgré les problèmes considérables posés par l'incident de Tchernobyl, l'exploitation des réacteurs à eau pressurisée reprendra avant la fin de l'année.

PAGE 12

### Vive le baril à 15 dollars !

Ce nouveau prix-cible apparaît raisonnable aux acteurs de la crise pétrolière.

PAGE 43

## Le Monde ÉCONOMIE

- La suppression de l'autorisation administrative de licenciement.
- Quelle justice fiscale pour les dividendes ? par Maurice Lauré.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 39 à 42

Débats : Le prix de la vie (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 11) • Société (12) • Culture (13 à 15) • Communication (16) • Sports (20) • Économie (43 à 47)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (17) • Informations : Méfologie, Mots croisés, Loto (17 et 18) • Carnet (19) • Annuaire classé (51 à 59)

## LA TURQUIE ET L'ISLAM

### Crépuscule du kémalisme

La France officielle redécouvre la Turquie, pays en pleine mutation politico-religieuse. Après s'être entretenus avec son collègue turc, M. Turgut Ozal, de passage à Paris en avril, M. Jacques Chirac avait déposé son ministère de la défense à Ankara, les 23 et 24 mai. (Lire nos informations page 48.)

De notre envoyé spécial

Kirchéhr. — En plein cœur de l'Anatolie, à deux cents kilomètres au sud-est d'Ankara, c'est une grosse bourgade de quelques cinquante mille âmes, tout de même, chef-lieu de province. Rien n'y attire l'œil dans ses rues bruyantes et sans charme, où des hommes graves déambulent devant des commerces bien garnis. Une paisible agglomération turque semblable à des dizaines d'autres.

Et pourtant, jusqu'à dix-huitième siècle, Kirchéhr fut le siège redouté d'une confrérie musulmane très politisée, les Ahî-babalars, formée à l'origine parmi des tanneurs. Que ce soit ou non à cause de ce passé, la petite ville de négociants et d'artisans, qui tire toujours sa prospérité du monde pastoral, illustre assez bien aujourd'hui ce que les uns appé-

lent le « retour aux sources » et d'autres la « réaction religieuse ».

Ce n'est plus un secret, même si quasiment personne en Turquie ou parmi ses partenaires n'a encore accepté d'en évaluer les possibles conséquences, que ce pays renoue lentement en cause l'héritage d'Atatürk, tout en jurant fidélité chaque jour au fondateur de l'Etat moderne. Si le « père des Turcs » revenait, lui qui osa qualifier l'islam de « théologie absurde d'un bédouin immortel », de « cadavre putréfié qui empoisonne nos vies » (1), il serait possible, au titre d'une loi votée en janvier 1986 par le Parlement d'Ankara, de six mois à deux ans de prison pour « insulte à la religion musulmane, Allah et son prophète Mahomet ».

Si le discours officiel reste immuable — « la Turquie, nation moderne et laïque, Etat européen, est le bastion avancé de l'Alliance atlantique » — il colle de moins en moins à la réalité quotidienne. A Kirchéhr, le jeune propriétaire d'un rutilant magasin d'électroménager, chez lequel on nous a emmené, illustre à merveille l'évolution en cours. L'accueil est d'abord réservé, puis notre hôte se déride un peu lorsqu'il apprend que nous travaillons au Monde.

Il tire alors de son tiroir un petit livre turc édité en 1984, intitulé à force d'être lu et qui porte sur les conversions d'Occidentaux à l'islam. Il l'ouvre à la page où, entre la maîtrise de ballet Maurice Béjart et l'orientaliste Vincent Monteil, figure feu notre confrère Jean-Michel Durand-Souffland, tout en annonçant que Durand-Souffland est mort en 1985 et plus encore lorsque nous lui indiquons que le commandant Cousteau, placé ainsi pur l'ouvrage parmi les nouveaux musulmans, a fait démentir cette information.

Notre zéloteur se rassérène un peu en échangeant furtivement avec nous quelques phrases en arabe, langue en faveur de l'enseignement obligatoire de laquelle il milite avec un nombre grandissant de ses concitoyens et qu'il est en train d'apprendre à la maison avec ses trois fils « pour pouvoir enfin lire le Coran dans le texte ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 5.)

(1) Claude Riegler, *Quarante millions de Turcs*, Ed. Eyrolles-Séguin, Paris-Brunelles, 1987.

Régis  
DEBRAY



Comète  
ma comète

« Musique de nuit, genre chef-d'œuvre, Debray n'a jamais écrit plus juste ».

Jean-Paul Enthoven « Le Nouvel Observateur »

GALLIMARD *rf*

هكذا من الأمل



## Éthique et réanimation

par le professeur MAURICE RAPIN (\*)

*Faut-il prolonger à tout prix une réanimation ? Faut-il laisser naître, ou faire vivre, des enfants gravement handicapés ? Cette double interrogation sur le sens et le prix qu'il faut accorder à la « vie » se pose avec acuité au médecin, le professeur Rapin, et à la sensibilité collective, dont M<sup>me</sup> Knibiehler rappelle les fluctuations historiques.*

## Le culte de la santé et de l'intégrité physique n'a fait que croître

[illegible]



# étranger

LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE EN ISRAËL

## « La situation dans les territoires occupés ne peut être que temporaire » déclare M<sup>me</sup> Thatcher

De notre correspondant

Jérusalem. — Tandis que l'Union Jack et l'étendard de David flottent côte à côte dans les rues de Jérusalem, M<sup>me</sup> Thatcher s'en, le dimanche 25 mai, ses premiers entretiens politiques avec les deux principaux dirigeants israéliens, M. Shimon Pérès, premier ministre, et M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères. Au cours d'un banquet à la Knesset, le premier ministre britannique a ensuite demandé à Israël d'« entamer un transfert des pouvoirs » dans les territoires occupés. Ayant rappelé à M. Pérès que les accords de Camp David avaient consacré « les droits légitimes du peuple palestinien », M<sup>me</sup> Thatcher a souligné que l'amélioration des conditions de vie dans les territoires ne pouvait être un substitut à une politique de paix. Puis elle a ajouté : « Nous attendons plus de vous. La réputation d'Israël et son haut niveau ne peuvent permettre qu'il établisse un avenir où coexistent deux catégories d'hommes ayant des droits différents. Nous savons, comme le savent dans leur

coeur beaucoup d'Israéliens, que la situation actuelle dans les territoires occupés ne peut être que temporaire. »

Dès son arrivée la veille en Israël, M<sup>me</sup> Thatcher s'était déclarée inquiète de voir « le processus de paix en perte de vitesse depuis plusieurs mois », avant d'ajouter : « Cela ne correspond pas à ce que nous souhaitons pour les territoires occupés et modérés que j'ai rencontrés ces derniers temps. J'espère que nous pourrions explorer ici ensemble les mesures concrètes susceptibles de restaurer la confiance et les moyens de redonner un élan aux négociations en vue d'une paix durable. Je suis venue en amie. Je sais que le peuple juif est épris de paix. »

Après son entrevue avec M. Pérès, M<sup>me</sup> Thatcher a évoqué le nouveau l'impasse diplomatique à Proche-Orient. « Cela ne doit pas nous déprimer. Nous devons saisir l'occasion pour être constructifs afin que les peuples de la région conservent l'espoir d'un règlement négocié de ce très grave problème dont la solution nous échappe

depuis si longtemps. » Le premier ministre britannique a demandé à M. Pérès d'organiser des élections municipales dans les territoires (les plus récentes remontant à 1976). Israël refuse d'organiser de telles élections de crainte qu'elles ne soient remportées par des candidats proches de l'OLP. M<sup>me</sup> Thatcher aurait aussi discuté de la possibilité de nommer dans les territoires un haut fonctionnaire de l'ONU chargé de superviser un éventuel transfert de pouvoirs.

Contrairement à ce qu'avait annoncé un journal israélien, M<sup>me</sup> Thatcher n'a apporté à M. Pérès aucun message du roi Hussein. Mais il est clair qu'elle informera d'urgence le souverain jordanien, quand elle le rencontrera à Londres dans trois semaines, des conversations qu'elle aura eues en Israël. Jérusalem attend de l'importance aux relations notoirement excellentes qu'entretenait M<sup>me</sup> Thatcher et le roi Hussein.

M. Pérès n'a demandé à son hôte d'user de son influence auprès des Palestiniens des territoires occupés qu'elle devait rencontrer lundi soir

pour que ces derniers améliorent leurs relations avec Israël.

Comme on s'y attendait, M. Pérès a rendu un hommage appuyé à M<sup>me</sup> Thatcher pour sa fermeté dans la lutte antiterroriste. « Vous donnez, a-t-il dit, un brillant exemple à toutes les nations éprises de paix et de liberté ». Les hôtes de M<sup>me</sup> Thatcher lui ont rappelé néanmoins leur principal sujet d'inquiétude : les livraisons massives d'armes britanniques à plusieurs pays arabes dont la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Avant d'être l'hôte à déjeuner du président de l'Etat, M. Haim Herzog - d'origine irlandaise - M<sup>me</sup> Thatcher avait visité le mémorial de l'Holocauste où, visiblement très émue, elle déposa une gerbe et signa le Livre d'Or de ces quelques mots : « Le monde n'oubliera jamais ». Elle s'est également rendue au cimetière militaire britannique du mont Scopus à Jérusalem et s'est entretenue avec M<sup>me</sup> Ilana Friedman, sœur de la dissidente soviétique, « prisonnière de Sion », Ida Nudel. M<sup>me</sup> Thatcher s'intéresse de près depuis plusieurs années au sort de cette « refusnik ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

## Nouvelles rumeurs sur une libération prochaine des otages

Des rumeurs fort, de nouveau, d'une éventuelle libération prochaine de certains des Américains et des Français retenus en otage au Liban. Il est évidemment impossible d'en apprécier la véracité, et la prudence s'impose : plusieurs précédents ont déjà provoqué sursauts et déceptions, et ce genre de bruit peut faire partie du chantage exercé par les ravisseurs. En tout état de cause, on se refuse à spéculer sur la libération des otages, à Paris comme à Washington, au moins commentant au sujet de ces rumeurs.

Elles ont été relancées ce week-end à Beyrouth par un article de l'hebdomadaire *As Shraa*, proche des milieux de gauche et islamiques. Sans fournir aucune précision, il assurait que « trois des otages français et trois Américains seront libérés prochainement ». Samedi, le quotidien libanais *Al Safir* - proche des milieux musulmans - écrivait, lui, que quatre des neuf Français retenus en otage pourraient être libérés dans les deux jours, et quatre autres une semaine plus tard. *Al Safir* indiquait, d'autre part, que M. Omar Adnan, homme d'affaires syrien qui s'était présenté en mars dernier comme délégué de l'Eiyade dans l'affaire des otages, s'était rendu ce week-end à Damas (1).

Pour sa part, le ministre syrien des affaires étrangères a prôné la prudence. Interrogé, dimanche, par la chaîne de télévision américaine CBS, M. Farouk Al Chareh s'est borné à « espérer » que ces rumeurs soient vraies, tout en assurant que la Syrie ignore le lieu de détention des otages. Ces derniers, a-t-il dit, sont souvent déplacés, et cela complique les efforts qu'entreprend la Syrie.

À Beyrouth, deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées par l'explosion, ce lundi matin, d'une charge dans le quartier de Dora (secteur chrétien). Vendredi, l'explosion d'une voiture piégée dans ce même secteur avait fait sept morts et une centaine de blessés.

Dimanche, une personne a été tuée et six autres blessées au Liban du Sud lorsqu'un obus, tiré depuis la zone contrôlée par Israël, est tombé sur une mosquée à l'heure de la prière, dans le village de Yater. — (AFP.)

Syrie

## Visite-éclair du roi Hussein à Damas

De notre correspondant

Amman. — Trois semaines après la venue du président syrien M. Hafez El Assad à Amman, le roi Hussein de Jordanie a effectué une visite-éclair de sept heures à Damas, le samedi 24 mai. Les deux chefs d'Etat se sont de nouveau entretenus longuement en tête à tête. Le souverain jordanien a souligné les efforts de médiation entre les deux frères ennemis baasistes - syriens et irakiens, - « soit-on s'en va » à Amman ; il s'agit, dans un premier temps, de réduire les divergences entre Damas et Bagdad afin

de créer les conditions favorables à la convocation d'un sommet arabe.

Lors de la rencontre Hussein-Assad, les 5 et 6 mai, les deux chefs d'Etat avaient longuement échangé leurs points de vue sur la tenue d'un tel sommet, indiquant, il y a quelques jours, un haut responsable jordanien. Notre interlocuteur ajoutait que la position de la Syrie - qui soutient l'Irak - vis-à-vis de la guerre du Golfe, point de divergence crucial entre Damas, d'une part, Amman et Bagdad, d'autre part, n'avait pas évolué. Il relevait cependant que « le président Hafez El Assad avait paru moins tendu » quand la question avait été abordée.

La visite du roi Hussein à Damas, samedi, est donc d'autant plus instructive que le résultat de ses précédents entretiens avec le chef d'Etat syrien semble plutôt maigre, du moins sur ce chapitre. Un élément nouveau est peut-être intervenu entre-temps. Un émissaire irakien s'est rendu à Amman, le 20 mai, porteur d'un message du président Saddam Hussein que le souverain jordanien avait rencontré quelques jours auparavant à Bagdad. Le contenu de ce message n'a toutefois pas été divulgué.

En l'absence de toute perspective immédiate de relance du processus de paix en Proche-Orient depuis la rupture entre Amman et l'OLP, le 19 février dernier, les dirigeants jordanien sont par ailleurs revenus à l'idée d'un « consensus arabe ». Ce qui, en d'autres termes, signifie d'abord un règlement des différends interarabes. C'est sans doute dans ce cadre que s'inscrit la dernière visite du roi Hussein à Damas.

EMMANUEL JARRY.

## LES NOUVEAUX PENDINGS DE BAGDAD

Le Caire (Reuters). — Le ministre égyptien des affaires étrangères M. Elwan Abdel Meguid a annoncé, dimanche 25 mai, qu'il partirait sous peu, pour Bagdad afin de tenter de sauver la vie de trente travailleurs égyptiens condamnés à mort pour contre-façon de passeports. Il a fait part de son intention après avoir rencontré le président Hosni Moubarak.

De source proche du ministère des affaires étrangères, on déclare que quatre égyptiens ont déjà été pendus à Bagdad ces mois-ci. L'Egypte désire que l'Irak épargne les autres, pour qu'ils soient jugés dans leur propre pays. Il y a environ un million de travailleurs égyptiens en Irak.

## DIPLOMATIE

### Cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale signent la « déclaration d'Esquipulas »

Esquipulas (AFP, Reuters, UPI). — Après une « longue délibération », les présidents des cinq pays d'Amérique centrale, réunis le samedi 24 et le dimanche 25 mai à Esquipulas (au sud-est du Guatemala), ont exprimé dans une déclaration commune leur volonté de signer l'acte de paix du groupe de Contadora, de créer un Parlement centraméricain et de favoriser l'intégration régionale. Le consensus, selon le président guatémaltèque Vinicio Cerezo, s'est fait sur « la recherche de la paix, la nécessité de dialoguer et de consolider les processus démocratiques et pluralistes ». Mais il a fallu cinq heures de discussion à huis clos pour que les présidents Oscar Arias (Costa Rica), Napoleon Duarte (El Salvador), Vinicio Cerezo (Guatemala), Jose Azcona (Honduras) et Daniel Ortega (Nicaragua) parviennent à un texte commun qui reprend les grandes lignes du projet préparé et adopté en début de mai par les vice-présidents des cinq pays représentés à Esquipulas.

La « déclaration » souligne la volonté des cinq pays de signer l'acte

de paix et de coopération élaboré par les pays du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) « en assumant la pleine réalisation des compromis et des démarches menées » par l'accord. Mais les chefs d'Etat reconnaissent qu'il « reste des questions à résoudre, telles que les manœuvres militaires, le contrôle des armements et la vérification de l'application des accords ».

Concernant la création d'un Parlement centraméricain, le texte précise que ses membres « seront désignés librement » par le biais d'un « suffrage universel direct et qui respecte les principes du pluralisme politique ». Les vice-présidents des cinq pays présents ont trente jours pour mettre sur pied une commission qui aura elle-même trois mois pour élaborer le projet de Parlement. La déclaration d'Esquipulas insiste enfin sur la nécessité de réviser, d'actualiser et d'accélérer le processus d'intégration économique et sociale dans la région pour une meilleure exploitation de son potentiel de développement.

## Le chef des services secrets israéliens menacé de poursuites judiciaires

De notre correspondant

Jérusalem. — Une nouvelle « affaire » agite la classe politique israélienne. Elle met en cause l'un des principaux responsables de la sécurité et en jeu l'une des règles d'or du système constitutionnel : la séparation des pouvoirs.

Les faits remontent à plus de deux ans. Le 12 avril 1984, un commando de quatre terroristes palestiniens déjouant l'antiterrorisme d'Israël, immobilisé par la police près de la frontière égyptienne. Au cours de l'assaut pour libérer les otages, les forces de l'ordre tuèrent deux des quatre Palestiniens, les deux autres étant faits prisonniers. Deux heures plus tard, on apprit que ces deux derniers étaient morts eux aussi, une mort éminemment suspecte. Avertis-ils été tués de sang-froid pendant un interrogatoire « musclé » ? Les décrets maladroits du pouvoir ont été l'élément déclencheur de la controverse. Faut-il l'époque que renforcer les soupçons.

Deux commissions enquêtèrent sur l'incident. Le général Itzhak Mordechai, responsable de l'opération de sauvetage des otages, fut traduit devant un tribunal militaire et déclaré innocent. Faut-il en dire plus ?

M. Itzhak Zamir, procureur de

l'Etat et conseiller juridique du gouvernement, demanda l'ouverture d'une autre enquête contre cinq membres du Shin Bet, les services de sécurité intérieure. Trois d'entre eux requièrent un blâme. L'affaire en serait sans doute restée là si l'un de ces agents n'avait pas, il y a quelques mois, transmis à M. Zamir de nouveaux éléments d'information mettant en cause la responsabilité personnelle du chef du Shin Bet, M. Avraham Shalom, et de plusieurs de ses collaborateurs.

Sont-ils soupçonnés d'avoir ordonné ou autorisé le meurtre des deux terroristes ? On l'ignore. En tout cas, M. Zamir les soupçonne de « faux témoignage » en leur reprochant d'avoir, dans leurs rapports, caché une partie de la vérité. Il a donc tenté depuis de longues semaines de les traduire en justice. Mais le gouvernement, dans sa quasi-totalité, s'y est opposé. M. Zamir a tenu bon, et le cabinet a dû débattre de cette affaire dimanche, sous le sceau du secret, lors de sa réunion hebdomadaire. Les plus hostiles à l'ouverture d'une enquête sont l'ancien ministre de la justice, M. Moshe Nissim, et le nouveau, M. Itzhak Mordechai.

Au cours du conseil des ministres, M. Shimon Pérès a reconnu qu'il n'avait pas les moyens d'empêcher

l'ouverture d'une enquête, mais il a fait valoir que, dans certains cas, les « considérations de sécurité » devaient l'emporter sur « les arguments juridiques ». Deux ministres, M. Shalom (travailliste) et Rubinfeld (Shinui, centre gauche) ont publiquement pris la défense de M. Zamir et mis au gouvernement tout droit de s'engager dans un processus judiciaire. M. Yossi Beilin, porte-parole du gouvernement, a démenti que celui-ci ait une telle intention.

Cette affaire est doublement significative. D'abord parce qu'elle met en conflit la raison d'Etat et l'indépendance de la justice, sujet sur lequel on ne badine pas en Israël. Ensuite, parce qu'elle relance un vieux débat sur les pouvoirs de ce personnage unique en son genre et tout-puissant qu'est le procureur de l'Etat. En l'absence d'une Constitution en bonne et due forme, ce haut magistrat joue à la fois le rôle de procureur suprême, et celui du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel en France. Il n'a aucun compte à rendre au pouvoir politique. Aussi plusieurs membres du gouvernement ont-ils cherché, ces derniers mois, à réduire les prérogatives d'un homme qui échappe à leur contrôle. La tentative a échoué entre l'ancien titulaire de cette fonction et le ministre de la justice, M. Mordechai, n'a fait qu'envenimer le débat. Le soutien quasi unanime de la presse à M. Zamir exprime en tout cas l'attachement de l'opinion publique à cette institution hors du commun.

J.-P. L.

## LE MINISTRE NÉERLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A RENCONTRE

M. ARAFAT A TUNIS

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek - dont le pays assure la présidence de la CEE, - s'est entretenu avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dimanche 25 mai à Tunis, en dépit des protestations israéliennes. Rien n'a filtré du contenu de l'entretien qui s'est déroulé dans la banlieue nord de Tunis, à la résidence du représentant permanent de l'OLP en Tunisie, dont les journalistes s'étaient vu refuser l'accès. La semaine passée, le ministre israélien des affaires étrangères avait convoqué les ambassadeurs des Douze pour leur faire part de l'opposition catégorique d'Israël à tout dialogue entre l'OLP et la CEE.

M. Hans Van Den Broek, arrivé dimanche à Tunis pour une visite de vingt-quatre heures, destinée à rencontrer les responsables de la Ligue arabe, s'est, d'autre part, longuement entretenu avec M. Cheddi Khlifi, le secrétaire général de l'organisation. Les deux hommes ont notamment évoqué les perspectives de renforcement du dialogue euro-arabe. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### SRI-LANKA

#### Massacre de civils cinghalais

Sinhapura. — Vingt civils cinghalais ont été tués dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 mai lors de l'attaque du village de Sinhapura (est de Sri-Lanka, près de Trincomalee) par des séparatistes tamouls qui ont incendié vingt-cinq habitations, a-t-on appris auprès d'habitants de ce village. Ces morts portent à trente-deux le nombre de Cinghalais tués en quarante-huit heures lors d'opérations menées par des séparatistes tamouls contre des villages de la région de Trincomalee, métropole de la côte est. Parmi les victimes de Sinhapura figurent trois enfants de moins de dix ans, un adolescent de treize ans et trois femmes, ont précisé des survivants. Selon eux, les séparatistes ont fait irruption dans le village peu après minuit, prétendant être à la recherche de militants tamouls. Ils ont fait aligner les villageois qui n'avaient pas pu fuir, leur ont demandé de s'asseoir et ont tiré, achevant ensuite les blessés.

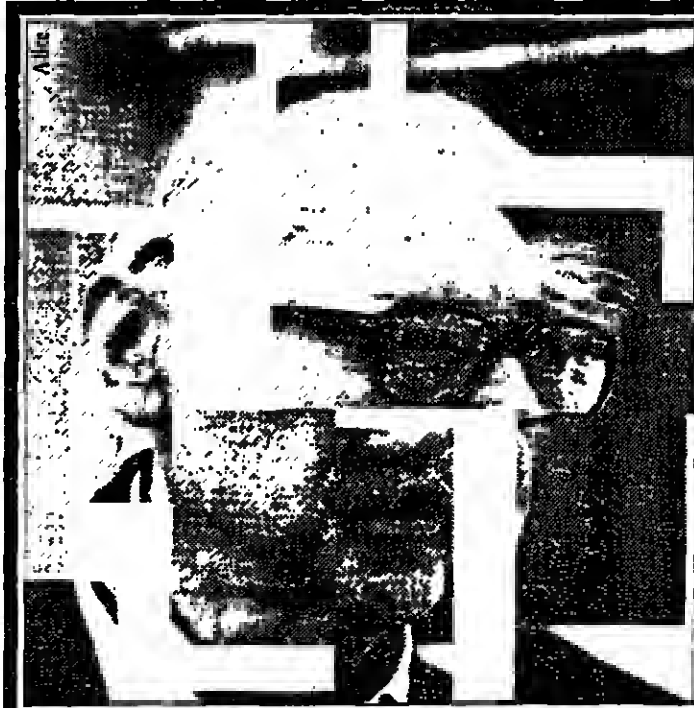
Des opérations similaires avaient été menées peu avant contre les villages de Gomaratakawala (deux morts vendredi matin, Seruwila (cinq morts vendredi soir), Kallar (deux morts vendredi soir) et Kallakudai (trois morts samedi). Selon les autorités, les séparatistes tamouls visent par ces attaques à alourdir la pression que fait peser sur eux l'armée srilankaise dans le nord du pays. La région de Trincomalee fait, avec la péninsule septentrionale de Jaffna, partie intégrante de l'Eelam, l'Etat indépendant que les séparatistes veulent créer à Sri-Lanka. Pour éviter la création de fait d'une entité tamoule indépendante, le gouvernement de Colombo y installe ou réinstalle régulièrement des familles de Cinghalais. — (AFP.)

### DANEMARK

#### Le Parlement a ratifié

#### l'« acte unique » de réforme de la CEE

Copenhague. — Le Folketing, chambre unique du Parlement danois, a finalement ratifié, mercredi 21 mai, le premier de la Communauté européenne à ratifier l'« acte unique » - cet ensemble de réformes institutionnelles que les Douze ont mis au point l'hiver dernier. Une majorité de députés danois avaient, en janvier, rejeté cet ensemble de textes. Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), avait décidé, devant cette résistance, de le soumettre à un référendum consultatif, qui n'était sollicité, le 27 février, par un vote positif, quoique moins massif que ne l'aurait souhaité le gouvernement. Les partis de l'opposition qui avaient recommandé le « non » avaient promis de se soumettre loyalement au verdict du corps électoral quel qu'il soit. Lors du scrutin de ratification dans l'hémicycle, trois sur quatre ont tenu parole : les sociaux-démocrates, les radicaux (à trois exceptions individuelles près) et le petit groupe d'extrême gauche VS. — (Corresp.)



## SÉMIOTIQUE STRUCTURALE

Par Algirdas Julien Greimas

« Sémiotique structurale » fut le texte fondateur de l'Ecole sémiotique de Paris. Il demeure l'ouvrage de référence pour l'étude scientifique de la grammaire du sens : concepts inauguraux, études narratives et discursives des textes.

Collection « Formes sémiotiques », dirigée par Anne Hénault.

264 pages - 95 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



# ASIE

## Philippines

### Soutien appuyé de M<sup>me</sup> Aquino aux militaires

M<sup>me</sup> Corazon Aquino a manifesté plus clairement son soutien aux forces armées des Philippines dans leur lutte contre la guérilla communiste. Dimanche 25 mai à Cebu, dans le centre de l'archipel, la présidente a affirmé qu'elle envisageait d'amnistier certains soldats et officiers accusés de violations des droits de l'homme.

Pour parachever sa réconciliation avec l'armée, elle serait même disposée, selon le *New York Times*, « à pardonner et à oublier » le rôle joué à certains militaires proches de l'ancien régime dans l'assassinat de son mari, Benigno Aquino.

« Auparavant, lorsque nous étions dans l'opposition, les militaires étaient nos ennemis. Aujourd'hui, ils s'efforcent réellement de protéger la population. Nous devons les soutenir. Nous devons oublier le passé », a dit M<sup>me</sup> Aquino, faisant allusion aux nombreux abus et crimes imputés aux militaires sous le régime de l'ex-président Marcos.

La présidente, qui a appelé à plusieurs reprises les communistes à déposer les armes et à négocier un cessez-le-feu avec les autorités, a de nouveau mis en garde la Nouvelle Armée populaire

(NAP, le bras armé du PC) : si ces offres ne sont pas acceptées, elle dit, « le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de se lancer dans une guerre sans fin issue pour lui que la victoire ».

Par ailleurs, notre correspondant à Manille nous signale que M<sup>me</sup> Aquino a désigné, dimanche, quarante-quatre des cinquante personnes « intégrées et honnêtes » qui devront rédiger une nouvelle Constitution d'ici à septembre prochain.

On avait beaucoup spéculé sur la nature de cette commission constitutionnelle, après que plus de mille noms eurent été proposés. Finalement, le résultat a quelque peu surpris : contre toute attente, la gauche est peu représentée.

La nouvelle commission est composée de juristes, de religieux, d'universitaires, de plusieurs journalistes, de représentants du monde des affaires, d'un militaire à la retraite et même d'un cinéaste (Lino Brocka).

Dans un esprit « de réconciliation nationale », M<sup>me</sup> Aquino a laissé volontairement six fauteuils pour des représentants de l'opposition, essentiellement composée d'anciens partisans de M. Marcos.

## Chine

### ÉCONOMIE : ENCORE SOIXANTE-DIX ANS D'EFFORTS...

Pékin. — Il faudra encore à la Chine de cinquante à soixante-dix ans d'intenses efforts pour approcher le niveau économique des pays développés, a déclaré le numéro 1 du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, cité, dimanche 25 mai, par l'agence Chine nouvelle.

« En réalité, nous rencontrons beaucoup de difficultés, et beaucoup de problèmes restent à résoudre », a ajouté le secrétaire général du PCC, après avoir estimé que les progrès réalisés au cours de ces sept dernières années de politique d'ouverture et de réformes économiques de la Chine ne devaient pas être surestimés à l'étranger.

M. Deng Xiaoping avait déclaré, mardi dernier, lors de son entrevue avec le premier ministre australien, M. Robert Hawke, que la Chine vivait un développement « de niveau moyen » vers l'an 2050. Cette remarque avait été interprétée comme une révision en baisse des ambitions à long terme du régime. En octobre 1984, en effet, M. Deng avait indiqué qu'il faudrait de trente à cinquante ans pour rattraper les pays développés. M. Hu avait estimé, à la fin de 1985, que le centième anniversaire de la fondation du régime, en 2049, verrait la Chine au niveau des pays développés. — (AFP.)

## Bangladesh

### Le général Ershad a formé un nouveau gouvernement

#### De notre correspondant

New-Delhi. — Le général Ershad, qui avait été contraint par l'opposition de démettre, fin avril, dix-sept de ses ministres, candidats aux élections générales du 7 mai, a constitué, le dimanche 25 mai, un nouveau gouvernement de vingt-cinq membres. Hormis deux anciens ministres qui n'ont pas été élus, les titulaires des portefeuilles sont les mêmes qu'auparavant.

Le nouveau cabinet intérimaire restera en place jusqu'à l'ouverture de la prochaine session parlementaire prévue début juillet. Le chef de la majorité à l'Assemblée nationale — qui devrait être choisi incessamment par le président Ershad — constituera alors, en accord avec le chef de l'Etat, un nouveau gouvernement parmi les vainqueurs. Le parti Jatiya, qui soutient le général, a remporté cent cinquante-deux des trois cents sièges mis aux voix le 7 mai. Deux cents quatre-vingt-deux résultats seulement ont été déclarés, un nouveau vote devant avoir lieu dans une circonscription où le précédent fut marqué par la violence. (Le Monde daté 25-26 mai).

Au termes de la Constitution, le Jatiya, en tant que parti majoritaire, nommera également les titulaires de trente sièges supplémentaires réservés aux femmes. Le groupe pro-Ershad peut également compter sur le soutien d'une majorité de trente-trois « indépendants » élus le 7 mai. Il devrait cependant lui manquer les cinq ou six voix nécessaires à la majorité des deux tiers requise pour faire ratifier quatre ans de proclamation sous la loi martiale.

Dans le cas où les deux tiers des députés refuseraient d'entériner le coup d'Etat militaire de mars 1982, le processus de « démocratisation » pourrait être remis en cause, le général Ershad ne pouvant se permettre de « ramener le pays sur la voie démocratique », comme il l'a promis, alors que le premier gouvernement civil venu serait en droit de lui faire un procès pour « haute trahison » (1).

L'autre épée de Damoclès qui pèse sur l'avenir de la nouvelle Assemblée est de savoir si la Ligue d'opposition Awami (du peuple)

acceptera ou non d'occuper les soixante-quinze sièges réservés le 7 mai. Sheikh Hasina Wajed, dirigeant indiscuté de la Ligue, s'est refusé jusqu'ici à adopter une ligne claire. La fille de Majibur Rahman (le « père de la nation », assassiné en 1975) subit d'intenses pressions de la part de ses alliés pour rejeter la totalité des résultats du 7 mai, une constatation qui fut marquée par la violence, l'intimidation et la fraude généralisées.

L'autre grand mouvement d'opposition aux militaires — le Parti national du Bangladesh (PNB), — qui avait appelé au boycottage des élections, fait campagne pour une nouvelle consultation « libre et honnête », avant que les électeurs soient à nouveau convoqués, en novembre ou en décembre, pour élire un président civil. Si tout se passe cependant comme prévu à Dacca, il est probable que le général Ershad démissionnera dans les six mois de ses fonctions militaires pour se présenter à la magistrature suprême qu'il occupe déjà « illégalement ».

PATRICE CLAUDE.

(1) Le viol de la Constitution « perpétré par le général Ershad, en mars 1982, est théoriquement passible des tribunaux.

## Inde

Deux sikhs ont été tués, dimanche 25 mai, dans un affrontement avec la police près de la ville sainte d'Amritsar. D'autre part, deux sikhs, également présumés séparatistes, ont été tués dimanche matin deux personnes dans un village du district de Gurdaspur, où un homme avait été assassiné la nuit précédente. — (AFP.)

## Népal

● Résultats des élections législatives. — Les candidats favorables à une réforme du Panchayat, le système parlementaire sans parti, au Népal, ont remporté plus de la moitié des sièges aux élections générales du 12 mai (le Monde du 13 mai), indiquent les résultats officiels publiés vendredi 25 mai. La commission des élections a rendu publics les résultats définitifs des élections dans soixante-trois régions pour pouvoir cent huit des cent quarante sièges du Parlement. Soixante-neuf élus sont de nouveaux venus qui réclament la libéralisation du système Panchayat, vieux de vingt-cinq ans, et des réformes économiques et dans le domaine de l'éducation. Les trente-neuf autres sièges sont revenus à d'anciens députés.

Les résultats des élections pour deux autres sièges, le 19 mai dans le district de Syangja, ne sont pas encore connus. Enfin, un scrutin doit encore être organisé pour deux sièges dans le district de Kaski. Les vingt-huit députés restants du Parlement seront nommés par le roi Birendra. — (AFP.)

# EUROPE

### Le Congrès juif mondial publie le document de l'ONU classant M. Waldheim parmi les criminels de guerre

Le Congrès juif mondial a rendu public le dimanche 25 mai à Genève le document de la commission des Nations unies sur les crimes de guerre concernant M. Kurt Waldheim. Ce document, conservé dans les archives de l'ONU, ne peut en principe être consulté que par des gouvernements. Le directeur du CJM, M. Steinberg, a déclaré qu'une copie lui avait été remise par des sources non gouvernementales qui ont requis l'anonymat. Le dossier a été remis le mois dernier, sur leur demande, aux gouvernements américain, israélien et autrichien.

Ce dossier, datant de 1948, mentionne expressément qu'il existe des « preuves suffisantes » pour justifier une poursuite de M. Waldheim devant les tribunaux. Il est daté du 19 février 1948 et contient une demi-douzaine de témoignages de prisonniers de guerre dont celui d'un certain John Mayer, datant du 3 avril 1944, qui affirme avoir vu des personnes exécutées « conformément à des ordres donnés par Kurt Waldheim ».

Sur une des sept pages intitulée « nombre et description des crimes », on lit : « 1. Meurtre ; 2. Exécution d'otages ». Le dossier est classé « A », la mention la plus grave, signifiant qu'il existe suffisamment de preuves pour justifier des poursuites judiciaires. Les trente-six mille dossiers examinés après la guerre par la commission de l'ONU pour les crimes de guerre portent soit cette mention « A », soit « W », comme witness, c'est-à-dire témoin, soit « S » s'il s'agit d'un suspect.

Ce dossier a été constitué à partir des pièces fournies à l'ONU en décembre 1947 par la commission yougoslave pour les crimes de guerre. Il a été rédigé par des représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et de la Tchécoslovaquie.

Les représentants du CJM ont expliqué dimanche qu'en rendant public ce document, ils voulaient démontrer qu'ils n'étaient pas les accusateurs de M. Kurt Waldheim et que « l'accusateur, c'est la commission des crimes de guerre de l'ONU ».

Le président de la République autrichienne en exercice, M. Kirchschlager, s'était prononcé le 22 avril sur ce document de l'ONU et avait déclaré que, personnellement, il n'aurait pas engagé de poursuites pour crimes de guerre contre Kurt Waldheim sur cette seule base, estimant notamment que le principal témoignage à charge pouvait être sujet à caution. Le Congrès juif mondial a appelé dimanche le gouvernement yougoslave à rendre publics tous les documents justifiant la notification envoyée en 1947 à la commission de l'ONU.

D'autre part, dans une interview publiée dimanche par le *Jerusalem Post*, l'ancien secrétaire général de l'ONU répond aux affirmations faites jeudi dernier à la radio israélienne par le ministre de la justice, M. Yitzhak Modaï, qui avait déclaré : « Si M. Waldheim ne peut être accusé directement et personnellement pour les meurtres de civils durant la seconde guerre mondiale, du moins

peut-on l'impliquer pour complicité de meurtres, selon les documents disponibles. » Cette accusation ne fait que reprendre des allégations sans fondement, a répondu le candidat à la présidence de la République autrichienne. Il devrait être clair à présent que je n'ai jamais donné l'ordre ou suggéré des opérations. Ma seule fonction [au sein de la Wehrmacht] était de faire la synthèse des informations parvenant à mon poste. Je n'ai jamais été impliqué dans aucune opération de combat, et j'ai toujours dit la vérité à ce propos. »

### M<sup>me</sup> Beate Klarsfeld manifeste à Vienne

La police autrichienne a aidé samedi à Vienne les partisans de M. Kurt Waldheim à étouffer une manifestation de protestation pacifique contre l'ancien secrétaire général de l'ONU, candidate par M<sup>me</sup> Beate Klarsfeld.

Policiers et spectateurs ont arraché les pancartes et les tracts des mains des manifestants, alors que ceux-ci essayaient de se mêler à la foule de quelque sept cents personnes venues écouter M. Waldheim sur la place de la cathédrale Saint-Etienne. M<sup>me</sup> Klarsfeld, qui mène une chasse aux anciens nazis dans le monde, se trouvait avec un groupe qui tentait de tenir une banderole proclamant : « L'antisémitisme ne profitera pas. Non à Waldheim ». Elle fut arrachée des mains et jetée à terre. — (AFP, AP, Reuters.)

## RFA

### Le congrès des retrouvailles pour les libéraux

#### De notre envoyé spécial

Hanovre. — Le Parti libéral s'est offert ce week-end, à Hanovre, une petite cure de jeunesse : pas trop d'ambition, mais le sentiment de se retrouver enfin en eaux plus tranquilles une fois la mauvaise passe franchie, deux ans après les déchirements provoqués par le changement de coalition et la rupture avec son aile gauche. Son congrès a surtout été l'occasion de grandes retrouvailles en famille : anciens et nouveaux ont été réunis au bureau politique avec des majorités confortables. Le débat sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, samedi 24 mai, a mis un peu de piment dans l'ordonnance des travaux, mais juste ce qu'il fallait.

#### Tchécoslovaquie

● Elections générales. — Les listes uniques du Front national (dirigé par le Parti communiste) ont obtenu 99,94 % des suffrages exprimés, et tous les candidats ont été élus aux élections générales du 25 mai, a annoncé dimanche l'agence CTK.

Le taux de participation sur l'ensemble du territoire a été de 99,39 %. Ces élections, qui ont lieu tous les cinq ans au scrutin de liste à raison d'un candidat par poste, concernent les deux chambres de l'Assemblée fédérale (chambre du peuple et chambre des nations), le conseil national tchèque et le conseil national slovaque, ainsi que les conseils régionaux, de district et locaux. — (AFP.)

## De passage en France

### M<sup>me</sup> ELENA BONNER RENCONTRE M. CHIRAC ET LE PRÉSIDENT MITTERRAND

M<sup>me</sup> Elena Bonner, épouse de l'académicien soviétique Andreï Sakharov, est arrivée, dimanche 25 mai, à Paris, venant de Boston (Etats-Unis). Elle devait être reçue, ce lundi, par le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, qui devait ensuite l'accompagner à l'hôtel Matignon pour une rencontre avec M. Jacques Chirac.

Mardi, M<sup>me</sup> Bonner devait être reçue à l'Elysée par M. Mitterrand, qui, rappelé-t-on, est intervenu à plusieurs reprises auprès des autorités soviétiques en faveur d'Andreï Sakharov, notamment au Kremlin lors de son voyage en URSS en juin 1984.

Des rencontres sont également prévues entre M<sup>me</sup> Bonner et diverses personnalités françaises, dont M<sup>me</sup> Simone Weil, MM. Chaban-Delmas, Raymond Barre, François Léotard et Michel Noir — ces deux derniers lui ayant rendu visite à Moscou en mars 1984.

M<sup>me</sup> Bonner doit quitter la France mercredi pour Oslo, puis Londres et Rome, avant de regagner l'URSS le 2 juin.

Avant de quitter les Etats-Unis, l'épouse d'Andreï Sakharov, en exil intérieur, à Gorki, avait déclaré : « Je retourne auprès de mon mari, je veux revenir près de lui, mais c'est extrêmement triste et difficile. (...) Je redoute plus encore l'isolement sans précédent des deux dernières années. Je redoute de vivre sous la surveillance constante de caméras invisibles. »

#### Bonbons - Douceurs par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication du kit au sur mesure  
LEROY FABRICANT  
équipe votre appartement bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite d'impression  
208, avenue de Maine, Paris (14)  
45-40-57-40 - M. Alain

## SCIENCES-PO

préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance  
1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> années - Fin R.A.P. - 2 centres : Quai de la Seine à Neuilly  
57, rue de la République, 92 Neuilly, 47.22.94.94  
47.25.05.19. Enseignement supérieur privé

## ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

GESTION ET MANAGEMENT INTERNATIONAL  
Programme intensif sur 3 ans à PARIS et SAN FRANCISCO, conduisant au Titre E.G.P. et au MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION-MBA

Administration - Inscriptions - Concours : E.G.P. : 3, Impasse Royer Collard, 75005 Paris. Tél. : (1) 43.25.63.91

Admission sur concours : Les candidats doivent justifier d'une année d'enseignement supérieur  
Etablissement agréé d'Enseignement Supérieur, Association d'Éducation à but non lucratif.  
Coopérer avec l'European University of America.

L'E.G.P. LES MOYENS DE RÉUSSIR

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**

- ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION
- ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. à MAI ou JANVIER à MAI
- PRÉPARATION INTENSIVE EN AOUT

SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS

TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris  
Tél. : 45.85.59.35+

AUTREUIL : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. : 42.24.10.72+

## ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

Établissement Rne d'enseignement supérieur  
Association d'Éducation à but non lucratif

### Prép. Sciences-Po

Préparation à l'examen d'entrée en 1<sup>re</sup> année de l'Institut d'Études Politiques pour les étudiants de 1<sup>er</sup> cycle universitaire, les bacheliers, élèves du terminale.

#### Préparation "Intensive d'été"

- Enseignements par petits groupes
- 108 heures de cours répartis sur 6 semaines du Lundi 21 Juillet au Vendredi 28 Août
- 2 Agréments d'examen blanc.

Administration - Enseignements et inscriptions : E.G.P. : 3, Impasse Royer Collard, 75005 Paris (14e arrondissement) Tél. : (1) 45.24.08.00

E.G.P. : Les moyens de réussir

## ANGLAIS A PARIS

midi, soir, cours collectifs et indiv.  
français pour étrangers

### SÉJOURS A L'ÉTRANGER

pour jeunes et adultes  
Paris-langues International  
8, rue Saint-Marc, 75002 Paris  
Tél. : (1) 45-08-03-20

## isth

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
Depuis 1953

### POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CPECF : Reprise en novembre cours du jour et stages intensifs

DECS : Nouveaux cursus stage intensif août et rentrée en novembre

BTS : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES L.V.

CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris  
Tél. : 45.85.59.35+

AUTREUIL : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. : 42.24.10.72+

Thomson  
market

"Not content with  
of growing market  
Exchange has  
morning session  
Futures market  
unprecedented  
Planned and  
selves, those who  
agement of the  
time when the  
going renewal

DES SACRÉS FRANÇAIS



## EUROPE

# La Turquie et l'islam

(Suite de la première page.)

En attendant, il utilise un Coran trilingue - turc, arabe et arabe phonétique - dont les exemplaires se vendent comme des petits pains dans les librairies spécialisées ouvertes un peu partout dans le pays et qui, à côté du Livre sacré, débattent toute une littérature islamique à l'image des États arabes voisins.

Le récent développement spectaculaire des relations économiques et politiques avec ces États est, d'ailleurs, l'un des sujets de satisfaction de notre hôte. « Les Arabes, notre espoir ! », écrit-il, il y a quelque temps, avec sans doute une pointe d'ironie, l'hebdomadaire indépendant *Nispet*. Et tel conseiller du chef de l'État, le général Kenan Evren, soulignera volontiers - malgré les difficultés de paiement avec la Libye, l'Iran et l'Irak qu'il passe sous silence - que « les échanges entre la Turquie et le monde arabe et islamique sont devenus à peu près aussi importants que nos échanges avec l'Occident ». Il y a quelques années encore au seul nom des Arabes, la plupart des Turcs faisaient la grimace, évoquant leur « trahison », à l'égard de l'Empire ottoman durant la première guerre mondiale ou leur « arriération sociale ».

Aujourd'hui, à Kirsehir et ailleurs, une partie de la classe moyenne imite les comportements sociaux « arabes » dont hier elle se gaussait comme de « fies ». Le négociant qui nous reçoit ne laisse plus son épouse mettre le nez dehors et il a même obtenu que sa mère, femme d'allure libre, nous assure-t-on, en fasse autant, tandis que son père, vieux kémaliste (2), acceptait, à force de caresses, de jeter sa casquette « dont la visière symbolisait le refus de se soumettre à Dieu ».

Le jeune marchand, lui, arbore calot blanc et barbe noire. Au moment où nous le quittons, un gamin lui apporte respectueusement le *Milî Gazete*, seul quotidien national ouvertement intégriste et qui toucherait quelque cent soixante-quinze mille lecteurs. Notre homme serait-il donc *nourdjou* ?

Parmi les confréries illégales - mais tolérées - celle des *nourdjous*, les « disciples de la Lumière », passe aujourd'hui pour la plus puissante (3). Créée par un cheikh antiskémiste, Saïd Nourji (1873-1960), dont on met parfois

d'indigner qu'il était d'origine kurde, elle est maintenant répandue dans tout le pays, où on la considère de plusieurs centaines de milliers de membres ; elle est présente également en Allemagne fédérale (deux millions et demi de résidents turcs) et en France (environ cent cinquante mille Turcs) d'où les immigrés lui envoient des fonds. L'anticommunisme flamboyant des *nourdjous* leur permet de se flatter d'appuis aux États-Unis et en Arabie saoudite et naturellement dans les formations de droite turques, hier certainement au sein du Parti du salut national de l'ingénieur islamiste Necmettin Erbakan, aujourd'hui probablement au sein du Parti de la mère-patrie, au pouvoir depuis 1983.

Externes, dynamiques, optimistes, les fidèles de Nourji affirment trouver dans ses textes - vendus en librairie - où la poésie se mêle à la politique, à la fois nostalgie du califat, éloge de l'économie de marché et incitation à l'étude, quotidiennes. L'interprétation dernier cri des éloges de Nourji est que l'État a peut-être le droit, voire le devoir, d'être laïque, mais qu'il doit laisser l'islam vivre sa vie. En effet, contrairement à ce qu'on croit généralement hors de Turquie, Atatürk a moins séparé la religion de l'État qu'il ne l'a mise à l'entier service de celui-ci.

Ces cinquante étudiants *nourdjous* de Van (Est) arrivés l'an passé pour avoir converti une salle de leur faculté en lieu de réunion de leur confrérie avaient, pour leur part, déjà renversé l'équation... Et que dire de ces farnelements, répétés *nourdjous*, qui, la même année, dans le Vieil-Ankara, ont taillé les bras nus de deux beautés locales, passant malencontreusement devant des hommes s'apprêtant à prier ? Et de ce millier de « centres d'endocritement religieux » recensés en 1985 par le quotidien indépendant *Hurriyet* ?

Le président Evren, vieux militaire dévot d'Atatürk et, prétendent certains, frano-maçonn, ne cesse de proclamer que l'université (ou l'armée, au choix) doit être « un rempart contre la bigoterie » (ou l'obscurantisme, c'est selon). Mais le gouvernement, dirigé pour la première fois depuis l'Empire ottoman, par un homme, Turgut Ozal, ostensiblement pratiquant, a peut-être, chaque fois qu'il contre des activistes religieux, d'offenser toute

la communauté musulmane et prêter benoîtement répétée que « les craintes concernant les menaces sur la laïcité sont infondées ».

Pendant ce temps, le slogan : « Une seule voie : l'islam ! » court sur les murs des universités. Et les islamistes infiltrés dans le secteur de l'enseignement ne chôment pas, parvenant à faire distribuer aux collégiens un manuel décrétant tout de go : « Les citoyens ont le devoir de désobéir aux lois contraires à celles de l'islam ». Or, depuis soixante-cinq ans, la législation turque est imprégnée du droit occidental, bien souvent antinomique du droit coranique... Dans le meilleur des cas, ce dernier a été réinterprété pour cadrer avec le concept de citoyenneté civile et nationale.

### Des officiers anti-américains

Revenant sur la voie non confessionnelle, les médias officiels eux-mêmes ont renoncé en 1985 à utiliser le mot très kémaliste d'*oulous*,

nation au sens laïque du terme, remplacé par celui de *millat*, qui véhicule la vieille notion ottomane de nation basée sur l'identité religieuse. On pourrait collectionner ainsi, presque chaque jour, les petites touches islamiques nouvelles qui, prises séparément, n'ont souvent pas grande importance, mais qui, en fait, constituent un lent grignotage du statut laïc du pays. « L'avantage de ce phénomène est de désoccuper le fait religieux, de sacrifier le superflu pour sauver l'essentiel », avance un diplomate turc. Lors de la résurrection du *millat*, l'ancien chef du gouvernement « libéral de gauche », Bulent Ecevit, s'est écrit, quant à lui : « Abdulhamid [sultan de 1876 à 1909] doit être satisfait ».

Pas Atatürk, en revanche ! Pourtant, des provinciaux montent toujours à son mausolée dominant Ankara, s'attardant devant les vitrines qui conservent aussi bien son téléphone que son pyjama. Et

le monde politique mêle encore son nom à tout, mécaniquement. Jusqu'à certains députés proches des islamistes - on évalue leur nombre de soixante à quatre-vingts sur quatre cents parlementaires - qui ne craignent pas de proclamer Atatürk « bienfaiteur de l'islam ».

Il y a plus inquiétant pour le régime. Jusqu'ici l'armée, quoique reflet social de la population, passait pour être à l'abri de l'effervescence islamiste, même si on reconnaît parfois un militaire rendu au civil qui ne pouvait se résister de lancer : « Assez de bourrage de crâne laïc, qu'on me laisse vivre mon islam ! ». « Lavage de cerveau » laïque qui, lors de la guerre de la Corée (1950-1953), n'empêcha pas le bataillon turc, en se lançant au combat, de retrouver spontanément la vieille invocation à Allah des armées musulmanes. Et puis en juin 1985, il y a eu, distribuée dans le pays, cette adresse au peuple d'officiers patriotes « estimant que « la Turquie défend les intérêts de Washington au lieu de ceux de l'islam », et qu'« elle est, comme Israël, un avant-poste hostile aux peuples musulmans ».

Le trac s'en prend au Congrès américain qui « critique grossièrement notre pays et lui octroie 700 millions de dollars par an contre 4 milliards de dollars à Israël (4). La Turquie est asservie et elle est considérée comme leur ennemi mortelle par les musulmans du monde ». Et cette conclusion, avec la référence atturkienne obligée : « La nation donnera une leçon à ceux qui veulent transformer la Turquie d'Atatürk en île de pont des États-Unis et du sionisme ».

Les responsables politiques, qui doivent en savoir un peu plus long sur ce courant au sein de l'armée puisque dès 1983 ils avaient refusé aux Américains de ravitailler via la Turquie leurs forces alors à Beyrouth, affectent de traiter par le mépris l'appel des « officiers patriotes ». Mais les publications des cercles islamistes ne se privent pas de critiquer les liens d'Ankara avec l'Occident, préconisant la création d'un « marché commun islamique » où les Turcs « ne seraient pas regardés de haut comme dans la Communauté économique européenne ». Mais les bombardements américains sur la Libye, en avril, ont été désapprouvés par 78 % des Turcs interrogés. « Notre gouvernement est

l'allié de Reagan, mais notre peuple est ami des Libyens », commentait le commerçant de Kirsehir sans attendre ce sondage.

Enfin, comme naguère en Egypte ou en Iran, des intellectuels « de gauche » rejettent en matière d'anti-occidentalisme les islamistes. L'écrivain Atilla Ilhan, d'abord chanteur inconditionnel de la civilisation française, en est venu à décrire « l'Occident colonisateur, agressif, sûr de lui, barbare, raciste », etc., le poète Ismet Özal, dénonçant, lui, la « démocratie occidentale » (5).

### La crue

Où va la Turquie ? Modernisée de force par un Atatürk disparu avant d'avoir achevé son œuvre, arrivée à l'Europe à rebrousse-poil de l'histoire et de la géographie il y a peu de temps encore, un voyant néanmoins dans ce peuple à la natalité exubérante (le nombre de ses habitants est passé en vingt ans de vingt-cinq à cinquante millions) un pilier sûr de l'alliance atlantique, un futur membre de la Communauté européenne. Mais l'islam, en Asie mineure aussi, « est entré en crue », selon la formule du turcologue Paul Dumont, tandis qu'un des plus pondérés de ses pairs, Robert Mantran, constatait : « La référence au kémalisme ne touche plus qu'une part réduite de la population ».

Est-ce à dire que, dans ce voisin de l'Iran en ébullition, le politique est condamné à terme à venir se ranger au pied du religieux, la modernité à s'effacer devant un islam huminement finissant mais culturellement non renouvelé, les retrouvailles avec l'Orient à être exclusives de rapports étroits avec l'Europe ? On pourrait peut-être répondre affirmativement si aucune force populaire en Turquie ne s'opposait à la tendance actuelle. Or tel n'est pas le cas. Et la principale de ces forces vient de là où on ne l'attendait guère.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(2) Partisans des idées de Mustafa Kemal, véritable nom d'Atatürk.  
(3) Numéro spécial de *Temps modernes* sur la Turquie, juillet-août 1984.  
(4) En 1985, l'aide américaine totale à Israël a été un peu inférieure à 3 milliards et demi de dollars.  
(5) Bulletin de liaison numéro 2 de l'Equipe française de recherche sur la Turquie, Paris, mai 1985.

## De la laïcisation à la réislamisation

1924. - Atatürk (Mustapha Kemal) abolit le califat universel de l'islam, laïcise l'enseignement et « turquise » la religion musulmane.

1925. - Snulèvement islam-turque contre la laïcisation ; interdiction des confréries islamiques et remplacement de la législation d'inspiration coranique par des codes européens.

1928. - L'islam cesse d'être religion d'État, et la langue turque troque l'alphabet arabe contre les caractères latins.

1938. - Mort d'Atatürk.

1949. - Rétablissement du « catéchisme » coranique dans les écoles primaires et création à Ankara d'une faculté de théologie islamique.

1950. - L'arabe est de nouveau autorisé pour l'appel à la prière ; les confréries sortent de la clandestinité.

1969. - La Turquie envoie un observateur au sommet islamique de Rabat.

1975-1980. - Les thèses des ultra-nationalistes et des islamistes se rapprochent, donnant le courant islam-turc.

1976. - Réunion à Istanbul des ministres des affaires étrangères musulmanes.

1978. - Des musulmans avertis massacrent à Karaman Maracha (Sud-Est) des alévis (minoritaires d'origine chiite).

1980. - Cinquante mille personnes réunies à Konya (Centre) à l'appel du PSN s'en prennent au kémalisme ; les menaces sur la laïcité sont l'un des motifs du coup d'État militaire.

1982. - La nouvelle Constitution rend le « catéchisme » coranique obligatoire dans la primaire et la secondaire.

1984. - Le président Evren participe au sommet islamique de Casablanca et se rend « en visite » à La Mecque. La publicité télévisée est interdite pour tout alcool. Les dirigeants du PSN, poursuivis pour « haute trahison », sont acquittés.

1986. - Loi sur la protection des « religions ciéistes » punissant de prison les « blasphémateurs ».

J.-P. P.-H.

# Those cheeky French! Their stock market is packed with opportunities!\*

"Not content with its position as a world leader in terms of growing market prices and turnover, the Paris Stock Exchange has embarked on one innovation after another: morning session, an continuous computerized market, a Futures market (MATIF) and, soon, negotiable options. An unprecedented program of modernization is in progress. Planned and implemented by the stock brokers themselves, those who are responsible for the technical management of the French market, this program comes at a time when the basic fabric of their financial world is undergoing renewal at an accelerated pace. Today, French

business is demonstrating a keen interest in the Stock Market. The success of the French Second Market (SECOND MARCHÉ), established at the initiative of French brokers, is one example. It is the leading European market of its kind in terms of capitalization and volume of transactions, and covers a broad range of dynamic companies. The opportunities becoming available as a result of privatization represent additional advantages in the French market, which is now one of the most attractive world-wide. The Paris Bourse is on the move, re-affirming its important international reputation." GEORGE ROBERTS. NEW YORK.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE.

PLACE DE LA FRAISSE

\*CES SACRÉS FRANÇAIS, LEUR BOURSE EST PLEINE D'OPPORTUNITÉS!



صحة من الاجل

## AMERIQUES

### Etats-Unis

#### CONTRE LA PAUVRETÉ Une chaîne humaine à travers l'Amérique

De notre correspondant

Washington. — A l'ouest, dans les poussières semi-désertiques du Texas, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona et de la Californie, seuls de longs rubans de plastique, offerts par Coca-Cola, maintiennent une fiction de continuité humaine. Partout ailleurs, en revanche, de New-York à Los Angeles en passant par Washington, Chicago, Dallas et Phoenix, le pays est peuplé.

D'une côte à l'autre, un quart d'heure durant, dans l'après-midi du dimanche 25 mai, quelque cinq millions de demi-Américains ont formé une chaîne de plus de 6 000 kilomètres, traversant seize Etats et cinq cent cinquante villes, pour manifester contre la pauvreté — celle qui jette à la rue les sans-ressources et les condamnent à la faim dans le plus riche pays du monde.

On pouvait trouver égarant le spectacle de tous ces gens de trop bonne humeur et trop roses, trop prompts à retrouver l'insouciance d'une vie d'été après un bref instant de gracieuse générosité. On pouvait tout aussi bien admirer l'élan du cœur et la naïveté créatrice qui avaient fait de cette idée folle une réalité et de la misère le sujet de la semaine dans un pays qui préfère habituellement être satisfait de lui-même plutôt que de se mettre en question.

S'il n'est pas encore sûr que l'opération « Meins à travers l'Amérique » (Hands Across America) ait réellement rapporté, à 10 dollars la place dans cette chaîne humaine, les 50 millions qui en étaient attendus pour les abris et les soupes populaires, il est certain qu'elle a profondément marqué les imaginations. Mercredi, le groupe de collégiens que M. Reagan recevait à la Maison Blanche pour un libre échange de questions et réponses l'interrogeait : comment se fait-il que chez nous, dans notre Amérique, des gens aient faim ?

#### Les hésitations de M. Reagan

Réponse du président : « Je ne pense pas que quiconque ait faim en Amérique en raison d'un refus, d'un manque de possibilité de nourrir les gens. Cela tient à ce que des gens ne savent pas où ni comment obtenir une aide. » Parfaitement exact, ont alors rétorqué sur toutes les ondes, d'un ton glacé, tous ceux qui s'occupent, par métier ou bénévolat, des laissés-pour-compte : parfaitement exact, car votre gouvernement, monsieur le président, a supprimé les crédits qui permettaient d'informer des aides disponibles ceux qui y ont droit.

Les graphiques ont suivi, sur les écrans et les pages des quoti-

diens, montrant l'écart entre la courbe de progression de la pauvreté et celle de la distribution de bons alimentaires. Près de vingt millions de personnes en recevaient en 1980, et le chiffre n'a pas changé depuis, alors que le nombre d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé d'un peu plus de vingt-neuf millions à trente-quatre millions aujourd'hui.

Vendredi, M. Reagan faisait annoncer, après maintes hésitations, qu'il prendrait place dans la chaîne avec M<sup>me</sup> Reagan et ses collaborateurs — ce qu'il a fait, dimanche, sur le perron de la Maison Blanche, chemise ouverte et chantant comme tout le monde. Habituellement à l'indifférence de ce gouvernement, des défenseurs des sans-emploi en treizième année d'indignation de l'autre côté des grilles, suggérant que M. Reagan mette sa main à la poche plutôt que dans une autre main, mais d'un ocan à l'autre, hommes d'Eglise et acteurs, sénateurs et conservateurs, tous l'Amérique était dans la chaîne — physiquement ou par téléviseur interposé.

Cela ne supprimera pas la misère, mais plus personne ne pourra dire qu'elle n'existe pas ou que l'indifférence serait devenue une vertu américaine. A elle seule, la démonstration valait bien le spectacle.

BERNARD GUETTA.

#### MORT DE CHESTER BOWLES Ancien conseiller de John Kennedy

Essex (AP). — Chester Bowles, ancien sous-secrétaire d'Etat sous la présidence de John Kennedy, est décédé, le dimanche 25 mai, dans sa résidence du Connecticut, à l'âge de 82 ans. Il était atteint de la maladie de Parkinson.

Né le 5 avril 1901, à Springfield (Massachusetts), Chester Bowles laissa le souvenir d'un grand diplomate, particulièrement conscient des problèmes du développement des pays du tiers-monde et d'un libéral, au sens américain du terme. Sa carrière politique avait commencé avant la guerre sous le parrainage d'Eleanor Roosevelt, la femme de Franklin D. Roosevelt. C'est ainsi qu'il fut l'un des délégués à la convention du Parti démocrate en 1940. Administrateur du contrôle des prix de 1943 à 1946, il fut ensuite pendant quelques mois directeur de l'Office de stabilisation économique. Précurseur du plan Marshall, il proposa alors que les Etats-Unis participent financièrement à la reconstruction des pays d'Europe occidentale.

Elu gouverneur du Connecticut en 1949, il fut nommé deux ans plus tard ambassadeur en Inde, où il restera jusqu'en 1953. Il retrouvera ce poste en 1963 après avoir exercé durant quelques mois la fonction de sous-secrétaire d'Etat, puis celle de conseiller du président Kennedy pour les affaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. A ce titre, il prit des positions favorables à la décolonisation et hostiles à une intervention américaine à Cuba. Il plaça aussi pour une reconnaissance de la Chine populaire par les Etats-Unis. A la suite de Kennedy, le président Johnson fit appel à ses services en 1968 pour tenter une normalisation des relations de Washington avec le Cambodge du prince Sihanouk.

### Colombie

#### M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, remporte l'élection présidentielle

M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, a remporté l'élection présidentielle qui a eu lieu le dimanche 25 mai en Colombie. Selon un décompte encore provisoire et non officiel, il a obtenu 3 360 000 voix, soit environ 58 % des suffrages exprimés, un million de plus que son principal adversaire, M. Alvaro Gomez, candidat du Parti conservateur, qui a reconnu sa défaite.

Le candidat de l'Union patriotique, M. Jaime Pardo Real, n'aurait obtenu que 4 % des voix. Il représente le Parti communiste et les membres des Frcs armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui ont accepté l'amnistie offerte par le gouvernement de M. Belisario Betancur pour participer légalement à la vie politique. L'Union patriotique avait déjà fait campagne pour les élections législatives du 9 mars. M<sup>me</sup> Regina Betancur, dite Regina II, une prophétesse de l'occultisme dont les

vigoureuses interventions à la télévision ont quelque peu animé une campagne plutôt morne, n'aurait obtenu moins de 1 % des suffrages.

La journée électorale a été particulièrement calme. Aucun incident sérieux n'a été signalé. Il est vrai que les autorités avaient pris d'exceptionnelles mesures de sécurité pour éviter des incidents provoqués par la guérilla ainsi que la fraude électorale.

M. Virgilio Barco, qui doit prendre ses fonctions le 7 août, a été félicité par le président Belisario Betancur, qui avait encouragé les Colombiens à voter massivement pour « renforcer la démocratie ». On ignorait cependant ce lundi le taux d'abstention, traditionnellement très élevé. M. Barco, qui n'a pas donné beaucoup de précisions sur son programme pendant la campagne, a déclaré que sa principale préoccupation était de « reconstruire le pays ».

#### L'homme de l'appareil

Sérieux, sévère, austère, prudent, peu enclin selon ses intimes à prendre des décisions rapides, M. Virgilio Barco n'est apparemment pas un battant. Il n'a ni le charisme ni le dynamisme de M. Luis Carlos Galán, jeune dirigeant du nouveau libéralisme, qui prétend réformer et moderniser le vieux Parti libéral, mais dont le score aux élections législatives du 9 mars a été trop modeste (moins de 7 % des voix) pour inquiéter les caciques de la principale formation colombienne. M. Virgilio Barco n'est pas non plus un tribun capable d'enfermer les masses dans un pays amoureux du verbe, où l'on apprécie la rhétorique et l'émphase.

Il s'est montré peu à l'aise en public au cours d'une campagne d'ailleurs sans grand éclat, et qui n'a pas excessivement passionné une opinion convaincue que les jeux, de toute manière, étaient faits après les élections du 9 mars et la victoire du Parti libéral. Ses prestations télévisées ont été rares et plutôt modestes. Honnête, il s'est cependant gardé de faire des promesses « inconsidérées ».

Avec sa chevelure à la diable strisée de mèches blanches, ses lunettes à grosse monture d'écaille et ses costumes stricts, M. Virgilio Barco a l'allure d'un professeur d'université assagi et rassuré. C'est pourtant cet homme de soixante-quatre ans, apparemment emprunté et discret, mais tenace et courageux, que les dirigeants du Parti libéral, et d'abord les Lleras, ont choisi pour succéder à M. Belisario Betancur et reprendre le contrôle du palais Nariño.

C'est un Andin. Il est né à Cucuta, dans le nord du Santander, près de la frontière vénézuélienne. Et c'est à Cucuta, à l'âge de vingt-quatre ans, qu'il a commencé une très longue carrière politique qui le mène aujourd'hui à la magistrature suprême. Il est alors élu au conseil municipal comme suppléant de Jorge Eliecer Gaitan, leader charismatique et adulé, dont le meurtre à Bogota, en 1948, devait déclencher une insurrection populaire très durement réprimée, la bogotazo, point de départ de la longue et impitoyable guerre civile de près de dix ans entre libéraux et conservateurs. Bien : trois cent mille morts et un pays marqué pour longtemps par ce que les Colombiens appellent avec pudeur la « violence ».

Député du Nord-Santander au Parlement de Bogota et secrétaire général du ministère des communications, M. Virgilio Barco, qui se réclame du courant gauchiste et appartient au courant libéral de son département, conquiert l'amitié et le soutien du patriarche Eduardo Santos, directeur du journal *El Tiempo* et numéro un du parti. Le jeune Barco est dans le sillage. Plusieurs fois ministre, en particulier dans les gouvernements de Lleras Camargo et de Guillermo Leon Valencia, sénateur, maire de Bogota à la demande du président libéral Lleras Restrepo pendant trois ans et demi, il a acquis à cette époque une réputation de « bon administrateur » et de technocrate.

Une réputation qui, semble-t-il, l'agace, bien qu'il soit diplômé

de l'institut technologique du Massachusetts (MIT) en sciences sociales et économiques et qu'il ait fait des études d'ingénieur à l'université de Bogota. Mais il est vrai qu'il n'a jamais exercé cette profession et qu'il se considère, lui, comme un pro de la politique depuis sa jeunesse.

Son grand-père, le général Virgilio Barco, possédait une concession de pétrole. Et certains membres de sa famille ont tenté un procès pour récupérer des royalties. Un épisode qui a valu au candidat du Parti libéral



Portrait de PANCHO.

une autre réputation, qu'il estime usurpée : celle d'un magnat du pétrole. Lui-même affirme avoir renoncé à tous ses droits sur la concession Barco depuis 1968, tout en s'abstenant de disposer d'une « certaine somme ».

Le Parti conservateur a tenté d'exploiter cette affaire pour mettre en doute l'éligibilité de Virgilio Barco, mais le ministère de la justice a rejeté cette requête des adversaires du candidat libéral.

Ses compatriotes le jugent pro-américain. M. Virgilio Barco, dont la femme est d'origine américaine, a effectivement de solides amis aux Etats-Unis, où il a fait des études, en particulier à Boston. Il a été haut fonctionnaire de la Banque mondiale et ambassadeur à Washington de 1977 à 1981. Paradoxalement, il reproche pourtant au gouvernement Betancur d'avoir demandé un « traitement spécial » à la Banque mondiale et au FMI pour le réajustement de la dette extérieure colombienne, relativement modeste (environ 12 milliards de dollars, dont 9 milliards pour le secteur public).

« Notre dette, dit-il, n'était pas un problème. Elle est devenue une source de corruptions. » Il préconise d'autre part un « plan Marshall » d'aide à l'Amérique latine, mais qui ne serait pas directement contrôlé par les Etats-Unis. Une proposition qu'il a faite, autre originalité, dans une lettre adressée à Fidel Castro. De M. Virgilio Barco, l'homme de la rue disait : « C'est un mauvais candidat, mais il peut être un bon président. » Ecarté en 1981 de la course à l'investiture du parti au profit de M. Lopez Michelsen, M. Virgilio Barco a, en 1986, bénéficié du soutien sans réserve de l'appareil du Parti libéral. Il lui reste à prouver qu'il peut être effectivement un bon président.

● Au Pérou, Sentier lumineux tue un gouverneur. — Des membres de la guérilla maoïste Sentier lumineux ont assassiné le gouverneur de la ville d'Asillo, au sud-est du Pérou, et ont détruit à l'explosif cinq véhicules lors de deux embuscades, le samedi 24 et le dimanche 25 mai,

dans le département de Puno (à 1 300 kilomètres au sud-est de Lima). Le gouverneur, Luis Macedo, a été tué par une jeune femme d'une balle dans la tête alors qu'il se trouvait dans un convoi officiel de trois camions transportant une trentaine de paysans. — (AFP.)

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC  
117, rue du Sac (71) 42-22-50-50  
Pierre BLANCHETTE  
exposition de peintures et gouaches  
tél. : 9 h-30 / 19 h-30, sam. 10 h-17 h  
DU 14 MAI AU 27 JUIN

DU 27 MAI AU 2 JUIN

# LA RENAULT 25

## VOUS INVITE AU CHATEAU DE VINCENNES

Du mardi 27 mai au lundi 2 juin, Renault vous convie à venir essayer la Renault 25 dans la version de votre choix.

La Renault 25, c'est une gamme de 16 versions, essence ou diesel, atmosphérique ou turbo, boîte de vitesses mécanique ou automatique, qui possèdent leur propre personnalité pour apporter la meilleure réponse aux exigences des conducteurs de grandes routines.

Sur l'Esplanade du Chateau de Vincennes, 40 Renault 25 vous attendent dans toutes leurs versions, peintes et équipées, prêtes à vous démontrer leurs qualités. Le mardi 27 mai de 12 à 19 heures et du mercredi 28 mai au lundi 2 juin de 10 à 19 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert (appel gratuit).

NUMERO VERT 02 25 19 86

Pour tout essai, Renault sera heureuse de vous offrir la visite guidée du Chateau de Vincennes : Musée, Dôme, Chapelle Royale. (visitation valable pour 2 personnes)

RENAULT  
DES VOITURES  
A VIVRE

L'HISTOIRE  
La meilleure  
comptent au  
française Aut  
et la France  
meilleur du p  
intelligents, l  
vrais, les plus  
des XIV<sup>e</sup> et X  
Ago, et piste



# AFRIQUE

## Sollicitudes

(Suite de la première page.)  
L'Afrique bat un certain nombre de records mondiaux, notamment celui du taux d'accroissement démographique - sa population double tous les vingt-quatre ans - qui dépasse de plusieurs points le taux d'augmentation de la production agricole. Le continent est aussi en tête de liste pour les taux de mortalité infantile, d'analphabétisme et d'urbanisation, le nombre des réfugiés et... le montant de l'aide publique au développement par habitant. Au total, vingt-neuf des trente-six pays les plus pauvres du monde appartiennent à l'Afrique subsaharienne.

### Dépendance alimentaire

Malheureusement, il n'y a pas d'espoir que cela change à court terme, affirment les experts. Au contraire. M. Edouard Saouta, directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a récemment indiqué que le taux d'auto-suffisance alimentaire des pays africains à faible revenu allait fléchir d'ici à 1990 et que la plupart d'entre eux risquaient alors d'être encore plus tributaires des importations de céréales qu'au début de cette décennie. Conséquence de cet état de choses : contrairement aux autres régions du monde, l'Afrique subira un « déclin alarmant » de sa consommation annuelle de céréales par tête d'habitant, qui tombera de 128,5 kilos en 1979-1981 à 126,1 en 1990.

L'Afrique est, aujourd'hui plus que jamais, dépendante des pays riches et, dans l'état semi-comateux où elle se trouve, plus vulnérable que tout autre continent à leurs manœuvres pour donner d'une main et reprendre de l'autre. Si généreuse soit-elle, l'aide internationale recouvre, souvent, de bien tristes réalités : des projets mal préparés, contestables, dispendieux, hors d'échelle.

Financée par la Suède (130 millions de dollars), l'usine de fabrication de papier installée à Mufindi, en Tanzanie, vient, six mois à peine après son inauguration, de suspendre sa production faute de commandes, ce papier local étant deux fois et demi plus cher que le papier importé. Fruit d'un marché de gré à gré entre la France et le gouvernement kényan, la construction du barrage hydro-électrique géant de Turkwel coûtera, selon le représentant local des communautés

européennes, « plus du double » du prix (2,4 milliards de francs) auquel il aurait été possible de traiter s'il y avait eu appel d'offres internationaux. Et que dire de cette école primaire des environs de Dar-es-Salaam que la Banque mondiale a cru bon de flanquer d'un parc de stationnement pour des instituteurs dont le traitement est si bas qu'ils ne peuvent même pas s'acheter une bicyclette.

Pour se donner bonne conscience et apitoyer la communauté internationale, les pays africains ont, trop longtemps, invoqué la force majeure. En quoi, en effet, étaient-ils responsables de la dégradation bien réelle des termes de l'échange - les prix mondiaux des produits de base ont, en valeur constante, baissé de 20 % au cours des vingt dernières années - ou des calamités naturelles comme la sécheresse, d'autant plus meurtrière qu'elle frappe des gens sans défense ?

Autre parade à laquelle ont eu recours beaucoup de dirigeants africains : la diatribe anti-impérialiste. « Nous continuons à utiliser les mêmes slogans dont nous nous servions lors de la lutte pour l'indépendance. Il y a vingt-cinq ans, avait récemment M. Mwai Kibaki, vice-président de la République kényane. Nous sommes encore en train d'accuser autrui de nous empêcher de tenir les promesses que nous avons faites à notre peuple. »

### Bureaucratie et corruption

Comme si c'était là une réponse au défi du sous-développement, les pays africains se sont dotés, à profusion, de structures nouvelles - on parle d'un fonds monétaire africain - qui, faute de moyens financiers, ont végété. « Notre crédibilité est en jeu, notait, il y a peu de temps, M. Bernard Chidzero, ministre zimbabwéen des finances, parce que notre continent est bien connu pour avoir créé des institutions qui n'ont mené à rien. » Appuyant ce point de vue, M. Kebby Musokotwane, premier ministre zambien, ajoutait alors : « Dans aucune autre partie du tiers-monde, la balkanisation économique, les rivalités à court terme, les stratégies de division n'ont été poussées à une telle extrémité. »

Ainsi, beaucoup de dirigeants africains en viennent à battre leur coulpe, à assumer leurs erreurs.

Est-ce suffisant pour renverser la vapeur ? Cette autocritique fait, en tout cas, apparaître que le secteur agricole ne s'est pas vu reconnaître un rôle moteur dans le développement économique du continent : moins de 10 % des dépenses publiques lui ont été consacrées. Constat à peine surprenant, sinon ces pays ne criaient pas famine car ils ne manquent ni de bonnes terres ni d'hommes capables de les mettre en valeur.

Faut-il désespérer de l'Afrique ? A y regarder de plus près, ce continent peut, ici ou là, se targuer de quelques succès. Au cours des vingt-cinq dernières années, quelques pays subsahariens ont augmenté de manière significative leur revenu par tête d'habitant. La Banque mondiale a récemment dressé la liste de quelques réussites : par exemple, la commercialisation des produits alimentaires au Cameroun, la promotion des exportations à Maurice, le planning familial au Zimbabwe.

Le sauvetage de l'Afrique passe d'abord par un changement de mentalité de ses élites, dont le comportement, à beaucoup d'égards, fait obstacle au développement. Préoccupées qu'elles sont, trop souvent, d'abuser de leurs positions de commandement pour assurer leur propre bien-être. N'assiste-t-on pas, un peu partout à travers le continent, à un développement alarmant de la corruption sous toutes ses formes ? Comment, dans ces conditions, vaincre l'apathie du monde paysan entre les mains duquel repose l'avenir de ces nations ? Ceux qui maintiennent la boue ont appris à se méfier des beaux parleurs.

JACQUES DE BARRIN.

## Madagascar LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EST TUÉ DANS UN ACCIDENT D'AVION

Antananarivo (Reuters). - Treize personnes, dont le ministre malgache de la défense, le contre-amiral Guy Sibon, ont trouvé la mort dans l'accident d'un DC-3 qui s'est écrasé, le samedi 24 mai, non loin de la ville d'Antsirabé, a annoncé le gouvernement.

Deux autres hauts responsables militaires - le général Hubert Andrianasolo, président de l'Office militaire national pour les industries stratégiques (OMNIS), et l'intendant général Jean-Jacques Rasolomahala, secrétaire général du ministère de la défense - sont parmi les victimes.

Agé de cinquante et un ans, le contre-amiral Sibon était un proche compagnon du président Didier Ratsiraka. Il avait été formé, comme lui, à l'Ecole navale de Brest. Il détenait le portefeuille de la défense depuis l'accession de son ami à la tête de l'Etat en 1975, mais était considéré beaucoup plus comme un technicien que comme un politicien.

### Somalie

## LE PRÉSIDENT SIAD BARRE BLESSÉ DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

Le chef de l'Etat somalien, le président Siad Barre, a été blessé, le vendredi 23 mai, dans un accident de la circulation à quelques kilomètres de Mogadiscio. Sa voiture aurait été percutée par un autobus pendant une forte averse.

Le roi Fadi a immédiatement dépêché un avion militaire pour l'emmener en Arabie saoudite où il est soigné. Des bruits contradictoires ont circulé dimanche sur son état de santé, qui semble moins grave qu'on ne l'avait laissé entendre un moment en Italie. Selon un bulletin de santé diffusé par la radio somalienne, M. Siad Barre subit des « examens approfondis » mais se trouve « en bon état de santé ». - (Reuters, AFP.)

## BERGER-LEVRULT JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire.  
Leçons de choses :  
• Calvin et la Réforme  
(co-édition La Joie de lire - Genève).

L'Histoire et la vie d'un monument  
(co-édition CNMHS) :  
• La maison  
• Le château de la Renaissance.

### Tunisie

## REÇU PAR LE PRÉSIDENT BOURGUIBA M. Chirac réaffirme que Tunis peut compter sur l'aide de la France en cas d'agression

De notre correspondant

Tunis. - En dérogeant au protocole pour aller personnellement accueillir à l'aéroport, le samedi 24 mai, M. Jacques Chirac, le président Bourguiba n'a voulu manifester toute l'importance qu'il attachait à la visite du premier ministre français, et créer, d'emblée, l'atmosphère de chaleureuse amitié dont il entendait qu'elle soit entourée. « J'ai ainsi tenu à rendre hommage à la France et à M. Chirac qui a eu de bonnes paroles pour la Tunisie », a dit le Comblant suprême, qui se référait aux récentes déclarations du premier ministre affirmant que la Tunisie et la France « sont des pays frères » et que Paris serait « naturellement » aux côtés de la Tunisie en cas d'agression.

Cette assurance relative à la sécurité de la Tunisie, qu'il avait donnée à Paris le 18 avril au premier ministre, M. Mohammed Mzali, répétée quelques jours plus tard lors de l'émission « L'heure de vérité » à Antenne II, puis la semaine dernière devant la presse diplomatique, M. Chirac a tenu à la réaffirmer encore plus nettement : « sans la moindre ambiguïté » à son arrivée sur le sol tunisien. « Je dis et je répète, a-t-il déclaré, que la France et la Tunisie sont deux nations qui ont des liens tels que ce qui touche l'une affecte immédiatement l'autre, qui doit en tirer forcément les conséquences. Si la Tunisie était l'objet d'une agression de quelque nature que ce soit de la part de qui que ce soit, et qu'elle sollicite l'aide de la France, cette aide lui serait acquise instantanément et sans la moindre réserve. Cela va de soi et est dans la nature très profonde des relations entre les deux pays. »

Alors qu'aussitôt après le raid américain sur la Libye, Tripoli a - fausement - accusé la Tunisie d'avoir offert aux F-111 son espace aérien, attisant ainsi un peu plus la tension qui persiste depuis bientôt un an entre les deux pays, les propos de M. Chirac ne pouvaient être que très favorablement accueillis, même s'il a pris soin de souligner qu'il « souhaite » et qu'il est même « content » qu'il n'existe actuellement aucune menace.

Tout au long des quatre heures que le premier ministre a passées entre Carthage et La Marsa, dans la banlieue nord de la capitale, pour s'entretenir avec le président Bourguiba - qui, en dépit du Ramadan, a offert un déjeuner en son honneur - puis avec M. Mohammed Mzali et plusieurs membres du gouvernement, les problèmes de la région maghrébienne et du Proche-Orient et surtout les relations bilatérales ont fait l'objet d'un large échange qui a débouché sur « une entière convergence de vues ».

C'est évidemment sur la coopération franco-tunisienne et son « approfondissement » qu'a porté l'essentiel des conversations. Il a été envisagé d'organiser rapidement des échanges de visites à Tunis et à Paris de ministres et d'experts pour étudier les dossiers dans le détail et examiner dans quelle mesure la France peut apporter son aide à la Tunisie qui connaît une situation économique et financière difficile.

### Doléances

## sur le passé récent

La baisse du prix du pétrole, la régression qui est enregistrée dans le tourisme et la diminution continue des transferts de fonds des travailleurs tunisiens établis à l'étranger - les trois principales ressources en devises du pays - ajoutées à une très médiocre année céréalière qui nécessitera des achats à l'étranger, font que la balance des paiements accuse cette année un déficit de l'ordre de 2 milliards et demi de francs. Des ressources nouvelles ont été déjà dégagées pour combler ce « trou », mais elles seront insuffisantes, et les Tunisiens souhaitent « une aide exceptionnelle » de leurs amis, au premier rang desquels ils placent la France. Ils attendent aussi de Paris d'autres gestes, et notamment des facilités pour leur permettre de renforcer leur équipement militaire.

M. Chirac s'est montré rassurant. Prudent aussi. Tout en affirmant sa volonté de « renforcer la solidarité économique et financière avec ce

pays frère qu'est la Tunisie », il a tenu à rappeler que la France « a ses propres difficultés » et n'est pas exempte d'une situation de crise.

En dépit de cette restriction, les dirigeants tunisiens ne cachent pas leur satisfaction ni les espoirs qu'ils fondent sur une redynamisation de la coopération qui, depuis un an, piétait, quand elle ne se heurtait pas à quelques accroc. « Jamais une réunion de la grande commission mixte n'avait été aussi négative que celle qui s'est tenue en janvier dernier à Paris », nous disait récemment un ministre. Celui-ci rappelait aussi que plusieurs engagements, « pourtant formels », du précédent gouvernement français n'avaient pas été tenus, comme par exemple une participation à la construction du port de Zarzis, dans le sud du pays.

Bien que très brève, la visite de M. Chirac, qui était d'abord venu « pour des raisons sentimentales et de respect » apporter les salutations de son gouvernement au président Bourguiba, doyen des chefs d'Etat arabes, semble donc avoir dégagé de nouvelles perspectives dans les rapports franco-tunisiens qui s'étaient dernièrement quelque peu émus.

Décontraint, appréciant visiblement l'exceptionnelle cordialité de ses hôtes, M. Chirac n'a pas manifesté pendant ce voyage-éclair que quelques secondes de crispation en refusant de répondre à un journaliste qui lui demandait quelles étaient les raisons ayant motivé le rappel en consultation à Paris de l'ambassadeur de France, M. Eric Rouleau, à la veille de son arrivée (le Monde daté 25-26 mai). Depuis trois jours, l'affaire est bien évidemment au centre de toutes les conversations dans les cercles politiques et diplomatiques de la capitale tunisienne où l'on s'interroge sur les suites qu'elle aura tant à Paris qu'à Tunis. Les milieux gouvernementaux, apparemment pas surpris outre mesure ni embarrassés, évitent tout commentaire sur cette « question d'ordre purement intérieur française ».

MICHEL DEURÉ.

# Ces sacrés français, leur bourse est pleine d'opportunités!

"Nan contente de figurer dans le peloton de tête des grandes places mandiales par la progression de ses cours et de son chiffre d'affaires, la Bourse de Paris fait se succéder innovations sur innovations : séance du matin, marché continu informatisé, marché de "futures" MATIF, bientôt les options négociables... Une mademisation sans précédent est en cours. Proposée et réalisée par les Agents de Change, responsables des techniques du marché Français des valeurs mobilières, elle intervient à un moment où le tissu boursier de ce pays se renouvelle à une cadence accélérée. Les entreprises Françaises montrent aujourd'hui un vif intérêt pour la Bourse. L'arousite du SECOND MARCHÉ Français, mis en place par les Agents de Change, en témoigne. Premier marché européen de ce type, en termes de capitalisation boursière et de transactions, il accueille un large éventail de sociétés dynamiques. Les perspectives ouvertes par les privatisations ajoutent encore aux atouts du marché financier Français qui est ainsi devenu l'un des plus séduisants du monde. Paris confirme ainsi sa réputation internationale et l'intérêt que tous lui portent." GEORGE ROBERTS. NEW YORK.

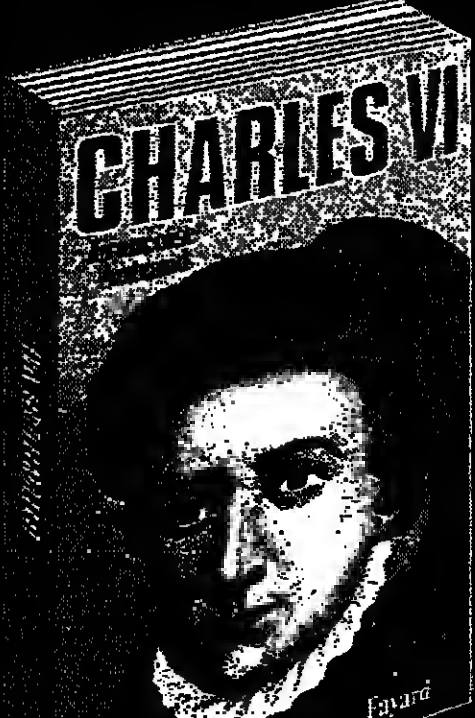
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE.

PLACE A LA FLORENCE.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

La meilleure des biographies Fayard qui comptent au moins dix chefs-d'œuvre... Françoise Autrand a réussi à sauver le roi et la France. Elle nous offre, autour du malheur du prince, les chapitres les plus intelligents, les plus humains, les plus vrais, les plus sensibles sur cette charnière des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, tréfonds du Moyen Age, et piste d'envol de la modernité.

Pierre Chouvy, Le Figaro.



FAYARD



# politique

## LE PS FACE A LA MAJORITÉ ET A LA PROCHAINE ÉCHÉANCE ÉLECTORALE

### Un gouvernement de guichetiers

#### LES RÉFLEXIONS DU GROUPE DES EXPERTS

##### « Sans tabou ni trompette »

La floraison des clubs à la périphérie du Parti socialiste et, accessoirement, l'aménagement de vastes appartements parisiens en écoles présidentielles ont eu au moins le mérite de secouer la direction du PS et de lui faire prendre conscience que les structures de cette formation sont mal adaptées à une réflexion libre de toute amarrée liée aux débats de courants ou aux ambitions de personnalités.

Ainsi, au terme de deux mois de préparation, cent cinquante « experts » qui ne sont pas tous membres du PS tiendront mardi 27 mai leur première réunion plénière. Sur le thème « Mon club, c'est le PS », l'expression électorale utilisée par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Lionel Jospin a mis en place cette initiative afin que les membres du parti réfléchissent à la plate-forme du futur candidat socialiste à l'élection présidentielle et à la cure de jeunesse que doivent subir les idées socialistes.

Ces experts qui devront alimenter la PS, à partir de la fin de l'année, en propositions concrètes argumentées et chiffrées sont répartis en quatre groupes : « La monnaie et la France dans le monde » (technologies et équilibres économiques, défense, Europe, tiers-monde, commerce extérieur...); « Vie et civilisation » (libertés, enfance, école, travail, temps libre et temps de travail, médias, culture...); « La France de l'an 2000 » (démographie, sociologie, assises électorales des partis, et singulièrement du PS, Etat et régions, Etat et bureaucratie...); « Recettes-dépenses » (il s'agit de chiffrer systématiquement tout projet sortant des tris autres groupes et d'étudier, notamment, la réforme fiscale, les transferts de financement de l'Etat vers les collectivités locales, le financement des partis politiques, les prélèvements obligatoires, etc.).

Maître d'œuvre de ces groupes, M. Claude Allègre, directeur de l'Institut du physique du globe de Paris, « conseiller spécial » de M. Jospin, prévoit, si besoin est, la création d'autres structures temporaires sur des sujets qui exigeront des prises de position rapides du PS. Par exemple : dans l'hypothèse d'un retour des socialistes au pouvoir, faut-il nationaliser à nouveau ce qui aura été privatisé

(Suite de la première page.)

M. Chirac n'a pas fait ce choix. Personne, dans son camp, n'a eu la sagesse de l'y pousser. Il est vrai que sa voracité s'est exercée aussi aux dépens de ses propres amis. M. Giscard d'Estaing, qui était le mieux placé pour occuper le créneau d'un certain conservatisme éclairé, joue les poussettes. Quant à M. Barre, tout surpris de n'avoir pas été plébiscité dans son propre département, il se tait. Le premier ministre dégringole, dégringole, privatisé et privatisé à tout va. Il ravit certainement les jeunes idéologues réactionnaires dont il a fait des ministres et sert les groupes de pression, financiers ou de communication, qui se tiennent si près de lui. Mais le pays en paiera le prix.

Cette politique ne peut pas réussir, notamment sur le plan économique. Et on le voit déjà. La France n'a pas une classe de patrons à la hauteur de son génie et de ses ambitions. C'est une donnée de son histoire. Affaiblir le secteur public, couper dans la recherche, brandir l'injustice comme un drapeau, lâcher la bride à la partie la plus rétrograde du patronat — qui empêche mais ne lâche rien, — ne créera ni confiance, ni dynamisme. On a promis au pays le tout emploi; on risque de n'avoir que le tout licenciement.

#### Cynisme

Faute de grandes perspectives, ce gouvernement porte le cynisme en sautoir. Il a peu l'espérance de réussir et le désir de servir. Mais il éclate de volonté de possession et de pouvoir.

Il entend d'abord servir les siens. Allègements d'impôts pour les plus riches, facilités pour licencier, indulgence pour les fraudeurs du fisc ou de la douane, tout y passe, cependant qu'on serre la vis aux salariés et aux retraités. Et puis, on propose de bonnes affaires. La France a un gouvernement de guichetiers, qui vendent, qui vendent. Les banques, les assurances, les industries, les chaînes de télé...

La politique n'étant pas susceptible d'enthousiasme, ce gouvernement croit également prudent de bâtir une machine à garder le pouvoir : en ratissant les votes par un scrutin majoritaire habilement découpé, en tentant d'influencer les esprits par la mise en place d'un monopole politique — public et privé — dans l'audiovisuel, en polarisant les peurs et les phantasmes par un discours sécuritaire plaqué sur une insécurité maintenue.

Servir ses amis et garder le pouvoir : la philosophie de ce gouvernement est courte. Et singulière aussi sa conception du fonctionnement des institutions.

Tout pouvoir est affaire de légitimité. D'où le président de la République tient-il la sienne ? De l'élection au suffrage universel. Et le premier ministre ? Non, puisqu'il a été nommé par le président de la République. Il a le droit de sa majorité parlementaire élue et seulement d'elle. Car sinon, le président ne l'aurait pas nommé.

Or il est singulier de voir que M. Chirac fait tout pour éviter sa majorité. Il gouverne par ordonnances, c'est-à-dire qu'il demande à François Mitterrand, qui est contre sa politique, de signer des textes de loi. Il devrait obtenir l'approbation par sa majorité. Car celle-ci a consenti aux lois d'habilitation des ordonnances — sur les problèmes économiques comme sur le mode de scrutin, — elle ne l'a pas fait par un vote et librement mais par l'artifice et sous la contrainte de l'article 49-3.

Comment accepter que ce gouvernement contournant systématiquement sa majorité supposée, alors que seule la preuve effective que cette majorité existe lui donne dans la coexistence institutionnelle du président de la République et du premier ministre, le rôle du Parlement et l'existence ou non d'une majorité soit décisifs. Peut-être faut-il rappeler au premier ministre qu'il n'existe que par sa majorité. Il faudrait tout de même qu'on la voie. En outre, à la contraindre ainsi, il se prépare des révéls désagréables.

Flambée des privilèges, projets aventureux en Nouvelle-Calédonie, alignement diplomatique sur l'OTAN américaine, mise en cause des droits du Parlement, volonté d'étouffement de l'audiovisuel, style politique brutal et vulgaire (mépris de nos ambassadeurs, appel à la délation, intimidation des journalistes, interpellation de jeunes adolescents, insultes graves aux responsables socialistes...), tout cela ne dit rien qui vaille. Cette majorité est courte et fragile, et ce gouvernement peu stable. Tout justifie que les socialistes se préparent sérieusement pour les échéances qui viennent, sans en précipiter le rythme mais sans perdre de temps.

Car, pour l'alternance, il est la seule force politique sur laquelle les Français puissent vraiment compter. Pas de perspectives du côté du Parti communiste. Dogmatique et anti-unitaire, la direction du PC semble vouloir aller jusqu'au bout de l'impasse.

#### En bon état

D'où l'immense responsabilité des socialistes et le nombre des questions qui viennent vers nous.

Le Parti socialiste a perdu le pouvoir, mais il aborde la période qui vient en bon état. Il a fait un excellent score aux dernières élections, il a une bonne image dans l'opinion (voir les sondages), les adhésions vers lui sont nombreuses, ses militants sont mobilisés et même impatientes. Il a, à l'Assemblée nationale, un groupe puissant, compétent et actif.

Je sais que l'interrogation à la mode porte sur la création des

« antennes » ou des clubs. Les clubs sont utiles pour le débat d'idées. Et chacun sait qu'ils sont d'intéressants compléments pour une grande formation politique qui, seule, par contre, peut plonger profond ses racines dans la société et servir d'appui pour la conquête du pouvoir. Pourquoi faudrait-il par ailleurs s'émouvoir de ce que des personnalités qui ont occupé des fonctions importantes dans la République s'installent un bureau ou que tel courant de pensée se rebaptise ?

Le Parti socialiste est un parti de synthèse et il s'enrichit de ses éléments divers. A nous et à moi surtout d'éviter qu'il ne s'éparpille. Il suffit de faire en sorte que le PS soit vivant, que des débats s'y mènent, que les talents y viennent, que des propositions soient sérieuses. Pour le reste, chacun sait bien que c'est en son sein que se passeront les choses décisives.

Les comportements sont-ils marqués par la perspective des présidentielles ? On me le dit; je dois y croire. Mais si la question du candidat socialiste est importante, nous n'avons pas encore tous les éléments pour la régler. Nous le ferons, le moment venu, selon nos règles.

On s'inquiète aussi de la nature du Parti socialiste. Même Georges Marchais, semble-t-il, qui, faute d'accepter un débat dans son propre parti, vient contribuer au nôtre. Que chacun se rassure (ou s'inquiète) ; nous ne ferons pas du Parti socialiste un « parti démocrate » à l'américaine. Ce modèle est trop spécifique pour s'implanter chez nous, comme d'ailleurs dans les autres démocraties développées.

La vocation du PS est d'être le grand parti de gauche moderne, dont le pays a besoin. En France, celui-ci est le socialisme.

Ainsi en va-t-il du problème de la modernité. Cette idée de modernité ne doit pas être un thème tactique. Ce doit être une recherche authentique, mesurée, prise en charge par tous, qui dit précisément ce qui doit changer, pourquoi et comment. Moderniser une usine, ce n'est pas la transformer en salon de coiffure. Moderniser, c'est, sans se figer ni se renier, adapter ce qu'on est à la réalité qui change.

De même, voudrais-je résumer l'opposition simpliste entre culture de gouvernement et culture d'opposition. Le pouvoir est tout proche et l'opposition, nous y sommes. Il ne doit pas y avoir d'un côté les idées, manipolées par les idéologues, et, de l'autre, les techniques, maniées par les gestionnaires. Je voudrais que les socialistes élaborent un projet et mènent une action dont la cohérence soit obtenue par l'adéquation des buts et des moyens.

Adapter la pensée et l'action des socialistes, c'est tenir compte de l'histoire du mouvement socialiste (en particulier ces cinq dernières années au gouvernement) et aussi des données multiples du monde d'aujourd'hui, qu'elles soient scientifiques, économiques, politiques, démographiques ou sociologiques. Nous ne prétendons pas passer, en quelques années, à une société totalement différente et miraculeusement harmonieuse. D'où cette conception d'une économie mixte dont parlait François Mitterrand. Mais puisque nous

voyons, dans la réalité et non dans nos têtes, que persistent encore, en France et plus encore à l'étranger, des formes d'exploitation, d'aliénation, de domination; puisque, pour être plus simple, les individus n'ont pas — au-delà de leur talent propre — des chances égales d'épanouissement personnel, c'est bien qu'il reste un fondement moral et politique à une action socialiste. Les rythmes, les formes, les moyens de cette action peuvent changer, mais elle reste nécessaire. La droite au pouvoir ne le rappelle-t-elle pas quand elle opère une sorte de restauration capitaliste ?

Oublions un peu l'essence du socialisme et consacrons-nous davantage à l'existence des gens. Emploi, santé, enseignement, culture, sécurité, logement, loisir : nous n'avons pas réussi en tout de 1981 à 1986. Mais nous avons avancé aussi. A nous de reformuler sur tous ces aspects de la vie des réponses concrètes. L'on verra bien alors ce qu'il en est de notre socialisme.

#### Plate-forme présidentielle

Les problèmes que se pose le Parti socialiste trouveront leur solution dans l'action. C'est pourquoi je souhaite lui proposer quelques objectifs de travail.

Le Parti socialiste est la grande force d'opposition à la politique actuelle. Il sera présent dans tous les combats qui s'annoncent; pour la liberté d'expression, contre les mesures de réaction sociale, contre la dilapidation du patrimoine national. Ce travail d'opposition se fait, il s'appelle pas de mesures particulières.

Mais il est et doit être aussi une grande force de proposition. Pour cela, plusieurs décisions s'imposent :

— Réviser la déclaration de principes du PS (qui date de 1971), ce qui nous amènera à mieux définir notre vision commune du socialisme ;

— Commencer à préparer les éléments de notre « plate-forme » pour l'élection présidentielle. Ce processus sera examiné au congrès d'automne 1987 de notre parti.

Pour répondre au besoin de libre discussion, pour attirer vers le PS les talents qui existent dans tous les domaines, pour préparer nos futures élaborations collectives, j'ai décidé de dynamiser les commissions d'étude, de donner un nouvel essor au groupe des experts du Parti socialiste et de lancer un débat dont la convention des 28 et 29 juin sera l'ouverture.

Nous sommes entrés jusqu'en 1988 dans une période de transition. Débattre, inventer, agir, il nous faut tout cela, si nous voulons :

— Etre une grande force de proposition répondant aux besoins multiples des Français ;

— Rassembler, au sein de nous, tous les socialistes radicaux, communistes, écologistes, démocrates — venant battre la droite et l'extrême droite ;

— Gagner la prochaine élection présidentielle, pour gouverner à nouveau et mieux. Il me semble que la France a besoin de cela pour aller vers l'an 2000.

LIONEL JOSPIN.

### Le club Espaces 89 diversifie son implantation en province et dans les grandes écoles

Créé en 1983 pour « soutenir l'action du président de la République », le club Espaces 89, que préside M. Maurice Benassy, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est qu'animateur, entre autres, M. François Castro, épouse de M. Laurent Fabius, s'efforce de prendre de nouvelles marques. La situation politique issue des élections du 16 mars l'y invite bien sûr au premier chef, mais aussi son relatif développement.

Composé à l'origine presque exclusivement de hauts fonctionnaires, membres ou anciens membres de cabinets ministériels, Espaces 89 a quelque peu diversifié son recrutement. Le club compte désormais environ cinq cents membres. Il s'est enrichi de plusieurs antennes en province et s'est implanté à l'Institut d'études politiques de Paris, en attendant de le faire prochainement à l'Ecole nationale d'administration et à l'Ecole normale supérieure. Le nouveau secrétaire général du club, M. Thierry Mandon, est, du reste,

un élève de dernière année de l'IEP de Paris.

Espaces 89, souligne volontiers son président, est né de l'« inquiétude » suscitée par la vision d'une gauche en panne idéologique et en déclin tout court, au fil des échéances électorales successives, et de la « volonté » de redéfinir activement les conditions d'une relance.

Quelles formes peuvent prendre désormais les analyses et activités d'Espaces 89 qui, dans le passé, n'ont pas toujours suscité que de la sympathie au sein d'un Parti socialiste implicitement soupçonné par l'existence même de ces initiatives de torpé et de déphasage ? Le club de M. Benassy veut continuer la réflexion que, dès sa fondation, il a entreprise sur la reconstitution autour du PS d'un espace politique progressiste définitivement brisé dans sa configuration ancienne par le retrait et le déclin du PCF et par de profondes mutations sociales.

#### Autocritique

Cette réflexion ne va pas sans une part d'autocritique : la gauche au pouvoir a raté sa propre communication, explique un texte d'analyse récemment élaboré par Espaces 89 ; elle a « réussi à apparaître libérale », mais a échoué quand il fallait « donner le sentiment qu'elle était la vérité ». Pour cet ensemble de raisons, « mut le monde est responsable du succès relatif » du 16 mars, dit M. Benassy, « mais chacun a une part de ce qui est aussi un échec ».

Pour que la gauche puisse regagner le terrain perdu, elle doit, selon Espaces 89, tenir compte mieux que par le passé de diverses évolutions. D'une part, les canaux traditionnels d'« irrigation » d'une société civile en pleine mutation (partis, syndi-

cats...) sont devenus moins efficaces, quelquefois obsolètes. Dans le même temps, de nouveaux réseaux associatifs ou des variantes inédites de réseaux anciens ont surgi (Médécins sans frontières, SOS-Racisme, la culture rock...).

Enfin, trois des choses (chômage) et évolutions positives (abaissément de l'âge de la retraite et prolongation de l'espérance de vie) se conjuguent pour donner aux « inactifs » un poids numérique et un statut plus important pendant que le discours et les pratiques dominantes continuent d'être alimentés par la seule référence du travail et à ses valeurs.

Dans cette société française profondément modifiée, estime Espaces 89, deux blocs électoraux à peu près équivalents (40 %) correspondant à l'opposition classique gauche-droite se stabilisent, cependant qu'un électoral flottant représentant grosso modo 20 % de l'ensemble connaît des fluctuations considérables. C'est cet électoral flottant qu'il s'agit de capter.

Que ce soit en guise de riposte aux actions de l'actuel gouvernement ou sous forme de réflexions prospectives, Espaces 89 s'attelle donc à la production d'analyses et, si faire se peut, de pratiques propres à « coller » au nouveau terrain social et politique ainsi décrit.

Ces considérations d'ensemble et ces projets n'empêchent pas Espaces 89 de constater pour l'immediat, et sans déplaisir, que « le temps qui a travaillé contre la gauche précédemment travaille désormais contre la droite ». Tout en faisant chorus avec ceux qui croient que le président de la République d'aujourd'hui sera, le moment venu, le plus promoteur des candidats de gauche à la conduite de l'Etat.

MICHEL KAJMAN.

### M. Fabius accuse M. Chirac d'imprévoyance et d'intolérance

#### De notre correspondant

Besançon. — Convié par les socialistes de Besançon à la célébration du cinquantième anniversaire du Front populaire, M. Laurent Fabius a engagé son auditoire à se lancer sans plus attendre dans une campagne de reconquête du pouvoir. Il a fait applaudir les noms de Jean Jaurès, Léon Blum, Pierre Brossolette, Jean Minjoz, ancien maire de Besançon, Gaston Defferre et François Mitterrand. « Le symbole de l'unité du PS », devant un public tout disposé à reconnaître que « l'édifice social sur lequel la France est bâtie aujourd'hui date du Front populaire ».

Un public ravi de l'entendre promettre un rapide retour au pouvoir et fustiger l'action du gouvernement actuel à partir de trois mots : « Imprévoyance », « Intolérance » et « Inégalité ». « Inégalité, c'est évident », a dit M. Fabius, quand d'un côté le gouvernement bloque les rémunérations des salariés et des pensionnés et quand, de l'autre, il supprime l'impôt sur les grandes fortunes. Inégalité encore quand, à l'égard des salariés, il veut supprimer l'autorisation préalable de

licenciement mais quand en même temps, il amnistie les évasions frauduleuses de capitaux. Intolérance et même sectarisme quand, un ministre de l'Intérieur accuse les socialistes de ne pas avoir fait leur devoir pendant les temps tragiques de la Résistance, faisant ainsi injure à la mémoire de beaucoup de nos. Imprévoyance enfin car il n'y a pas d'autres mots pour désigner une politique à courte vue basée sur le calcul électoral. Imprévoyance de multiplier les exemptions fiscales et les dépenses nouvelles pour plus de 40 milliards de francs en année pleine sans prévoir avec précision des économies correspondantes. Imprévoyance d'espérer l'équilibre d'un budget en vendant le patrimoine national des grandes entreprises comme un gestionnaire qui liquidait son patrimoine pour payer ses dépenses courantes. Imprévoyance, l'amputation grave des crédits prévus pour la recherche scientifique de même que l'éducation nationale et la formation sont les véritables clés du futur; imprévoyance, les nouvelles dispositions pour la Nouvelle-Calédonie, qui risquent de remettre le feu aux poudres. »

C. F.

**STAGES INTENSIFS PREPA LANGUES**  
Angleterre/Allemagne  
Été : 60 h de cours + 12 h de travaux dirigés.  
En famille ou en collège  
Documentation sur demande  
**VOYAGE FORMATION**  
35, boulevard des Capucines  
75002 PARIS. T. 42 61 53 35

pour 3 600 F TTC  
Fees et dépt. compris.

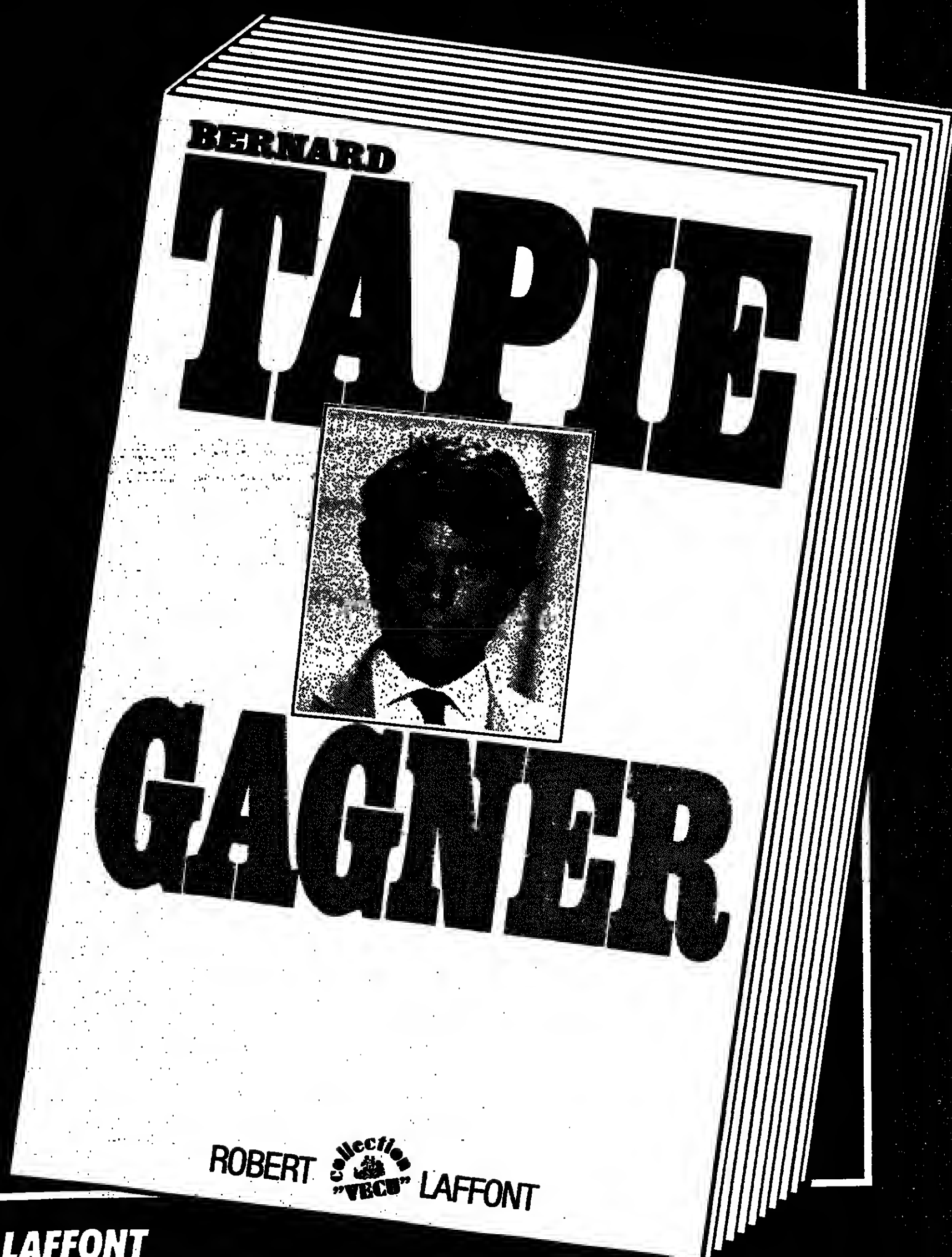
- 1 serrure de sécurité
- 5 points de fermeture
- garantie 5 ans
- + 1 blindage 15/10
- + 1 cornière a/bâti bois (renforcement côté gâche)
- + 3 cornières anti-pince
- + 4 renforts de gonds

**SYSTEME D'ALARME**  
Protection périmétrique, volumétrique par radar avec centrales - sirènes  
DEVIS GRATUIT

**Entreprise EPP**  
3, rue de l'Arrivée  
75749 Paris cedex 15  
Tél. : 45.82.71.97.



**LES DÉFIS, LES VICTOIRES  
ET LES TECHNIQUES DE L'HOMME  
QUI INCARNE LA FRANCE QUI GAGNE**



**ROBERT LAFFONT**

مكتبة من الأصل







## POLITIQUE

### Dialogue de sourds entre la direction du PCF et les « rénovateurs »

M. Charles Fiterman, secrétaire du comité central du PCF, était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 25 mai. Pratiquement à la même heure, M. Pierre Juquin, membre du comité central, était celui du « Club de la presse » sur Europe 1.

M. Fiterman a jugé « sans intérêt » la proposition de M. Juquin de quitter le comité central, si les dirigeants estimaient qu'il est gênant pour redevenir « un simple militant de base ».

dans l'hypothèse où un congrès extraordinaire abordait les problèmes de fond du parti serait organisé. Le marché de la victoire acceptant d'immoler sur l'autel de l'intérêt supérieur du parti son caractère sans effet place du Colonel-Fabien. Mais M. Fiterman a apparemment refusé d'instruire le procès de M. Juquin.

La contestation vient de prendre un tour plus brutal avec l'éviction, des instances diri-

geantes départementales de la nouvelle fédération « réunifiée » du Finistère, de M. Louis Annot, secrétaire de l'ancien « féd » du Finistère nord et responsable du groupe communiste au conseil municipal de Brest. Un certain nombre des quarante-cinq membres du comité fédéral nouvellement élu ont immédiatement quitté leur fonction en signe de protestation.

#### PROCÈS MANQUÉ

La PCF vient, une fois n'est pas coutume, d'innover. A son corps défendant, s'entend. Par média interposé, il s'agit, le dimanche 25 mai, une confrontation hertzienne entre un tenant de la ligne du vingt-cinquième congrès et un « rénovateur » en opposition avec cette ligne. Le premier était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » ; le second passait sur le grill du « Club de la presse » d'Europe 1. Fait unique dans les annales, deux responsables communistes s'exprimaient sur deux antennes à la même heure pour faire entendre deux postures politiques différentes, même si M. Fiterman a décliné le droit à M. Juquin de parler au nom du PCF. C'est bien dans ce refus que se résume la crise actuelle du parti.

On aurait pu croire que le procureur allait argumenter un réquisitoire et que l'accusé trait à la barre pour sauver sa tête. Las ! Dans un procès, il faut que chacun joue son rôle, et ce ne fut pas le cas. Autant M. Juquin s'est défendu pied à pied en se défilant surtout par ce que, selon lui, il n'est pas — un caséur du PCF, — autant M. Fiterman, calme mais désolé, a restreint son réquisitoire à une simple sentence : en quoi dit l'autre est « sans intérêt ».

La tactique de la direction du PCF est simple, mais elle risque d'avoir des résultats meurtriers... pour elle.

Elle réduit la contestation au méchant Juquin et, pis, elle le traite comme quantité négligeable. Si la manœuvre a l'avantage de cristalliser la vindicte communautaire sur un seul nom dont, il est vrai, un certain nombre de « rénovateurs » se méfient, elle a l'inconvénient de passer sous silence le courant réel de contestation qui agite le PCF dans une profondeur. M. Juquin n'est tout de même pas ce perturbateur qui fait de l'agitation dans les fédérations de la Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme, du Doubs, du Finistère et de quelques autres. La contestation diffuse n'est pas organisée par un quelconque Machiavel qui tirerait les ficelles de Paris. La direction du parti refuse de le reconnaître.

Après avoir accusé d'« activité fractionnelle » ceux qui expriment publiquement leur mécontentement en réclamant un congrès extraordinaire, l'équipe de M. Marchais a fait, partout, monter ses hommes pour museler le débat interne dont elle dit pourtant, sans conviction, qu'il est « riche ». Riche ? Mais pour qui donc, pourraient demander les contestataires ? Ayant accepté les consignes de silence vis-à-vis de l'extérieur, ces derniers se retrouvent gros Jean comme devant. Ils sont écartés, un à un, des postes de responsabilité dans les fédérations et n'ont plus qu'à faire une évacuation des débris. Des débris que la direction, elle aussi, sera bien obligée de constater au moment de l'élection présidentielle.

OLIVIER BIFFAUD.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

LE CENTRE MALESHERBES  
FORMATION CONTINUE LANGUES EAP

à la place  
de vous informer que les  
DOCUMENTATIONS 86/87

pour adultes  
pour étudiants  
pour demandeurs d'emploi

sont à votre disposition  
au  
108, bd Malesherbes - Paris  
Tél. : 47-66-51-34 - P. 450

### M. Juquin : vive le vingt-sixième congrès !

Invité du Club de la presse d'Europe 1, M. Pierre Juquin a notamment déclaré : « Je ne veux pas être un dissident. Je ne le suis pas et je ne le serai pas. Les dissidences ont toujours été des échecs. Je ne suis pas un communiste qui lorgne vers un autre parti, le PS. Je ne veux pas faire un CÉRÉS bis. Je ne veux pas que mon parti éclate comme le PC espagnol. Mais je ne veux pas non plus que mon parti se recroqueville, comme l'ont fait un certain nombre de PC en Europe. Je suis un communiste qui lutte, à l'intérieur du parti pour faire évoluer ce parti. (...) Seul un congrès peut exclure du comité central... Georges Marchais le répète sur tous les tons : chez nous on n'exclut plus. Bravo ! Il a raison. Il ne faut pas le faire, parce qu'il a beaucoup fait et qu'il n'a pas renforcé le parti. Exclure ceux qui posent des questions, ça, c'exclut pas les questions ».

M. Juquin a également évoqué la nécessité d'un congrès extraordinaire en ces termes : « Je serais prêt

à ne plus exercer de responsabilités si cela pouvait aider... Si le comité central décide de tenir un vingt-sixième congrès sur les questions de fond, en faisant appel, par des formes nouvelles, audacieuses, ouvertes, à un véritable débat où chacun pourra s'exprimer... et s'il est jugé que ma personne, mon action, ma façon de faire gênent la rénovation à laquelle j'aspire... Je suis prêt immédiatement à ne plus exercer de responsabilités, de fonction dirigeante, et à poursuivre le combat communiste comme un militant de base ».

Interrogé sur le point de savoir s'il parlait au nom des communistes, il a répondu : « C'est aux communistes et aux gens qui nous écoutent d'en juger. Est-ce que je fais du mal au parti ? Est-ce que je le rends impopulaire ? C'est la seule question ».

M. Juquin a enfin précisé ses objectifs, à savoir : « (...) Un PC vivant, c'est un PC qui aurait de meilleurs liens avec la société française, qui affirmerait son identité en

refusant son isolement... Nous devons faire passer nos idées à travers le réel et en tenant compte de ce réel... C'est ce qu'un de mes amis, Marcel Rigout, appelle une révolution culturelle : nous ne sommes pas la gauche d'opposition, l'esprit qui toujours nie. Nous avons pas vocation à être une sorte de front du refus. Non, pas de repli ! Nous devons nous inscrire dans une perspective beaucoup plus offensive et constructive, comportant, oui, la création d'un rassemblement, d'un système d'alliances sociales et politiques ».

(...) Nous avons de profondes divergences avec les socialistes. Le PS tend à devenir un parti démocratique à l'américaine. Mais, en l'état actuel des choses, je ne considère pas que la droite chiraquienne et le Parti socialiste, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ».

Un débat sur « la culture communiste aujourd'hui ». — Les éditions Autrement, qui ont publié en mars un ouvrage intitulé *Culture des camarades* (1), organisent un débat sur « la culture communiste aujourd'hui », lundi 26 mai, à 19 heures, à la Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Le philosophe Henri Lefebvre, directeur du mensuel des rénovateurs, M. Antoine Spire, journaliste au *Matin*, et Dominique Vidal, journaliste de l'hebdomadaire communiste *Révolution*, participeront notamment à ce débat.

(1) N° 78, mars 1986, 80 F.

Nouvelle-Calédonie : visite de M. Hayden. — Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a fait, le samedi 24 mai, une visite de quelques heures en Nouvelle-Calédonie, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le délégué du gouvernement dans le territoire et avec plusieurs élus locaux, en particulier M. Jean-Marie Tjibaou. Il s'est refusé à toute déclaration, mais, selon le consul général d'Australie, M. Hayden aurait notamment souligné, à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : « La solution doit comporter une société multiraciale. Nous espérons que la Nouvelle-Calédonie deviendra indépendante et que cela sera réalisable ».

Abordant la question de la cohabitation, le secrétaire du comité central a affirmé : « Je ne suis pas du tout convaincu que la situation présente ne durera pas jusqu'en 1988. Car le président de la République et le premier ministre, a-t-il ajouté, ont besoin, l'un et l'autre, que cela dure. M. Fiterman s'est demandé : « Où sont les divergences de fond ? » entre les deux hommes.

**CPA** Centre de Perfectionnement aux Affaires

Entraînement aux fonctions de direction générale pour directeurs ayant au minimum 8 années d'expérience professionnelle réussie

● CPA-JOUY  
86/2 - 13 semaines - 22 sept./19 déc. 86.

● CPA-PARIS  
87 - 40 week-ends - déc. 86/déc. 87.

Les candidats sont invités à déposer leur dossier le plus tôt possible, en raison de l'ajustement des procédures d'admission. Les dossiers peuvent être demandés en téléphonant ou en écrivant sous réf. M686 - Date limite : 30 juin.

CPA-108 bd. Malesherbes - 75017 Paris - (1) 47-66-51-34  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**litec**

CODE DU TRAVAIL 1986

204 pages 200 F (France)

Annoté par Bernard Teyssie Professeur à la faculté de droit de Montpellier

● lois, décrets, arrêtés, circulaires et accords  
● dispositions européennes et communautaires  
● conventions de l'O.I.T. ratifiées par la France  
● décisions de jurisprudence de droit interne et de la Cour de justice des communautés européennes

27, place Dauphine, 75001 PARIS 26, rue Soufflot, 75005 PARIS  
CCP PARIS 65 09 F

**JOISE** L'ANGLAIS A OXFORD

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

21, rue Théophraste-Bernard 75015 PARIS, Tél. : 46-23-13-42

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, pour adultes et étudiants

**itc** CALVITIE AVANCÉE RESTEZ JEUNE

La solution : la prothèse capillaire DOMINIQUE LAVIGNE 100 % cheveux naturels, parfaitement invisible. Retrouvez vous en retrouvant vos cheveux.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.  
Tél. 42-60-69-02 - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.  
AMIENS : 803, Chaussée Jules-Ferry, Tél. : 22-49-64-29.

**ENTREPRISES, LE CEPME EQUIPE VOS AMBITIONS**



S'agrandir, se moderniser, se développer, s'automatiser, accroître sa productivité, sa compétitivité... telles sont les ambitions des entreprises.

Nous sommes là pour vous donner les moyens de réaliser ces ambitions : au Crédit d'équipement des PME, nous sommes les spécialistes du financement des investissements des petites et moyennes entreprises.

Pour répondre à vos besoins, nous mettons à votre disposition une gamme de produits étendue : prêts à long terme, crédits professionnels à moyen terme, crédit-bail, interventions en fonds propres...

En 1985, plus de 50 000 chefs d'entreprise de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics, du tourisme, du commerce et des services nous ont fait confiance. Nous leur avons apporté 23 milliards de francs de concours financiers.

Vous avez des besoins de financement, des projets, des ambitions ? Nous les étudions, nous en discutons ensemble. Directement, ou en liaison avec votre banque, nous vous proposons rapidement un financement efficace, compétitif, sur mesure.

Rencontrez-nous, une délégation du CEPME est présente dans votre région :

Ajaccio 95.21.69.19 - Amiens 22.95.40.86  
Besançon 81.83.20.22 - Bordeaux 56.93.80.30  
Clermont-Ferrand 73.91.66.31 - Dijon 80.45.45.12 - Grenoble 76.46.42.28 - Lille 20.30.84.10 - Limoges 55.79.10.96 - Lyon 78.71.04.32 - Marseille 91.79.91.17 - Metz 87.66.31.11 - Montpellier 67.58.13.31 - Nancy 83.37.43.02 - Nantes 40.89.73.92 - Nîmes 42.61.50.92 - Orléans 38.62.71.38 - Paris 42.61.50.92 - Poitiers 49.41.52.52 - Paucaux-La-Décluse 47.76.44.18 - Rennes 99.31.45.45 - Rouen 33.72.45.45 - Strasbourg 88.22.43.43  
Toulouse 61.23.36.30.

**Crédit d'équipement des PME**

مركزنا من الأصل



# société

L'INTERPELLATION D'UNE DIZAINE DE MINEURS AU FORUM DES HALLES A PARIS

## La police et le « danger moral »

L'interpellation au Forum des Halles à Paris, le mercredi 21 mai, d'une dizaine de jeunes mineurs qui ont passé la nuit au dépôt de la préfecture de police à la Conciergerie, a suscité une polémique. Certains des parents ont annoncé leur intention de porter plainte.

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, confirmant qu'une enquête administrative était confiée à l'Inspection générale des services (IGS), a défendu dimanche soir 25 mai, à Radio Monte-Carlo, le principe de l'intervention policière dans un quartier à risques pour les adolescents, tout en assurant avoir été « personnellement choqué (...) qu'on n'ait pas alerté les parents ».

C'est vers 18 h 30, mercredi soir, que les gardiens de la paix du poste de police de la rue Pierre-Lescot, tout proche du forum des Halles, sont alertés par des riverains à

propos d'une bagarre entre « punks » à coups de bouteilles.

Les policiers interpellent une dizaine de personnes, parmi lesquelles se trouvent huit mineurs, dont ils contrôlent l'identité. Après les avoir gardés quelques heures au poste de police et avoir pris contact avec la brigade des mineurs de la police judiciaire, ils dirigent les filles sur le dépôt de la préfecture de police dont la section femmes est gérée par des religieuses. Elles y passeront la nuit, tandis qu'un jeune garçon sera envoyé au commissariat du treizième arrondissement.

Certains parents affirment ne pas avoir été alertés par la police et avoir dû mener leur propre enquête pour localiser leurs enfants qu'ils viennent chercher le jeudi matin, à 9 heures, à la brigade des mineurs. Tout en reconnaissant que la majorité des jeunes ont été interpellés parce qu'ils se trouvaient dans les parages, la police souligne qu'une des mineurs était en fugue et qu'un autre avait sur lui un tube de colle à inhaler.

Cette affaire soulève en fait le cadre flou dans lequel sont intervenus les policiers. Pour le sous-directeur de la police judiciaire, M. Marcel Morin, « un gosse qui va au Forum des Halles est en danger moral, car il y règne une atmosphère polluante », et « les parents qui laissent leurs enfants y aller sont responsables ». Mais, dans ce cas précis, le contrôle pouvait se faire rapidement, et les mineurs auraient dû être relâchés « au bout d'une demi-heure », confie un magistrat.

Cette erreur a été reconnue par M. Charles Pasqua, au micro de RMC : « Quand la police parle de danger moral, c'est une notion qui est prévue par le code, explique le ministre de l'Intérieur. La police a le droit d'intervenir chaque fois qu'elle considère qu'un adolescent se trouve confronté à une situation qui représente, pour lui-même, un danger. (...) Un certain nombre de choses m'ont personnellement choqué, en première d'entre elles étant le fait qu'on n'ait pas alerté les parents. Ça, je trouve que ce n'est pas normal ».

ou du ministère public. Le juge peut se saisir d'office à titre exceptionnel.

En ce sens, la police - qui, par nature, alimente la justice - se sent dans son droit pour contrôler préventivement des mineurs dans des lieux connus notamment pour être des zones de vente de drogue, où elle estime que pourraient se trouver des mineurs « en danger », par exemple des mineurs fumeurs. On ne le conteste pas au Parquet des mineurs de Paris, où l'on assure que « le film Subway est en deçà de la réalité de ce qui se passe dans les sous-sols du métro des Halles ». Mais on reconnaît qu'il y a une « erreur manifeste » : « Etant donné l'heure d'interpellation et les mineurs ayant déclaré leur identité, on aurait pu prévenir les parents ».

Si cela n'a pas été fait, c'est, semble-t-il, en raison des habitudes policières, le commissariat ayant estimé que l'affaire était désormais entre les mains de la brigade des mineurs. Celle-ci doit, théoriquement, contrôler la situation familiale des mineurs concernés, car la police ne peut en effet relâcher ceux-ci « que sous la conduite des parents ou d'une personne en ayant la responsabilité ». Mais, dans ce cas précis, le contrôle pouvait se faire rapidement, et les mineurs auraient dû être relâchés « au bout d'une demi-heure », confie un magistrat.

Cette erreur a été reconnue par M. Charles Pasqua, au micro de RMC : « Quand la police parle de danger moral, c'est une notion qui est prévue par le code, explique le ministre de l'Intérieur. La police a le droit d'intervenir chaque fois qu'elle considère qu'un adolescent se trouve confronté à une situation qui représente, pour lui-même, un danger. (...) Un certain nombre de choses m'ont personnellement choqué, en première d'entre elles étant le fait qu'on n'ait pas alerté les parents. Ça, je trouve que ce n'est pas normal ».

### Les deux priorités de M. Robert Pandraud

#### L'EMPLOI ET LA SÉCURITÉ

Inaugurant une exposition sur la police nationale et le terrorisme, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), samedi 24 mai, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a estimé que « les résultats obtenus par le gouvernement dans le domaine de la sécurité ne seront pas durables si, parallèlement, la situation de l'emploi ne s'améliore pas ». Le ministre délégué chargé de la sécurité a répété que les deux priorités du gouvernement sont l'emploi et la sécurité.

## M. Chalandon : les policiers doivent se contrôler

Le point de vue du ministre de l'Intérieur « est par nature maximaliste », a déclaré M. Albin Chalandon dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 25 mai. « Il appartient donc au ministre de la justice de rétablir l'équilibre et de veiller au respect des libertés », a ajouté le garde des sceaux.

Cette prise de position incite M. Chalandon à commenter en ces termes la « bavure » policière dont ont été victimes récemment deux

confine à l'arrogance. Je serai très vigilant sur ce sujet. »

### Des prisons « clef en main »

Dans le Figaro daté 24-25 mai, M. Chalandon a déclaré que « la situation dans les prisons est à la limite de la sécurité, et c'est un minimum de mille cinq cents à deux mille postes nouveaux qu'il nous faut créer dans les années à venir si l'on veut mettre sur pied une nouvelle politique pénitentiaire ».



« NOUVEAUX PLANS RELIEFS »

journalistes d'Europe 1 et un avocat parisien (Le Monde des 22 et 23 mai) : « Il y avait eu provocation de leur part. Roulant tous deux seuls, ils avaient été arrêtés une première fois par des policiers qui ne leur ont rien dit, ils ont cherché l'incident ou second contrôle. Mais je dis très fermement qu'il faut que les policiers, ayant cette arme entre les mains, sachent se contrôler. Il faut savoir garder mesure et éviter qu'après la démotivation on en arrive à la supermotivation qui

« En ce qui concerne les équipements, il me paraît plus efficace de trouver des moyens de financement nouveaux et de faire appel, en effet, au secteur privé. Il n'y a toute une gamme de solutions. La plus facile est certainement un emprunt sous forme de crédit-bail où l'Etat achète, à terme, une prison « clef en main » où l'administration ne réalise plus la conception du projet mais contrôle le respect des règles qui font qu'une prison est une prison. »

### EN GUADELOUPE

## Un gendarme est blessé de deux coups de fusil

### De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. - Un gendarme, âgé de trente-quatre ans, M. Gérard Coué, a été atteint de deux décharges de chevrotine en pleine

tête, vendredi 23 mai, vers 7 heures (13 heures à Paris) alors qu'il tentait d'intercepter une voiture volée à Pointe-à-Pitre sur la côte ouest de Basse-Terre. Grièvement blessé, M. Coué, qui est père de deux enfants, a été hospitalisé à Pointe-à-Pitre, puis en Martinique.

Durant toute la journée de vendredi, quatre cents gendarmes et fonctionnaires de police ont organisé une gigantesque battue pour retrouver les cinq passagers de la voiture, vraisemblablement deux Guadeloupéens et trois ressortissants dominicains, qui, jeudi soir, avaient percuté un hold-up dans une station-service de Pointe-à-Pitre et qui, après l'agression contre le gendarme, avaient commis un second hold-up dans un bureau de poste de Capesterre-Belle-Eau, à Bas-Ebémé, entre Pointe-à-Pitre et Basse-Terre.

**VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES - DISQUES - ALA SACELP**  
21, rue de l'École-de-Médecine  
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel  
Tél. : 40-60-02-40 75006 Paris  
Mc Odeon - RER Luxembourg

## L'exploitation des réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl reprendra avant la fin de l'année

déclare le vice-président du conseil des ministres de l'URSS

### De notre correspondant

Moscou. - L'exploitation des réacteurs 1 et 2 de la centrale de Tchernobyl « reprendra avant la fin de l'année », déclare M. Lev Voronine, vice-président du conseil des ministres, dans une interview publiée le lundi 26 mai par la Pravda. Trois jours plus tôt, le premier vice-ministre de l'énergie avait affirmé que la part du nucléaire passerait de 10,8 % actuellement à 21 % en 1990 dans la production globale de l'URSS. Le comité exécutif du Conseil, réuni il y a quelques jours à Moscou, avait également entendu des propos très optimistes sur le développement du nucléaire dans les « ars de l'Est ».

Il n'est donc pas question de réviser les projets de construction des nouvelles centrales, y compris celles qui doivent être mises en service à proximité des grandes villes pour le chauffage urbain, notamment près d'Odesse et de Minsk. « Les progrès scientifiques et techniques compensent des risques. Certaines pertes causées par l'exploitation de l'énergie atomique ne signifient pas pour autant qu'il faille renoncer à cette solution progressiste du progrès de l'énergie nucléaire, tellement indispensable aux hommes », expliquait le premier vice-ministre de l'énergie.

A Tchernobyl, le travail de décontamination se poursuit « tranquillement », affirme M. Voronine dans son interview à la Pravda. « Deux murs en béton vont être prochainement édifiés dans les décombres, ce qui permettra une meilleure protec-

tion biologique et l'élargissement du front des travaux », a-t-il dit. La construction du « sarcophage » dans lequel sera enfermé « pour des siècles » le réacteur accidenté serait donc bientôt commencée.

La radioactivité très importante de la centrale même et une phrase ambiguë de M. Voronine laissent penser que le cœur du réacteur continue de brûler. « Les dernières réactions en chaîne disparaissent », a-t-il affirmé. Des « travaux importants » sont d'autre part effectués pour décontaminer une zone de 30 kilomètres autour de la centrale. Des contrôles ont été menés en deux cent quarante points, et le taux de radioactivité dans cette zone baisserait de plus de 5 % toutes les vingt-quatre heures, selon M. Voronine.

### Un tunnel de 160 mètres

Le réacteur accidenté continue pourtant de poser des problèmes techniques considérables. « Pour le moment, on ne peut pas s'en approcher ni voir ce qui se passe à l'intérieur. Nos caméras, eux, le peuvent. Grâce à leurs photos, on contrôle constamment la situation à l'intérieur du réacteur pour voir s'il n'y a pas de nouvel incendie, des fumées », écrivait le 20 mai, dans l'Etoile rouge, le ministre de l'Armée. Ces photos sont communiquées au professeur Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences et physicien nucléaire, qui se trouve sur place.

Pour atteindre le réacteur accidenté, il faut creuser un tunnel. Ce

sont des équipes de mineurs de charbon du Donbass, le grand bassin minier ukrainien, qui en sont chargées. Leur travail est très difficile, car elles doivent traverser une couche de grès et ne progressent que de 60 centimètres par heure. Plus de quatre cents ouvriers travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur ce chantier, écrit Troude, l'organe des syndicats.

Il faut forer environ 160 mètres pour atteindre le quatrième réacteur. Le tunnel se trouve à 6 mètres sous la surface du sol. Le but de l'opération est de construire sous le réacteur un béton armé supplémentaire, également en béton, pour éviter toute fuite vers les nappes d'eau souterraines. Il est question d'installer pour des années sous le réacteur un système de réfrigération utilisant l'azote liquide.

Sovetskaya Rossiya avait essayé, le 20 mai, de présenter comme un simple mouvement, un peu plus important que d'habitude, les départs du début du mois à la gare centrale de Kiev. Des trains supplémentaires avaient été formés et les guichets étaient restés ouverts plus tard que d'habitude, écrivait le quotidien de la fédération de Russie. Il n'y a pas de nouvel incendie, des fumées », écrivait le 20 mai, dans l'Etoile rouge, le ministre de l'Armée. Ces photos sont communiquées au professeur Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences et physicien nucléaire, qui se trouve sur place.

Pour atteindre le réacteur accidenté, il faut creuser un tunnel. Ce

DOMINIQUE DHOMBRES.

## CINQ MILLE ANTINUCLÉAIRES DÉFILENT DANS PARIS

## « Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain ! »

Il aura donc fallu une catastrophe en Ukraine pour que, un mois plus tard, le samedi 24 mai, les antinucléaires français se retrouvent à cinq mille dans les rues de Paris. Serait-ce la sortie du tunnel ? Depuis les grands rassemblements de Croy-Melville (Isère), en 1976 et 1977, le mouvement semblait en ebbé libre. Ses effectifs fondaient à la même cadence que les centrales nucléaires entraînaient partout en service. Le combat de Glogoff, en par forcé de l'opinion en 1981, apparaissait comme l'ultime sursaut en France d'un élan qui, d'ailleurs - notamment en Allemagne fédérale, - se maintenait assez bien grâce aux missiles américains.

A la veille du rassemblement, les organisateurs eux-mêmes restaient perplexes : n'était-il pas trop tard pour mobiliser, alors que le usage de Tchernobyl est presque oublié de l'opinion ? Des défections qui en outre été enregistrées lorsque les partis d'extrême gauche, à commencer par la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine (LCR), ont annoncé leur participation au défilé de la Bastille jusqu'au ministère de la Santé. Du coup, les Amis de la terre, Greenpeace et les associations de protection de la nature avaient décidé de garder un « profil bas », en ne participant qu'individuellement au défilé - on isolément.

Finalement, pourtant, tous ou presque étaient au rendez-vous. En tête marchèrent donc au coude à

coude une brochette de Verts (René Dumont, Jean Carlier, Didier Anger et ses deux camarades élus conseillers régionaux au Alsace, Yves Cochet, Solange Fernex et d'autres encore), à laquelle se joignit à plusieurs reprises Alain Krivine. Le photographe Henri Cartier-Bresson, vieux compagnon de René Dumont, courait comme un jeune homme pour immortaliser ce défilé de couleurs : les écharpes tricolores des élus régionaux, les banderoles vertes des militants du parti des Verts, organisateur du défilé, les drapeaux noirs des anarchistes, les calicots rouges des trotskistes et des maïstes, les uniformes orange du Parti humaniste, venu en force, enfin l'autobus de Greenpeace aux couleurs de l'arc-en-ciel, fermant la marche. Tricolore, vert, noir, rouge, orange et arc-en-ciel, toute la palette des mouvements contestataires ou alternatifs s'est retrouvée sous le ciel printanier, en bon ordre.

« Le nucléaire, c'est la guerre, la guerre impérialiste », criaient les trotskistes. « Société nucléaire,

société policière », scandait les anarchistes. « Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain », disaient les autres. Et, à l'adresse des Parisiens qui contemplant la scène du trottoir ou de leur balcon - sans manifester le moindre sentiment, - les militants en combinaison de décontamination prévenaient : « Un loupé à Nogent (sur-Seine), c'est Paris qui fuit le camp ! ». Seuls les militants de Greenpeace, devant leur autobus, ne disaient rien. C'est un principe. Pas de manifestation « polémique » chez les partisans de la « paix verte ». « C'est le silence de la mort, précise l'un d'eux. La mort nucléaire ».

Le rassemblement, non violent du bout en bout, s'est dispersé dans une odeur de merguez place Fontenay, après une brève allocution du porte-parole des Verts, Guy Marimot. Les CRS et les gendarmes mobiles, stationnés en nombre autour des invalides, ont dû replier tout leur matériel anti-émeute. Les écoles ne sont décidément pas dangereuses. Ils ont même l'ambition d'être salutaires...

ROGER CANS.

### EN BREF

● L'ex-FLNC a revendiqué l'attentat de Carrière (Corse-du-Sud). - Neuf jours après l'attentat du 15 mai contre le lotissement touristique de Jacques Rousselet à Carrière (Corse-du-Sud) - où ce propriétaire trouve la mort, ainsi qu'un gendarme, Patrick Giboulon, en tentant de désamorcer une bombe, - l'ex-FLNC a revendiqué l'opération par le canal habituel. « Ce type d'action vise simplement, indique-t-il, à détruire des bâtiments, après neutralisation des occupants qui sont placés en sécurité hors de portée de l'explosion (...) ». « Nous n'avons pas voulu cela », précise l'ex-FLNC en faisant allusion aux morts, ajoutant que Jacques Rousselet, « anti-corse notoire (...), n'était pas une cible de hasard (...) ». Nous connaissons, par ailleurs, ses antécédents : en effet, notre commando a trouvé sur place des armes (...) et des explosifs prêts à l'usage ».

● Incarcération du chauffeur de bus responsable d'un accident mortel. - M. Morville, cinquante-trois ans, le chauffeur de bus accusé d'avoir renversé une jeune femme, Nathalie Belseaux, vingt-deux ans, à La Défense (Hauts-de-Seine) (Le Monde du 24 mai) a été incarcéré d'homicide involontaire et de délit de fuite. M. Morville a été écroué à la prison de Bois-d'Arcy.

● Incident à la prison des Baumettes. - Deux cent quatre-vingt-dix détenus de la prison des Baumettes à Marseille ont refusé de regagner leurs cellules, le samedi 24 mai, pendant vingt minutes. Un détenu, pris de folie, menaçait de tuer deux de ses compagnons avec un couteau de cuisine. L'un d'eux a été blessé, et un gardien qui tentait de maîtriser l'agresseur, cruellement mordu. Les autres détenus ont cru

### CORRESPONDANCE

#### M. Michel de Rostolan et la secte Moon

M. Michel de Rostolan, député de l'Essonne, présenté dans le Monde du 5 mai comme étant « un représentant de la secte Moon en France », nous écrit :

« Je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître à vos lecteurs :  
1) que je suis un ardent défenseur de la liberté de religion, comme de toutes les autres libertés, et donc opposé à tout sectarisme comme quiconque.  
2) que je suis et ai toujours été catholique romain. »

## Un « Front de libération de la Franche-Comté » revendique le vol de tableaux du musée Marmottan

### De notre correspondant

Besançon. - Le vol de neuf toiles de maîtres commis le 27 octobre 1985 au musée Marmottan, à Paris, vient d'être revendiqué par un « Front de libération de la Franche-Comté ». Le 27 octobre 1985, cinq malfaiteurs armés faisaient irruption dans le musée et emportaient des tableaux de Renoir, Monet et Berthe Morisot.

Un texte accompagné d'un fragment de toile prélevé sur la tranchée d'un des tableaux est parvenu le 22 mai à la rédaction de l'Est républicain à Besançon. Signé Maurice Darbot, Front de libération de la Franche-Comté, ce texte indique : « Si les médias rendent compte de notre action, les œuvres seront rendues une à une », et ajoute, « pour rassurer les esthètes de l'art », que les neuf toiles « sont conservées au sec ».

En 1983, ce Front de libération de la Franche-Comté avait publié un « Manifeste numéro 1 » considéré alors comme un canular dont l'auteur n'avait pu être identifié. Le document transmis à l'Est républicain reprend une bonne partie de ce manifeste. Il réclame pour la Franche-Comté « l'indépendance

### DÉFENSE DE PEINDRE

Le dimanche, aux alentours de 19 heures, la rue de Solferino est particulièrement calme. C'est peut-être pourquoi ce peintre amateur avait décidé de planter son chevalet sur le trottoir, un coin de la rue de Solferino. Mais lui en a fait à sa tête une voiture de police d'arrêter ; deux agents se sont approchés et ont tenté de le ramener dans son domicile. Les raisons invoquées : il est interdit de stationner à proximité du siège de l'Etat socialiste. L'histoire ne dit pas si nos deux agents ont, eux aussi, invoqué un « danger moral ».

J.A.



# culture

## THÉÂTRE

« Sonate en solitudes majeures », de Julius-Amédée Laou

### La mélodie de la douleur

La solitude se danse à deux. Solitude des Noirs en France, aux sources du théâtre.

Ce sont deux êtres plus très jeunes, assis l'un contre l'autre, qui regardent devant eux, dans le vide. Le père et la mère, appuyés l'un à l'autre. Leur fils s'est tué.

Ils sont joués par deux grands comédiens, Lydia Éwandé et Robert Liensol, que nous avons pu voir dans les *Nègres* de Genet, dans des pièces d'Aimé Césaire, et ailleurs.

Le père et la mère, dépassés et démolis par le suicide de leur fils. Ils se sentent coupables, comme toujours lorsqu'un proche vient de se tuer. Ils vont à la recherche de leurs torts, ils revivent les conseils trop répétés, les réprimandes, les punitions. Et cet effort de mémoire de ces deux vieux « nègres » est frappant, parce que deux parents blancs se rappelleraient exactement les mêmes choses, avec les mêmes mots. Comme si l'instinct maternel, paternel, l'amour, l'inquiétude de l'avenir, les maladresses, n'étaient pas du tout affaire de « couleur ».

Mais voici que la douleur de ces deux parents noirs change insensiblement de ton, comme s'ils s'égarèrent, ou plutôt « débalaient », telle une barque qui quitte la plage.

Leurs deux voix se font plus scandées, leurs gestes plus rythmés. Ils se lèvent. Peu à peu, les voilà qui dansent, presque, et entendent les notes d'une petite, lointaine, valse algéroise.

Ils dansent lentement, légèrement, l'un derrière l'autre, on dirait qu'ils suivent un sentier, dans un rêve, mais leur conversation suit son cours : c'est la toilette de leur fils mort qui les préoccupe, la mère va changer le gilet de corps, le père devra soulever l'enfant, par les épaules, la mère changera aussi les chaussettes.

Cette danse immatérielle du père et de la mère, ces moments de *Sonate en solitudes majeures*, la nouvelle pièce de Julius-Amédée Laou, sont du grand « théâtre » : le mystère de la transfiguration est ici manifeste, et provoque chez le spectateur un choc sensible particulier qui appartient au théâtre.

Et si tout à l'heure les paroles de souffrance et d'auto-accusation des deux parents étaient universelles, cette « inhumation dansée » est, elle, d'une grandeur et d'une beauté proprement « nègres », et j'y ai été, personnellement, d'autant plus sensible, que cela m'a rappelé des images très précises, des choses que j'ai vues à la Martinique, dans le vil-

lage de Saint-Pierre, il y a des dizaines d'années.

Julius-Amédée Laou a-t-il vu ces scènes, lui qui est né en France, — ce sont ses grands-parents qui avaient quitté la Martinique pour venir vivre en France. C'étaient les « obsèques » d'enfants. Elles avaient lieu d'habitude en plein midi, quand le soleil tape le plus fort. Le cimetière de Saint-Pierre était un jardin très soufflé, en pente, un peu au sud du village, sur la hauteur. La boîte du petit corps était emportée par les parents, qui couraient presque, en cadence, et il y avait, loin quelque part, le fil très tendu d'une musique, — les Martiniquais savent « moduler » des airs immatériels avec des riens, une fourchette qui cogne un coin de table, une corde de violon juste effleurée.

C'est lorsque le père et la mère, dans la pièce de Julius-Amédée Laou, dansent à demi en énumérant les gestes de l'ensevelissement de leur fils, que leur amour, leur douleur, et leur solitude de noirs en France sont perceptibles sous le jour le plus sensible.

Un autre versant de la pièce nous permet d'appréhender les difficultés de la vie des Antillais qui sont venus travailler en métropole. Les frictions entre un musicien noir, sa femme blanche, et un « groupe » blanc qui est devenu un peu son secrétaire-valet de chambre, figurent les frontiers du racisme, et les Antillais sont bien placés pour savoir que le racisme, encore et même aujourd'hui, chez nous, reste un feu sous la cendre.

Sanvi Panou, Marie Uta, Jérôme Franc, sont excellents dans ces scènes, mises en scène par Julius-Amédée Laou lui-même.

« J'espère que cette noirceur est une histoire finie », écrivait Voltaire. Non, elle n'en finit pas de mourir, cette noirceur. L'espoir ne suffit pas.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre de la Bastille, 21 heures.

## DANSE

Trisha Brown à Bobigny

### Mille et une manières de bouger

Une danse tonique, intelligente, insaisissable : le mouvement brownien.

Trisha Brown devait passer au Théâtre de la Ville à 18 h 30, mais la complexité de ses décors ne cadrait pas avec la disposition des éclairages installés pour le spectacle de Carolyn Carlson, en soirée. Elle a dû se replier à la Maison de la culture de Bobigny, où il faut aller voir son programme, le plus tonique, le mieux dansé qu'on puisse rêver.

Pendant longtemps, Trisha Brown a été considérée comme une chorégraphe confidentielle. Elle a appartenu dans les années 60, avec Yvonne Rainer et Simone Forti, à l'équipe de la Judson Church, en cette époque d'une quête d'expression minimale. Au Festival d'automne, en 1973, elle évoquait plutôt une sout-girl. La structure de ses mouvements, de ses mécanismes, de ses combinaisons — répétitions, accumulations, — en survenant de sport et sans musique, était austère, abstraite. Mais déjà pointait l'humour.

La rencontre avec Rauschenberg en 1979 a été déterminante pour Trisha Brown. *Clavical Decay*, ballet composé sur des photos projetées du peintre, dansé dans des robes transparentes, légères, se révélait très théâtral. La chorégraphe découvrait la scène à l'italienne, dont elle allait entreprendre une investigation fébrile.

On l'a vue se transformer peu à peu en une longue dame brune, sereine et décontractée. Aujourd'hui, à cinquante ans passés, elle interprète avec espièglerie un ancien solo : *Accumulation With Talking Plus Water Motor*, où elle mène deux danses et raconte deux histoires à la fois : le public fait triomphe.

Trisha Brown a entièrement renouvelé sa compagnie. Elle l'a entraînée durement jusqu'à ce qu'elle s'adapte à ce style « naturel » qui semble improvisé, alors que tout



Stephen Petronio et Randy Warshaw dans *Set and Reset*

est réglé comme un numéro de trapèze. « Mes danseurs, dit-elle, doivent être pleins de vie, foris, avec un appétit pour bouger, pour s'échapper de l'axe central ! » Ils doivent acquiescer la vitesse, l'équilibre, le souffle, pour être capables de maîtriser des parcours complexes, enchevêtrés, tout un jeu d'échanges, d'esquives, de rencontres : le mouvement brownien, que Trisha définit comme « une multiplicité de gestes qui se complètent et s'entrechoquent, et finissent par se fondre en un courant fluide ».

Dans *Set and Reset*, l'énergie se développe selon trois axes dissociés : la musique de Laurie Anderson, rythmée par un tintement obstiné de cloche ; l'environnement de Rauschenberg (trois écrans qui flottent et diffusent des images d'actualité) et en dessous, les danseurs, vêtus de costumes transparents, et qui bougent entre la scène et les coulisses.

mises à nu. Dans sa dernière création, *Lateral Pass*, les éléments de décor mouvants — de Nancy Graves — modifient constamment l'espace. Sur une musique jazz-cocasse de Peter Zummo (trombone et accordéon), la chorégraphie forme une polyphonie de gestes dans des combinaisons baroques, imprévues, inventives. Ainsi, l'un des danseurs, attaché à une corde, joue les piétons de l'air, et, rebondissant dans tous les sens, il perturbe les évolutions du groupe.

Dans ce ballet chatoyant, Trisha Brown a particulièrement gâté les garçons — avec un solo à l'énergie retenue et un pas de trois joliment ouragé. Il est bon, de temps à autre, de retrouver le plaisir du pur mouvement.

MARCELLE MICHEL.

\* Maison de la culture de Bobigny, jusqu'au 27 mai 20 h 45. Grenoble, Maison de la culture les 3 et 4 juin. Théâtre du 8, à Lyon, 5 et 7 juin.

CERCLE SAINT-LOUIS  
26, avenue de la Bourdonnais, 75007 PARIS, 45-56-12-11.  
**MAGGY BRESSOT**  
du 14 au 30 mai

Festival  
FLAMENCO A PARIS

CASINO DE PARIS

Ouverture du Festival : récital **PACO DE LUCIA**  
27, 28, 29, 30, 31 mai 1986

RENSEIGNEMENTS : 48-74-15-80 • LOCATION 3 FNAC  
LIBRERIA ESPANOLA : 45-04-79-31

# LE JOUR DE FORUM EST ARRIVÉ

Les entreprises brandissent l'étendard de la révolte. Contre la suffisance coûteuse de la grosse informatique. Contre l'insuffisance fonctionnelle des ordinateurs personnels.

Leur arme, c'est la Multimicro FORUM. Une nouvelle informatique de gestion, plus sûre, plus performante, moins chère. Fondée sur une philosophie de communication totale : les données sont partagées, la puissance est répartie. Enfin, les hommes travaillent ensemble.

Un système Multimicro FORUM peut fédérer jusqu'à 120 postes de travail reliés entre eux. Il s'adapte ainsi à la taille de l'entreprise sans remettre en cause les investissements successifs.

Les 60 concessionnaires/revendeurs FORUM, véritables conseils en organisation, se tiennent prêts à vous bâtir votre propre système Multimicro sur mesure.

Née en 1984, la Multimicro FORUM progresse chaque jour.

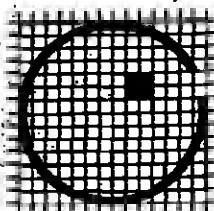
La première année, 1 500 postes installés.

6 000 à la fin de l'année suivante.

15 000 prévus pour fin 1986.

On n'arrête pas la révolution.

**FORUM**  
LA REVOLUTION  
MULTIMICRO.



CONSTRUCTEUR  
FRANÇAIS  
D'ORDINATEURS  
MULTIPOSTES  
ET DE RÉSEAUX

**FORUM**  
international

Z.A. Courtabœuf - Av. du Québec - 91940 Les Ulis  
Tél. 01-64.46.19.00. Télex 690 033 F









MUSIQUE

Concerts à Caen

Un auditorium et trois Carissimi

Concerts, opéras, les salles de musique ne manquent pas à Caen. Les spectateurs sont présents.

Les événements importants ne sont pas forcément spectaculaires. Imagine-t-on les joies musicales que va produire, dans une ville comme Caen (cent trente mille habitants), l'auditorium de neuf cent quatre places qui est venu accoster il y a un mois et demi au bout du Conservatoire national de région achevé en 1984 ?

L'ensemble, tout près de l'abbaye aux Hommes et de la préfecture, est une réussite. L'auditorium ressemble extérieurement à la fameuse tente de béton de « cirque Karajan », alias la Philharmonie de Berlin. A l'intérieur, la salle, bien proportionnée, descend, par une pente ni trop faible ni vertigineuse, vers une large scène : malgré l'acoustique paraît de premier ordre.

Les Caennais se sont précipités aux neuf concerts d'inauguration, qui réunissent entre autres Stockhausen, Messiaen, Maria Fies, Didier Lockwood, au point que l'on a laissé nombre de mélomanes à la porte. L'investissement de 24 millions de francs (7 de l'Etat, 4 de la région, 13 de la ville) se révèle donc sans doute un bon placement : il s'ajoute aux 34,5 millions dépensés pour le conservatoire, qui réunit plus de deux mille élèves.

L'architecte de la ville, M. François Dupuy, a conçu un édifice avec toutes sortes de plans et de décrochements, qui évoquent par endroits les vieilles maisons normandes. La lumière pénètre par mille entrées, les étudiants ont vu sur des parois, des courts de tennis ou les tours de l'abbaye, chacune des cinquante salles a sa forme propre et l'insonorisation est parfaite.

Ces nouveaux instruments correspondent à la vitalité musicale de la cité, qui dispose déjà d'un bon

théâtre et de deux orchestres de chambre, celui de Caen, dirigé par Jean-Pierre Dautel, et l'Ensemble instrumental de Basse-Normandie. Rien d'étonnant, donc, à ce que l'on ait découvert un public nombreux et enthousiaste, mardi et jeudi, à Notre-Dame-de-la-Gloriette, pour un spectacle comprenant trois oratorios de Carissimi.



Hervé Lamy dans « Jephthé ».

Jonas, Abraham et Isaac. Jephthé trouvaient un cadre idéal dans cette vaste église jésuite pleine d'envolées, contemporaine de ces histoires sacrées écrites au temps de la Contre-Réforme, pour l'édification de la bonne société, à l'inspiration des jésuites.

La discrète mise en scène de Christian Gangneron renforce l'effet

de ces pièces courtes, trois images bibliques de la « victime expiatoire », destinées uniquement à être chantées, mais composées dans un style dramatique grave et intense.

Le jeu hiératique, les beaux groupes, les processions à travers l'église, les gestes chargés de sens, les tableaux frappants (la mer des chœurs qui engloutit Jonas, le petit Isaac sous le couteau de son père, Jephthé agenouillé tenant la main de sa fille qui, telle Iphigénie, doit être sacrifiée par lui) incarnent le chant et suppléent notre ignorance du latin.

Et cette musique simple, dépourvue dans les récitatifs, vibrante et effrénée dans les ariettes et les chœurs, où Carissimi rejoint Monteverdi et annonce Charpentier, son disciple, nous remplit d'émotion par la nudité et l'absolu de son accent tragique.

Ce spectacle de l'ARCAL (Atelier de recherches et de création pour l'art lyrique), à qui l'on devait déjà l'an passé le ravissant *Orlando de Cavalli*, est admirablement interprété par un ensemble d'instruments anciens, conduit par Jonathan Darlington, avec Catherine Dume et surtout le ténor Hervé Lamy, auxquels viennent se joindre région par région (et c'est l'originalité de cette réalisation) des solistes et des chœurs amateurs qui ont répété longuement à l'avance : ceux du Petit Concert de Normandie, dirigé par Robert Wexler, se sont révélés excellents musiciens et acteurs dans leurs costumes à la Pousin, avec ces gestes si justes et frais en leur apparente gaucherie qu'on voit dans les tableaux de primitifs.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : Cherbourg, le 27, et Alençon, le 31 mai. Ce spectacle, donné auparavant dans le Centre et en Lorraine, est subventionné par la direction de la musique et la Fondation Paribas.

ROCK

Blow Monkeys à l'Elysée-Montmartre

Un premier album épatant (*Limping for a Generation*), suivi d'un concert décevant, c'est-à-dire qu'il y a un peu plus d'un an. *Animal Magic*, le second opus des Blow Monkeys est encore meilleur que le précédent, il faut espérer que la scène ne lui sera pas inversement proportionnelle. Il est clair cependant que cette musique est façonnée en studio pour l'écoute stéréophonique : les architectures des compositions, tirées cotées comme des cathédrales d'allumettes, les arrangements baroques (cuivres, violons), les mélodies furtives, les interventions effrénées, les eudées de style, toute cette extrême sophistication est forcément émaillée par la prise directe.

Les Blow Monkeys ont un leader en la personne de Robert Howard. Une espèce de dandy complètement mégalomane et tout à fait maniaque, plutôt bien fait de sa personne (un peu David Bowie en mal de respectabilité) et visiblement satisfait de l'usage qu'il en tire : l'artiste pose seul sur la pochette du disque (avec, en fond, le *Marat assassiné* de David, excusez du peu) et signe sous le pseudonyme douteux de D. Robert.

C'est lui qui écrit la totalité (paroles et musique) des morceaux, et l'on sent bien que ça doit chanter compliqué dans sa tête. Un penseur. Il amalgame les influences, décode les informations pour passer d'un style à l'autre (pop, jazz, gospel, cabaret, folk, rhythm'n'blues) et les soumettra à ses conceptions excentriques. Ainsi, quand il s'attaque à la soul, par exemple, c'est pour en prendre la forme et en dénaturer le fond : elle n'est plus faite pour danser mais pour briller. De la soul d'appartement, en somme, posée, saignée, la saut rentrée et le feeling retenu.

Voilà les Blow Monkeys, britanniques jusqu'au bout des guitares — même si Howard, ancien critique de rock, est d'origine australienne et qu'il puise beaucoup chez les Américains — la voix en a le flegme et le

ton détaché, sur des harmonies revêches. Le tout est astucieux, insolent à force d'être insulaire.

A. W.

★ Ce lundi 26 mai à 21 heures à l'Elysée-Montmartre ; le 30 à Montpellier ; le 31 à Marseille. Disque : *Animal Magic* (RCA-Ariola, PL 70910).

Hipsway au Palace

Hipsway va faire un malheur. C'est dans l'air. La choc scénique répond à la fulgurance du premier album, doublon quasi exceptionnel chez un groupe débutant. A Londres, il y a deux semaines, on l'a vu à pied d'œuvre, menant tambour battant un concert où dignité et sobriété rattachaient les pulsions sensuelles du soul et sa fonction dansante. La plus court chemin, en somme, entre viscéral et cérébral, dont Hipsway réalise un dosage parfait et inédit en noir et blanc. En rock et funk. Tout dans leur musique aat affaire de contrastes : l'électronique sauvage et l'électronique sophistiquée, les guitares hard et le rythme alambiqué, les riffs syncopés et les envolées lyriques. Jusqu'à la gravité du chant et les déhanchements coquins de son responsable.

Un vrai chanteur, celui-là, avec une guéla et un maintien. Déjà une star, même s'il ne le sait pas encore. Ils sont quatre — six pour la scène : chant, guitare, synthétiseurs, basse, batterie, percussions — tous Ecossais de Glasgow (nouveau creuset du rock), le ville de Lloyd Cole, de Simple Minds et consorts. Des Simple Minds qui auraient vu funk. Hipsway e d'ailleurs quelque chose : les danses héroïques, la puissance épique. Leur création réconcilie les deux tendances importantes des années 80 : l'ascétisme (versant U2) et la lascivité (option Prince), et les morceaux en sont le juste compromis (sans concession ni cabotage) avec des mélodies immédiates et des constructions complexes. Déjà sur les ondes, bientôt en tête des hit-parades, à ne surtout pas manquer.

A. W.

★ Ce lundi 26 mai à 20 h au Palace. Disque chez Phonogram (826821-1).

La semaine du mélomane

L'islam d'Asie vient à nous avec ses musiques à la Maison des cultures du monde (101, bd Raspail, tél. 45-44-72-30). Tour à tour le Pakistan (du 26 au 28), la Turquie (les 29 et 30), l'Indonésie (du 31 mai au 2 juin), la Malaisie (les 3 et 4), Bornéo (du 5 au 7) et l'Inde (du 8 au 10).

Mais, en même temps, le flamenco règnera au Casino de Paris (du 27 au 31 mai) : guitare, chant, danse, piano, avec Paco de Lucia, José Romero, El Lebrijano, Marilée Coral et bien d'autres (tél. 48-74-15-80).

Au TMP/Châtelet, s'ouvre dimanche le 3<sup>e</sup> Festival international des orchestres, qui réunira quatre grandes ensembles, avec pour commencer l'Orchestre national de France, dirigé par Neville Martinson (Liszt, Mendelssohn, Beethoven, le 1<sup>er</sup> juin) et l'Orchestre de la radio de Francfort, dirigé par Elihu Inbel dans la 7<sup>e</sup> symphonie, de Mahler (1<sup>er</sup>-2 juin).

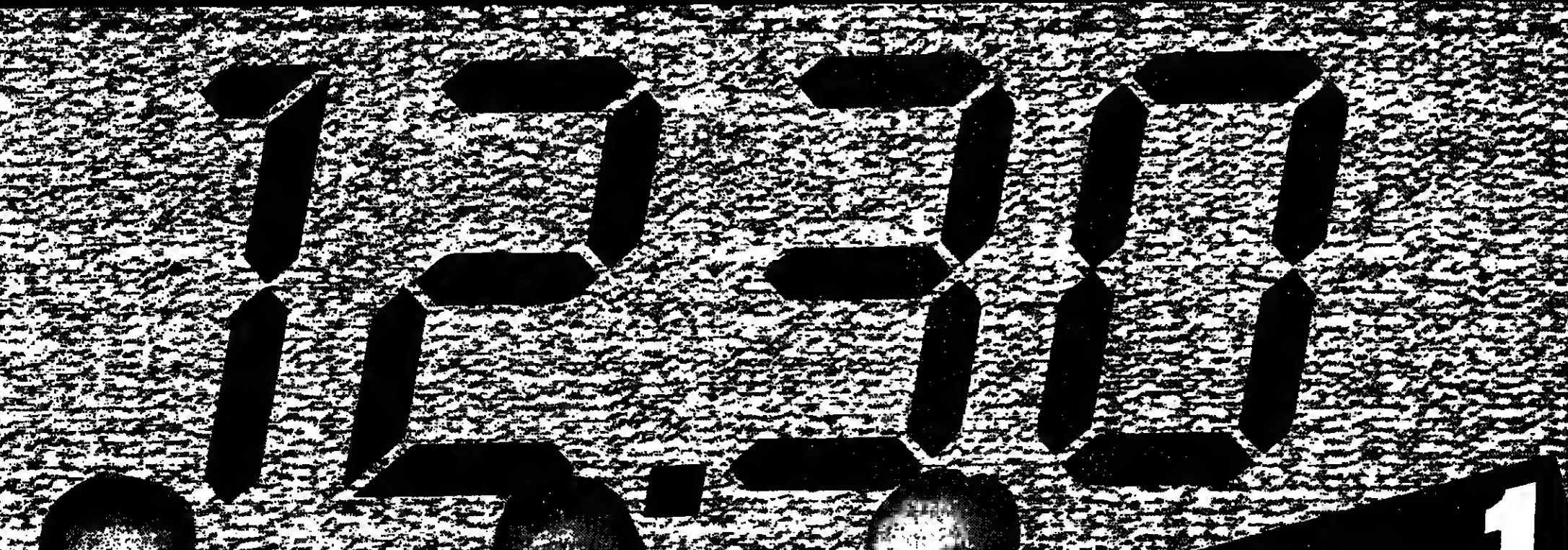
Parmi les récitals, l'exquise Suzanne des Noces de Figue, Kathleen Battle au Festival de Saint-Denis (le 27), une grande pianiste italienne, Maria Tjo, dans Bach-Busoni et Scarlatti (Champs-Élysées, le 30 mai), le guitariste John William (Pleyel, le 2) et le retour de Montserrat Caballé (Athénée, le 2).

« Trois folies d'opéra pour trois femmes compositrices », une affiche alléchante qui veut le voyage à l'Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France, à Aulnay-sous-Bois (tél. 48-68-00-22).

Isabelle Aboulker, Francine Aubin et Ginette Keller explorent des folies douces ou furieuses, avec la compagnie Alan Gemain (les 29, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin).

J.L.

EUROPE 1 prend encore de l'avance sur l'information.



12 h 30  
13 h 15

LE JOURNAL  
D'ANDRE ARNAUD



13 h 15  
13 h 30

TV-SHOW D'ETIENNE MOUGEOTTE  
ET GUILLAUME DURAND



avec















# COMMUNICATION

## La privatisation de l'audiovisuel

### La polémique bat son plein après la mise en garde de M. Chirac

Tollé général après les déclarations fracassantes de M. Jacques Chirac, le vendredi 23 mai à l'Assemblée nationale, et l'avertissement en forme de menace lancé à l'encontre des journalistes de l'audiovisuel. M. Chirac a assuré qu'il n'y aura pas de « chose aux sorcières », le premier ministre, en dénonçant les commentaires « déformateurs » et « trop systématiquement excessifs », ou mis le feu aux poudres.

Dès le samedi matin, les PDG des trois chaînes publiques ont fait front commun : ils rappellent que « seule la Haute Autorité de la communication audiovisuelle est habilitée à valoir avec eux un bon équilibre de l'information ».

Prise de position aussi immédiate de la part de M. Michel Comte, président de la Haute Autorité, qui

doit réunir ses « sages » en séance plénière dans la journée de mardi. « Pour le moins surprise » par les propos du premier ministre, elle fait remarquer qu'elle n'a pas été saisie d'une plainte ni du gouvernement ni de la majorité, « ce qui nous est arrivé en d'autres temps », dit-elle, en ajoutant : « Personnellement, je n'ai pas noté ce qu'on pourrait appeler un dérapage de l'information. Il est utile de rappeler que la Haute Autorité a, parmi ses missions, celle de garantir l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Dans le même temps, plusieurs personnalités de l'ancienne majorité ont réagi vivement. M. Georges Sarre, secrétaire national du PS, a déclaré, devant cette « charge bra-

vaillante », de saisir officiellement la Haute Autorité afin qu'elle rende publics tous les éléments qui permettront aux téléspectateurs « d'apprécier l'équilibre et la qualité de l'information à la télévision ». M. Laurent Fabius, l'ancien premier ministre, a estimé que les propos de M. Chirac sont « une très bonne démonstration de ce que le libéralisme ne doit pas être ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, voit dans cette affaire la volonté du gouvernement d'« asservir les journalistes » aux partis de la majorité. Pour M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, « les mises en garde annoncent les mises au pas ».

Dans la majorité, on s'est exprimé au plus haut niveau. Alors que M. François Léotard met en cause les « Tariffes » du service public,

M. Philippe de Villiers, son secrétaire d'Etat, s'est, lui, voulu rassurant. « Pas de chasse aux sorcières », répète-t-il. Toutefois il a insisté sur la nécessité de présenter l'action du gouvernement de façon objective. « Dans le cas contraire, s'il est dit, la procédure de « déclarations du gouvernement » prévue par la loi de juillet 1982 pourra être utilisée ».

Pour l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), « M. Jacques Chirac jette le masque : rien d'étonnant de la part du chef d'une coalition qui, dans le passé, a le plus longtemps et le plus durement bâillonné l'information ». Selon cette organisation, qui regroupe les différents syndicats SNU, CFDT et CGT, « M. Chirac,

farouche partisan du libéralisme cède à ses ultras pour accuser sans preuve, sans citer aucun fait concret ». L'UNSJ a demandé à être reçue à Matignon pour examiner avec le premier ministre la réalité des accusations formulées.

D'autre part, après les accusations portées par M. Léotard contre des journalistes suspects d'avoir « joué, en Corse et en Nouvelle-Zélande, contre la France, la collusion avec des puissances étrangères » (propos tenus dans le Point du 19-25 mai), le personnel de FR 3 Corse, de RFO et de RFI a vivement réagi. L'intersyndicale SNF, SNU-CGT, SUT-CFDT des stations a annoncé, samedi 24 mai, que « plusieurs vocants ont été chargés d'entamer immédiatement des procédures de plainte en diffamation à l'égard du ministre de la culture et de la communication et du journal le Point ». Elle demande également à la direction de FR 3 Corse de « saisir d'urgence la Haute Autorité ». M. Léotard a déclaré qu'il était « enchanté de cette plainte » : « Devant le juge d'instruction, a-t-il expliqué, je serai amené à donner quelques indications ».

ERRATUM. — Dans l'article consacré aux émissions radiophoniques de France-Culture sur le compositeur et romancier américain de l'angoisse, Paul Bowles (le Monde du 22 mai), il fallait lire que celui-ci, quoique « à l'écart d'aucune mode » (et non pas « à l'écart des modes ») n'est pourtant jamais conformiste ».

### Le projet de loi prévoit la mise aux enchères de TF1

Le projet de loi sur la communication audiovisuelle soumis depuis la semaine dernière au Conseil d'Etat a déjà évolué par rapport à ses premières moutures (le Monde daté 18-19 mai). Ainsi, le texte prévoit pour la vente de TF1 un système complexe d'enchères permettant aux concurrents qui n'ont pas été retenus par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNC) de surenchérir de 10 %. La CNCL recommencerait alors le processus d'attribution.

Le projet de loi donne des précisions supplémentaires sur les obligations imposées aux candidats : pas plus de 30 % du capital dans les mains d'une même personne physique ou morale, pas plus de 20 % pour les capitaux étrangers, maintien de l'intégrité de la zone de diffusion. De plus, la société qui deviendrait propriétaire de TF1 devrait, dans les six mois, proposer aux salariés de la chaîne d'acheter une fraction du capital.

Le nouveau texte ne prévoit aucune modification du statut de FR 3, ce qui semble indiquer que sa privatisation n'est pas à l'ordre du jour. Les sociétés publiques pourront continuer à bénéficier de ressources publicitaires « à titre transitoire », sans que le texte précise la durée de ce délai de grâce. M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a d'ailleurs déclaré ce week-end qu'il fallait

raisonner au slogan « à télévision publique, financement public ; aux télévisions privées, les ressources publicitaires » pour trouver des formules de compromis.

Télédiffusion de France (TDF) et la Société française de production (SFP) seraient transformées en sociétés anonymes. L'Etat pourrait céder toutes les parts qu'il détient dans TDF tandis que le capital de la SFP dans sa majorité pourrait rester public. Radio-France internationale deviendrait une société autonome, entièrement détenue par l'Etat. Son président serait désigné en conseil des ministres, alors que ceux des autres sociétés publiques seraient nommés par la Commission nationale de la communication et des libertés.

Les mandats des présidents de TF1 et de TDF prendraient fin dès la publication de la loi (ils seraient remplacés par des administrateurs provisoires). Les conseils d'administration des autres sociétés publiques resteraient en fonction jusqu'à la nomination de leurs remplaçants. Le gouvernement n'a pas changé d'avis sur le sort de la « 5 », de TV 6 et des canaux du satellite TDF 1 : concessions et autorisations seraient résiliées dès publication de la loi.

Le projet de loi sera soumis au conseil des ministres le 4 juin. D'ici là, de nouvelles modifications peuvent encore intervenir.

### « Seigneur, sauvez TF1... »

« Ne laissez ni casser ni brader une des meilleures télévisions du monde. Ayez la conscience aigüe que vous servez une cause nécessaire. » L'auteur de ces lignes est... Suisse. Sa lettre est arrivée, il y a quelques jours, à TF1, adressée au comité La télé est à vous (1), au milieu de centaines d'autres venues des quatre coins de la France, et qui s'amoncellent rue Cognacq-Jay. Les animateurs du comité sont eux-mêmes étonnés du succès de leur démarche.

Tous les téléspectateurs qui ont pris la plume s'insurgent contre les intentions gouvernementales, et la plupart se disent prêts à agir pour « défendre un patrimoine national qui n'a pas à être vendu ». Certains proposent « une grève d'une partie de la redevance ». D'autres ont glissé un chèque dans leur missive. Très souvent, revient la crainte qu'un tel projet ferait passer « sur la qualité des programmes et l'indépendance de l'information ».

Des comités locaux sont aussi en cours de création. C'est le cas à Paris, à Radio-France (La radio est à vous), à Antenne 2, à FR 3... et même dans un quartier du dix-neuvième arrondissement. En province, à La Roche-sur-Yon, fief de M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, un comité fonctionne déjà sous le nom de TF1, on l'aime comme tu es. Il rassemble des téléspectateurs de toute la Vendée.

Face à cette avalanche de soutiens et pour répondre au vœu maintes fois exprimé d'une « mobilisation la plus large possible du public », le comité La télé est à vous a décidé de s'élargir au plan national. Il a invité à se réunir dans la soirée du mardi 27 mai, l'ensemble des associations, organisations et groupements qui s'estiment concernés par les projets gouvernementaux et qui veulent défendre « les grandes missions d'une télévision au service du public ».

Une trentaine de ces organisations ont déjà accepté de se rendre à l'invitation. On y compte, entre autres, la Ligue des droits de

l'homme, deux fédérations de parents d'élèves, des associations de Maisons de jeunes et de la culture, mais aussi des fédérations de l'enseignement, du spectacle ou des arts, ainsi que l'Association nationale des téléspectateurs et des auditeurs.

Installés dans un bureau de Cognacq-Jay, les animateurs du comité à TF1 se relaient pour assurer les permanences. Les lettres les plus marquantes sont lues à haute voix, comme cette prière venue d'un téléspectateur de La Varenne-Saint-Hilaire : « Seigneur, sauvez TF1, sauvez le journal de 13 heures, sauvez l'indépendance de l'information, délivrez-nous des capitaux privés, des hommes politiques ».

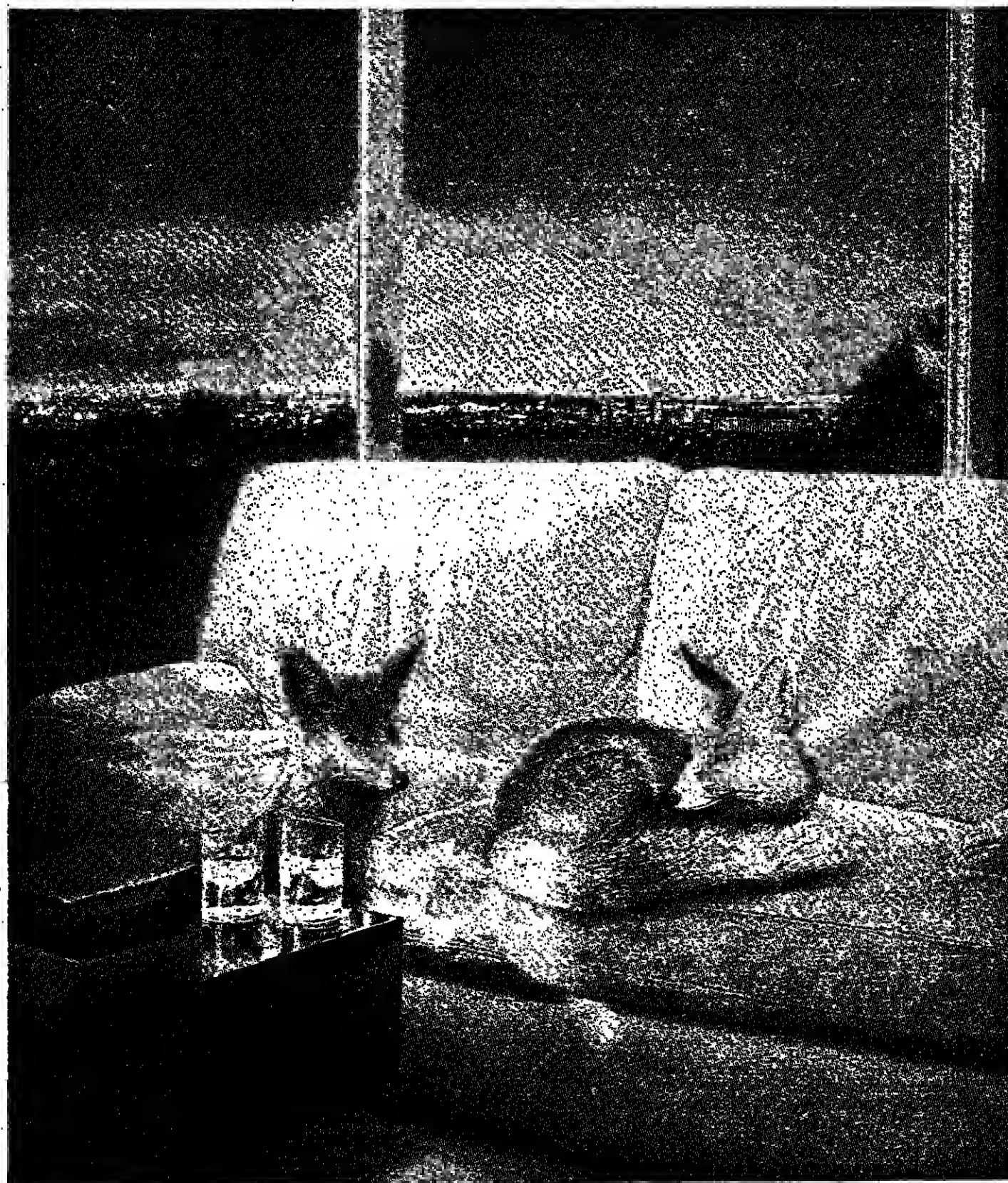
Ceux qui écrivent ne se placent pas dans l'optique d'un débat théorique sur les avantages et les inconvénients du privé ou du public. Il s'agit de l'expression d'une relation très affective, très passionnelle avec la chaîne « Maître à terre », la première télévision née en France, écrit l'un, c'est s'attaquer à un symbole. Pour beaucoup d'autres, la privatisation de TF1 est ressentie comme une remise en cause de l'identité de cette chaîne. Et par voie de conséquence de celle d'Antenne 2.

Le courrier du comité La télé est à vous montre l'importance que le public attache à la présence des trois chaînes publiques dans le paysage audiovisuel français, ne serait-ce — cela en étonnera plus d'un — qu'à cause de « l'émulation » qui existe entre elles. Apparemment, les téléspectateurs apprécient que les grilles de programmes aient « une personnalité très marquée ». C'est l'occasion pour eux d'avoir des « rendez-vous ». Une habitude à laquelle ils tiennent et qu'ils mettent au compte de l'une des « grandes qualités » du service public. Cela ne signifie pas qu'ils rejettent l'arrivée de chaînes privées. A condition qu'elles soient nouvelles et qu'elles « apportent la preuve de ce qu'elles savent faire ».

ANITA RIND.

(1) Comité « La télé est à vous », 15, rue Cognacq-Jay, 75007 Paris. Tél. : 42-75-12-83 ou 42-75-12-94.

## De la place pour l'Amitié.



Tous les futés vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime les contacts.

**CERGY-PONTOISE**  
UNE VIE BIEN PLACÉE

Établissement Public d'Aménagement Tél. 30.31.23.93

Publitéc Communication



# sports

## RUGBY

### Une finale à l'étouffée

Pour la deuxième année consécutive, le Stade Toulousain a remporté, samedi 24 mai au Parc des Princes, le titre de champion de France en battant 16-6 le SU Agen, au terme d'une finale indécise et décevante. Il a fallu attendre l'ultime minute du match pour assister à un essai marqué, en contre par le trois-quart centre toulousain Eric Bomeval. Toulouse s'était déjà assuré le gain de la partie grâce à quatre pénalités de Serge Gabernet (16<sup>e</sup> minute) et Michel Lopez (37<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, et 70<sup>e</sup>) contre deux pénalités de l'arrière agénais Philippe Bérat (24<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup>).

Mis KO à la dix-huitième minute dans un choc avec le Toulousain Thierry Maset, et évacué sur une civière, le capitaine d'Agen et de l'équipe de France Daniel Dubroca, a été moins gravement blessé qu'on a pu le craindre. Il devait partir dès ce lundi 26 mai avec le XV de France pour une tournée en Argentine, en Nouvelle-Zélande et en Australie jusqu'en 3 juillet prochain.

Depuis plusieurs jours, les héros du rugby moderne conviaient la France à une fête. Le Stade toulousain, champion du jeu total à la néo-zélandaise, contre Agen, un challenger depuis longtemps converti au rugby de grand large, c'était la promesse d'une finale d'exception. Trente artistes à l'affiche, beaucoup d'internationalistes, d'autres qui méritent de l'être. Deux styles voisins et détonants, alimentés par l'obsession commune de faire circuler le ballon. La fête ne pouvait être ratée. Elle le fut pourtant.

Au coup de sifflet final, il ne restait que le résultat, chèrement acquis. Les feux de bengale qui rougoyaient dans les gradins toulousains saluaient le neuvième bouchier de Brennus de l'histoire du club. Bravo ! Dans les gobelets en carton des supporters agénais, les rasades de côtes-de-buzet noyaient l'amertume d'un sacré match de si peu. Domage ! Du match lui-même, les souvenirs sont déjà incertains. On retiendra l'image d'une finale étouffée, après un premier quart d'heure fébrile mais prometteur.

Pierre Villepreux, l'un des entraîneurs du Stade toulousain, se défend d'avoir voulu défendre : « Nous sommes entrés sur le terrain avec l'intention de jouer un jeu d'attaque. On a essayé d'emballer le match. On a compté Jean-Claude Skrela confirme : « Il est faux de dire qu'on n'a pas attaqué. On a attaqué d'entrée. » A Agen, la volonté initiale était la même, mais, soulagée avec aigreur l'entraîneur Michel Couturas : « Ceux qui ont les meilleures intentions ne démontrent pas forcément la vérité. »

A quoi faut-il attribuer ce rendez-vous manqué ? A un vieux contentieux entre deux clubs historiques à peine séparés par quelques mètres de la Garonne ? Les derbys ne sont jamais limpides. A l'opposition de deux styles trop semblables pour bien s'assembler ? « Il y avait trop de bons joueurs de part et d'autre », analyse curieusement Jean-Claude Skrela. Ou bien à cette pathétique dix-huitième minute où Daniel Dubroca, ébène brutalement déraîné, a fait passer un frisson d'angoisse sur le parc ? « La sortie de Daniel nous a touchés moralement », admettait Michel Couturas.

A l'origine de cet accident il y avait pourtant une bonne intention. Toulouse décidant de jouer une pénalité à la main. Mais la charge de Thierry Maset a culbuté le match dans le drame. Un choc inouï, puis le seul essai fut à l'image de la rencontre, fruit d'un contre sur une attaque trop à plat des arrières agénais. Ceux-là avaient eu les mêmes occasions sur des maladroites toulousaines, mais ne purent aller jusqu'au bout. Sans doute parce que cette finale, comme le proclamait Guy Basquet, président du SU Agen, était « une partie de poisson ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Le pilier international avait eu à sa charge, avec difficulté, les médecins purent lui desserrer les mâchoires et retirer la langue du pharynx. Après avoir repris connaissance au bout de dix minutes dans le vestiaire, Daniel Dubroca se coucha et observa à la clinique de la porte de Choisy, où aucune lésion cervicale ne fut décelée.

Après ses deux succès consécutifs à Imola et à Monaco, Alain Prost abordait le Grand Prix de Belgique avec une grande confiance. Tracé au cœur des Ardennes, le circuit de Spa-Francorchamp, aussi exigeant au niveau de la souplesse et de la puissance des moteurs qu'à celui de l'équilibre des châssis, convenait parfaitement aux qualités des McLaren. Troisième temps des essais derrière le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda) et l'inattendu Autrichien Gerhard Berger (Benetton-BMW), le champion du monde, qui ne dispose pas de moteur de qualification était d'ailleurs pleinement satisfait. « Je préfère partir derrière Piquet, disait-il, que derrière Berger qui se retrouve pour la première fois sur la première ligne. »

Cette petite réserve vis-à-vis du benjamin des pilotes de formule 1 allait se justifier en course. Le jeune Autrichien, attaqué sur sa gauche par Senna, coupait un peu trop le premier virage, une épingle à droite située à 150 mètres après le départ, et beurrant l'aile avant de la McLaren de Prost. Contraint à un arrêt au stand dès le premier tour, le Français repartait avec 1 minute et 45 secondes de retard sur Piquet.

Grâce à Mansell, l'écureur Williams-Honda renoue donc avec le succès qu'elle avait connu au Brésil avec Piquet, mais elle est loin d'exercer la domination attendue. Quatre pilotes différents (Piquet, Senna, Prost deux fois et Mansell) appartenant à trois écuries (Williams-Honda, Lotus-Renault, et McLaren-TAG-Porsche) ont réussi à s'imposer au cours des cinq pre-

mières grands prix. Loin de clarifier les rapports de force pour la suite de la saison, le Grand Prix de Belgique a permis de noter les progrès très prometteurs des Ferrari, de la Benetton-BMW de Berger et même la nouvelle Lola-Ford de Patrick Tambay, cinquième temps des essais libres du matin, mais victime du carambolage du départ.

Cette hiérarchie pourrait se révéler plus fragile encore si le comité exécutif de la FISA, convoqué pour le 26 juin, décidait d'imposer rapidement de nouvelles normes de sécurité. Encore sous le choc de la disparition d'Élio de Angelis, les différentes parties prenantes de la formule 1 ont multiplié les réunions à Spa. Des discussions au sein du conseil permanent des pilotes, de l'association des constructeurs de formule 1 (FOCA), ou entre les motoristes, s'est dégagé un consensus pour limiter la puissance des moteurs à 600 CV.

Si la limitation du carburant à 195 litres cette année a eu des retombées très positives sur la maîtrise de la consommation, en revanche, elle s'est révélée insuffisante pour freiner le développement de la puissance des moteurs dont certains peuvent atteindre 1 200 CV en qua-

lité. Pour ramener et fixer cette puissance à 600 CV maximum, deux solutions techniques sont envisagées : une bride à air qui agirait sur la pression de suralimentation (comme en formule 3) ou une soupape laissant échapper le surplus de gaz sous pression quand cette dernière dépasse le seuil imposé dans le compresseur (comme à Indianapolis et dans le championnat américain).

D'ici au 26 juin, la commission technique de la FISA devra déterminer quelle est la solution la plus fiable et la mieux contrôlable. D'autres mesures pourraient encore être envisagées, comme l'augmentation du poids minimal des monoplace (540 kilos) afin de renforcer encore leur structure ou des aménagements imposés à certains circuits. Ainsi, la Fédération française du sport automobile a-t-elle décidé, dès le 23 mai, de financer une modification du circuit du Castellet afin de supprimer le « S » de La Verrerie où la Brabham d'Élio de Angelis a quitté la piste.

Pour imposer ces nouvelles mesures de sécurité, M. Jean-Marie Balestre, le président de la FISA, a fixé une date-but : le 1<sup>er</sup> janvier 1987. « Mais, a-t-il ajouté, le plus tôt sera le mieux. »

Quelque 21,5 millions de francs sont en jeu sur les courts de Roland-Garros du 26 mai au 8 juin. Le vainqueur du simple messieurs, dont les favoris sont Ivan Lendl, Mats Wilander et Yannick Noah, empochera 1 397 250 F. La gagnante de la finale du simple dame, qui devrait se disputer cette année encore entre Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd, en dépit de la contestation de Hans Mandlikova et Steffi Graf, recevra 1 278 000 F. Les soixante-quatre éliminés au premier tour toucheront 15 720 F chez les hommes et 11 180 F chez les femmes.

Mis KO à la dix-huitième minute dans un choc avec le Toulousain Thierry Maset, et évacué sur une civière, le capitaine d'Agen et de l'équipe de France Daniel Dubroca, a été moins gravement blessé qu'on a pu le craindre. Il devait partir dès ce lundi 26 mai avec le XV de France pour une tournée en Argentine, en Nouvelle-Zélande et en Australie jusqu'en 3 juillet prochain.

Depuis plusieurs jours, les héros du rugby moderne conviaient la France à une fête. Le Stade toulousain, champion du jeu total à la néo-zélandaise, contre Agen, un challenger depuis longtemps converti au rugby de grand large, c'était la promesse d'une finale d'exception. Trente artistes à l'affiche, beaucoup d'internationalistes, d'autres qui méritent de l'être. Deux styles voisins et détonants, alimentés par l'obsession commune de faire circuler le ballon. La fête ne pouvait être ratée. Elle le fut pourtant.

Au coup de sifflet final, il ne restait que le résultat, chèrement acquis. Les feux de bengale qui rougoyaient dans les gradins toulousains saluaient le neuvième bouchier de Brennus de l'histoire du club. Bravo ! Dans les gobelets en carton des supporters agénais, les rasades de côtes-de-buzet noyaient l'amertume d'un sacré match de si peu. Domage ! Du match lui-même, les souvenirs sont déjà incertains. On retiendra l'image d'une finale étouffée, après un premier quart d'heure fébrile mais prometteur.

Pierre Villepreux, l'un des entraîneurs du Stade toulousain, se défend d'avoir voulu défendre : « Nous sommes entrés sur le terrain avec l'intention de jouer un jeu d'attaque. On a essayé d'emballer le match. On a compté Jean-Claude Skrela confirme : « Il est faux de dire qu'on n'a pas attaqué. On a attaqué d'entrée. » A Agen, la volonté initiale était la même, mais, soulagée avec aigreur l'entraîneur Michel Couturas : « Ceux qui ont les meilleures intentions ne démontrent pas forcément la vérité. »

A quoi faut-il attribuer ce rendez-vous manqué ? A un vieux contentieux entre deux clubs historiques à peine séparés par quelques mètres de la Garonne ? Les derbys ne sont jamais limpides. A l'opposition de deux styles trop semblables pour bien s'assembler ? « Il y avait trop de bons joueurs de part et d'autre », analyse curieusement Jean-Claude Skrela. Ou bien à cette pathétique dix-huitième minute où Daniel Dubroca, ébène brutalement déraîné, a fait passer un frisson d'angoisse sur le parc ? « La sortie de Daniel nous a touchés moralement », admettait Michel Couturas.

A l'origine de cet accident il y avait pourtant une bonne intention. Toulouse décidant de jouer une pénalité à la main. Mais la charge de Thierry Maset a culbuté le match dans le drame. Un choc inouï, puis le seul essai fut à l'image de la rencontre, fruit d'un contre sur une attaque trop à plat des arrières agénais. Ceux-là avaient eu les mêmes occasions sur des maladroites toulousaines, mais ne purent aller jusqu'au bout. Sans doute parce que cette finale, comme le proclamait Guy Basquet, président du SU Agen, était « une partie de poisson ».

A quoi faut-il attribuer ce rendez-vous manqué ? A un vieux contentieux entre deux clubs historiques à peine séparés par quelques mètres de la Garonne ? Les derbys ne sont jamais limpides. A l'opposition de deux styles trop semblables pour bien s'assembler ? « Il y avait trop de bons joueurs de part et d'autre », analyse curieusement Jean-Claude Skrela. Ou bien à cette pathétique dix-huitième minute où Daniel Dubroca, ébène brutalement déraîné, a fait passer un frisson d'angoisse sur le parc ? « La sortie de Daniel nous a touchés moralement », admettait Michel Couturas.

A l'origine de cet accident il y avait pourtant une bonne intention. Toulouse décidant de jouer une pénalité à la main. Mais la charge de Thierry Maset a culbuté le match dans le drame. Un choc inouï, puis le seul essai fut à l'image de la rencontre, fruit d'un contre sur une attaque trop à plat des arrières agénais. Ceux-là avaient eu les mêmes occasions sur des maladroites toulousaines, mais ne purent aller jusqu'au bout. Sans doute parce que cette finale, comme le proclamait Guy Basquet, président du SU Agen, était « une partie de poisson ».

Après ses deux succès consécutifs à Imola et à Monaco, Alain Prost abordait le Grand Prix de Belgique avec une grande confiance. Tracé au cœur des Ardennes, le circuit de Spa-Francorchamp, aussi exigeant au niveau de la souplesse et de la puissance des moteurs qu'à celui de l'équilibre des châssis, convenait parfaitement aux qualités des McLaren. Troisième temps des essais derrière le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda) et l'inattendu Autrichien Gerhard Berger (Benetton-BMW), le champion du monde, qui ne dispose pas de moteur de qualification était d'ailleurs pleinement satisfait. « Je préfère partir derrière Piquet, disait-il, que derrière Berger qui se retrouve pour la première fois sur la première ligne. »

Cette petite réserve vis-à-vis du benjamin des pilotes de formule 1 allait se justifier en course. Le jeune Autrichien, attaqué sur sa gauche par Senna, coupait un peu trop le premier virage, une épingle à droite située à 150 mètres après le départ, et beurrant l'aile avant de la McLaren de Prost. Contraint à un arrêt au stand dès le premier tour, le Français repartait avec 1 minute et 45 secondes de retard sur Piquet.

Grâce à Mansell, l'écureur Williams-Honda renoue donc avec le succès qu'elle avait connu au Brésil avec Piquet, mais elle est loin d'exercer la domination attendue. Quatre pilotes différents (Piquet, Senna, Prost deux fois et Mansell) appartenant à trois écuries (Williams-Honda, Lotus-Renault, et McLaren-TAG-Porsche) ont réussi à s'imposer au cours des cinq pre-

## TENNIS

### Terre promise et terre battue

Il a touché sa première raquette à onze ans. A cet âge, certains gamins, élevés au tennis-bibéron, sont déjà de véritables petits « pros », sponsorisés et entraînés comme les grands. Or, pendant deux ans, Thierry a surtout fait des balles avec papa et maman dans la banlieue parisienne. Ce n'est qu'à treize ans qu'il se décide à s'inscrire dans un club. Sans grande conviction. Entre le ballon de foot et la balle de tennis, il hésite. « C'est à dix-sept ans que je me suis vraiment décidé pour la raquette après une victoire en coupe de la Ligue sur Guy Forget qui allait être champion du monde juniors. C'était bien en tennis que j'étais le meilleur. » Pas assez bon toutefois aux yeux de l'encadrement fédéral. Après quelques mercredis passés à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique), on ne le retient pas parmi les espoirs.

« On s'entraîne sur surface rapide. Or, je suis plus à l'aise sur terre battue. »

Pour continuer, il doit emprunter les chemins vicinaux du tennis. « J'ai pris un entraîneur particulier avec lequel je travaillais deux heures par jour. Je devais lui reverser 25 % de mes gains. Autant dire qu'il n'a pas fait fortune avec moi. » Dans ces conditions a-t-il eu la chance de voir un agent s'intéresser à lui pour gérer sa carrière ? A dix-huit ans, Boris Becker a signé, par l'entremise de Ion Tiriac, un contrat de 175 millions de francs pour porter les chaussures et jouer avec les raquettes Puma. Il a aussi émigré à Monte-Carlo pour fuir le fisc fédéral allemand. A vingt ans, Thierry habite encore au Perreux chez ses parents qui améliorent de plus l'ordi-

naire de ses contrats avec deux firmes d'équipement et une marque d'appareils photo.

« L'ambiance du tennis me plaît. C'est pour cela que je me suis accroché. » Bien accroché apparemment, puisque sa victoire dans le critérium lui a ouvert les portes du nouveau centre d'entraînement national cet hiver. Son directeur, Jean-Claude Massias, estime avoir fait une bonne recrue : « C'est un garçon qui a des qualités remarquables. En fond de court, il peut retourner dans n'importe quel coin des balles qui lui arrivent à toutes les hauteurs. Il peut encore progresser dans son jeu de mi-court et au filet. Malheureusement, cet hiver, il a joué sur surface rapide où il n'est pas très bon. »

Dès qu'il a remis les pieds sur terre, Thierry a obtenu de meilleurs résultats. Ainsi, après avoir passé un tour de préqualification et trois tours de qualification dont les deux premiers très accrochés contre Whalen et Artès, il va pouvoir gagner en disputant le premier tour de Roland-Garros, la plus grosse bourse de sa carrière : 15 720 francs. « Et dire que j'ai failli rater tout cela, dit « VVD », en montrant un gros emplâtre sur la cuisse gauche. J'ai pris un coup au football trois jours avant les préqualifications. Sans les soins de mon père qui est kinésithérapeute, j'aurais dû déclarer forfait. C'est une bonne leçon. » Il se donne encore trois ans pour en tirer d'autres, c'est-à-dire abandonner ou réussir.

ALAIN GRAUO.

(1) CASG : Club athlétique des sports généraux au stade Jean-Bouin, porte d'Auteuil, 75016 Paris.

## Pierrot blond

Ceux qui connaissent par cœur le classement national ont immédiatement vu « VDD » : vainqueur du Critérium 85 (championnat de France des deuxième séries), il est classé quinzième Français. Mais cette réputation n'a pas franchi les limites de l'hexagone : « J'ay jamais gagné le moindre point ATP, il était jusqu'alors inconnu au bataillon du Grand Prix. »

Quoi de plus normal pour un gamin de quinze-seize ans dirait-on ? Thierry Van Den Daele a, en effet, la silhouette d'un adolescent en pleine crise de croissance. Avec sa frimousse de Pierrot blond, il trompe bien son monde, car le 27 mai, il doit fêter son vingtième anniversaire. Du même âge, Wilander, qui a quatre titres du Grand Chelem et son palmarès, fait déjà figure de vieux. Peut-on alors classer le Français dans la catégorie des espoirs ? Pourquoi pas !

## SPORTS EQUESTRES

### Femmes au complet

L'équipe de France a remporté, dimanche 25 mai à Gawler (Australie), la médaille d'argent du championnat du monde de concours complet derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Prizeless* (première), la Néozélandaise Trudy Boyce sur *Masman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

Au classement individuel, la Française Marie-Christine Duruy, sur *Harley*, a terminé quatrième derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Prizeless* (première), la Néozélandaise Trudy Boyce sur *Masman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

Au classement individuel, la Française Marie-Christine Duruy, sur *Harley*, a terminé quatrième derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Prizeless* (première), la Néozélandaise Trudy Boyce sur *Masman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

Au classement individuel, la Française Marie-Christine Duruy, sur *Harley*, a terminé quatrième derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Prizeless* (première), la Néozélandaise Trudy Boyce sur *Masman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

Au classement individuel, la Française Marie-Christine Duruy, sur *Harley*, a terminé quatrième derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Prizeless* (première), la Néozélandaise Trudy Boyce sur *Masman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

## MOTOCYCLISME

### Lawson, cavalier seul

L'Américain Eddie Lawson (Yamaha) a remporté, dimanche 25 mai, sur le circuit du Nürburgring, le Grand Prix d'Allemagne des 500 centimètres cubes devant l'Australien Gardner (Honda) et son compatriote Baldwin (Yamaha). Souffrant d'une double tendinite au coude et au poignet, Freddie Spencer était encore absent. Il a eu tort. Grâce à sa victoire, Lawson a distancé ses plus dangereux adversaires au classement provisoire du championnat du monde, et Spencer, qui compte faire sa rentrée au Grand Prix d'Autriche le 8 juin, aura du mal à conserver son titre mondial.



Autour d'une course splendide, remontant de la trentetroisième place à la deuxième, le Français Christian Sarron (Yamaha) voyait, à un tour de l'arrivée, ses espoirs s'envoler en même temps que lui. Victime d'une fantastique cabriole à pleine vitesse, le pilote français devait se relever avec une fracture au pied droit.

En 250 centimètres cubes, le Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) a dominé une nouvelle fois les Allemands de l'Ouest Anton Mang (Honda) et Martin Wimmer (Yamaha), le Français Jean-François Baldé (Honda), auteur d'une remarquable remontée, terminait quatrième.

## LES RÉSULTATS

### Cyclisme

TOUR DE LOMBARDIE  
Septième et dernière étape (contre le temps). - 1. Bernard Hinault (Fr.), 41,9 km en 49 mn 38 s ; 2. Herrera (Col.), à 8 s ; 3. Fignon, à 1 mn 45 s.  
Championnat final. - 1. Luis Herrera (Col.), 23 h 54 mn 42 s ; 2. José Cardador, à 5 mn 26 s ; 3. Falcão, à 8 mn 42 s ; 4. Hinault, à 34 mn 48 s.

### Football

COUPE DU MONDE.  
(Match de préparation)  
France et Espoirs mexicains ..... 1-1

### Jeu à XIII

Finale du championnat de France (Toulouse). - Le Pontet b. XIII Catalan, 19-6.

### Tennis

#### COUPE DES NATIONS

Finale. - France bat Suède 2-1.

Leconte (Fr.) b. Jarryd (Sud.), 6-3, 3-6, 6-1 ; Wilander (Sud.) b. Tulasne (Fr.), 6-1, 6-4 ; Leconte-Forget (Fr.) b. Wilander-Jarryd (Sud.), 6-3, 2-6, 6-2.

### Volley-ball

Tournoi pré-mondial de Paris. - France b. Chine, 3-1 (11-15, 15-12, 19-17, 15-11).

Monde

Contrôle

Michael

Michael

...ET W

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT

PARLEMENT



Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Une société de service, filiale française (FF 160M CA) d'un important groupe de communication britannique, recherche un :

## Contrôleur Financier Adjoint

Vous aurez la responsabilité des services comptables (comptabilité générale, fournisseur et client) et gestion de la trésorerie (12 personnes). Vous participerez au reporting et à l'analyse des résultats par activités. De plus des missions ponctuelles vous seront confiées par le Directeur financier.

Actuellement Chef comptable dans une entreprise internationale, vous possédez une parfaite maîtrise des techniques comptables (DECS), un anglais courant et des qualités de manager. Le poste est basé en proche banlieue parisienne ouest.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au 19-44-1-831-0431 ou lui envoyer un CV complet + photo sous réf 1121 à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

**MP**  
Michael Page International  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

## ...ET VOS PROJETS RESPIRENT.

LE DÉFI PERMANENT DES MARQUES MIR, LACROIX, MINIDOU, REX, PERSAVON MAXINET A LA CONQUÊTE DE LEURS MARCHÉS. C'EST L'AVENTURE PASSIONNANTE DE LESIEUR-COTELLE.

### CHARGE D'ETUDES MARKETING

Maîtrisant parfaitement les techniques d'études marketing, vous avez 2 à 4 années d'expérience chez l'annonceur ou en société d'études : mettez-les à profit dans un grand groupe où le marketing est une fonction essentielle. Vous serez opérationnel rapidement et prendrez en charge les études ad hoc sur les différents marchés : élaboration, analyse et synthèse des tests produits, études d'image, de notoriété, de concept... aussi bien pour des produits existants que pour des projets nouveaux. LESIEUR pratique une politique humaine novatrice et saura vous donner tous les moyens d'évoluer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la réf. 10221 à LESIEUR Recrutement et Carrières Cadres, 122 avenue du Maréchal Léclerc 92100 Boulogne.

**GRUPE LESIEUR**

### REJOIGNEZ UNE

## CHARGE D'AGENTS DE CHANGE

comme

gestionnaire de portefeuilles et attaché(e) de clientèle

### L'ENTREPRISE :

Un des leaders de la profession, c'est une P.M.E. très dynamique, en forte croissance dans un marché en évolution rapide, reconnue pour la qualité de ses analyses et de ses produits de gestion collective.

### LE POSTE :

A Paris, au sein d'une équipe, votre mission sera de gérer des comptes sans mandat et d'entretenir et de développer une clientèle de particuliers. Le poste est évolutif en fonction de votre réussite et du développement de l'entreprise.

### LE CANDIDAT :

Agé(e) de 30 ans environ, vous avez un esprit précis et rapide, le sens de la décision et un goût prononcé des contacts humains. Vous avez une bonne connaissance des valeurs mobilières françaises et étrangères, acquise de préférence dans une fonction similaire. Vous possédez, de plus, une formation supérieure (Ecole de Commerce...) ou équivalente.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée, sous n° 7.289 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, PARIS-7.

### CHAMPAGNE

LEADER EUROPEEN DE L'ECLAIRAGE PUBLIC recherche

## CONTROLEUR FINANCIER

Directement rattaché au Directeur Financier du Groupe, il aura pour mission dans un premier temps :

- de réorganiser l'outil comptable dans le but de produire le système de Tableau de Bord du Groupe,
- d'élaborer ce Tableau de Bord dans les délais et forme requis,
- de pourvoir à la gestion de la Trésorerie en date de valeur.

Par la suite son niveau de responsabilités pourrait être étendu à d'autres aspects de la fonction comptable et financière.

De formation supérieure financière et comptable, il possèdera au moins 5 années d'expérience professionnelle avec une priorité COMPTABILITE ANALYTIQUE CONTROLE DE GESTION (si possible dans société U.S.). Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 2542 à AXIAL PUBLICITE - 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

## Faites vivre votre technique de gestionnaire



BSN emballage  
département bouteilles,  
1<sup>er</sup> producteur européen de  
bouteilles en verre un département  
de 3400 personnes au CA de  
25 Mds de Francs qui comprend  
7 usines.

Après une première expérience, vous maîtrisez bien la technique du contrôle de gestion, mais aujourd'hui vous avez l'ambition d'élargir vos compétences de gestionnaire. Au poste de contrôleur de gestion commerciale du département bouteilles de BSN emballage vous pourrez développer vos qualités de rigueur mais aussi de contact pour faire vivre un système complexe de contrôle et de mesure comme un outil simple, accessible, opérationnel, et à la disposition de la force de vente. Votre mission vous offre une excellente vision stratégique puisqu'elle couvre aussi bien la gestion d'un centre de profit avec le commercial qu'une partie du centre de coûts avec les budgets de fonctionnement hors industriel. Votre compétence s'étend du terrain, en appui à la force de vente, jusqu'au cycle de planification auquel vous participez activement. Vous aurez à cœur pour gagner en efficacité et en rapidité, de développer votre outil micro en allégeant autant que possible le système informatique central.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 7 M, en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

**BSN**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## THOMSON SEMICONDUCTEURS JEUNE ASSISTANT TRÉSORERIE

Un taux exceptionnel de croissance, une expansion récente aux Etats-Unis par la création d'une filiale, la volonté d'être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990, créent un environnement professionnel particulièrement enthousiasmant.

Cette performance, nous la devons pour partie à l'attention portée à notre organisation.

Dans cette perspective, notre futur collaborateur du service trésorerie participera au changement. En développant les systèmes informatiques et en liaison avec nos sites industriels, il devra :

- établir les prévisions de trésorerie en francs et en devises,
- assurer les opérations de couverture de change,
- effectuer les rapports mensuels de gestion de trésorerie,
- participer à l'élaboration des procédures d'encaissement et de décaissement et en contrôler l'application.

Cette mission convient à un diplômé d'école de commerce - option finances - justifiant d'une première expérience réussie au sein d'un service trésorerie. S'il est capable de nous convaincre de ses compétences techniques et relationnelles, nous saurons à notre tour lui offrir un cadre d'évolution à la mesure de ses ambitions. Dans notre contexte international, la connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature, en précisant vos prétentions sous référence 91003/LM à THOMSON COMPOSANTS, Direction des Ressources Humaines, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

**THOMSON**  
SEMICONDUCTEURS

## Elargir votre expérience d'audit et évoluer dans notre groupe

Groupe français international, nous réalisons un chiffre d'affaires consolidé de 1,25 milliard à travers 21 sociétés en France et à l'étranger. Nos principales activités sont l'obtention et la multiplication des semences potagères et légumières ainsi que la distribution d'articles de jardinage.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre Direction Comptabilité Groupe, basée à notre Siège en banlieue Sud de Paris. L'adjectif que nous recherchons est le Responsable du Département dans l'ensemble de ses tâches et conduit ses actions avec

autonomie. S'il réalise des missions d'audit, comptable et opérationnel, sa fonction couvre un domaine beaucoup plus vaste. À savoir notamment :  
- définir et mettre en place un ensemble de procédures harmonisées,  
- participer à la consolidation des comptes du Groupe,  
- apporter information et assistance technique auprès des filiales.  
A 25 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (E.C.N., Maîtrise de Gestion, DECS), vous parlez l'anglais et peut-être l'espagnol. Après une expérience de 2 ou 3 ans en cabinet d'audit, vous souhaitez valoriser votre acquis. Nous vous proposons un poste varié et complet qui vous permettra de connaître notre groupe et d'exercer ensuite des responsabilités opérationnelles au sein d'une de nos sociétés.

COFROR étudiera votre dossier en toute confidentialité et vous retournera de l'adresse sous la référence 951/32 à Georges KRASNOVSKY en précisant votre niveau de rémunération actuel.

**COFROR**  
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Defense

## cetelem

## ingénieur statisticien, passez de la recherche au crédit "scoring".

Premier établissement financier, à Neuilly (92), du groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE, nous avons la réputation justifiée de bien gérer nos risques en ayant mis en œuvre très tôt des outils sophistiqués de "scoring" au sein de notre direction des opérations. Nous souhaitons nous renforcer en accueillant un ingénieur statisticien, capable d'élaborer de nouveaux produits, d'assurer le suivi des risques et d'augmenter ainsi notre productivité.

De formation ENSAE, ISUP ou DEA en statistiques, vous avez acquis en 3 à 5 ans une solide pratique du "scoring" dans le crédit, la banque ou l'actuariat et souhaitez assurer en toute autonomie cette fonction, pierre angulaire de notre activité.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4835/LM), à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

## CONTROLEUR DE GESTION HF

Haut Niveau  
PARIS

Important Groupe Industriel, nous recherchons dans le cadre de notre expansion, un collaborateur de haut niveau.

A 30 ans environ, vous avez une formation Ingénieur grande école (+ gestion) ou grande école de commerce.

Votre formation et éventuellement votre première expérience professionnelle vous ont permis d'acquérir des connaissances de base dans les domaines comptabilité et financa.

Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser ces compétences dans une fonction plus large et évolutive.

En effet, vous travaillerez en étroite collaboration avec la

Direction Financière et la Direction Comptable de notre Groupe.

Votre dynamisme, vos qualités d'initiative et d'autorité vous permettront de donner toute sa dimension à ce poste de haut niveau.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'envoyer votre lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (exigée) et prétentions, sous la référence 4139/LM, à

**Communiqué**  
8, Bd des Italiens 75002 PARIS  
qui transmettra







Le Monde

## L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

28.700 PERSONNES - 1.850 AGENCES - 3.000.000 DE CLIENTS

LES BANQUES POPULAIRES :  
UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISEAdjoint au responsable  
de la comptabilité  
générale

## GRANDE BANQUE PARIS

recherche pour sa Comptabilité Générale, un candidat de formation supérieure : Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent. Expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en Cabinet d'Audit sur des dossiers bancaires souhaités mais non indispensables.

Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2126 à :

SOURCE

144 rue de Rivoli - 75001 Paris  
qui transmettra en toute confidentialitéBANQUE INTERNATIONALE  
HEILYrecherche pour assister le  
Responsable de l'Audit InterneAUDITEUR  
CONFIRME HF

- Le candidat devra justifier d'au moins 2 ans d'expérience d'audit.
- Il devra assurer : la supervision des travaux courants, la prise en charge directe de missions complexes.
- Il aura un rôle d'encadrement et de formation.
- Il parle anglais et est diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent.
- Il possède une solide formation comptable.
- ce poste implique des déplacements à l'étranger.

Adressez C.V. + photo + lettre manuscrite s/réf. 4947, qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. 10, rue de Louvois  
75002 PARIS

## SAINT-ETIENNE

Diplômés de l'Université, Droit, Sciences éco ou IAE, vous êtes mobiles et désirez d'élargir vos compétences.  
La Banque Populaire de la Loire vous offre une solide formation aux métiers bancaires.  
Vous vous investirez ensuite dans des missions orientées vers le développement commercial et l'exploitation.

Réf. SE/LM

## SAINT-DENIS

La Banque Populaire de la Région Nord de Paris propose à de jeunes HEC, ESSEC, Ingénieurs TP A & M, des parcours professionnels variés dans des domaines d'application associant le financier et les nouvelles technologies : monétique, banque à domicile...  
Une formation de 6 mois leur procurera un bon contact avec le client, en plein développement. Alors, nous sommes prêts à vous accueillir.

Réf. SD/LM

## NANTES

## EN BRETAGNE SUD

Personnalités pour carrières bancaires  
Pour devenir conseillers de clientèle, chargés d'études crédits ou auditeurs internes à La Banque Populaire de Bretagne Atlantique. Nous formons des BAC + 2/3 ou des niveaux DECS pour qu'ils évoluent vers des carrières pleines de succès.

"L'Entrepreneur"

Réf. NA/LM

## BESANCON

La Banque Populaire de Franche Comté recrute ses futurs cadres supérieurs. BAC + 4 ou ESCAE, vous avez de bonnes bases financières ou de gestion et êtes particulièrement ouverts aux contacts.  
Une formation intensive avec sur le commercial vous permettra de découvrir la banque et son esprit et de devenir de vrais patrons dans notre réseau d'agences.

Réf. BE/LM

## VERSAILLES

La Banque Populaire de la Région Ouest de Paris est une entreprise de 1250 personnes qui bénéficie d'une implantation privilégiée.

Elle s'appuie sur les compétences d'hommes ambitieux pour réaliser son projet.

Après une solide formation d'un an, elle propose à des ESCAE ou Universitaires (banque, finance, gestion) d'acquiescer à des responsabilités croissantes au sein du réseau.

Réf. VE/LM

## NICE

La Banque Populaire de la Côte d'Azur est le partenaire de la nouvelle méditerranée en pleine évolution technologique.

Pour accroître son capital de compétences, elle recrute des jeunes diplômés : Ecoles de Commerce, Ingénieurs, DESS économie et finance.

Prêts à jouer la mobilité géographique et fonctionnelle, vous avez la volonté de participer à la réussite d'une grande banque régionale en plein développement. Alors, nous sommes prêts à vous accueillir.

Réf. NI/LM

## NIMES

La Banque Populaire du Midi mise sur le potentiel et les motivations de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : BAC + 2/3 ou BAC + 5 pour développer son partenariat avec les différents marchés de la région (particuliers, PME, PML).

Après une formation initiale de 6 mois, ils prendront des fonctions à caractère essentiellement commercial et évolueront selon les possibilités, vers le conseil d'entreprise, la direction ou l'encadrement d'agence.

Réf. NM/LM

## MACON

La Banque Populaire de Saône et Loire et de l'Ain est une entreprise dynamique.

Partie prenante de la vie économique de sa région, elle relève chaque jour les défis du développement et de la rentabilité.

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCAE, Maîtrise Sciences Eco, Droit, venez relever ces défis avec nous !

Pour gagner : une formation-action de 18 mois partagée entre le développement commercial, le service crédit et les agences vous sera dispensée avant affectation.

Réf. MA/LM

Valorisez votre diplôme  
en apprenant la nouvelle banque

Jeunes diplômés, la Banque Populaire a l'ambition de faire de vous les vrais professionnels de la banque de demain.  
Les métiers bancaires et financiers changent s'intègrent dans un environnement concurrentiel. Ils sont à la pointe des technologies nouvelles.  
Ils nécessitent des compétences à la fois élargies et spécialisées dans des domaines aussi variés que le marketing, la finance, l'informatique, le commercial et le management.

Les Banques Populaires sont des entreprises à taille humaine. Jusqu'au plus haut niveau de responsabilités, c'est en restant au plus près de votre clientèle, au service de l'économie de votre région, que vous pourrez construire votre métier et en faire une passion.  
Lancez-vous dans un grand groupe dont la clé du succès est la qualité des hommes.

Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV, en précisant le ou les références choisies, à Rémi Chevalier, HOMMES ET STRUCTURES, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75647 Paris Cedex 17.

**Banque Populaire**

## UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

COLLABORATEUR  
ANALYSE ET STATISTIQUES  
HF

Titulaire d'une maîtrise de mathématiques (BAC + 4) avec orientation statistiques et analyse de données, vous êtes ouvert à d'autres domaines que les maths et vous souhaitez vous investir dans un secteur en plein développement. Le CREG, leader dans la monétique et l'un des plus importants établissements financiers spécialisés dans le crédit à la consommation, crée le poste de COLLABORATEUR (homme ou femme) du Département ANALYSE ET STATISTIQUES.

Vous avez des notions de programmation dans un langage informatique (BASIC, FOR-

TRAN, PLI...) et vous avez effectué un (ou des) stage(s) en entreprise. Imaginatif et organisé, vous aurez, pour mission :

- d'élaborer et mettre en place les calculs de risque préalables à l'acceptation des dossiers de crédit ;
- d'établir l'analyse statistique du comportement de notre clientèle actuelle.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétention, sous la réf. AS1, au CREG - Direction du Personnel - 251, r. du Faubourg-Saint-Martin - 75490 PARIS Cedex 10.

ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION  
leader dans la promotion du MANAGEMENT dans les Organisations Publiques  
(Etat, collectivités locales, entreprises publiques).  
Nous créons un programme

## JEUNES PROFESSIONNELS

- Vous êtes jeune diplômé d'une grande école de gestion, d'un troisième cycle universitaire ou M.S.T.C.F.
- Vous êtes fortement motivé par le conseil et la formation en management.
- Vous souhaitez vous impliquer dans la dynamisation du secteur public.

Nous vous proposons :

- Une formation à nos méthodes en conseil et en formation par un programme d'insertion professionnelle.
- Une intégration, à l'issue de ce programme, au sein de notre groupe.
- Des opportunités de carrière en vous confiant rapidement des responsabilités opérationnelles.

Un dossier complet de présentation et de candidature est à votre disposition :  
INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC - MP CONSEIL - PROGRAMME "JEUNES PROFESSIONNELS" - 14 rue Corvisart - 75013 PARIS

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'entreprise dans le bâtiment, le génie civil et les travaux publics. Fortement décentralisé, nous comptons, à Paris, une direction des relations sociales apportant son concours à toutes nos sociétés. Notre directeur souhaite engager

le (la) responsable  
"emplois - gestion des carrières"

Assisté d'une cellule recrutement, venez prendre en charge, vous-même, des missions de recrutement, assurer la gestion dynamique des mouvements de cadres à l'intérieur du groupe entre les filiales, entre la France et l'étranger, en mettant en place les outils nécessaires.

A 35 ans minimum, vous avez exercé une responsabilité similaire dans l'industrie ou le service et avez l'ambition de valoriser votre expérience dans un groupe prestigieux.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER,  
vous remercie de lui écrire (rét. 4837 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

AUDITEURS  
VENEZ ELARGIR VOS COMPÉTENCES  
ET ÉVOLUER DANS NOTRE GROUPE,  
AU CONTACT DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

## Vivre des expériences variées.

Au sein de l'équipe d'Audit interne, vous le pourrez grâce à la taille du Groupe et à la diversité de ses métiers, qui couvrent tout le champ de l'électronique.

Utiliser les meilleures techniques de l'audit. Notre volonté de décentralisation, l'existence de 200 unités dans le monde, nous contraignent à l'excellence pour coordonner notre gestion, pour gagner et décrocher de grands contrats, comme "Rita" par exemple.

## Et, surtout : innover !

La haute technologie, l'importance des contrats et la diversité de nos opérations vous obligeront chaque fois à imaginer des procédures originales, à dialoguer, non seulement avec des Gestionnaires mais aussi des Commerciaux et des Ingénieurs.

Vous enrichirez ainsi vos compétences d'auditeurs. Et, placé(e) sur une base de départ stratégique, vous vous préparerez une excellente évolution dans notre Groupe.

CRÉATIVITÉ  
SYNTHÈSE  
ADAPTABILITÉ

Merci d'écrire à Jacques VAIS - Directeur de l'Audit Interne  
du Groupe Thomson - 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



THOMSON



Le Monde

# L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

## Contrôleur de gestion



Nous sommes leader sur le marché de l'assistance en France et nous recherchons notre Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur Administratif, ce nouveau collaborateur sera responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, de la mise en place des tableaux de bord dans les différents secteurs de l'entreprise, (effectif, productivité...) et des études quantitatives au niveau de la Direction Générale. Ce poste conviendrait à un homme ou une femme, de formation supérieure (Ecole d'ingénieur + formation économique, ESC...) et justifiant d'une première expérience de la fonction. Notre constant développement nous incite à intégrer un candidat de potentiel, capable de grandir avec nous. Le poste est basé à Paris 9<sup>ème</sup>.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 567.85 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

### MAITRISE DE GESTION, SUP DE CO... DEBUTANTS

### DE LA GESTION A L'INFORMATIQUE : LA FILIERE UNILOG.

L'informatique, vous l'avez bien approchée un peu... mais pas assez pour en faire un métier dont vous entraverez pourtant tout l'intérêt. Une opportunité ? UNILOG. Unileg dont la formation intensive, reconnue comme l'une des meilleures dans ce domaine, fera de vous un ingénieur informaticien prêt à intégrer une équipe

opèrent sur le terrain. Mission : conseil et assistance en informatique de gestion sur mini-ordinateurs (BULL, IBM, NIXDORF). Un conseil qui ne s'arrête pas au diagnostic des besoins des entreprises clientes mais s'étend à l'assistance active dans toutes les phases d'organisation ou d'automatisation administrative ou industrielle, à la mise en route et au suivi. Progressivement, vous acquerez les compétences nécessaires pour diriger des projets puis des missions d'audit ou de conseil. Qui sommes-nous ? en quelques mots... Un groupe indépendant spécialisé dans l'ingénierie informatique de gestion. 9 sociétés, 550 ingénieurs-conseils, UNILOG Membre de la filière UNILOG représente une «force d'intervention» de 70 spécialistes. Mels au-delà des chiffres, UNILOG c'est aussi, c'est surtout, un état d'esprit. Nos prochaines sessions de formation débutent le 4 Août. Il est grand temps d'adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) à

**UNILOG** 9 rue Alfred de Vigny, 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC Informatique

UNE PASSION A PARTAGER

## Gestion du personnel et informatique

Un atout supplémentaire pour un Responsable du Personnel de demain.

Vous concevez et mettez en oeuvre les outils nécessaires et assurez l'interface entre les utilisateurs de la Direction du Personnel et la Direction Informatique. Vous coordonnez également le suivi des réalisations au niveau de nos différents Etablissements et filiales. Vous êtes nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur et justifiez d'environ cinq années d'expérience réussie dans la fonction Personnel. Rattaché d'informatique, vous avez une bonne maîtrise de ses applications dans la gestion du personnel et souhaitez développer vos compétences. La latitude des responsabilités que vous sont offertes, vous ouvre une évolution professionnelle d'envergure dans un groupe de forte notoriété. Poste basé en Région Parisienne.

Merci d'envoyer votre dossier d'étude de candidature (lettre manuscrite, CV, et photo) sous réf. 9779/CR à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

media-system

VOCATION

## Le contrôle de gestion, outil de notre avenir.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE RENOMMEE INTERNATIONALE, LEADER SUR SON MARCHE ET FORTEMENT EXPORTATEUR. NOUS SOMMES AUSSI PARMI LES 50 PREMIERS INVESTISSEURS FRANÇAIS.

Le contrôle de gestion est l'instrument de mesure de nos performances industrielles et de notre futur. C'est une fonction importante de notre structure. Nous créons deux postes directement rattachés au Responsable du Contrôle de Gestion du Groupe dont le Siège est implanté dans une ville universitaire du Centre de la France.

### CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Informateur et Conseil de la Direction Générale, de la Direction Industrielle et des Responsables de Production, il aura en charge dans un ensemble d'unités de production très automatisées employant 3 000 personnes à des fabrications de très grandes séries : l'établissement des budgets et des coûts standards, le suivi des coûts de fonctionnement et des écarts, l'analyse des prix de revient et de leur évolution. Il interviendra en outre dans les études concernant les coûts de fabrication, les investissements et la productivité.

Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, Ingénieur de préférence, de 30 ans minimum, ayant une expérience opérationnelle en usine. Ses qualités de rigueur et de contact seront appréciées.

Réf. 26M146

### CONTROLEUR DE GESTION DES FILIALES FRANÇAISES

Informateur et Conseil de la Direction Générale, il aura la responsabilité du Contrôle de Gestion de diverses filiales atteignant 400 Millions F de C.A., situées dans plusieurs régions de France.

Il participera à l'élaboration et au suivi de leurs budgets, analysera les résultats en liaison avec ses correspondants. Poursuivant l'effort d'organisation entreprise, il devra assurer la cohérence des méthodes et des informations transmises.

Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, Grande Ecole de Gestion ou Ingénieur + formation Economique, qu'une expérience initiale d'environ 5 ans aura fortement motivé pour aborder cette fonction très évolutive.

Réf. 26M147

La formation à nos produits et à nos méthodes sera la première étape de l'intégration de ces deux cadres. De plus, notre Groupe offre d'intéressantes possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier en indiquant vos présentations et la référence choisie, à notre Conseil, Madame VITTORE qui vous garantira une discrétion absolue, VOCATION : 3, rue de Liège 75009 Paris.

## Chargé d'affaires en financement de programmes immobiliers

Le Crédit Agricole Ile-de-France c'est aujourd'hui 2200 personnes, 200 agences. Notre développement notamment dans les opérations de financement de programmes immobiliers nous amène à intégrer un chargé d'affaires. Vous serez chargé d'analyser le marché de la zone du programme concerné, d'étudier et de définir les financements les plus appropriés à la réalisation d'une opération de promotion immobilière. Vous devez ensuite assurer le suivi commercial, technique et financier jusqu'à son achèvement.

Le bon sens veut que cette fonction soit très évolutive et nous souhaitons rencontrer des profils

commerciaux (diplômé ICH apprécié) ayant déjà quelques années d'expérience similaire et des qualités de fin négociateur.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions au Service du Recrutement sous réf. M 26, Crédit Agricole Ile-de-France, 26 quai de la Rapée, 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

## GROUPE DE BANQUES

PARIS-9<sup>ème</sup>

### RESPONSABLE MOYENS DE PAIEMENT

Notre Groupe de Banques recherche son RESPONSABLE DES MOYENS DE PAIEMENT.

Vous avez :

- une bonne expérience des diverses interventions d'un centre de traitement de la carte bancaire ;
- une bonne pratique des opérations par cartes et des moyens de paiement électroniques ;
- des qualités affirmées de contact et de sens des relations technico-commerciales est important.

Vous aurez pour mission :

- d'être l'interlocuteur des Banques ;
- d'accélérer le développement du produit cartes et de ses activités périphériques auprès de notre Groupe ;
- de nous représenter dans les différents groupes de travail.

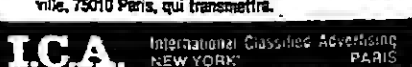
Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, sous réf. MP, à O.C.B.F. Services 75, r. Saint-Lazare - 75009 PARIS, qui transmettra.

## adjoint au directeur administratif et financier

PROCHE BANLIEUE OUEST FF 250.000 €

La filiale française d'un groupe anglo-saxon distribuant en France du matériel informatique recherche à l'adjoint de son Directeur Administratif et Financier un futur CONTROLLER. Avec un chiffre d'affaires 1985 de 110 millions de Francs (1986 : environ 130), une croissance d'environ 40% est prévue ultérieurement. Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, avec une équipe de 5 personnes, il aura la responsabilité de la comptabilité française et anglo-saxonne, du reporting, de la fiscalité, de la trésorerie, de la paie ainsi que de l'amélioration de tous systèmes existants. Le candidat, jeune, aura une expérience comptable en univers anglo-saxon avec responsabilité d'équipe. Il devra parler anglais.

Envoyer C.V. sous réf. 4633-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



## Société de logiciels en pleine expansion, leader dans le domaine de la CAO, filiale d'un groupe important, recherche un ATTACHE AUX DIRECTIONS FINANCIERE, ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

susceptible de remplir des fonctions de responsabilité dans le domaine de la gestion.

Formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC...) option Finance Droit des affaires.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.



Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à DASSAULT SYSTEMES - Nicole MOUZARD - 40, Bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.

dassault systemes

## Pour assurer le développement de son réseau de succursales et agences

BANQUE FRANÇAISE PARIS

### DIRECTEURS D'AGENCE Niveau CLASSE V - VI

Nantis d'une bonne formation supérieure (de type école supérieure de commerce), ils devront impérativement justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans un réseau d'agences et être capables de maîtriser, outre les problèmes d'encadrement, les techniques d'exploitation affectées à une clientèle de particuliers et d'entreprises de bon niveau.

Ils seront affectés dans une agence de taille moyenne (7 à 8 personnes) rattachée à une succursale.

### EXPLOITANTS CONFIRMES Niveau CLASSE V

Agés de plus de 30 ans, diplômés d'études supérieures, disposant d'une expérience bancaire de 3 ans au moins de relations avec des entreprises industrielles, entreprises appartenant au secteur technologique.

Les candidats retenus disposeront au sein de la succursale d'une large autonomie dans leur action commerciale.

Ils seront directement rattachés au Directeur de la succursale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CT 562/04



22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

## IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 8<sup>ème</sup>

Filiale d'un groupe international recherche pour son

### DEPARTEMENT DES TITRES

### CADRE CLASSE V ou VI H/F

IL DEVRA :

- superviser les activités Titres, - conservation, remises, livraisons, règlements Agence (France et Etranger),
- veiller à la bonne fin des ordres liés à toutes opérations Titres,
- animer, former et motiver une équipe importante (30 personnes),
- participer à la conception et à la mise en place de nouvelles méthodes et procédures.

LE POSTE NECESSITE :

- plusieurs années d'expérience similaire à la fonction,
- des réelles qualités d'animateur.

Merci d'adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 7492 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Société à vocation technologique, spécialisée dans les domaines de l'assainissement radioactif, leader dans son secteur d'activité, recherche :

UN RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE (lettre manuscrite) sera titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 2 dans les spécialités Gestion/Finances-comptabilité et justifiera d'une première expérience réussie au sein d'un service comptabilité analytique ou industrielle. Rattaché(e) au contrôleur de gestion de l'entreprise, le/la titulaire du poste devra prendre en charge la comptabilité analytique et maîtriser son évolution, suivre et contrôler les systèmes d'information, participer aux travaux budgétaires et mener des études ponctuelles. Lieu d'attachement : Siège situé en proche banlieue sud (REER).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7662 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ PUBLICITE - 20, AVENUE DE L'OPERA - 75040 PARIS

صكنا من الالاحل



Le Monde

## L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

## GERANT DE PATRIMOINE



**L'Entrepreneur de Banque** a une conception exigeante du service aux particuliers. Elle recherche pour sa division de la clientèle privée, un cadre bancaire confirmé - classe V - VI.

Il est l'interlocuteur privilégié d'une clientèle de haut niveau qui souhaite avoir une gestion individuelle de son patrimoine.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur justifiant d'une première expérience significative dans une fonction similaire.

Les conditions offertes sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/684 D bis à :

**EGOR Banques et Services**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

CADRES COMPTABLES  
DE HAUT NIVEAU

Le Groupe SNECMA (25.000 personnes - 14 milliards de CA) a su conquérir une position de leader international sur le marché des produits de haute technologie destinés aux industries aéronautiques.

A des gestionnaires ayant un fort potentiel, il propose des postes variés à la mesure de leurs compétences, en organisation et contrôle comptable, en consolidation, en comptabilité générale... aussi bien au siège social (Paris 15ème) que dans ses établissements de la Région Parisienne.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole Supérieure de Gestion + DECS ayant acquis une première expérience professionnelle en cabinet ou en entreprise industrielle.

Les évolutions de carrière à l'intérieur du Groupe SNECMA sont nombreuses pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/1296 CA :

**EGOR S.A.**

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

## LOCA MESURE

Le numéro 1 européen de la location d'équipements électroniques et informatiques. La filiale française (40 millions de CA, 45% de progression par an) d'un groupe international leader sur un marché très porteur recherche son

**Directeur administratif  
& financier**  
**270 000 F +**

NOUS VOUS PROPOSONS :

- de diriger une équipe performante de 10 personnes,
- la perspective d'évoluer rapidement avec nous,
- l'entière responsabilité de votre département comportant des activités informatiques et gestion de trésorerie particulièrement importantes.

VOUS AVEZ :

- une formation supérieure (le DECS et l'anglais sont des atouts supplémentaires),
- une première expérience similaire en entreprise,
- la volonté de travailler en collaboration avec les autres départements.

Adressez C.V., photo et prétentions chez MERCURI URVAL,  
14 bis, rue Darni, 75008 PARIS, en précisant sur la réf. 531284  
portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Directeur  
financier adjoint

**GEO prima** Paris - Filiale d'un groupe de renommée internationale.

sept ans l'un des leaders de la Presse Magazine, grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion. Cherchant à tirer le meilleur parti de cette réussite et d'une situation financière originale, nous renforçons les structures du Département Finances.

Vos missions :

- participer à la définition des options financières de l'entreprise,
- déterminer sa politique fiscale en tenant compte des impératifs du groupe et des spécificités de la Presse,
- superviser les services comptables et financiers (20 personnes) dans un esprit d'animation et de coopération,
- proposer les solutions les plus appropriées en matière d'investissement et de financement.

Votre profil :

Cadre financier de haut niveau, âgé d'au moins 30 ans, vous possédez une formation supérieure (ESSEC, ESC, EP...). Vous justifiez d'une expérience qui vous permet de maîtriser tous les aspects de la gestion fiscale d'une entreprise à vocation internationale, et de confirmer vos compétences en matière de gestion financière.

Par votre personnalité et votre rigueur, vous êtes à même de vous intégrer à tout niveau. Vous parlez couramment l'Allemand et l'Anglais.

G. Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en précisant votre niveau de rémunération actuel, sous la référence 8602, au 15 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



PME représentant en France des groupes internationaux (Scandinavie, U.S.A., Japon) spécialisés dans la fabrication de produits chimiques, matériels et procédés de haute technologie, recherche son

DIRECTEUR  
Comptable et Financier

DECS et Anglais (parlé, écrit) exigés

35 ans environ, possédant au moins 5 ans d'expérience à un poste de responsabilité comptable dans une PME d'import et connaissant les mécanismes bancaires et douaniers.

Envoyer C.V., photo et prétentions à  
M. Jean ROSSOW - Ets B. ROSSOW et Cie  
27, rue La Bruyère, 75008 PARIS.

Contrôleur Financier  
International Adjoint

Un important groupe industriel français (CA: FF4,5 mds) réalisant 40% de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 20 pays recherche un Contrôleur financier international adjoint.

Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratifs et financiers des filiales dans les domaines suivants: comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire...

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative et la pratique de l'allemand serait un plus. Le poste nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au  
19-44-1-831-0431, ou envoyer un curriculum vitae complet à  
Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres  
WC2B 5LH, Royaume Uni.



**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney



**M. J. martin LYON**

LEADER MONDIAL DANS LA FABRICATION  
DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS  
600 PERSONNES

+ de 500 MF de CA dont 90% à l'EXPORT

Dans le cadre d'un développement important,  
nous recherchons un

ASSISTANT DE DIRECTION  
FINANCIERE ET COMPTABLE

Vous assurerez un rôle d'assistance, de contrôle, d'organisation dans les domaines suivants: méthodes et procédures comptables, bilans, comptes d'exploitation, contrôle de gestion, reporting, consolidation.

Nous proposons ce poste EVOLUTIF à un diplômé d'ECOLE de COMMERCE, d'INSTITUT de Gestion, etc., possédant une expérience professionnelle de 5 ans environ dans des domaines similaires, et une connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand.

Ce poste de CADRE est basé à LYON.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manus. CV, photo et salaire actuel) sous la réf. 318 à :  
A2M Martine CORNILLET - Conseil en Recrutement  
351, rue Garibaldi 69007 LYON - Tél. 78.86.20.95



Transitaire international en développement, 80 pers., 100 MF de CA, justifiant d'une notoriété de 30 ans dans son secteur recherche son

RESPONSABLE  
COMPTABLE ET  
ADMINISTRATIF

Diplôme d'études supérieures, DECS minimum, vous justifiez d'une expérience comptable confirmée pour maîtriser parfaitement l'ensemble des comptabilités générales et analytiques d'une entreprise internationale.

Vous souhaitez élargir votre domaine d'intervention, nous vous offrons le management de l'équipe comptable (4 pers.), l'administration du personnel et des services généraux, l'établissement de la paie sur micro-informatique et la gestion de la trésorerie.

Si ce poste varie et susceptible d'évoluer (basé sur Trappes, 3/4 heure de Paris en RER) vous motive, merci d'adresser un dossier complet de candidature en indiquant vos prétentions, sous la réf. 519 A, à notre Conseil: PSYNERGIE, 88 Av. Victor Hugo, 75118 Paris.



**PSYNERGIE**



**EUREST**

Société internationale de restauration, filiale de la  
Compagnie Internationale des Wagons-Lits,  
recherche pour la Région Parisienne un

## Contrôleur de Gestion opérationnel

Pour assurer le reporting vers les directions fonctionnelles et exercer un rôle de conseil, d'assistance et de contrôle dans un centre de profit de 150 millions de CA.

Il sera responsable de la comptabilité informatisée et de la gestion budgétaire et administrative.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent et/ou DECS, vous êtes débutant ou mieux vous disposez d'une première expérience en entreprise.

Envoyer rapidement lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à  
EUREST, Service Recrutement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

IMPORTANTE CHARTE D'AGENTS DE CHANGE

recherche

ANALYSTE FINANCIER  
CONFIRMÉ

2 ans d'expérience minimum  
pour compléter son équipe d'analystes.

Ce poste requiert :

- Une formation économique et financière supérieure (bac + 4 ou plus);
- Un esprit de synthèse;
- De réelles aptitudes aux relations humaines;
- Le goût du travail en équipe;
- Une bonne qualité rédactionnelle.

Adressez lettre manuscrite, c.v. et prêt. s/réf. 11 595  
à PIERRE LICHOUX, 10, rue de Louvois,  
75002 PARIS qui transmettra.

GROUPE DE PREMIER PLAN  
DANS L'IMMOBILIER DE LOISIRS

RECRUTE POUR SA DIVISION  
PROMOTION IMMOBILIERE

**DELIA**  
AGENCE D'IMMOBILIER  
DE GESTION

Profil: De formation supérieure (Ecole de Commerce), ayant acquis une première expérience de cinq ans dans un cabinet d'audit réputé.

Mission: Il (elle) sera Rattaché(e) au Directeur Financier du Groupe, et devra, pour un ensemble de sociétés immobilières, financières, ou prestataires de services :

- Mettre en place un système de reporting
- Participer à l'élaboration et au suivi des budgets
- Effectuer le contrôle de gestion des opérations immobilières en liaison avec les directeurs de programmes

Particularités: Un goût prononcé pour la micro-informatique est vivement souhaité. Il s'agit d'une création de poste, liée à l'important développement du groupe.

Lieu de travail: Paris-Ouest.

Merci d'adresser votre candidature  
(lettre + CV + photo + prétentions) à  
Agence DELIA/RC, PV,  
16, Rue des Hussards 92200 NEUILLY

Adjoint  
au responsable  
de la Comptabilité  
Générale

Grande banque Paris recherche pour sa comptabilité générale un candidat de formation supérieure: grande école de commerce, expertise ou équivalent, ayant une expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en cabinet d'Audit sur les dossiers bancaires.

Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2113 à

**SOURCES**

RÉGION PARISIENNE  
ENTREPRISE T.P.  
recherche :

RESPONSABLE  
FINANCIER

MISSION :  
Gestions financières et sociales :  
- Relations bancaires ;  
- Comptabilité analytique ;  
- Maîtrise de l'informatique.  
Formation supérieure I.U.T. finances et comptabilité.  
QUALITÉS REQUISES :  
Grande disponibilité,  
Sens des responsabilités,  
Bon gestionnaire,  
Expérience travaux publics.

Adressez C.V. et prétentions à  
O.C.G. Rivaillon Conseil au  
28, r. de l'Évangé-Commissaires,  
91430 Igny,  
qui transmettra.

Sanitex Est, grande société  
de meubles recherche

## RESPONSABLE

ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER  
Expérience souhaitée.

Adressez lettre manuscrite +  
c.v. + photo + prêt. à GIC DE  
SSM : 84-81, allée du Clésau,  
93162 Noisy-le-Grand Cedex.

**CIMADE**  
Association humanitaire  
recrute

**UN COMPTABLE  
QUALIFIÉ**

Adressez C.V. à M. HOFFEL  
CIMADE  
176, r. de Granelle, 75007 Paris.



## L'UNIVERS DE LA GESTION

### responsable SERVICE comptabilité de gestion

Un GROUPE FRANÇAIS de NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE leader sur son marché, recherche pour l'une de ses unités (C.A. de plus d'un milliard de francs) un RESPONSABLE COMPTABILITÉ de GESTION.

Rattaché au Directeur de la Gestion, il sera chargé du reporting mensuel (financier comme de gestion), de la centralisation des tableaux de bord des différents services, et de l'établissement des résultats des 15 agences commerciales. Il sera le garant du respect des procédures de contrôle interne, assurera le suivi des prix standard, des écarts sur achats et le contrôle permanent des stocks. À la tête d'une équipe de 4 personnes, il participera directement au fonctionnement de la comptabilité générale et aura à apporter sa contribution à la refonte très prochaine du système informatique.

Ce poste - basé à Paris - nécessite à la fois précision, esprit de synthèse, perspicacité, fermeté et aptitude à tenir des délais. Il s'adresse à un jeune DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE GESTION + DESC, de 28 ans ou moins, ayant acquis son expérience (4 à 5 ans) dans les services Comptabilité d'une société de type Anglo-Saxon.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 3205 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

### Bourgogne Contrôleur de gestion

Prendre en charge le contrôle de gestion dans une entité industrielle de la société, fabriquer les indicateurs économiques et conseiller les hiérarchies dans l'exploitation de ces données. C'est la mission complète que vous propose cette société (1 Md de francs de CA dont 45 % à l'export, 3000 personnes) filiale d'un puissant groupe international et figurant parmi les leaders dans son domaine d'activité : produits de haute technologie. Professionnel confirmé de la fonction (3 ans minimum), diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion), vous devez valider vos qualités de rigueur, de pragmatisme et d'efficacité. De bonnes connaissances en comptabilité analytique constituent un atout supplémentaire. Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de Bourgogne. Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. N° 5133 B à Eternit Simonet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines  
PARIS - LYON

### BRETAGNE Jeune Directeur ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Mettre en place un véritable contrôle de gestion, prendre en charge la comptabilité et la gestion du personnel, développer l'analyse des coûts et, à terme, assurer l'ensemble de la logistique de notre entreprise, ce sera votre rôle.

Notre entreprise a une solide image dans le secteur mode. Elle emploie 250 personnes et réalise un C.A. de 70 millions. Elle présente d'intéressantes possibilités de réalisation et de développement pour un contrôleur de gestion ou l'adjoint d'un directeur financier, diplômé de Grande École et souhaitant prendre en main l'ensemble de la fonction.

Il fera partie du trio de Direction de l'entreprise et sera pleinement associé à son développement.

Adresser votre curriculum vitae à notre Conseil Philippe GOMBEAUD - COPERS - 1, rue Moncey 75009 PARIS.

### Rigueur, fiabilité et respect des délais, ou le challenge d'un «pro» de la finance !

Un rôle à la mesure de votre ambition : mettre vos talents financiers au service du contrôle financier et de la gestion d'une filiale française d'un groupe américain implanté sur toute l'Europe. Société de distribution d'équipements industriels, nous croyons à la performance des hommes efficaces répondant avec rigueur à la fiabilité de leurs responsabilités dans une parfaite harmonie de temps. Nous recherchons notre

#### Assistant Controller

VERITABLE ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER, vous assurerez des responsabilités tant complémentaires que pluridisciplinaires en matière de SUPERVISION, de REPORTING, de CONTRÔLE et d'AUDIT.

Exercez votre autorité sur les Services de comptabilité générale, analytique et de contrôle de gestion, tout en intervenant auprès des auditeurs internes et des organismes de contrôle externe.

Après vos études supérieures, vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 10 années, vous parlez anglais et vous possédez la maîtrise du reporting anglo-saxon. Vos compétences dans l'animation d'une équipe d'au moins 10 personnes sont reconnues.

Si vous êtes un homme fiable et responsable, nous vous offrons une carrière évolutive. Votre réussite au sein de notre Société en pleine évolution sera à l'image de votre performance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8603 à Serge AUDOUIN

TR Consultants  
185, avenue Charles de Gaulle - BP 223  
92201 Neuilly-sur-Seine Cedex

TR Consultants

Société industrielle fabriquant des produits de haute technologie, ayant de nombreuses filiales, un chiffre d'affaires d'environ 1,5 Milliard en progression de 15 % par an recherche

### UN CONTROLEUR DE GESTION Cadre de haut niveau

Adjoint au Directeur Financier, il sera responsable du contrôle de gestion de la société mère et du groupe dans sa totalité (gestion prévisionnelle, tableau de bord et rapport de synthèse, contrôle budgétaire). Il animera une petite équipe de cadres.

Ce poste conviendra à un cadre confirmé diplômé d'études supérieures de type HEC ou ESSEC, âgé de 32/38 ans environ et pouvant s'appuyer sur une expérience réussie d'au moins cinq ans de préférence en milieu industriel.

L'anglais est impératif pour ce poste basé à Paris Ouest.

Merci d'adresser CV + photo + lettre man. et prétentions sous réf. 5012 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

### legrand®

Leader européen de l'appareillage électrique d'installation, C.A. 4,5 milliards, 30 unités de production recherche un

### adjoint au directeur comptable

Basé à LIMOGES, ce poste conviendra à un candidat âgé de 28 ans minimum, de niveau DECS, ayant acquis une expérience de 5 ans en milieu industriel utilisant des systèmes informatisés.

Au sein des services comptables du siège, il sera chargé de l'élaboration des situations mensuelles, de leur présentation et commentaires, de la liaison active avec le contrôle de gestion.

De réelles perspectives d'évolution existent au sein du groupe pour un candidat compétent et évolutif.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retroussée) prétentions, sous référence 21.880-M à l'attention de H. CARON

**Coopers & Lybrand Associés**  
DIVISION RESSOURCES HUMAINES  
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### directeur département commercial

C.A. de l'ordre de 400 MF

450.000 +

Un important GROUPE FRANÇAIS, bénéficiant d'une image forte due à la qualité de sa gamme de produits, recherche pour l'un de ses Départements spécialisés - s'adressant essentiellement à une clientèle d'industriels Transformateurs - un DIRECTEUR.

Il se verra confier la responsabilité globale du développement de ce Département réalisant plus de 60 % de son C.A. à l'Exportation. Il sera l'interlocuteur privilégié des Clients Importants. S'engageant sur des objectifs, il sera responsable de ses résultats. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes, composée de Cadres et d'Agents Commerciaux, de Technico-Commerciaux et de Gestionnaires. Son rôle implique de constantes relations avec les Ventes du Groupe spécialisées dans la fabrication de ses produits.

Ce poste très complet et autonome conviendrait à un DIPLOMÉ HEC, ESSEC, ESC... âgé de 35/38 ans minimum, ayant une double expérience commerciale internationale et de responsabilité de centre de profit, acquise dans un groupe chimique, textile, papeterie, etc. Une excellente connaissance des langues allemande et anglaise est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3205 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

### La filiale d'un grand groupe industriel français spécialisée dans le biomédical, recherche un Directeur général adjoint responsable des opérations industrielles

son rôle sera d'assurer :

- le management de plusieurs unités de fabrication regroupant plus de 500 personnes,
- la gestion des moyens et des coûts (production, conditionnement, logistique de distribution).

Généraliste dans son approche, il aura une formation scientifique de haut niveau complétée par une solide expérience dans l'industrie, si possible, dans le domaine de la pharmacie ou de la cosmétologie.

Les candidatures s/réf. N°86076 (avec C.V., photo, niveau de salaire) seront étudiées en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipzye  
**HAY Managers**

13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

emploi international  
(et départements d'Outre Mer)

### FILIALE EN R.F.A. d'un grand groupe industriel français

LE DÉPARTEMENT AUTONOME (en forte expansion et faisant du profit) DE CE GROUPE (9000 personnes - 23 usines dans le monde), FOURNISSEUR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET LEADER EUROPÉEN recrute pour son usine (filiale) en RFA à 150 KM DE STRASBOURG

### Futur DIRECTEUR DE PRODUCTION à Mannheim

CET INGÉNIEUR DE PRODUCTION FERA LA PREUVE DE SES TALENTS D'ORGANISATEUR DE PRODUCTION ET D'ANIMATEUR DES HOMMES À LA TÊTE D'UN ATELIER DE FABRICATION EN GRANDES SÉRIES. IL SE PRÉPARERA AINSI À ASSUMER RAPIDEMENT DES RESPONSABILITÉS PLUS ÉTENDUES, l'étape suivante devrait normalement être la DIRECTION DE PRODUCTION (350 personnes dans une usine de 450).

- un JEUNE INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN «qui en veut»
- parlant ALLEMAND ou avec sérieuses bases à réactiver
- un HOMME D'ATELIER AYANT DÉJÀ DIRIGÉ au moins 200 personnes et AIMANT TRAVAILLER EN ÉQUIPE très importante

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunér.) sous réf. 8448 à

**SC sélection conseil**  
99, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT EN BIOTECHNOLOGIE

Un grand groupe français leader mondial dans le domaine de la biotechnologie recherche un ingénieur expérimenté pour diriger une équipe de développement et de production de nouveaux produits. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la biotechnologie et être capable de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

### SEMI

TRANSPORT PUBLIC  
Ingénieur en Transport Public

### RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DU DEVELOPPEMENT

Un grand groupe français leader mondial dans le domaine de la biotechnologie recherche un responsable expérimenté pour diriger une équipe de communication et de développement. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la biotechnologie et être capable de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

### DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Le candidat

- La rigueur
- La motivation
- La polyvalence
- La gestion

Ce responsable devra être capable de travailler en équipe et de gérer des projets complexes. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

### Une expérience

Il sera responsable du développement et de la production de nouveaux produits. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la biotechnologie et être capable de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Ces missions sont très importantes et nécessitent une grande responsabilité. Le candidat devra être capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Ce poste est très intéressant et offre de nombreuses possibilités de développement. Le candidat devra être capable de travailler en équipe et de gérer des projets complexes. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 86076 à :

13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

### De la pa... pour un...

Une belle opportunité de carrière dans un grand groupe français leader mondial dans le domaine de la biotechnologie. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la biotechnologie et être capable de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Il sera responsable du développement et de la production de nouveaux produits. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la biotechnologie et être capable de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Ces missions sont très importantes et nécessitent une grande responsabilité. Le candidat devra être capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Ce poste est très intéressant et offre de nombreuses possibilités de développement. Le candidat devra être capable de travailler en équipe et de gérer des projets complexes. Les candidatures doivent être envoyées à : Directeur des Ressources Humaines, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 86076 à :

13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS





emploi régional

## INGENIEUR DEVELOPPEMENT EN BIOTECHNOLOGIE

Entreprises de la région Alsace - CA 120 MF - 500 personnes - Domaine Biologie - recherche un ingénieur Développement qui sera responsable d'amener au stade de la fabrication les produits issus de son secteur recherche et d'améliorer les protocoles de fabrication des produits existants.

Agé d'au moins 30 ans, il possèdera une solide formation en biotechnologie (Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Insa, Université de Compiègne, Agro...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un domaine similaire.

Merci de nous adresser votre C.V. s/réf. 80689 à CONTESSÉ PUBLICTÉ, 5, place du Corbeil, 67000 STRASBOURG.

## TAN SEMITAN

ENTREPRISE DE TRANSPORT PUBLIC NANTAISE  
1000 personnes - croissance en 1985 : + 15%  
cherche

### RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DU DEVELOPPEMENT

(membre du groupe Direction, il dirige un service de 30 personnes)

Sa mission  
Pour poursuivre la croissance, il développe l'information et la communication orientées tant vers l'extérieur de l'entreprise que vers l'intérieur. Il coordonne également la formation du personnel.

Nous recherchons  
- une formation supérieure : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent,  
- une expérience acquise en Entreprise dans une fonction similaire.

Nous offrons  
- la possibilité d'exercer de réelles responsabilités dans une ambiance stimulante,  
- une rémunération de 200 000 à 240 000 F suivant l'expérience.

Adresser CV et photo récente à SEMITAN - Service Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Emplois - 3 rue Bellier - 44045 NANTES CEDEX.

# L'UNIVERS DE LA GESTION

Vous êtes actuellement chargé de la

## GESTION DE PORTEFEUILLES COLLECTIFS

dans une Banque, une Compagnie d'Assurances, une Charge d'Agents de Change, un Etablissement Financier.

De formation supérieure, vous avez quelques années d'expérience dans cette activité que vous avez initiée par l'analyse financière.

Nous vous proposons de nous rejoindre. Nous sommes une BANQUE FRANÇAISE dont la vocation de production est reconnue.

Nous souhaitons compléter notre équipe de gestionnaires de SICAV et FCP par un professionnel qui sera plus particulièrement en charge, pour l'ensemble de nos portefeuilles, du secteur FRANCE mais de façon non exclusive.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions sous réf. CT 562/06 à :



22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

## DUOLITE INTERNATIONAL S.A.

Nous sommes une filiale de ROHM AND HAAS Company

(2 milliards de dollars de C.A. 1985)

qui fabrique et commercialise des résines échangeuses d'ions utilisées dans le traitement de l'eau à usage industriel et dans différentes applications (agro-alimentaire, pharmacie...).

Notre technologie et la qualité de nos produits nous placent en position de leader sur ce marché en expansion rapide.

Duolite International compte 310 personnes, et dispose d'une unité de production à CHAUNY (Aisne) de 240 personnes pour laquelle nous créons le poste de :

## CONTROLEUR FINANCIER

Le candidat que nous aurons retenu se verra confier la responsabilité de l'ensemble des activités financières et comptables de l'usine.

En particulier, il concevra et mettra en place des systèmes de contrôle efficaces (compatibilité analytique, élaboration des standards de fabrication, inventaire de production) et participera à la préparation des budgets d'exploitation et d'investissement.

Il aura à sa disposition des moyens de traitement informatiques flexibles grâce à un réseau de communication intégré relié à l'ordinateur central du siège (IBM 38). De plus, il jouera un rôle important de conseil auprès des responsables de production.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent et une expérience de quelques années dans des fonctions similaires.

Bien sûr, vos connaissances comptables sont bonnes et vous êtes familier avec les normes anglo-saxonnes et la micro-informatique.

Vous souhaitez concevoir des systèmes, et les mettre en application. Vos qualités de communication vous aideront à réussir dans ce poste (anglais, leadership, esprit d'équipe).

Nous serons heureux de recevoir votre C.V. + photo et prétentions qui sera à adresser au Directeur Adjoint du Personnel

Société ROHM AND HAAS FRANCE

La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy

75579 PARIS CEDEX 12



Degremont

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DU TRAITEMENT DE L'EAU  
2000 personnes, 2 milliards de CA, implanté ou représenté dans 80 pays recherche

## Jeune Chargé de mission

POUR SES IMPLANTATIONS A L'ETRANGER

Mission : Rattaché à la Direction Financière, il étudie, met en place et assure le contrôle des structures administratives, fiscales et comptables nécessaires à l'implantation de la Société dans le cadre de la réalisation des créances à l'étranger. Il participe à l'élaboration d'opérations financières internationales. Il se déplace à plus de 50% de son temps dans la zone qui lui est affectée (Asie, Amérique latine).

Profil : HEC, ESSEC, ESCP diplômés (option comptabilité)

Le poste implique une bonne résistance physique, d'excellentes capacités d'adaptation, un bon sens de la négociation.

L'anglais courant est impératif ainsi que la mobilité géographique.

C'est un poste très formateur offrant une vision d'ensemble de l'entreprise et permettant d'évoluer dans un contexte international.

Merci d'adresser sous réf. 40 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil

STANDARDATA, 128 boulevard Haussmann

75008 Paris.

STANDARDATA



SOREFI  
Provence - Alpes - Côte d'Azur

Etablissement financier régional des CAISSES D'EPARGNE de la région P.A.C.A. et Corse, nous recherchons un(e) :

## CHARGE(E) D'ETUDES DE PROGRAMMATION FINANCIERE

ENSAE - CENTRALE - MINES

La mission de ce nouveau collaborateur rattaché à la Direction de la

Planification, comprend :

- Le suivi et le contrôle des activités de transformation et de programmation financière de l'établissement.

- La mise au point d'outils prévisionnels et d'aides à la décision tels que tableaux de bord, budgets, simulateurs.

- La participation à la conception de nouveaux produits financiers d'épargne et de crédit.

A vos qualités de synthèse, votre sens de l'organisation et de la méthode

s'ajoutent, pour réussir dans cette fonction d'études :

- Une connaissance pratique des mathématiques financières (des connaissances en calcul actuariel seraient également appréciées).

- Une première expérience en milieu bancaire, Direction Financière d'entreprise.

Enfin, si vous possédez le goût des contacts, vous pourrez évoluer vers d'importantes responsabilités en matière de négociation.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

Merci d'adresser dossier de candidature

CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 505 M

2, rue de Beauvoisin 13001 MARSEILLE

Confidentialité assurée.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Important Groupement d'Achats spécialisé SPORT

recherche son

## DIRECTEUR DES ACHATS

Le candidat aura pour missions principales :

- La recherche et la sélection de produits
- La négociation des achats
- La gestion de son équipe

Ce responsable aura acquis une expérience réussie de quelques années dans le domaine ACHATS.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé dans la banlieue parisienne, implique quelques déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 170 à :

PUBLIFOP, 29 Rue Blaise 75008 PARIS qui transmettra.

## De la promotion sur la Côte d'Azur pour un banquier.

Une banque bien implantée dans son secteur d'activité et en fort développement grâce à une gamme de crédits, placements et services spécifiques et performants, offre de prendre la direction de son agence de NICE à :

Un spécialiste des crédits aux promoteurs immobiliers et aux entreprises.

Il sera responsable :

- du développement et du suivi d'un portefeuille d'entreprises, de promoteurs, d'organismes professionnels et de particuliers, dans le cadre d'une gestion par objectifs.

- de la maîtrise du risque, avec une délégation de crédit

- de la valorisation de son équipe

- de la valorisation de l'image de la banque auprès des pouvoirs publics et des organismes professionnels et bancaires.

Ces missions nécessitent impérativement une expérience commerciale et technique des crédits promoteurs et entreprises, ainsi qu'un grand dynamisme et une formation supérieure.

Ce poste offre l'opportunité de rejoindre un établissement à taille humaine où les efforts et résultats individuels sont valorisés. Il présente des perspectives d'évolution, dans le réseau ou au siège, pour un collaborateur mobile géographiquement.

Adresser C.V., lettre manuscrite, avec classification et rémunération actuelle, prétentions, sous référence 3802M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

## BANQUE RÉGIONALE PRIVÉE

(SUD-OUEST)

liée à l'un des premiers groupes bancaires français, renforce son équipe de Direction et recrute un

## CADRE

CLASSE VI ou VII - HF

Au sein d'une banque en développement et à la clientèle diversifiée, il se consacrera, dans un premier temps, à des activités essentiellement commerciales. Selon ses qualités, ses responsabilités pourront ensuite évoluer vers un poste de Direction.

Diplômé d'études supérieures commerciales, il a nécessairement une expérience bancaire de plus de 5 années, au cours desquelles il a exercé des responsabilités d'Exploitation, de préférence en Agence.

Merci d'adresser lettre, CV et photo, sous référence 5261 à AD'COM, 3 avenue des Terres, 75017 PARIS qui transmettra.

Discretion absolue assurée.

## Assistant Systèmes d'Information Marketing construisez votre avenir

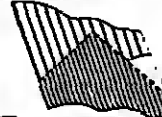
Le GROUPE BRUNO PETIT, un des leaders de la Maison Individuelle, vous offre l'opportunité de découvrir l'entreprise à travers les systèmes d'information marketing. Débutant, vous êtes diplômé d'études supérieures, familiarisé avec l'outil informatique et possédez des qualités d'analyse et de rigueur. Le GROUPE BRUNO PETIT vous confie la responsabilité des tableaux de bord Marketing de l'ensemble des entités (+ de 20) de la marque.

Vous aurez en charge non seulement le recueil, la mise en forme et l'analyse des informations mais aussi l'amélioration et l'évolution constante des systèmes.

Basé au siège à Meudon, ce poste constitue un excellent tremplin pour découvrir le Groupe et être confronté à la réalité du terrain.

Rejoignez-nous en adressant lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 110 à

GROUPE BRUNO PETIT - Direction Recrutement - BP 33 - 92190 Meudon.



GROUPE  
BRUNO PETIT









## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### Ingénieur qualité Ouest-Atlantique



Jeune société spécialisée dans la fabrication de pièces mécaniques complexes destinées à l'aéronautique, employant 500 personnes et mettant en œuvre une large gamme de méthodes de fabrication très avancées, concourant à un haut niveau de qualité, recherche un ingénieur mécanicien qualifié, intégré au département qualité composé de 60 techniciens, sera placé auprès du responsable du département. Il se formera aux techniques et procédures propres à la société. Il interviendra dans le respect des délais et dans le contrôle de l'ensemble des coûts de l'assurance qualité sur lequel il se penchera particulièrement. Il participera à la sensibilisation à la qualité. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience de la fabrication et notamment une bonne connaissance des techniques d'usinage et si possible de la soudure (TIG, faisceau d'électrons, plasma). Ce poste nécessite une bonne pratique de l'anglais et doit permettre à un responsable de valeur d'élargir ses responsabilités au sein de cette société. Le salaire de départ sera fonction des compétences acquises. Ecrire à N. ELTCHANINOFF en précisant la référence A/1402M.

**PA**

1, rue Dupuytren - 44000 NANTES - Tél. 48.48.48.52  
Office PA Minut : 36.14.91.66 code EA

Air - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Faites mousser les ventes dans le Nord !

#### Européenne de Brasseries

Le rapprochement structurel et technique de la Société Européenne de Brasseries (1,7 milliard de F de CA) avec les Brasseries Kronenbourg lui a permis d'élargir son organisation et ses moyens de production à un puissant ensemble industriel, de premier rang en Europe. Ses marques (Kronenbourg, Gold, Tourtel, Valstar, Chopp, Canada Dry, font d'elle le n°2 français de la bière.

#### Jeune Chef des Ventes

Le Nord, leader en consommation de bière, sera votre terrain d'action, pour gagner, au sein de notre Direction Régionale, votre challenge de Chef des Ventes. ESC ou Maîtrise, après 2 ou 3 ans de vente chez un leader de la grande consommation, vous êtes prêt à sauter le pas pour prendre en main l'animation et la formation d'une équipe de 5 responsables de secteur sur le Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes. Pédagogue, vous aurez à cœur de valoriser l'expérience de votre équipe par votre maîtrise des techniques de vente. Excellent négociateur, vous assurez les contacts directs avec les clients régionaux.

Ce poste tremplin, au sein du réseau alimentaire (grande distribution) permettra à votre potentiel de s'épanouir dans une Direction Régionale des Ventes, chez SEB ou dans le groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P 15 M, en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

**BSN**

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS

**THOMSON SEMICONDUCTEURS** : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition, être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

### RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU (X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS  
Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

**THOMSON  
SEMICONDUCTEURS**

## JEUNES DIPLOMES D'ENVERGURE la Banque a besoin de vous !

Sup de Co, Universitaires du 3<sup>e</sup> Cycle, Ingénieurs, vous cherchez à faire vos preuves vite et bien.

Vous vous sentez très concernés par une approche commerciale et cela ne vous empêche pas d'être doué en gestion. Analyser les besoins d'un client (particulier ou entreprise), inventer des solutions, en négocier la mise en œuvre. Gagner la course avec les concurrents. En même temps devenir un professionnel.

Vous le pouvez, dans nos équipes. Après une formation opérationnelle d'un an, ce sera la première responsabilité comme Adjoint au Directeur d'une Agence puis la Direction d'une agence. Puis... à vous la course.

**C.I.A.L. - Groupe CIC**  
Grande Banque interrégionale de l'Est (Alsace - Lorraine - Franche-Comté) - 150 Agences - 3 000 personnes.

Si vous vous sentez motivés par cette opportunité, alors adressez votre C.V. détaillé + photo, sous référence 4296, à notre Conseil

**managing** 40, rue du Thol 67000 STRASBOURG



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



### THE INTERNATIONAL MONETARY FUND

has a career opening  
at its Washington Headquarters for an

### INTERPRETER- TRANSLATOR

Candidates must be able to interpret from English and Spanish into French (and, if possible, from French into English), and to translate from English into French. Candidates must have French as their mother tongue and a thorough knowledge of Spanish and English. They must have a university degree and/or professional work experience in conference interpretation and in translation. Additional academic qualifications and/or experience in economics or law will be particularly useful. Translation work will account for a major share of the duties in the Fund; accordingly, qualified candidates will be required to take a translation test as well as an interpretation test.

Salary will be commensurate with academic qualifications and experience. The Fund offers attractive fringe benefits, including annual leave (home leave every two years), family and education allowances, retirement scheme, and health and life insurance.

Candidates should send a copy of their curriculum-vitae within four weeks of the publication of this announcement to:

Recruitment Division  
International Monetary Fund  
Washington, D.C. 20431.

### ETATS-UNIS

En 1 an, notre STRUCTURE AMERICAINE est passée de 8 à 20 personnes, et après WASHINGTON, nous avons ouvert ATLANTA.

Aujourd'hui NOTRE EXPANSION permet une TROISIEME IMPLANTATION et pour la réaliser nous avons besoin d'un

### HOMME DE CHALLENGE



Filiat d'une Société Française travaillant dans 30 pays, NOTRE DEVELOPPEMENT s'est réalisé grâce à nos hommes, à la qualité de nos produits et à un marketing percutant. Ainsi, notre Directeur U.S. souhaite s'adjointre un

### SALES MANAGER MIDDLE WEST

Minnesota - Iowa - Illinois - Indiana

Ayant déjà vécu une EXPERIENCE AMERICAINE, ou AMERICAIN connaissant déjà notre langue, vous êtes un BATTANT et un homme d'OBJECTIFS qui saura DIRIGER et ANIMER une équipe de 5 à 8 personnes.

Votre SALAIRE sera ATTRACTIF, composé d'un FIXE et d'un INTERESSEMENT lié à vos RESULTATS.

Votre RESIDENCE se situera à votre choix dans une grande ville du MIDDLE WEST ou à CHICAGO.

Les ENTRETIENS auront lieu en FRANCE et aux ETATS UNIS.

Adresser votre candidature à : C.I.A.L. - Groupe CIC - 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7, place Darcy - BP 1388 - 20051 DJON Cedex - FRANCE

**RESULTATS**



### Premier service télématique aquitain

Le développement de nos activités nous conduit à valoriser l'équipe de journalistes créatifs et graphistes chargée du journal télématique.

Nous recherchons des COLLABORATEURS MOTIVÉS comme nous par le travail d'équipe et le développement d'un nouveau média.

Des COLLABORATEURS PASSIONNÉS comme nous par le traitement - original - de l'information et par la conception de services nouveaux.

Expérience appréciée.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à ATLANTIC, 94, cours Alsace-Lorraine, 33000 BORDEAUX.

### ACADEMIE DE LYON

recherche un diplômé de l'université ou d'une école d'ingénieur pour occuper un emploi

### D'INGENIEUR CONTRACTUEL

au Centre Informatique.

Pour tout renseignement téléphoner au 80-30-13-73.

### District urbain de Nancy

recrute

UN CHARGÉ DES AFFAIRES ECONOMIQUES

per voie de concours sur titre.

Adresser candidature + C.V. à M. le Président du District Urbain de Nancy, 4, r. Albert-1<sup>er</sup> à 54000 VILLERS-LE-NANCY avant le 8 juin 1986. 83-28-52-95.

Société nippole électronique recherche INGENIEUR D'AF-

FAIRES, domaine transmissions

radioélectrique, min. 5 ans exp.

Ecrire c.v. Havas 06072 Nice Cedex, S.P. 346, réf. 0471.

## ALSTHOM

APPAREILLAGE  
ELECTRIQUE  
DEPARTEMENT H.T.

LYON

1600 PERSONNES

### CHEF DU SERVICE AFFAIRES SOCIALES

Il est auprès du Directeur de cet important Etablissement, l'élément moteur d'une politique dynamique des affaires sociales.

Les tâches principales sont bien sûr le recrutement, la gestion prévisionnelle et administrative, l'étude des rémunérations, la formation, les relations avec les partenaires sociaux, mais aussi tous les facteurs d'amélioration des outils de la communication.

Nous recherchons donc un professionnel de la fonction ; il est de formation supérieure et il a déjà fait la preuve de ses qualités dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous référence 4635-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



5021111111



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### Chef de zone Export

**KUMAGERS** **BOUSSE**

L'exportation représente 35% de notre activité : c'est une priorité ! Notre diffusion est largement internationale (4 filiales européennes, 30 agents et représentants), et notre notoriété confortée sur le marché du sportswear de la femme et de l'enfant ! Au sein de la Direction export, nous créons un poste de chef de zone : ce nouveau collaborateur devra effectuer une analyse fine pays par pays de notre implantation (positionnement de nos produits, distribution...) puis participera à la mise au point et à l'application de notre politique de développement. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, de formation économique supérieure (HEC, ESC...), parlant couramment anglais et si possible allemand et passionné par notre univers ! Une première expérience de marketing opérationnel ou de vente serait un plus, mais nous sommes également très ouverts à ceux qui ont le goût et la disponibilité pour démarrer leur carrière avec nous ! De belles opportunités existent pour se réaliser dans notre équipe. Le poste est basé à Cholet (Maine et Loire) et nécessite 50% de temps de déplacement. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 561.86 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



**Chantal Baudron s.a.**

MEMBRE DE SYNTHEC

**KAESER**  
**COMPRESSEURS**

Filiale française de KAESER KOMPRESSOREN GmbH, un des constructeurs les plus importants de compresseurs à vis et à piston, 30% du marché en RFA, c.a. France, environ 100 MF.

Siège à Lyon

recherche :

### Responsables Régionaux

directement rattachés à la Direction commerciale

Paris - Caen - Lille - Strasbourg -  
Bordeaux - Nantes - Marseille

#### PROFIL :

- Niveau BTS, DUT mécanique, électromécanique commerciale ;
- Expérience dans le négoce de biens d'équipement ;
- Connaissance de la distribution industrielle appréciée ;
- Connaissance machines tournantes.

#### MISSION :

- Organisation, animation et développement du réseau commercial existant et à créer.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à Kaeser Compresseurs, B.P. 35, 69513 Vaulx-en-Velin, à l'attention de Monsieur CARMÉ.

notre métier  
la communication  
pour l'emploi

### Valorisez avec nous votre première expérience réussie du service

Membre de l'un des premiers groupes français de communication, leader dans notre spécialité, nous étendons notre implantation nationale et recherchons pour l'agence que nous créons à Strasbourg un

#### CHEF DE PUBLICITE

Il est à ce titre responsable de la commercialisation de nos services auprès des entreprises de la région et, dans ce cadre, il anime et supervise l'activité de l'équipe.

- d'excellentes qualités relationnelles,
  - une capacité d'écoute et un esprit de synthèse bien développés,
  - une très bonne aptitude à rédiger
- sont les qualités qui lui permettront d'évoluer vers une fonction de direction. Une formation BAC + 4 et deux ans d'expérience professionnelle lui assurent une bonne connaissance de l'entreprise et, ajoutées à son enthousiasme et à son dynamisme, seront les atouts de sa réussite.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo sous

Réf. n° 70503/M à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

**Staff Consultants**

32, Allée de la Robertsau 67000 Strasbourg.

STRASBOURG  
PARIS  
LYON  
NEW-YORK

Au sein d'un grand groupe industriel, notre établissement lyonnais regroupe plus de 1 000 personnes qui collaborent dans des domaines de pointe. Accompagner la croissance et conduire les mutations qui résultent, en matière d'emploi, de l'évolution très rapide de la technologie et de nos marchés sera la mission de notre

### RESPONSABLE EMPLOI ET FORMATION

- Vous exercerez la responsabilité générale de la gestion de l'emploi : recrutements dans des spécialités techniques, mobilité interne, contrats de travail, travail précaire, suivi de l'emploi.
  - Vous proposerez également et mettrez en œuvre les plans de formation des unités.
- Agé de 30 ans au moins, une expérience de plusieurs années de la fonction personnel au sein d'un grand groupe industriel vous a permis d'acquérir une connaissance approfondie du recrutement et des politiques de formation. Merci d'adresser votre candidature avec CV, sous réf. 356 M, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

#### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHARLEVILLE-MEZIERES

### CHEF DU SERVICE FORMATION



Créé il y a dix ans, le Service Formation constitue, par son rayonnement, un pôle de formation essentiel dans les Ardennes. Il emploie une dizaine de collaborateurs et s'adresse à des centaines de candidats. Ses actions se répartissent entre la direction de deux écoles de type Bac + 2 (l'Ecole de Commerce et de Gestion et l'Ecole Supérieure d'Informatique et de Gestion) et le Centre d'Etudes des Langues. Il est essentiel, s'ajoutant aux stages de formation et permis de conduire ainsi que l'obtention de la Capacité en Droit. Pour diriger ce service, nous recherchons une personne diplômée de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce par exemple) pourvue de l'expérience professionnelle confirmée impliquant des compétences d'animation. Ses caractéristiques personnelles sont celles d'un pédagogue, homme de Développement et de Relations Publiques doublé d'un bon gestionnaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la réf. 770.



à C.A.P. Recrutement  
BP 301 - 08105 CHARLEVILLE-MEZIERES

#### UNE ENERGIE NOUVELLE EN AUVERGNE

**Banque Populaire Auvergne et Corrèze**

NOUS AVONS de grandes ambitions et voulons plus encore que par le passé :

- Accélérer notre développement ;
- Être une banque qui compte dans sa région (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Corrèze) ;
- Anticiper les évolutions de notre métier.

NOUS VOULONS RENFORCER nos moyens et recherchons des collaborateurs (R.F.) pour :

- notre réseau :
- DIRECTEUR D'AGENCE ;
  - ADJOINTS aux DIRECTEURS D'AGENCE ;
  - CHARGES DE RELATIONS TOUTE CLIENTÈLE.

Nos services du siège social :

- JURIDIQUE, CONTENTIEUX ;
- CONTRÔLE DE GESTION, etc.

NOUS DEMANDONS :

- Dynamisme ;
- Aptitudes commerciales ;
- Capacité à animer ;
- Expérience bancaire confirmée ou récente ou jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

SI VOUS VOULEZ vous associer à nos ambitions, écrivez-nous, nous serons heureux d'examiner votre candidature.

Classification et rémunération seront fonction de l'expérience.

Candidatures manuscrites accompagnées d'un c.v. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines  
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE  
18, boulevard Jean-Moulin, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

**Canon**

PHOTO - CINÉMA - VIDÉO

Leader sur le marché de l'image, commercialisant des produits à la pointe des technologies électroniques, nous recherchons pour les zones :

- NORD-EST/CENTRE-EST ;
- SUD-EST/MÉDITERRANÉE/MIDI-PYRÉNÉES ;
- NORD/NORD-OUEST.

### 3 ATTACHÉS COMMERCIAUX

Leur mission consistera à visiter systématiquement la clientèle susceptible de diffuser notre gamme d'appareils photo ou vidéo et à en assurer, auprès d'elle, une promotion active.

Si vous avez environ 28 ans, un bon niveau d'études secondaires, une première expérience du contact clientèle (deux ans), un sens inné de la négociation, une personnalité dynamique et autonome, nous vous invitons à rejoindre notre force de vente.

Nous vous offrons une rémunération motivante (fixe + prime/objectif), un régime de remboursement de frais approprié avec mise à disposition d'un véhicule société.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo à :

PH. GRILLON, Direction des opérations  
CANON FRANCE PHOTO CINÉMA S.A.  
30, boulevard Vital-Baillet

92521 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

### Jeunes Managers

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (École Supérieure de Commerce).

Vous possédez une ou deux années d'expérience de la fonction commerciale.

Comme nous, vous le savez, seul un travail sur le terrain, en contact avec le marché et les hommes qui font les ventes, est efficace.

Comme nous, vous avez compris l'importance stratégique du développement régional.

Le Directeur de notre activité « Maison Individuelle » recherche ses trois assistants directs. Les candidats retenus effectueront auprès de lui, pendant une année environ, des missions d'assistance, de contrôle et de conseil dans toutes les régions de France. Ils seront appelés ensuite à prendre la direction d'un centre de profit dans la région de leur choix.

Après quelques années, le GROUPE MAISON FAMILIALE leur permettra de faire évoluer leur carrière dans des domaines aussi passionnants et différents que la finance (FICOFRANCE), l'assurance (SOCIAFRANCE) ou l'hôtellerie internationale située dans le triangle d'or à PARIS.

Si vous souhaitez faire évoluer votre carrière de manière diversifiée, sans changer nécessairement d'employeur, avec une rémunération très motivante directement liée à vos résultats personnels, adressez votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à :

Jean-François DUFORT  
GROUPE MAISON FAMILIALE -  
15, rue de Ménilmontant - 75008 PARIS.

#### OFFRES D'EMPLOIS

**BANQUE PRIVÉE (PARIS)**  
filiale d'un grand groupe industriel français

recherche pour son

### SERVICE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

### UN OPÉRATEUR MULTI-MARCHÉS

(TRÉSORERIE, CHANGE, OBLIGATIONS)

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po-Ecofi, Sup de Co ou équivalent) ayant une première expérience réussie sur l'un des marchés ci-dessus, vous élargirez progressivement votre savoir-faire sur l'ensemble des marchés financiers en rejoignant une équipe jeune et innovatrice. Une réussite dans ce poste ouvrira une évolution de carrière attrayante au sein du groupe.

Envoyer c.v., photo, lettre manuscrite à LA PUBLICITE FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS (s/r 21 519, réf. à porter à l'encre/colle), qui transmettra.

**L.M.C. Informatique Méthodes Conseil**

Siège du groupe SICTAM (2 500 personnes) recherche pour renforcer son potentiel de développement logiciel en informatique industrielle

### UN CHEF DE PROJETS

(réf. 1367)

### UN INGENIEUR LOGICIEL

(réf. 1368)

La connaissance du système d'exploitation XENIX ou UNIX, de l'assembleur 68000 et du langage C sont nécessaires.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence du poste choisi à M. Philippe CHEVRETEAU - L.M.C. 38/40, avenue du Président Kennedy 91170 VITRY-CHATELAIN.

#### OFFRES

Vous souhaitez...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...

...de votre...

...pour votre...

...à la recherche...







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INDUSTRIE ET EDITION

**Un commercial performant pour développer de nouveaux produits de communication**

Une société d'Édition, filiale d'un groupe multimédias de taille internationale met en place de nouveaux produits de communication qui associent étroitement l'entreprise industrielle et commerciale, et l'Édition.

Dans cette perspective un poste intéressant et évolutif est offert à un Responsable Commercial de bon niveau.

**Sa mission :** Recherche de partenaires de forte notoriété : firmes industrielles, sociétés de service, organismes scientifiques et instituts techniques.

**Son profil :** De formation supérieure, il devra disposer d'environ 5 ans d'expérience de vente et de communication.

Le candidat idéal aura géré des budgets importants au sein d'une agence de publicité. Une habitude des négociations avec des responsables de haut niveau dans les milieux industriels est indispensable ; la connaissance du monde de l'édition serait un atout.

Poste à Paris.

Rémunération motivante.

Ecrire en précisant prétentions sous réf. DN 505 AM. Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Etudes et conseils pour les collectivités locales**  
**Responsable d'affaires très bon niveau**

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEILS, faisant partie d'un grand groupe français leader dans son domaine, recherche un Ingénieur d'Affaires capable :

- d'organiser une équipe d'ingénieurs d'études,
- de négocier les contrats et d'entretenir des relations avec les clients.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant assumé des responsabilités de chef de projet ou de chef de mission dans un grand cabinet conseil et ayant l'habitude de travailler avec des collectivités locales.

Il témoignera de bonnes capacités de synthèse, de sens du dialogue et d'un réel potentiel d'évolution.

S'il a le profil et la motivation, il pourra accéder ensuite à des responsabilités de direction de centre de profits.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. CM 504 CM.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Responsable juridique**

La holding d'un groupe industriel et commercial (800 personnes - CA 700 millions) elle-même rattachée à de puissants groupes financiers, recherche son Responsable Juridique.

Membre du Comité de Direction, il sera chargé :

- des problèmes juridiques de la holding : assemblées et conseils (une dizaine de sociétés), préparation des contrats de fusions, cessions, prises de participations...
- de l'assistance aux filiales en matière de brevets, contrats commerciaux (y compris leasing, crédits bail), contentieux,
- de la gestion du personnel de la holding (20 personnes) et de l'assistance aux filiales en matière de droit social.

Ce poste de confiance implique :

- une maîtrise de droit (+ DES droit des affaires apprécié),
- 10 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet ou dans une société renommée, avec une dominante droit des sociétés et droit commercial et de bonnes bases en droit social,
- des qualités marquées de rigueur et de contact.

Poste à Paris.

Rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. NX 514 AM.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**ingénieur confirmé**

de prendre en charge la commercialisation de nos produits télématiques. Une expérience d'au moins trois ans dans le service en informatique et dans la commercialisation de produits logiciels sera appréciée.

Il lui sera confié :

- la prospection de secteurs de clientèle,
- la négociation de contrats de licence,
- le suivi de la clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite.

CV, photo et prétentions sous réf.

M 265 à Groupe SYSECA.

Direction du personnel.

315, Bureau de la Colline

92213 SAINT-CLOUD

CEDEX

**GROUPE SYSECA**

SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

**Pour un professionnel de l'énergie**  
**Diriger notre service thermique**

Société Immobilière, à structures décentralisées et réparties sur le territoire national, nous gérons près de 75 000 logements. L'incidence sur les charges locatives des coûts thermiques (chauffage, eau chaude sanitaire) suppose une conception et une exploitation performantes de nos installations, donc un service fiable et la recherche de procédés nouveaux.

Au siège, à la tête de notre service "Thermique & Acoustique" :

- vous conseillez et assistez les responsables de nos filiales sur les projets de construction et de réhabilitation, tant au plan des solutions techniques que de la rentabilité des investissements correspondants,
- vous analysez et suivez les coûts d'exploitation énergétique des installations existantes et proposez les mesures correctrices,
- vous intervenez, ouvert et critique, en matière d'innovations en avançant des propositions concrètes.

De formation supérieure technique (Génie climatique, thermique industrielle...) et depuis plusieurs années dans une entreprise spécialisée (bureau d'études, exploitation...) ou un Groupe Immobilier, vous savez ce que signifie "économiser l'énergie" et connaissez parfaitement les techniques de chauffage.

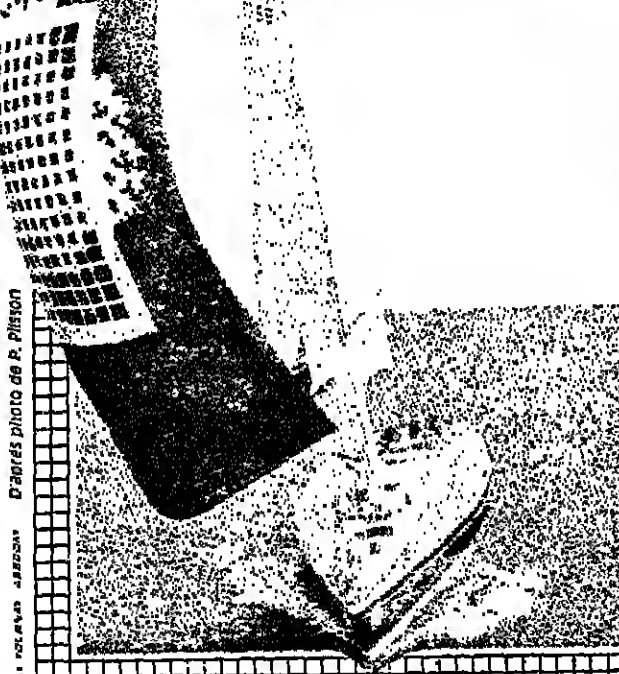
Ce poste est basé à PARIS.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence STH 558 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

**Une réalité ...**  
**"l'esprit d'équipe"**



Vollier sponsorisé par Bull,

"esprit d'équipe" a participé avec brio à la Course autour du monde.

C'est aussi le concept grâce auquel Bull

a obtenu de si bons résultats en 1985.

Le numéro un de l'informatique française

offre des conditions d'évolution de carrière

réellement larges et variées à de

**jeunes diplômés**

Chez nous, chaque Ingénieur développe sa propre personnalité et son propre savoir-faire en débutant par des métiers tels que :

- ingénieur commercial**
- ingénieur technico-commercial**
- ingénieur de support maintenance**
- ingénieur formateur**

Bull offre les moyens, la structure, la dynamique

et la formation qui permettent

de faire de vous,

un professionnel rapidement destiné

à des fonctions à responsabilités élargies.

Merci de faire parvenir

vos lettres de candidature

en précisant le métier choisi

sous référence 252 M à :

Paris Resilkow

Bull S.A. - Recrutement

78/80, avenue Gallieni

93174 Bagnolet

**REJOIGNEZ**  
**UNE EQUIPE**  
**QUI GAGNE**

**Bull**

**MONETIQUE**  
**TELEMATIQUE**  
**INGENIERIE INFORMATIQUE**  
**PARIS**

**QUI INNOVE ?**

OUI à l'innovation si elle nous permet de poursuivre notre rythme de croissance élevé (+ 40 % par an).

OUI à l'innovation si elle favorise l'épanouissement de nos collaborateurs dans un climat d'entreprise privilégié.

OUI à l'innovation si elle participe à notre volonté d'entreprendre et de réaliser des projets ambitieux.

OUI à l'innovation si elle est conciliable avec nos impératifs de fiabilité.

OUI, la SEGIM sait tirer le meilleur parti des technologies nouvelles.

Pour prendre place au sein de la SEGIM qui sait identifier et reconnaître les talents, merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. sous la référence du poste concerné à Jean-Paul FRAY - Directeur des Ressources Humaines - SEGIM - Z.J., rue de la Pointe - 59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

59113 SECLIN.

**Partagez notre ambition informatique**

SEMA-METRA est l'un des premiers groupes européens d'ingénierie informatique au service des grands comptes privés et du secteur public. Notre Division Ingénierie de Systèmes Techniques s'est spécialisée en réalisations industrielles et projets de haute technologie. Notre expansion nous amène à rechercher :

**Responsable commercial**

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce. Vous avez une première expérience significative de la vente de prestations intellectuelles au cours de laquelle vous avez prouvé votre efficacité personnelle. Vous développerez votre portefeuille clients pour conforter, avec nos équipes, notre position de leader dans les domaines scientifique, industriel et militaire.

Si vous êtes séduit par la dynamique des marchés du futur et la qualité de l'environnement humain, venez vous associer à notre politique ambitieuse de développement en adressant votre dossier de candidature à E. PICARD - réf. 107/17/M.

**SEMA-METRA** 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

**ASSISTANT (E) DE DIRECTION (CADRE)**

COMMERCE INTERNATIONAL

150.000 F PAR AN

Le Directeur Général du Commerce International d'un très grand groupe de distribution français (C.A. 30 Milliards dont 35% réalisés à l'étranger) recherche pour PARIS, son Assistant(e). Il lui confiera la préparation de ses dossiers et l'organisation de ses rendez-vous, voyages et réunions avec les Directeurs étrangers.

La personne retenue possèdera une formation supérieure au niveau ESCA ou Sciences Eco, parlera français, anglais et italien (ou espagnol) et aura au moins 30 ans. Elle aura déjà réussi dans un poste similaire et saura faire preuve d'autonomie et d'initiative.

Envoyer dossier de candidature sous n° 40103 à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS. - Réponse et discrétion assurées.

OFFRES  
CANON  
NATIONAL  
Canovision  
MEDIANE  
RESPONSABLE CLIENTS  
FORM  
COMMUN  
CHEF DE PER



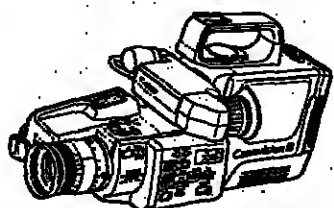
## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**CANON**  
photo - ciné - vidéo  
RECHERCHE  
pour son département vidéo grand public  
UN  
**RESPONSABLE NATIONAL DES VENTES**  
MISSION:  
• Implémenter nationalement et promouvoir son produit :

**Canovision 8**

- Diriger et animer une force de ventes.
  - Age : 35 ans environ ;
  - Formation : études supérieures (de préférence école commerciale), anglais exigé ;
  - Ancienneté : 5 ans expérience dans ventes biens de loisir ou produits consommation durable ;
  - Bonne connaissance circuits de distribution spécialisée et moderne.
- RESPONSABILITE :**
- Participe à la définition des objectifs de vente de sa gamme de produits ;
  - Est directement responsable de la réalisation de ces objectifs et de la mise en œuvre des opérations promotionnelles ;
  - Supervise, anime et contrôle une équipe de 4 à 5 AC ;
  - Assure la coordination avec les différents services fonctionnels de l'entreprise.
- REMUNERATION :**
- Motivante, fonction de l'expérience ;
  - Rémunération des frais professionnels et mise à disposition d'une voiture société ;
  - Structure hiérarchique :
  - Rend compte au directeur des opérations.
- Poste évolutif dans une activité en pleine expansion pour candidat de valeur.

Ad. dossier candidature (lettre, max. 1 cv, + photo),  
à Ph. GRILLON CANON PHOTO - CINÉ - VIDÉO,  
30, bd Vival-Bosch, 92521 NEUILLY-S/SEINE Cedex.

Un important groupe du secteur tertiaire,  
leader dans son domaine (CA supérieur  
à 3 milliards) plusieurs filiales à l'étranger,  
recherche son

### Responsable gestion prévisionnelle des ressources humaines

Ses principales missions concerneront plus particulièrement les cadres France et étranger (450 cadres dont 150 expatriés).

Rattaché au Directeur des Affaires Sociales du Groupe, il sera chargé de mettre en place et de faire vivre une gestion prévisionnelle de personnel participative et efficace :

- analyse des besoins et des postes,
- gestion de la mobilité interne et recrutement,
- développement des actions de formation en fonction d'une gestion prévisionnelle des carrières.

Son profil : Formation supérieure juridique, Sciences Po, HEC, ESSEC ou équivalent (une formation complémentaire en gestion de personnel et l'utilisation de l'outil informatique seraient appréciées).

Le titulaire du poste devra disposer d'environ 5 ans d'expérience similaire ou sein d'un groupe important comportant des cadres expatriés et mettant en œuvre des techniques modernes et informatisées de gestion des ressources humaines. La réussite à ce poste et ses perspectives d'évolution implique des qualités de rigueur, de contact ainsi qu'un goût des réalisations concrètes.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. EO 506 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**Valeo**

Premier fabricant français d'équipements automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 12 milliards de francs - 50 % à l'exportation.

Au sein du département mathématiques appliquées et informatique de la DIRECTION DES ETUDES AVANCEES, VALEO propose deux postes à des ingénieurs, ayant 1 à 2 ans d'expérience ou débutants, de haut niveau scientifique et technique et de formation ECP, Mines, ENSIA, Doctorat en mathématiques appliquées...

### Ingénieur d'études mathématiques appliquées et informatique

Il participera à la conception ou à l'optimisation des produits, en liaison avec les ingénieurs des services techniques.

Son activité concernera des domaines techniques variés (mécanique, vibrations, thermique, électromagnétisme). Il mettra en œuvre toutes méthodes relatives aux mathématiques ou de l'analyse numérique : éléments finis, numérisation d'équations différentielles, optimisation, intelligence artificielle...

référence MW 513 AM

### Ingénieur d'études applications d'informatique technique et systèmes

Il sera chargé :

- de définir et/ou optimiser les structures et procédures d'exploitation des systèmes informatiques utilisés pour le calcul scientifique,
- de gérer les principaux systèmes (notamment VAX 8600),
- de développer des applications sur mini-ordinateur,
- d'assister les utilisateurs.

référence LV 512 AM

Postes : proche banlieue nord Paris.

Ecrire en précisant la référence  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**MEDIANE**

PARIS CENTRE

Conseil et réalisation multimédias "CLES EN MAIN", filiale d'un grand Groupe de Presse, développe ses activités et cherche un (e)

### RESPONSABLE CLIENTELE

Il ou elle prendra en charge la démarche commerciale : négociation et établissement des contrats, coordination et suivi de la réalisation.

Clientèle : Editeurs de Presse, Entreprises, Grandes Administrations, Associations interprofessionnelles.

22 ans minimum, diplômé études supérieures, au moins 5 années d'expérience dans la vente de services, il ou elle doit être familiarisé (e) avec le monde de la Presse et avoir le goût du challenge, un fort esprit d'initiative et la volonté de réussir dans une petite équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence AK3 M à :



Elisabeth et Didier Frauch  
Généralistes d'Entreprises  
17, rue Mirabeau - 75016 Paris

### Gérer un important portefeuille d'obligations dépassant 6 milliards de francs

Un puissant groupe de sociétés d'assurances à forme mutualiste poursuit sa forte expansion et sa diversification.

Le Département Financier assure la gestion de fonds importants, tant en actions qu'en obligations diversifiées géographiquement.

Afin de renforcer les structures de ce département, nous recherchons un Cadre Financier fort potentiel, chargé de la gestion d'un important portefeuille essentiellement en placements obligataires France.

HEC, Sciences PO, ENSAE, ACTUAIRE, le titulaire du poste devra disposer d'une expérience de deux ans minimum acquise ou sein d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou auprès d'un agent de change.

L'importance et le développement du groupe peuvent favoriser une intéressante évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AI 395 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

### Responsable des affaires juridiques France

Puissant groupe industriel de dimension internationale, nombreuses filiales recherche pour sa Direction Juridique, son Responsable des Affaires Juridiques France.

Au niveau du Groupe le titulaire du poste sera en charge des différents aspects juridiques français : droit des sociétés, droit des affaires, droit commercial, contrats...

Ce juriste de haut niveau, de formation supérieure Docteur en droit ou Maîtrise + DESS ou DEA, devra disposer d'une expérience d'environ 8 ans acquise ou sein d'un grand groupe industriel ou cabinet spécialisé de forte notoriété.

Une compétence plus particulièrement marquée en matière de structuration de groupes et sociétés (rapprochements, fusions, apports...) est nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. KU 511 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

## FORMATION COMMUNICATION

Important groupe européen intervenant dans les secteurs de postes, notre effectif en France est de 3.000 personnes. Pour les services du siège - 580 personnes dont 50 % de Cadres et Ingénieurs - nous recherchons :

### CHARGE DE LA FORMATION ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

Après une étude approfondie des objectifs de la Direction Générale et du recensement des attentes du personnel, le titulaire du poste participera à l'élaboration du plan directeur de formation à trois ans et proposera un plan détaillé à court terme.

Par là qualité des relations qu'il saura créer, à motiver Cadres et collaborateurs à la formation dans leur spécialité et recherchera, avec l'appui du DPH dont il dépendra, les meilleurs intervenants extérieurs.

Dans le domaine de ses compétences, il animera lui-même certains stages. Homme de communication et de relations il éduquera et mettra en place ultérieurement un processus d'information devant faciliter les relations à l'intérieur du groupe.

Nous souhaitons intégrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première approche de cette fonction. Il devra posséder une réelle ouverture d'esprit pour animer, catalyser, en faisant preuve d'un bon sens pratique. Parler l'anglais (l'allemand serait un plus) est indispensable. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 827 M à Michel Dussault qui vous garantira une totale confidentialité.

KEY MEN  
10 rue de Rome - 75008 Paris



Notre Société est FILIALE ILE-DE-FRANCE de l'un des premiers groupes français de CONSTRUCTION.  
Pour faire face à son très fort développement et mieux gérer ses ressources humaines, elle crée la fonction de :

### CHEF DE PERSONNEL

Profil : environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise en droit souhaitée), professionnel confirmé de la fonction personnel, justifiant d'une expérience réussie, de préférence dans le milieu bâtiment, maîtrisant l'ensemble des domaines d'intervention de cette fonction.

Mission : rattaché à la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique sociale et salariale, assurera la gestion dynamique des ressources humaines (recrutement, formation et information), l'administration du personnel et les relations avec les partenaires sociaux. Bien au fait de la réglementation sociale, il jouera un rôle de conseil vis-à-vis de la Direction. Nous offrons : une rémunération attractive selon expérience, une réelle possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour tout candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prêt. + enveloppe à votre adresse, s/réf. CC/LM2, à :



Michel Jouhannaud Conseils  
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

## INGENIEURS

CENTRALE MINES Arts et Métiers ENSIC ECOLES SUP. D'ELECTRICITE

### FUTURS CADRES DIRIGEANTS

Important Groupe Industriel Français - 11 usines en France et aux Etats-Unis - nous connaissons une expansion constante et nous recherchons nos futurs cadres dirigeants.

A 30 ans environ, Ingénieur de formation - Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSIC, Ecoles Supérieures d'Electricité - peut-être avez-vous déjà fait vos preuves au cours d'une première expérience dans l'industrie.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui vous souhaitez valoriser, au-delà de vos compétences, votre fort potentiel. En effet, ce sont vos qualités personnelles - rigueur, ambition, mobilité - qui détermineront votre réussite au sein de notre groupe.

Après une courte période d'intégration, vous prendrez des responsabilités opérationnelles importantes.

Très vite, vous saurez saisir les réelles opportunités de carrière qui se présenteront à vous, en France et aux Etats-Unis, dans un groupe tourné vers l'avenir et lui à toujours su mettre en avant le dynamisme de ses collaborateurs.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre man., C.V. et photo exigée), s/réf. 4137/LM, à :

**MEDIA PA**

9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra

Association de Formation pour Adultes recherche pour devenir formateurs à plein temps ou à mi-temps dans un de ses Centres situés à 75012 PARIS.

### TECHNICIENS(NES) EN :

- Electronique
- Automatismes
- Informatique industrielle
- Analyse-programmation

Expérience industrielle exigée : 5 ans au moins.

Formation : BTS ou DUT ou AFPA niveau 3

La rémunération annuelle de début : 180 € F (pour un plein temps) est en rapport avec les exigences.

Les Formateurs travaillant en équipe auront en charge la formation complète de futurs(es) techniciens(nes) dans les domaines cités.

Adresser C.V. détaillé à :

CENTRE SUZANNE MASSON  
Richard PERROT  
41, av. du Dr Arnold-Netter 75012 PARIS

### CHEF DE PRODUIT SENIOR (FOOD-COSMETIQUE-LESSIVIER), S'IL EST URGENT DE DONNER UN COUP D'ÉCLAT À VOTRE CV, NOUS AVONS UNE BELLE OPPORTUNITÉ À VOUS PROPOSER.

VOUS POUVEZ EN TOUTE CONFIANCE,  
ADRESSER VOS COORDONNÉES  
SOUS N°5011 A L'AGENCE DESSEIN,  
15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS  
QUI TRANSMETTRA.



صكنا من الاحل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEURS DEBUTANTS

(X, Ponts, Mines, Centrale...)

**PRENEZ VOS RESPONSABILITES...**

**OPERATIONNELLES**

**SGD**

SAINT-GOBAIN DESJONQUIERES (3000 personnes, 1,5 milliard de francs de CA dont 50 % à l'exportation), Société de la branche conditionnement en verre du Groupe SAINT-GOBAIN (un des premiers groupes industriels du monde), souhaite intégrer deux ingénieurs généralistes débutants à fort potentiel.

Nous concevons, réalisons et commercialisons principalement des emballages en verre creux destinés à la pharmacie et la parfumerie. Nous évoluons dans un contexte d'industrie lourde où des investissements considérables de modernisation ont été réalisés. De telles conditions imposent une gestion rigoureuse et des hommes hautement qualifiés et motivés.

Après une période d'intégration pendant laquelle vous prendrez la responsabilité de différents services opérationnels, nous vous confierons l'ensemble de la production de l'une de nos usines.

Vous avez les qualités d'un homme de terrain et le potentiel d'un dirigeant. Vous parlez couramment anglais et vous acceptez la mobilité géographique nécessaire à votre évolution.

Alors, si vous souhaitez nous rejoindre, merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40/212 AX à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
19, rue de Berni - 75008 PARIS

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

## L'EQUIPE

### Adjoint du Directeur technique

Pour faire face à notre expansion et à nos futurs projets de développement, nous cherchons un adjoint à notre Directeur Technique. Sous l'autorité de celui-ci, il aura pour mission de coordonner l'ensemble des activités de fabrication de notre quotidien et de nos magazines. Il aura aussi sous sa responsabilité l'organisation et la gestion des différents ateliers.

Cette création de poste s'adresse à un candidat très confirmé, d'un bon niveau de formation technique, justifiant d'une expérience similaire dans le presse quotidienne ou périodique, et ayant des connaissances informatiques. Des qualités de gestionnaire, d'organisateur, d'animateur, et une grande disponibilité sont requises. Merci d'adresser lettre man., CV détaillé et prétentions sous réf. 1164/M à Michèle RUDLOFF SÉLÉ-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

**SÉLÉ  
CEGOS**

**CG**

Société d'économie mixte de conseil et réalisation dans le secteur rural (300 personnes) recherche un(e)

### RESPONSABLE DU PERSONNEL GESTIONNAIRE ET HOMME DE COMMUNICATION H/F

Progressivement vous prendrez la responsabilité complète de l'ensemble de la fonction personnel : Administration, gestion, formation, relations avec les partenaires sociaux et communication, le DAF coordonnera l'ensemble.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (spécialisation : gestion du personnel - droit du travail), vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience à un poste de généraliste dans la fonction. Gestionnaire avisé(e), vous êtes très familiarisé(e) avec l'outil informatique.

Homme ou femme de communication et de négociation, votre forte personnalité et votre charisme devront assoir votre crédibilité auprès d'interlocuteurs de tous niveaux et de disciplines différentes (dont plus de cent ingénieurs).

Pour ce poste, basé dans le MIDI-PYRÉNÉES, Anne LAHAYE étudiera confidentiellement votre candidature.

que vous voudrez bien adresser, réf. 640, à :

**SCA  
Perspectives**

59, rue de Châteauneuf,  
75008 Paris

## responsable du service automatisation et informatique industrielle à serete

SERETE (800 personnes) est leader sur le marché de l'Ingénierie de Systèmes en France. Nos spécialistes conçoivent et réalisent des projets technologiques parmi les plus ambitieux auprès de clients exigeants dans des secteurs très diversifiés de l'industrie :

**Systèmes de stockage automatisés - lignes d'assemblage -  
contrôles de procédés industriels et tertiaires**

Pour consolider son avance Serete renforce son équipe d'encadrement de haut niveau et recherche, pour prendre la direction de son Service Automatisation et Informatique Industrielle, un Ingénieur Automaticien disposant d'une large expérience des secteurs industriels et tertiaires, capable d'animer techniquement et d'encadrer un service très performant et dynamique. Il participera au développement de la productivité à Serete. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 86.38-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris.

**serete**  
ingénierie

## ingénieur projets logiciels

(5 ans d'expérience en temps réel)

Serete Ingénierie, leader sur son marché, recrute pour consolider son avance, un Ingénieur de Projets Logiciels dont la mission sera la conception, la maîtrise et la réalisation des affaires qui lui seront confiées en Informatique Industrielle. Votre connaissance des méthodes de développement de logiciels, votre motivation à participer à la mise en route de systèmes informatisés sur sites vous permettront d'acquiescer à Serete une expérience approfondie et très diversifiée. Merci d'adresser votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 86 rue Régnault, 75013 Paris Cedex 13, sous référence 86.62-M

**serete**  
ingénierie

## Lettre ouverte à un auditeur.

Madame, Monsieur,

Après vos études supérieures effectuées dans une école de gestion de premier plan, assorties d'un DECS, d'un 3<sup>ème</sup> cycle ou d'un MBA, vous avez dirigé vos premiers pas vers un Cabinet d'Audit, pour y acquiescer une bonne formation et vous ouvrir à la vie professionnelle.

Vous avez maintenant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée dans l'audit comptable ou d'organisation, et vous vous interrogez sur votre évolution future. Vous vous demandez si vous devez continuer dans l'audit ou si au contraire vous allez vous engager dans une responsabilité opérationnelle immédiatement.

L'ORÉAL a sans doute une réponse à vos interrogations et vous propose une solution de transition enrichissante. Tout d'abord, vous passerez 2 à 3 ans à l'audit opérationnel appliqué à l'ensemble des activités marketing, commerciales, industrielles et financières des filiales du Groupe (plus de 200 dont 60 à l'étranger). Vous pourrez ainsi vous intégrer, connaître l'entreprise et parfaire votre formation. Ensuite, vous prendrez des responsabilités effectives dans le commerce, la gestion ou la finance.

Si vous êtes décidé à vous investir avec vigueur dans votre vie professionnelle, vous pourrez alors évoluer dans les différentes affaires de la société dont le développement s'accroît.

Si vous êtes intéressé(e), nous vous proposons d'écrire sous réf. 9797 à la Direction des Relations Humaines de L'ORÉAL, 41 rue Martre 92117 CLICHY CEDEX, en joignant un curriculum vitae.

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, croyez, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

**L'ORÉAL**

LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

## BOSSARD CONSULTANTS

Cabinet de conseil en management, leader sur son marché, recherche :

### JEUNES DIPLOMÉS

Polytechnique, Central, HEC... attiré par le métier de conseil, disponible dans toute la France.

### SPÉCIALISTE GPAO, MAO

Diplômé d'une grande école, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans le conseil ou l'industrie.

Philippe GIRAUD recevra vos lettres manuscrites et photo au :  
12 bis, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX CEDEX

### JEUNE INGENIEUR MECANICIEN AM, ENI, ENSI, INSA

Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans ses usines,

3M FRANCE recherche pour son département INGENIERIE

## UN INGENIEUR PROJETS

### Missions :

- Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés de production comprenant : études techniques, évaluation des coûts, élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.

- Basé à notre siège social, il aura de fréquents contacts avec nos usines de Beuchamp (95) et nos fournisseurs.

### Profil :

- Formation supérieure ingénieur mécanicien.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Aptitude au travail en équipe.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à Monsieur GERMAIN, sous le réf. MMG/89, à 3M FRANCE, Division des Ressources Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

**3M**

## INGENIEUR TEXTILE

Prenez la direction de notre unité de tissage industriel

- Une position incontestée de spécialiste européen dans le domaine du tissage industriel.
- Un savoir-faire technologique et la volonté d'être toujours à la pointe de l'innovation.
- La chance de se situer sur un marché très porteur tant en France qu'à l'étranger.

Autant de facteurs de nature à motiver notre DIRECTEUR d'unité industrielle.

Votre profil : 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur Textile, possédant l'expérience du tissage de fibres synthétiques et la capacité de superviser un atelier de 50 personnes. Connaissance de la micro-informatique de gestion appréciée. Anglais parlé souhaitable.

Votre mission sera double :

- la responsabilité technique de l'unité de production qui devra toujours rester aux avant-postes de l'évolution technologique ;
- la responsabilité commerciale du développement des applications dans les secteurs industriels du tissage et de la filtration.

Véritable « PATRON DE PME », vous rendrez compte de votre mission à la Direction Générale, en termes de rentabilité et développement.

Poste basé en région Nord France (120 km de Paris).

Si vous êtes attiré par cette CREATION DE POSTE autonome et évolutif au sein d'un Groupe (500 personnes, C.A. : 500 MF), leader sur son marché, vous adresserez lettre manuscrite + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence TR/LMT, à

**WFE**

michel jouhannaud conseils  
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### SAINT GOBAIN EMBALLAGE PILOTEZ UN PROJET INDUSTRIEL D'ENVERGURE INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN (AM, ICAM, ENSEEHT...)

Le matériel que nous installons en 1987 modifiera considérablement notre processus industriel. Nous devons donc préparer dès aujourd'hui l'arrivée de cet outil qui engage en partie l'avenir économique de notre groupe.

Nous vous confierons la responsabilité des études d'installation, du montage, du démarrage et de l'exploitation de l'ensemble du projet. A l'issue de cette mission vous serez prêt à prendre des responsabilités en exploitation dans l'une des nombreuses usines du groupe.

Vous avez validé votre formation théorique par 2-3 ans d'expérience professionnelle acquise en B.E., en entretien, en travaux neufs ou en production. Vous possédez de bonnes notions d'électronique appliquée, l'hydraulique et les systèmes de commande automatisés ne vous sont pas inconnus. Vous parlez couramment anglais et vous êtes mobile. Nous vous offrons une carrière à la mesure de vos ambitions et de la taille de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40212 AZ à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
19, rue de Belfort - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Nous sommes une entreprise située à Paris parmi des leaders dans un secteur très porteur. Nous sommes en rapide expansion et afin d'assurer cette expansion nous avons créé un nouveau département et recherchons un

### jeune responsable du centre de profit INGENIEUR OU HEC, ESSEC, ESC

Agé minimum 27 ans, il aura quelques années d'expérience dans le domaine financier (Contrôle de gestion, Audit, Direction Administrative/Financière ou similaire) lui permettant une vue globale de l'entreprise. Il aimera utiliser cette expérience financière comme tremplin afin d'étendre son rayonnement vers le marketing.

Dépendant de la Direction Générale, il prendra en charge le développement de ce nouveau département tout en profitant de la synergie des autres départements. Il devra posséder l'esprit d'un Chef d'Entreprise. Il sera un gestionnaire par formation et expérience et un homme de marketing par vocation.

Nous offrons une rémunération motivante, une grande délégation, une formation à nos produits et à nos méthodes et d'excellentes possibilités de carrière dans une entreprise dynamique.

Merci d'envoyer votre C.V., photo, salaire actuel, sous réf. 4625-M à Mamrègies qui transmettra.

**Mamrègies**  
3 RUE D'HAUTEVILLE, 75016 PARIS



### Grindlays Bank s.a.

a member of the A.N.Z. Group  
implanté dans 45 pays du monde

dans le cadre de ses activités à PARIS  
recherche

POUR GÉRER ET DÉVELOPPER  
NOTRE CLIENTÈLE ENTREPRISES

**2 EXPLOITANTS CONFIRMÉS H/F**

POUR GÉRER ET DÉVELOPPER  
NOTRE CLIENTÈLE PRIVÉE

**1 EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE H/F**

Si vous êtes :

- de formation supérieure,
- bilingue anglais/français,
- mobile.

Si vous avez :

- une expérience réussie de 3-4 ans dans la fonction,
- 28 ans minimum.

Si vous souhaitez :

- développer vos connaissances,
- rentabiliser votre investissement,
- rejoindre une équipe dynamique.

Nous offrons :

- de réelles possibilités d'évolution aux Professionnels motivés.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, photo et prétentions à :  
Bernard ROUX - GRINDLAYS BANK S.A. - 7, rue Meyerbeer, 75009 PARIS.

### L'EUROPE POUR CHAMP D'ACTION RELEVEZ LE CHALLENGE

Cette société américaine solidement implantée aux USA et bénéficiant d'une image forte due à la qualité de sa gamme de logiciels (SGBD, langage de 4ème génération...) couvrant l'ensemble des besoins de gestion des entreprises grandes ou petites, crée sa filiale en France et en recherche le FUTUR PATRON.

Ce poste intéresse un COMMERCIAL, âgé d'environ 35 ans, possédant une solide formation de base et justifiant d'une profonde connaissance du marché des logiciels en général et de la gamme WANG en particulier. Il se verra confier la responsabilité globale du développement et de l'animation de cette filiale, mettra progressivement en place les structures et les hommes qui assureront sa croissance sur le marché français d'abord, puis en Europe francophone. Par ailleurs, son expérience concrète et réussie de la vente lui permettra d'approcher directement les grandes sociétés pour en devenir l'interlocuteur privilégié.

Seul responsable devant la maison-mère, il s'engage à atteindre les objectifs fixés en commun et à lui rapporter annuellement ses résultats. Sa rémunération sera à la hauteur de ses ambitions : 400.000 F la première année. Bien sûr, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si vous avez un tempérament d'entrepreneur, relevez ce challenge complet et évolutif en écrivant, sous référence 5317, à HYPERBOLE 86, rue de Richelieu 75002 PARIS, qui transmettra tout en vous assurant la plus grande confidentialité.

## NOUS RECRUTONS LES MEILLEURS ET NOUS SAVONS LES GARDER

MINES, ESCP, SUP'ELEC, GRENOBLE, HEC, PONTS, AM, ESSEC,  
TOULOUSE, SCIENCES-PO, TP.

A la Lyonnaise, les "anciens" sont nombreux. Sélectionnés à partir de leur excellente formation de base, ils ont été recrutés pour la grande qualité et l'équilibre de leur personnalité. Ils ont su actualiser et élargir leurs connaissances et faire face à toutes les situations. Aujourd'hui, nous proposons aux plus jeunes de les rejoindre à un moment où le groupe connaît un développement nouveau et accroît son implantation internationale.

### Contrôle financier

La Direction Financière recrute 2 jeunes Cadres Financiers à fort potentiel possédant déjà une première expérience leur ayant permis d'acquérir de solides connaissances en gestion d'entreprises. Ils seront plus particulièrement chargés d'un groupe de Filiales et leur rôle sera celui de conseiller et d'animateur. Ils devront auprès de ces sociétés :

- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et des budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisition ou de rapprochements.

Référence FP 507 AM

### Consolidation

La Direction Financière recrute pour le service chargé d'établir les comptes consolidés du groupe (183 sociétés) un jeune cadre débutant issu d'une grande école de gestion (option finance-comptabilité).

Les travaux qui lui seront confiés seront l'occasion d'acquérir une expérience significative en matière de consolidation, de budget et de prévisions.

Par la suite d'autres affectations permettront une évolution intéressante au sein du groupe notamment dans le secteur de l'assistance et du contrôle des filiales.

Référence FR 508 AM

### Distribution d'eau potable

La Direction de l'Eau recrute des Ingénieurs débutants (première expérience appréciée) pour leur confier des responsabilités dans les domaines de la production, de la distribution de l'eau potable et du traitement des eaux usées :

- étude et réalisation de travaux d'extension de réseaux et/ou d'installations de traitement,
- définition de programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées,
- contrôle du bon fonctionnement des usines de traitement,
- surveillance et entretien de réseaux,
- relations avec les collectivités locales et les administrations.

Ces postes sont à pourvoir dans toute la France. Par la suite la mobilité intelligente est la loi commune ; elle est à l'origine de carrières dynamiques (en France ou à l'étranger) qui permettent à chacun de trouver sa meilleure place.

Référence IS 509 AM

### Contrôle de process

La Direction de l'Eau renforce le département informatique industrielle de la Direction Régionale Parisienne Ouest, en recrutant un Ingénieur possédant 3 à 5 ans d'expérience en informatique et micro-informatique industrielles, process control et automates programmables.

Le poste proposé comporte les missions principales suivantes :

- automatisation d'usines de traitement d'eau, de stations de pompage, de systèmes de transmission de données. Cette responsabilité générale recouvre la conception, la maintenance et l'évolution des processus et des procédés,
- gestion de bases de données techniques,
- animation d'une équipe d'une dizaine de techniciens ; intégration et formation des nouveaux,
- conseil externe (France et étranger),
- veille technologique.

Ce type de fonction connaît actuellement un développement évident au sein de notre société dans la mesure où elle permet d'atteindre un haut degré de fiabilité dans le fonctionnement de nos installations ; c'est une exigence fondamentale du service public de la distribution de l'eau potable.

Référence JT 510 AM

Nous avons demandé au Cabinet ETAP de nous aider à repérer parmi les jeunes diplômés intéressés par ces postes, les candidats ayant fait preuve dans le cours de leurs études et à travers leur première expérience d'un esprit d'entreprise supérieur à la moyenne, d'une grande capacité à établir des relations efficaces et un sens du "terrain" leur permettant de construire des solutions adaptées. Ces candidats ont déjà eu des contacts prolongés avec l'étranger (formation complémentaire, coopération...) et pratiquent un anglais courant. Les dossiers de candidatures (avec prétentions) sont à adresser, en précisant la référence du poste, à : ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

La Lyonnaise des Eaux (15 milliards de francs de CA - dont près de 30 % réalisés à l'étranger - 35.000 personnes) est spécialisée dans la gestion des services : traitement et distribution d'eau, collecte et traitement des déchets, distribution d'énergie, gestion de réseaux de chaleur, services funéraires, réseaux câblés.



Lyonnaise des eaux

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

### FONCTION ACHATS

### BULL ENGAGE

### DES INGENIEURS AXES QUALITE

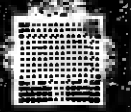
### (PARIS-ANGERS)

Votre diplôme d'ingénieur (Supélec, Centrale, A & M...) complété si possible par un cycle de gestion, votre maîtrise de la langue anglaise vous offrent un nouvel axe de développement de carrière : la fonction Achats.

Pour conquérir des marchés nouveaux dans le monde informatique, notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la qualité de nos achats, élément clé de notre stratégie industrielle. Avec nous vous développerez des méthodes modernes d'achats (analyse industrielle, étude des prix de revient, homologation des fournisseurs) dans un seul but : le zéro défaut.

Vous êtes prêt à vous battre avec nous sur la qualité. Notre esprit d'équipe vous motive.

**Bull**



Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) pour Paris sous réf. 417 M à Annie Banyaya, Groupe BULL, 94 avenue Gambetta, 75990 PARIS CEDEX 20 et pour Angers sous réf. 2665 M à Annie Riffaud, Groupe BULL, Service Recrutement, 331 Avenue Patton, 49005 ANGERS CEDEX.

JOURNAL



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LES EDITIONS DALLOZ  
recherchent un

### Juriste de Droit Pénal

Nous recherchons pour notre encyclopédie un juriste confirmé à qui nous confierons la responsabilité des cinq volumes relatifs au droit pénal.

Ce rédacteur juridique assure non seulement la préparation technique mais aussi le travail de recherche et de documentation ; il suit l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit pénal.

Vous avez un DEA de droit privé et une bonne expérience professionnelle acquise soit en Cabinet, soit à la cour de cassation. Vous connaissez bien le droit pénal.

Vous souhaitez intégrer une équipe hautement spécialisée qui vous formera longuement à sa technique.

Le salaire proposé motivera un cadre de très bon niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + salaire actuel) à notre conseiller Roland CHABRIER sous réf. M 122.

**Ornicar** 13, rue Royale 75008 Paris

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

SECTEUR SERVICES ET PRESTATIONS EN LOGICIELS

DÉCISION INTERNATIONAL S.A., implantée en France et aux Etats-Unis est spécialisée dans la conception et le développement de logiciels de haute technologie pour tous les secteurs de pointe de l'industrie française.

### SA RÉPUTATION.

L'efficacité et la qualité : une très grande rapidité de réaction aux sollicitations de ses clients.

Un esprit d'équipe développé : DÉCISION INTERNATIONAL considère ses collaborateurs comme son atout le plus important.

NOUS RECHERCHONS pour la Direction Opérationnelle de Paris, le responsable du secteur vente de services et de prestations en logiciels. Une réussite rapide dans cette activité conduira son responsable à un poste de Direction.

VOUS ÊTES un homme de terrain, ambitieux, vous avez un diplôme d'ingénieur ou une formation universitaire, vous avez au moins quatre ans d'expérience dans ce domaine.

Nous attendons votre C.V. (avec photo) sous la référence REC à :

DÉCISION INTERNATIONAL  
Direction du Personnel, 112, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.



### Êtes-vous motivés par les technologies avancées ?

Établissement d'Etat, spécialisé dans les domaines de la propulsion navale, nous devons réaliser une nouvelle génération de matériel. Nous sommes ainsi assurés d'une charge d'études et de travaux importante. En plus, sur plusieurs années, ce programme fait appel à des techniques de pointe très avancées et nous amène à renforcer nos structures. Nous recherchons des

### Jeunes ingénieurs à fort potentiel

Intégrés au sein d'équipes d'ingénieurs très performants, vous pourrez aussi participer à des programmes techniques d'ensemble, intellectuellement très stimulants. Vous pourrez, selon vos goûts et capacités personnelles, vous spécialiser dans des domaines plus précis (mécanique, hydraulique, suspension élastique, etc.) et acquérir ainsi un niveau de compétences reconnu qui facilitera le développement futur de votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Daniel FRANCESE, s/réf. 535, à CAPFOR - B.P. 846 - 11, boulevard Guis'haut - 44020 NANTES Cedex 01.

**CAPFOR**

Groupe industriel français  
30 filiales dans 12 pays  
C.A. consolidé : 3 milliards F

DONT 1/3 AUX USA-CANADA  
CASH-FLOW : 7,1 %

Recrute pour son Siège en Grande Banlieue O. PARIS

### JURISTE D'AFFAIRES Chef du Sce Juridique

#### L'ouverture du poste

Dépendant du Directeur Financier et Juridique, IL PRÉPARERA PERSONNELLEMENT LES CONTRATS DU GROUPE POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER ET PARTICIPERA À LEUR NÉGOCIATION, en matière commerciale et tout particulièrement de CESSIONS ET D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES, domaine dans lequel le Groupe est très actif. Assisté de deux collaborateurs, il aura la responsabilité du Contentieux, des Assurances, de l'Immobilier et du Droit des Sociétés de l'ensemble des Sociétés du Groupe en France. Il remplira pleinement son rôle fonctionnel de Conseil et de négociateur, capable d'effectuer la synthèse entre les aspects économiques et juridiques des questions traitées.

#### Son titulaire

Du niveau DOCTORAT DE DROIT PRIVÉ avec si possible, un complément économique (IAE, IEP Ecofi, ...), il parle et écrit l'ANGLAIS COURAMMENT. Il a eu moins 10 ans d'EXPERIENCE EN DIRECTION JURIDIQUE de grande Entreprise et/ou, de préférence, en CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX.

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8456 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## RECHERCHE

### JOURNALISTE (25-30 ans)

ayant expérience presse grand public et/ou formation école de journalisme. Il ou elle assurera enquêtes, reportages, et suivi de réalisation de journaux clés en main. Envoyer lettre manuscrite + CV

+ choix d'articles à

Fabienne Waks, 28, bd Poissonnière 75009 Paris.

### DIRECTEUR ADJOINT (28-35 ans)

pour coordonner l'ensemble des réalisations de l'agence, animer une équipe, assurer un suivi de la clientèle. Il ou elle doit posséder une solide expérience d'animation d'équipe, le goût des responsabilités et un bon sens commercial. Ses qualités : dynamique, concret, contact facile, rigueur financière. Envoyer lettre manuscrite + CV + photo à

Marianne Tuéry, 28, bd Poissonnière 75009 Paris.

Textuel est une équipe d'une dizaine de personnes - journalistes pour la plupart - qui conçoit et réalise des journaux clés en main. Nos interlocuteurs réguliers sont : nos clients, nos fournisseurs techniques, pigistes rédacteurs et photographes, directeurs artistiques, maquettistes. Textuel appartient au groupe de communication CPM.

avec la C.A.O.  
d'autres perspectives  
à votre carrière



Notre entreprise, qui se veut à la pointe de l'efficacité dans son secteur d'activité, le B.T.P., souhaite mettre en place et développer l'outil Conception Assistée par Ordinateur. Pour ce faire, elle cherche à engager rapidement son « Monsieur C.A.O. ».

Il sera jeune, ingénieur Supélec, Centrale, Ponts... ou ESTP, ouvert aux techniques nouvelles.

Il aura déjà des notions d'informatique et quelques années d'expérience en production et étude de projets, soit dans l'industrie, soit mieux, dans le B.T.P.

Les capacités de notre entreprise et l'avenir de la C.A.O. fourniront au candidat recruté l'opportunité de donner d'autres perspectives à sa carrière.

Les lettres de candidature accompagnées d'un C.V. détaillé seront à adresser à l'Entreprise RAZEL Frères, Le Christ de Saclay, B.P. 109 - 91403 ORSAY Cedex.

## Développez et communiquez notre projet d'entreprise

### Responsable de la formation et de la communication interne.

De par votre expérience, vous êtes reconnu comme un homme de personnel. Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière.

Au sein de la Division du Personnel et des Relations Sociales, dans le cadre de notre projet d'entreprise, vous prenez en charge la formation auprès des différentes directions ; vous favoriserez ainsi la réflexion sur les problèmes de développement du personnel (appréciation, mise en œuvre d'actions de formation et animation). En outre, votre mission vous conduira à développer nos outils de communication interne.

Diplômé d'Etudes Supérieures I.E.P. ou 3<sup>e</sup> cycle, vous avez une première expérience significative de la fonction. Votre autorité naturelle et vos capacités de contact vous permettront de réussir au sein de notre équipe et d'évoluer dans un environnement dynamique.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 4644 M, V.A.G. France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.



## L.E.R.S.

Société de recherche du Groupe Synthélabo  
recrute pour son département Secrétariat  
Général et Programmes

### Traducteur HF

Le candidat sera chargé de la traduction de français en anglais de textes scientifiques de haute technicité offerts à tous les domaines de l'industrie pharmaceutique. Il devra :

- être de langue maternelle anglaise,
- posséder une expérience professionnelle en qualité de traducteur scientifique (salarié ou indépendant) dans l'industrie pharmaceutique,
- avoir dans la mesure du possible la pratique d'une ou plusieurs autres langues étrangères.

Le savoir-faire proposé pour ce poste, auquel la société attache une grande importance, sera fonction de l'expérience.

Ueu de travail : Paris 13<sup>e</sup>.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la référence 4723, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



BANQUE PARIS  
pour son Service Juridique

## Rédacteur juridique confirmé

Contrat à durée  
déterminée à compter  
du 1<sup>er</sup> Juillet 1986.

Le poste : \* analyse juridique des dossiers (crédits aux promoteurs immobiliers, crédits acquéreurs), rédaction des actes, contrôle des garanties.

\* relations avec les notaires et les promoteurs.

Le profil : \* licence de droit privé ou équivalent.

\* connaissance du droit immobilier et expérience professionnelle (environ 2 ans) obligatoire, acquise dans une activité similaire ou chez un notaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, sous réf. 9834 précisée sur l'enveloppe.

## Recherche Foncière et Développement Paris et Région Parisienne 2 postes à créer

De formation supérieure, vous avez acquis idéalement une expérience d'au moins cinq ans de foncier et/ou moniteur d'affaires dans l'immobilier privé sur Paris et Région Parisienne. En contrepartie d'un fort engagement, vous recherchez une évolution justifiée.

Deux clients de notre Cabinet vous offrent des postes :

**PONCHER tous produits** (Réf. 66 7307 M)

**RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT** (Réf. 16 7308 M)

Pour recevoir le descriptif détaillé de votre choix, ou simplement vous faire référencer au Cabinet, merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à François CORNEVIN.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**  
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL  
souhaites recruter

### deux cadres de niveau classe Vou VI

ayant acquis au cours des 5 à 7 dernières années de leur carrière une bonne expérience des opérations et du crédit, pour leur confier dans un premier temps le suivi général des relations avec certaines filiales étrangères du Groupe.

Une réussite dans ces postes de « Chargé de territoires » débouche normalement sur l'octroi de responsabilités attractives dans une filiale.

Une solide formation, universitaire (HEC - IEP ou équivalent) ou bancaire (ITB - CESS) la maîtrise de l'anglais, le goût des voyages et l'acceptation d'effectuer une partie de sa carrière à l'étranger sont des conditions nécessaires.

Les candidats intéressés doivent adresser leur CV ainsi qu'une photo sous référence 1492/MI à M. PONTHEUX - 4, Square Auguste Renoir 75014 PARIS (qui transmettra).

### Finances, Comptabilité, Fiscalité... et Search Un trèfle à quatre feuilles ?

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux d'Audit et de Conseil, avec plus de 24 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. Le Conseil ou Organisation connaît une forte progression, avec actuellement 2 000 consultants dans le monde. En France, le Conseil en Recrutement de Cadres Financiers fait partie de nos domaines d'intervention privilégiés et l'expansion de cette activité nous conduit à rechercher

### un Consultant à fort potentiel

pour participer aux missions de recrutement de Cadres Comptables et Financiers confiées à notre Cabinet, avant de prendre en charge progressivement la responsabilité de ses missions et le développement de clientèle.

Nous recherchons un candidat âgé d'environ 28 ans, ayant une excellente formation comptable, financière et fiscale, acquise en cabinet d'expertise comptable ou d'audit, ou au sein d'une Direction Financière d'entreprise.

Le dynamisme, l'esprit d'équipe, le goût des contacts et la pratique de l'anglais faciliteront votre intégration au sein de notre équipe. Une première expérience du recrutement de cadres serait un atout supplémentaire.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) s/réf. C0602 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris. Vous pouvez aussi obtenir des informations supplémentaires auprès d'Hervé Cochelin, Responsable de cette activité, au téléphone, au 45 62 24 24.

**Ernst & Whinney Conseil**



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANT: SOCIÉTÉ DE COURTAGE D'ASSURANCES**

*Un métier d'avenir;*

## REDACTEUR HF

Nous sommes l'un des tout premiers cabinets de courtage d'assurances européens. Nous recherchons, pour notre service coordination des affaires des filiales françaises de multinationales étrangères, un REDACTEUR.

**Votre profil :**

- Titulaire d'un BAC + 4 ou + 5 (type DESS, DEA, IGC...),
- parfaitement bilingue (anglais),
- prêt à s'investir : doté d'un bon esprit d'analyse, de synthèse et d'un sens affirmé des relations technico-commerciales.

**Votre mission :**

En relation constante avec les maisons-mères étrangères, vous serez l'interlocuteur primordial des sociétés dont vous aurez la charge d'études. Lieu de travail : Paris.

Des déplacements fréquents et courts sont à prévoir. Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste enrichissant vous permettront d'évoluer au sein de votre fonction.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions, s/réf. PHT/AM, au Service du Personnel.

**FAUGERE ET JUTHEAU**  
13, rue de la Ville-Évêque - 75008 PARIS.

**BANQUE INTERNATIONALE**  
située à Paris

recherche

### JEUNE CADRE IMMOBILIER

diplômé Ecole de commerce ou Sciences Po.

- Expérience 2 à 3 ans en milieu bancaire ou promoteur indispensable pour assurer la responsabilité intégrale du suivi des risques depuis le contact initial.
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise exigée.
- Perspectives de développement de carrière intéressantes au sein d'un groupe dynamique pour candidat d'envergure.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 7309 M au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7, qui transmettra.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

## ingénieurs informaticiens

**FORMATION :** Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions sous réf. M295 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Boulevard de la Colonne, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

**GROUPE SYSECA**  
(300 MF de C.A. 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

**Laboratoire Pharmaceutique**

en plein essor, filiale d'un groupe américain crée le poste de

## Responsable des études de marché et de la planification

Rattaché au Directeur du Marketing et assisté de 2 chargés d'études, il est responsable de la planification stratégique. Il assure le contrôle de gestion de la Direction du Marketing. Il a en charge les études de marché tant qualitatives que quantitatives, études ponctuelles et prospectives. Il est responsable de la gestion de son propre budget. Ce poste très attractif s'adresse à un candidat de formation HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent, disposant d'une solide expérience des études marketing et de la planification, soit dans l'industrie Pharmaceutique ou dans l'industrie Cosmétique ou Alimentaire. Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire. L'anglais est demandé.

**ENJEUX** Entrez en contact s/réf. 2211M avec ENJEUX 20 rue de l'Hôtel de Ville 92000 NEUILLY qui nous avons chargé de cette recherche.

Il recherche :

### 2 INGÉNIEURS DE FORMATION ÉLECTRONIQUE GÉNÉRALE

(une très bonne maîtrise de la langue anglaise est demandée pour l'un des postes). Réf. 1.

### 1 INGÉNIEUR DE FORMATION ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE Réf. 2.

Ces postes supposent une bonne capacité d'analyse et de synthèse, des qualités de rigueur et de curiosité technique, le goût des contacts humains.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous n° 7291 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

### JEUNE CADRE COMMERCIAL

DIPLOMÉ D'ÉCOLE SUP. DE COMMERCE

Vous recherchez une première expérience particulièrement formatrice qui vous assurera des perspectives intéressantes dans votre vie professionnelle.

Vous êtes attiré par la négociation à haut niveau, avec la volonté de réussir.

Le groupe DAFSA KOMPASS, leader sur le marché de l'information économique, financière et boursière, vous confiera :

- La vente de ses produits d'études auprès de secteurs financiers et industriels ;
- L'analyse en permanence des besoins du marché en vue de développer les produits existants.

L'autonomie de la fonction, le salaire motivant, le poste particulièrement polyvalent sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

**DAFSA KOMPASS** vous remercie d'adresser votre lettre et C.V. au Service du Personnel, 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

**SOCIÉTÉ RECHERCHE :**

### TRÉSORIER H.F. RAPPORTANT AU CONTRÔLEUR

- Responsable de la trésorerie en date de valeur (francs uniquement).
- Responsable du suivi des comptes clients.
- Responsable de la comptabilité trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une bonne formation comptable (type BTS de comptabilité) avec une première expérience de suivi de trésorerie en valeur.

**RÉMUNÉRATION : 110 000 F +**  
**LIEU DE TRAVAIL :** Neuilly.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite au MONDE PUBLICITÉ, n° 7311 M, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

### Communication d'entreprise

Diplômé I.E.P. Cals ou équivalent, vous avez acquis de bonnes connaissances économiques et possédez une première expérience professionnelle, de préférence dans le domaine de l'information écrite.

Au sein de la Direction de la Communication, vous serez chargé de :

- la rédaction et de la réalisation des publications d'information interne,
- des relations avec les journalistes de la presse économique, et vous participerez au développement des nouveaux supports de communication.

Pour réussir dans ce poste, il est indispensable d'avoir de grandes qualités de rédaction et le souci de la rigueur de l'information.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 374 à Michel HERTH, CNCM, Direction des Relations Humaines, 88, rue Cardinet, 75017 Paris.

**ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE GESTION ET DE PROMOTION IMMOBILIERE SITUÉ EN ÎLE DE FRANCE**

offre à un(e) jeune **E.S.C. ou équivalent**

ayant 2 années d'expérience professionnelle acquise si possible en organisme collecteur du 1 % patronal d'aide au logement le poste de :

## CHARGE D'ETUDES 10%

Après avoir acquis une parfaite connaissance des contraintes juridiques et réglementaires comme du champ de prospection offert, vous élaborerez, développerez et mettez en œuvre les outils de promotion et de gestion correspondants. C'est ainsi que, par la maîtrise des relations avec les C.I.L., les entreprises et les collectivités locales, vous assurerez le développement de la collecte du 1 %.

Cette création de poste au sein d'un organisme en pleine expansion représente une opportunité riche d'avenir pour une forte personnalité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 8634 à notre conseil qui vous garantira une totale discrétion.

**FRANÇOIS REBOUD & CIE** CONSEILS EN RECRUTEMENT 9, rue Thiers - 51100 REIMS

**Centre hospitalier et de recherche**  
basé à Paris

recherche pour son

### SERVICE D'ÉLECTRONIQUE

### TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ

BTS ou DUT même débutant pour participer au sein d'une équipe à la maintenance et au développement des appareils médicaux. (Le poste comprend une certaine d'appareils.)

Envoyer candidatures, C.V. détaillé et prétentions sous n° 7289 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

## Crédit Mutuel

**NATIONAL ADVANCED SYSTEMS**  
premier fournisseur mondial d'ordinateurs compatibles

POUR FAIRE FACE À SON EXPANSION (50 % PAR AN) RECHERCHE

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

### GRANDS COMPTES/GRANDS SYSTÈMES

pour vendre tous les modèles de la GAMME XL, ordinateurs compatibles d'un niveau de performance inégalée (15 à 90 Mips).

- Base : Paris.
- Rémunération annuelle : 800 KF +.
- Avantages sociaux des plus intéressants.

**SI VOUS ÊTES :**

- Diplômé d'une grande école ;
- Sur un territoire Grand Compte depuis plusieurs années ;
- Titulaire d'au moins 5 clubs ;
- Sensible à l'avance technologique d'Hitachi ;
- Désireux d'être enfin votre propre maître et de travailler dans un environnement dynamique (minimum de contraintes).

Nous vous proposons le territoire et la rémunération que mérite votre ambition.

Envoyer C.V. à Madame MOURGAND, N.A.S., 11, boulevard Pershing, 75017 PARIS.

### Jeune concepteur-rédacteur, trempez votre plume dans le marketing financier

Crédit aux particuliers, produits financiers, notre société est l'une des premières du marché dans ses deux activités. Depuis 2 ans vous maniez avec talent verbes et mots, accroches et sous-titres pour faire de vos campagnes de marketing direct des succès de remontées pour vos clients si vous êtes en agence spécialisée, ou pour votre entreprise si elle fait partie des grandes de la VPC.

Chez nous, comme concepteur-rédacteur unique, vous valoriserez les différents messages-produits de l'entreprise et ceux de nos clients distributeurs (lettres, plaquettes, dépliants, presse...) dans le cadre d'une petite équipe de communication de 4 personnes.

Jamais vissé à votre lauréat, votre job au contraire très mobile vous offrira de nombreux contacts tant en interne qu'avec les plus grandes enseignes nationales.

Pour vous faire un dossier très solide et promouvoir des produits particulièrement performants, adressez votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2128 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

### REVUE DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE

### FILIALE D'UN GROUPE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

recherche

### CHEF DE PUBLICITÉ

de formation universitaire, il justifie d'un minimum deux ans d'expérience de la vente d'espace presse en agence ou au support.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature + C.V. et prétentions à :

M<sup>me</sup> GARNIER, 8, rue Férou, 75006 PARIS.

**Organisme administratif, social et financier Paris, 3 000 personnes**

recrute

### CONTROLEUR DE GESTION

(Maîtrise de gestion, maîtrise sciences économiques, option gestion, E.S.C., I.E.C.).

Ce cadre de la direction de l'organisation et traitement de l'information dirigera les travaux de définition et de mise en œuvre du dispositif de contrôle interne de gestion. Une première expérience constituant un atout supplémentaire.

Adresser votre candidature + C.V. et prétentions à :

Monsieur le Directeur du Personnel, URSSAF DE PARIS, 3, rue Franklin, B.P. 430, 93118 MONTREUIL Cedex.

Afin de faire face à l'importance de notre parc immobilier locatif et à son fort développement nous recherchons un :

### Attaché de Direction 180.000 F +

### Responsable de la gestion du patrimoine

Sous l'autorité du Directeur Général, du Directeur Technique et en relation avec les services comptables (informatisés), il aura en charge la gestion budgétaire, la gestion et le suivi d'un parc de 6.000 logements. Expérience professionnelle d'une dizaine d'années, sans égal de la rigueur, esprit d'initiative, diplomatie et goût pour la communication (préparation et tenue de réunions) sont les atouts de base pour ce collaborateur courageux et disponible qui aura l'autorité nécessaire pour superviser une quarantaine de personnes.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite à SCIP Consultants - 124, Bd. de la République 92210 ST-CLOUD. Secret absolu.

**PROFESSEURS**  
COMMERCE INTERNATIONAL ACTION COMMERCIALE ANGLAIS, diplômes sup. + exp. C.V. + photo sous n° 855. Havre, 77007 Melun.

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE** de Foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses Foyers

### 2 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS

### 4 CHEFS DE CENTRE

Gestion informatisée.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyer C.V., détaille, lettre manuscrite et photo sous n° 855. Havre, 77007 Melun.







## Le Monde ECONOMIE

### La suppression de l'autorisation administrative de licenciement

Propulsée au premier plan de l'actualité sociale, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement comporte tous les ingrédients pour alimenter mauvaises querelles et faux débats.

Techniquement, le dossier n'est pas aussi déterminant qu'on le fait parfois de le croire. Les

résultats à en attendre apparaissent aléatoires, si même ils ne présentent pas quelques dangers sérieux. Pour le climat social, les effets peuvent en être désastreux.

Les conditions sont réunies pour faire de cette question peu probante le champ clos d'un

affrontement « théologique ». Trop de symboles, et des raisons psychologiques, y concourent.

En même temps, ce changement de la législation sociale pourrait signifier une rupture plus profonde. Les rapports réciproques entre l'entreprise et ses salariés vont s'en trouver modifiés. La suppression de l'autorisation administrative de

licenciement peut coïncider avec l'émergence d'une autre idée de l'entreprise moderne.

Il s'agit alors d'une révolution culturelle, rejetant au musée certaines préoccupations nées avec la dernière guerre et qui faisaient partie de l'héritage gaulliste.

#### Autour d'un débat théologique

La suppression de l'autorisation administrative de licenciement vaut-elle tout le tapage qu'elle provoque ?

Sûrement pas, si l'on accepte de se demander simplement si la procédure actuelle a empêché, ou pas, les licenciements de nature économique.

En revanche, il faut certainement répondre par l'affirmative si l'on considère l'évolution des rapports sociaux dans l'entreprise. Sous-jacente, se pose en effet la question de la modernisation économique, indissolublement liée à l'urgence de la modernisation sociale. De ce point de vue, l'affaire devient beaucoup plus

compliquée, jusque dans ses conséquences les plus inattendues, et les affirmations péremptives ne suffisent pas.

Une fois de plus, les symboles encombrent le raisonnement. Bonnes ou mauvaises, les décisions sont surdéterminées par les comportements, parfois irrationnels, qu'elles provoquent. Ce qui crée les conditions d'un débat presque théologique.

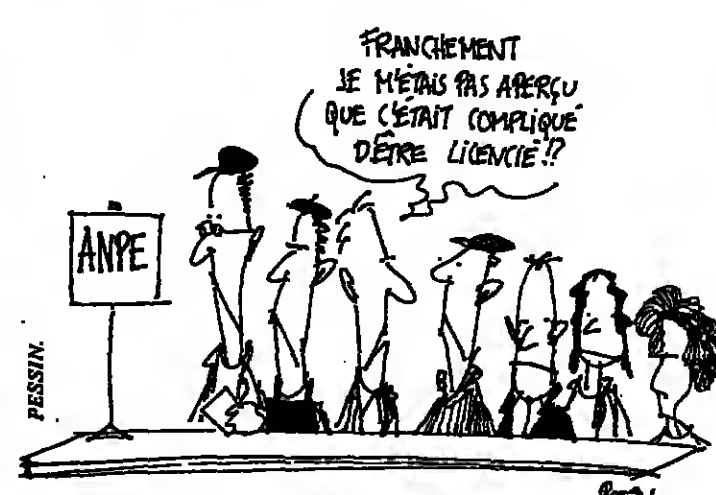
Dans la réalité, il y a eu quatre cent quarante mille licenciements économiques au cours de l'année 1985, et l'on estime que ce niveau record sera dépassé en 1986. Toutefois, et malgré son importance

jamais démentie depuis le début de la crise, le volume des licenciements économiques entre pour une faible proportion (10 %) dans les motifs de départ d'une entreprise et, par conséquent, dans les moyens dont peut user un employeur pour ajuster ses effectifs. Les départs volontaires ou les démissions, les préretraites et les fins de contrat à durée déterminée, par exemple, lui permettent plus facilement, en fait, d'atteindre l'objectif recherché.

Ensuite, ces licenciements économiques ne sont pas tous décidés dans les mêmes conditions. Un tiers intervient après un règlement judiciaire ou un dépôt de bilan, l'administration, dans ce cas, étant informée mais n'ayant pas à accorder une quelconque autorisation, automatiquement acquiescente (1).

Mince affaire, la suppression de l'autorisation administrative ne serait rien si elle ne provoquait, en chaîne, d'autres réactions et ne laissait prévoir certaines conséquences. Mais les données, parfois contradictoires, sont difficiles à appréhender. Peut-on imaginer par exemple que, en cas de suppression d'emploi, un chef d'entreprise n'ait, par pure précaution, à s'imposer un temps de concertation avec ses salariés ?

Soucieux du climat social, il accordera un délai d'accommodement ou, au mieux, tentera d'aboutir à des solutions acceptables par la voie de la négociation. En revanche, on sait que, si tous les employeurs pratiquaient un



« ajustement immédiat », deux cent mille emplois seraient supprimés la première année et que l'on enregistrerait cent mille chômeurs supplémentaires.

A moins donc de retenir cette hypothèse, hautement explosive sur le plan social, il faut croire qu'un certain degré de politique contractuelle s'avère indispensable dans l'intérêt de tous, la question étant de savoir à quel niveau elle se situe et avec qui elle se pratique.

De ce point de vue, plusieurs difficultés apparaissent rapidement, qui mettent en évidence le particularisme français. L'absence ou la faiblesse de la représentation du personnel dans les petites entreprises (délégues du personnel, comité d'entreprise) limitent les chances d'une concertation et d'une concertation réelle. La quasi-inexistence de sections syndicales, toujours dans ce cas, prive les salariés d'une éventuelle compétence extérieure, si ce n'est d'une autorité. Cela présente l'inconvénient, comme on le voit avec le projet actuel du

gouvernement, d'entraîner des inégalités de traitement selon la taille des entreprises et, donc, d'élargir le fossé entre des salariés.

Certains trouvent là l'une des raisons qui justifient la loi à son origine, tandis que d'autres y voient l'une des causes du mepris du développement du syndicalisme français, étiole sous la domination d'une importante production législative ou réglementaire. En Allemagne, où ils sont puissants, les syndicats disposent d'une capacité reconnue de négociation et même d'un droit de veto sur les licenciements, tant qu'un accord n'est pas intervenu (voir page 41).

En France, où ils n'ont ni la même tradition ni les mêmes

moyens, les syndicats sont incapables de jouer un tel rôle, et, d'une certaine façon, la loi vient par défaut se substituer à leurs insuffisances. Les textes, votés par le Parlement, tiennent lieu de béquille.

La fin du contrôle administratif pourrait créer une situation plus libérale qu'en Allemagne (puisqu'il n'existerait pas, ou plus, ni la contrepartie syndicale ni la protection légale), mais on pourrait tout aussi bien imaginer que la suppression s'accompagne d'un développement simultané d'un pouvoir syndical, fort et responsable. Réveries ? Utopie ? Selon la façon dont sera résolu ce problème, la nouvelle loi inaugurera de nouveaux rapports sociaux ou ajoutera au déclin du mouvement syndical.

Certes, il est prévu que des négociations s'ouvrent d'ici à l'été pour préciser les procédures et les moyens de contrôle d'un plan social, mais il est peu probable qu'elles permettent d'aller au-delà. Il serait, en effet, étonnant que, dans le climat présent, la défection patronale se souvise d'aider à la mutation du syndicalisme. Il serait surprenant qu'on favorise son entrée dans les petites entreprises ou, encore, que l'on juge nécessaire l'apparition de nouveaux militants syndicaux, davantage préparés à la concertation.

De telles contreparties ne sont sûrement pas au programme.

ALAIN LEBEAUCHE.

(Lire la suite page 41.)

#### La situation actuelle

|                              | Licenciement de moins de 10 salariés sur une période de 30 jours | Licenciement de plus de 10 salariés sur une période de 30 jours   |
|------------------------------|--|---|
| Pouvoirs de l'administration | - Réalité du motif économique (1)                                | - Réalité du motif économique<br>- Vérification de la procédure de concertation<br>- Partie des sommes de reclassement et d'indemnisation |
| Délai de réponse             | - 7 jours (renouvelable une fois)                                | - 30 jours  |

(1) Dans le cas de licenciements de moins de dix salariés intervenant dans une entreprise employant plus de 10 personnes, la consultation des représentants du personnel est obligatoire.

#### Les délais conventionnels de consultation

|   | ENTREPRISE DE PLUS DE 50 SALARIÉS |                      |                         |                    |                      |  |
|---|-----------------------------------|----------------------|-------------------------|--------------------|----------------------|--|
|   | Licenciement conjoncturel         |                      | Licenciement structurel |                    |                      |  |
|   | 101 à 100 salariés                | Plus de 100 salariés | 101 à 199 salariés      | 200 à 299 salariés | Plus de 300 salariés |  |
| Délai de consultation prévu avant saisie de l'inspection du travail par l'accord « sécurité-emploi » de 1969-1974 | 15 jours                          | 1 mois               | 1 mois                  | 2 mois             | 3 mois               |  |

(1) Ces délais s'ajoutent au délai de réflexion de l'inspection du travail. Après accord, certaines branches professionnelles ont prévu des délais plus longs.

#### PRÉLÈVEMENT LIBÉRAIRE A 33 % OU AVOIR FISCAL A 100 %

### Quelle justice fiscale pour les dividendes ?

LES difficultés des entreprises à se procurer des fonds propres ont disposé les esprits, au cours des dernières années, en faveur de l'allègement de la fiscalité des dividendes. Logiquement, l'on a songé tout d'abord à supprimer le double emploi entre l'impôt sur les sociétés et l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) : c'est ce que permettrait le prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu fiscal à 100 %, de manière à rembourser la totalité de l'impôt sur les sociétés au lieu de la moitié seulement.

Mais le ralentissement de l'inflation a, ces temps derniers, rendu enviable l'option pour un prélèvement libératoire de l'IRPP, au taux de 26 %, telle qu'elle est ouverte aux personnes physiques en ce qui concerne les coupons d'obligations, qui sont des titres dont le taux d'intérêt réel est devenu substantiel. Cependant, le taux de 26 % est trop bas pour être utilisé en matière de dividendes. Appliqué, en effet, à des bénéfices distribués augmentés de moitié par l'avoir fiscal à 50 %, il équivaudrait à un impôt de 39 % sur ces bénéfices, si bien que le fisc devrait rembourser à tout coup 50-39 = 11 % du bénéfice distribué. Cet inconvénient n'existe pas pour les obligations, malgré le taux de 26 %, car l'avoir fiscal (le remboursement de la retenue à la source) n'est que de 10 % pour cette catégorie de titres.

C'est ainsi qu'est née l'idée d'instituer un prélèvement libératoire au taux de 33 % sur les dividendes. En effet, l'application de ce taux à 1,5 fois le dividende condui-

L'inventeur de la TVA face au trio industriels, actionnaires, obligataires.

par MAURICE LAURÉ (\*)

rait à un impôt de 50 %, précisément égal à l'avoir fiscal. De la sorte les comptes seraient soldés entre le contribuable et le fisc, sans versement de part ni d'autre. Toutefois un taux de 33 % aurait désavantagé les actions face aux obligations, si ces dernières étaient restées soumises au taux de 26 %.

Comment, dès lors, aurait-on espéré que les capitaux s'orientent vers les fonds propres plutôt que vers les emprunts ? C'est pourquoi d'aucuns ont proposé d'élever de 26 % à 33 % le taux du prélèvement libératoire des obligations, en même temps que l'on instituerait un régime de prélèvement libératoire au même taux de 33 % en faveur des actions.

Cette suggestion semble avoir bénéficié d'un sentiment favorable, au ministère des finances, avant même les élections de mars dernier. Une telle conception allait en effet de pair avec la politique d'unification des marchés des capitaux : un premier pas, même, fut franchi en substituant au taux antérieur de 46 % du prélèvement libératoire sur les intérêts des créances un taux de 33 % en faveur des nouveaux titres de créances négociables créés par la loi du 14 décembre 1985 (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons IFS...).

En fait, le climat général d'excitation créé par l'unification des mar-

chés des capitaux inclinait à tout considérer sous l'angle cambiaire. L'on a trop eu tendance à oublier que derrière les titres négociables se cachent des réalités vivantes. Le récent choc boursier qui a été la conséquence de l'annonce du réaménagement du régime fiscal des SICAV à court terme a bien montré qu'il est moins facile d'harmoniser sur le taux élevé que sur le taux bas. Or il n'y a pas de point commun entre, d'une part, un actionnaire qui expose son capital, accepte un revenu aléatoire, mais est copropriétaire de biens réels, et, d'autre part, un obligataire qui droit à un revenu fixe, mais subit la dépréciation de la monnaie. L'argent, enfin, n'a pas le même utilité pour une société, suivant qu'il lui parvient par l'émission d'actions ou d'obligations.

#### Un retour aux sources

Un retour aux sources s'impose. J'ai, pour ma part, procédé à une étude doctrinale intitulée « Le trio entreprises-actionnaires-obligataires sous les feux croisés du fisc et de l'inflation » qui vient de paraître dans la revue *Benques*. Cette étude m'a conduit à constater

(\*) Président-directeur général de la Société française des Nouvelles Galeries réunies, ancien président de la Société générale.

que le seul régime fiscal capable d'éviter la suretaxation des actions tout en respectant les exigences psychologiques et sociales du système de l'impôt sur le revenu était celui de l'avoir fiscal à 100 %.

Je ne me propose pas de reprendre ici cette étude. Je vais, simplement, partir des deux propositions en présence (prélèvement libératoire de 33 % et avoir fiscal à 100 %) en les examinant sous l'angle de leur adéquation à l'objectif économique de la réforme, d'abord, puis sous l'angle de l'adéquation aux finalités du système fiscal.

Le principal objectif économique de la réforme est d'aider les entreprises à disposer de davantage de fonds propres. Or, de ce point de vue, ni le prélèvement libératoire à 33 % ni l'avoir fiscal à 100 % ne sauraient être des mesures en définitive efficaces. En effet, l'analyse des disciplines de sagesse qu'il faut suivre pour le financement des sociétés prouve que celles qui deviennent puissantes ne peuvent en général le devenir que par accumulation de réserves et non par émission d'actions. Cela provient tout simplement de ce que les réserves n'exigent pas de rémunération.

Au contraire, les procédés de financement qui impliquent des rémunérations finissant par se contraindre eux-mêmes : plus une société émet, plus il faut qu'elle rémunère et, donc, plus il faut qu'elle amasse.

(Lire la suite page 41.)

### ETUDIANTS DE TOUTES DISCIPLINES VOTRE DIFFÉRENCE EST LA BIENVENUE

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur. Vous pouvez valoriser votre acquis par une formation au management au plus haut niveau.

Vous aurez pendant deux ans l'opportunité et les moyens de concrétiser vos initiatives personnelles et de développer votre expérience humaine.

Le Concours d'admission aura lieu début septembre. Quelle que soit votre formation d'origine, vous aurez les mêmes chances de réussite.

Possibilités de bourses d'étude.

Inscription du 5 juin au 5 juillet

Concours d'admission directe  
en 2<sup>e</sup> année



HAUTES ETUDES COMMERCIALES

HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS  
Téléphone : (1) 39.56.73.56

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris



## La tactique de M. Séguin

CONFRONTÉ à la difficulté d'avoir à tenir une promesse électorale des plus contestées, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a vite mesuré les risques de sa position.

Tout d'abord, il s'est efforcé de dédramatiser un sujet sensible pour une large partie de l'opinion, comme en font foi de nombreux sondages. D'où la référence aux « effets pervers » de l'autorisation administrative de licenciement qu'il convenait seulement de supprimer. A la même époque, et tout aussi rassurant, M. Jacques Chirac, premier ministre, se plaisait à répéter que le dossier était « un mythe » et s'efforçait à en diminuer l'importance.

Pourtant, l'un et l'autre étaient attendus sur ce point devenu trop significatif à bien des égards. Il leur fallait tout à la fois profiter de l'affet d'annonce et éviter d'envenimer un climat social, jusqu'ici équilibré.

Les événements, plus encore que la volonté politique, ont finalement décidé de la méthode à employer, telle qu'elle est apparue au conseil des ministres du 14 mai. Faussement surprises ou véritablement interloquées par une manœuvre à laquelle elles n'avaient pas voulu croire, ou bien qu'elles n'avaient pas su contraindre à temps, les organisations syndicales ont en tout très vite éprouvé de l'amertume, voire de la colère. Un pacte tacite de non-agression a été rompu dans des conditions qui augurent mal de l'avenir.

Manifestement, et dans l'intention de donner des gages à un patronat aussi gommant qu'impétueux, M. Séguin a dû faire pencher la balance en faveur des thèses libérales. Puis, beaucoup plus prudent, il s'est efforcé, lors de la présentation de son dispositif, de rétablir l'équilibre. C'est alors que,

par des phrases sibyllines, bien-tôt confirmées par Matignon, il a laissé entendre que les chefs de petites entreprises devaient se garder d'abuser de la liberté qui leur était accordée pour six mois. Au vu de leur attitude, qui ferait l'objet d'une « observation attentive », il pourrait décider de revenir aux dispositions antérieures ou à un système contraignant.

De façon tout aussi allusive, la ministre des affaires sociales et de l'emploi a également souhaité souligner que son jugement dépendrait de la capacité du patronat à tenir ses promesses sur l'emploi. N'est-ce pas M. Yvon Gattaz, président du CNPF, qui avait affirmé, en juillet 1984, en commentant les résultats de l'enquête PRAGMA, que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement pourrait permettre la création de 367 000 emplois supplémentaires en dix-huit mois ?

Tactiquement, le rappel de ces affirmations correspond bien à la manière habile de M. Séguin. On peut même se demander si, pour ce faire, il n'a pas recueilli l'assentiment des organisations syndicales (FO et CFDT) plus certainement que la CFDT, qui aurait dû se contenter, faute de mieux, d'une assurance du ministre, s'engageant à sévir en cas d'excès patronaux.

Après tout, et les uns et les autres pourraient se satisfaire de voir M. Yvon Gattaz devenir une victime expiatoire, puisque personne ne s'illusionne vraiment sur les effets à attendre pour l'emploi. Le président du CNPF, déjà en difficulté au sein de son organisation en raison de l'opposition de plusieurs fédérations patronales et de la rivalité ouverte de M. Yvon Chotard, pourrait, le cas échéant, faire figure d'accusé.

A. La.

## RFA : l'appréciation des tribunaux

UN licenciement ne peut pas être « injustifié socialement » : telle est la limite, à la fois brève et imprécise, que le législateur a imposé en Allemagne fédérale au droit de licenciement. En cas de désaccord, il appartient aux tribunaux du travail de trancher. L'administration n'a elle-même pas à intervenir, y compris en cas de licenciements collectifs. Ceux-ci doivent seulement lui être signifiés avec un certain délai, généralement d'un mois.

Les rares exceptions à la règle générale concernent les entreprises de cinq salariés ou moins, ainsi que les six premiers mois d'un contrat de travail, pour lesquels aucune contrainte spéciale n'est prévue.

Ce système confère un rôle central aux comités d'entreprise et aux tribunaux du travail, qui sont composés de juges professionnels, contrairement aux prud'hommes français. Les comités d'entreprise ont à être informés dans tous les cas de licenciement des raisons de l'employeur. En

cas de licenciements collectifs justifiés par des raisons économiques, il leur appartient de négocier avec l'employeur un plan d'accompagnement social. Celui-ci est obligatoire en cas de licenciement d'au moins six personnes dans les entreprises employant de vingt à soixante salariés, d'au moins trente-sept personnes dans les entreprises de soixante à deux cent cinquante salariés et d'au moins soixante personnes dans les entreprises de plus de deux cent cinquante personnes.

En cas de désaccord, il est fait appel à une instance de conciliation composée à parts égales de représentants de l'employeur, du personnel et d'un président neutre. Celle-ci doit prendre en compte à la fois le sort individuel des salariés licenciés et les capacités économiques de l'entreprise.

Dans les cas de licenciements individuels, le comité d'entreprise sert en quelque sorte de première instance de conciliation, s'il y a contestation entre

l'employeur et le salarié. Il a dans tous les cas à être informé par l'employeur des raisons du licenciement. En cas d'échec, le salarié a trois semaines pour porter plainte devant le tribunal du travail, auquel l'entreprise devra faire parvenir l'avis du comité d'entreprise.

### Multiplication des recours

Alors que de tels arrangements internes à l'entreprise étaient largement la règle en période de plein emploi, les recours aux tribunaux se sont en revanche multipliés ces dernières années avec l'accroissement du chômage. En 1985, le tribunal fédéral du travail de Kassel, dernière instance d'appel, a eu à lui seul à connaître mille sept cents affaires nouvelles.

La multiplication des conflits a poussé les employeurs et les syndicats à vouloir clarifier les incertitudes de la législation. Celle-ci précise en effet seulement qu'un licenciement n'est pas justifié socialement « s'il

n'est pas occasionné par des raisons liées à la personne ou au comportement du salarié ou par d'imprévisibles nécessités économiques qui s'opposent au maintien de l'emploi du salarié », ce qui laisse la porte ouverte à bien des interprétations.

Le tribunal fédéral a d'ailleurs confirmé l'année dernière le rôle essentiel de la justice en matière de licenciement en confirmant le droit des salariés à être maintenus à leurs postes de travail tant que la procédure engagée n'a pas abouti. Cette possibilité était inscrite dans la loi, mais elle ne s'appliquait que très rarement en raison de certaines restrictions largement interprétées jusque-là au bénéfice des employeurs, ce qui leur permettait de jouer sur la durée pour décourager d'éventuels plaignants. La durée moyenne d'une procédure en appel devant le tribunal fédéral est à elle seule d'un an et sept mois. La décision du tribunal de Kassel a, on s'en doute, fait l'effet d'une révolution en matière de licenciement.

A moins de remettre profondément en cause le système existant, le gouvernement fédéral, qui souhaite lui aussi donner plus de souplesse aux entreprises, a de fait, des moyens d'intervention limités. Il a pu néanmoins faire adopter l'année dernière une modification de la législation ayant pour effet d'accroître le nombre de salariés à partir duquel un plan d'accompagnement social est obligatoire en cas de licenciements collectifs et de faciliter les contrats à durée déterminée.

Toute entreprise a désormais le droit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990 d'offrir à un nouveau salarié un premier contrat d'une durée limitée jusqu'à dix-huit mois. Les nouvelles entreprises de moins de vingt salariés sont, en outre, autorisées désormais à conclure des contrats d'embauche de deux ans. Cette mesure est allée de pair avec un renforcement de la protection pour les salariés à temps partiel, dont les droits ont été alignés sur ceux des salariés à temps plein.

Henri DE BRÉSSON.

## Une révolution culturelle

Avec le recul, il est bien sûr facile de gloser sur le caractère parfaitement anachronique d'une telle démarche à pareil instant. Ce monument n'était-il pas achevé au moment même où la logique qu'il supposait était mise à mal dans les faits ? Le premier choc pétrolier venait de faire sentir ses premiers effets sur l'économie française, confrontée à la montée du chômage.

Plusieurs autres raisons, conjoncturelles, expliquent cet apparent décalage entre la réalité et l'environnement législatif. D'abord, les partenaires sociaux avaient élaboré un « dispositif contractuel particulièrement développé », concrétisé par l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969. Complété par plusieurs accords de branche, cet accord « sur la sécurité de l'emploi » (1) instituait des procédures de consultation du comité d'entreprise, prévoyait des délais de réflexion préalable à la décision du chef d'entreprise et fournissait des garanties diverses aux travailleurs menacés.

### Reclassement

Le premier texte conventionnel devait être complété par un avenant, signé le 21 novembre 1974 (2), qui amènerait sur plusieurs points l'accord initial. Il définissait l'obligation d'un « plan social » de reclassement, élaboré avant toute mesure de licenciement, et renforçait les pouvoirs des commissions paritaires de l'emploi.

Enfin, et pour ajouter aux raisons avancées, ces mêmes partenaires sociaux avaient, par un autre accord paritaire en date du 17 octobre 1974, institué la règle de l'indemnisation à 90 % de son salaire brut antérieur, et ce pendant un an, pour tout salarié licencié pour une cause économique et non réclassé.

Ainsi, plusieurs éléments ont-ils joué qui amenaient les pouvoirs publics à préciser le dispositif. Tandis que la longue marche de la politique contractuelle produisait une réglementation certainement tardive - ce qui montre bien la responsabilité des syndicats et plus encore du patronat dans les

dispositions présentes, - la même recherche de l'aménagement conventionnel, nécessitée par les premières attaques d'un chômage peu admis à l'époque, conduisait à adopter un système de protection sociale aussi avantageux que coûteux.

Dès lors, et en emboîtant le pas aux partenaires sociaux, le gouvernement ne pouvait faire moins que de s'aligner sur ce qui semblait avoir l'aval de l'opinion. Et il le fit avec d'autant plus de bonne grâce que cela correspondait à ses propres traditions confortées par une directive européenne applicable à partir de février 1975.

« L'objectif fondamental du projet est de réduire, dans toute la mesure du possible, les incidences des mesures de licenciement prévues », déclarait l'exposé des motifs accompagnant la future loi. Les mesures, ajoutait-on, « auront pour effet de différer les licenciements jusqu'au terme des procédures prescrites ».

« Éviter les licenciements collectifs hâtifs, inciter les entreprises à une meilleure gestion prévisionnelle de leur personnel dans une optique prospective de l'emploi, permettre une meilleure préparation des mesures de reclassement, protéger les travailleurs et réduire les coûts sociaux et humains qui découlent de tout licenciement, mais en préservant l'indispensable mobilité de l'emploi, tels sont les objectifs de ce projet de loi », était-il affirmé en conclusion.

Il définit aussi un certain nombre de garanties fondamentales propres à éviter ou à limiter les licenciements et à sanctionner les licenciements irréguliers. Précisait M. Michel Durand, devant les députés. La loi ajoutait-il, « répond clairement à l'idée que la responsabilité de l'employeur ne s'arrête pas à la porte de son établissement ni au moment où les contrats sont rompus ».

A ces motifs louables, venait s'ajouter une ultime raison aujourd'hui privilégiée dans

l'argumentaire de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : l'allocation de chômage fixée à 90 % du salaire faisait courir un risque financier aux caisses de l'UNEDIC. L'abus éventuel du licenciement économique justifiait un contrôle, le risque étant en outre de voir des employeurs se débarrasser à bon compte de leur personnel en faisant supporter le coût des licenciements non justifiés par la collectivité.

Quelque dix ans plus tard, alors que les lois Auroux ont, de leur côté, ajouté des moyens nouveaux pour les salariés, la procédure d'autorisation administrative de licenciement est devenue mise en cause dans sa pratique quotidienne que dans sa fonction légale. Il n'empêche, et au-delà du débat, que sa disparition n'intervient pas à n'importe quel moment. Elle signifie, et à titre symbolique, la rupture intervenue entre une certaine idée de l'entreprise, cultivée surtout depuis la guerre, et le fonctionnement réel de l'activité salariale dans l'économie moderne.

Avec retard, on met donc la loi en accord avec les pratiques de l'époque, et sans doute avec les mentalités, pour le plus grand bienfait d'une nouvelle culture de l'entreprise. Et cela, quitte à renier ce qui justifiait les épousailles inlassablement poursuivies depuis trente ans. L'entreprise de demain, si elle doit naître de cet abandon, s'éloignera aussi d'une tradition peut-être propre à la France et au gaullisme. Avec le temps, on s'apercevra que ce changement aura été plus important que l'enjeu admis par les actuelles polémiques.

A. La.

(1) Sans ce titre, l'accord a été signé par le CNPF, le CGME, côté patronal, et par la CFDT, la CFPC, la CGC, la CGT et la FO, coté syndical.  
(2) L'avenant a été signé par le CNPF d'une part, la CFDT, la CGC et la FO, d'autre part.

## La loi et sa pratique

DERNIÈRE des études en date sur le licenciement, celle de l'Institution administrative de licenciement, l'enquête publiée par le ministère du travail en mars dernier (Le Monde du 11 mars) confirme ce que de précédents travaux avaient déjà démontré. A savoir que la procédure n'a pas tous les effets négatifs qu'on veut bien lui prêter.

Sur le nombre de demandes déposées en 1985 auprès de l'Inspection du travail, 13 % ont été totalement refusées, et l'on estime entre 75 % et 80 % le taux des licenciements accordés puisqu'il faut tenir compte des refus partiels. Quand on leur a refusé les licenciements demandés, totalement ou partiellement, 43 % des entreprises ont abandonné leur dossier.

Dans la plupart des cas (60 %), les rejets de l'administration sont justifiés par l'absence ou l'insuffisance du plan social d'accompagnement. Pour 9 %, ils sont dus à la volonté de licencier du personnel protégé par un mandat de représentation. Quant au motif qui est à l'origine de la critique la plus entendue - la vérification de la réalité de la cause économique, - il intervient pour 25 % seulement dans les cas de refus.

### Manceuvres dilatoires

L'autre reproche tient aux délais accordés à l'administration, ou, plutôt, aux manœuvres dilatoires employées pour retarder la date de prise d'effet du délai de réflexion. Tandis que les employeurs protestent à ce sujet, l'administration fait valoir qu'une meilleure présentation des dossiers et une plus grande concertation éviteraient bien des ennuis.

La encore, l'enquête du ministère ramène le débat à de plus justes proportions. 75 % des dépôts officiels d'une demande sont précédés de contacts informels. 46 % des dossiers obtiennent une réponse immédiate, et 4 % se voient opposer un refus partiel correspondant au cinquième du volume des licenciements demandés.

Dans leur majorité (58 %), les délais sont compris entre vingt et trente jours, sauf pour les refus partiels. En moyenne, il faut compter un mois pour que la procédure soit achevée. Quant aux défaillances d'entreprises dues aux retards, elles relèveraient pour l'essentiel de la fiction. Six mois après l'examen de la demande, 76 % des entreprises sont encore en activité et 28 % ont même présenté une demande d'autorisation préalable pour de nouvelles embauches.

Pour les opposants à cette procédure, ces données ne sont pas convaincantes. Pour leur part, ils mettent en avant l'« inhibition » provoquée chez les chefs d'entreprise, peu décidés à embaucher s'ils ne sont pas assurés de pouvoir licencier. Ils attendent « un effet psychologique », favorable à l'emploi, de la suppression de l'autorisation administrative. A l'appui de leur thèse, ils se réfèrent à un sondage d'opinion réalisé par l'Institut Pragma, et commandé par le CNPF, démontrant que les employeurs prévoient d'embaucher 367 000 personnes en dix-huit mois si le « carcan » n'existait plus.

D'autres études, économétriques, celles-là, n'aboutissent pas aux mêmes conclusions, loin s'en faut. Basées sur des données macro-économiques, et non sur des déclarations d'intention, ces analyses sont très convergentes, qu'elles émanent de l'OFCE, de l'INSEE ou de l'INSEE. Elles soulignent la présence dans les entreprises, du fait de l'autorisation administrative, d'un stock de 60 000 et 80 000 à la fin de 1985. Tous estiment que, dans un premier temps, son abolition se traduirait par des suppressions d'emploi et une augmentation du chômage.

En 1990, selon l'OFCE, on retrouverait le niveau d'emploi de 1985, le chômage étant plus élevé de 50 000 d'ici trois ans. Les estimations des autres instituts ne sont pas réellement divergentes. « L'enjeu n'est donc pas avant tout économique », note l'OFCE, qui, ainsi, accorde la dimension psychologique du débat.

A. La.

## DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tout ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe, grec), qu'ils aient leur diplôme ou non, ont le droit de compléter leur qualification par une véritable formation en langues, destinée dans la vie professionnelle, confirmée par un diplôme national.

- Chambres de commerce étrangères, complémentaires dans tous les secteurs de l'économie et du chômage ;  
- IRTS (Institut de Recherche Technico-Scientifique) : formation de spécialistes de la traduction et de l'interprétation ;  
- Université de Caen (anglais), université de l'information, de l'édition, de la presse ;  
- Examens de langue dans les principales villes de France.

Examinez, cadres supérieurs et administratifs, ingénieurs, techniciens, agriculteurs, commerçants, etc., profitez de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances. Demandez rapidement sur la préparation et les démarches de ces diplômes en demandant à LANGUES & AFFAIRES, service 4475, 35, rue Colquhoun, 92303 Paris-La Défense. Tél. (1) 47-70-81-88 ou (1) 47-70-73-67 (appel, puis à distance).

Pour ingénieurs et scientifiques souhaitant profil gestion

Ingenieurs ou titulaires d'une Maîtrise Scientifique, vous ne pouvez plus ignorer les langages de la Gestion. Animer une équipe, vendre, préparer un budget, cela ne s'improvise pas. Affaire de connaissances et d'attitudes. Pour acquérir ce complément indispensable, l'Ecole Supérieure de Commerce de Rouen vous propose son :

### Cycle d'Etudes Supérieures de Gestion

L'efficacité d'une formation

- Sur mesure, spécialement réservée aux scientifiques
- Intensive, concentrée sur 3 mois seulement, de septembre à décembre
- Equilibrée, alliant la prise en compte de la réalité économique et l'approche rigoureuse de l'Humain et du Social
- Ambitueuse, visant autant le développement personnel que l'acquisition de compétences techniques.

Information et inscription : Patrice Collette Responsable du programme Sup de Co Rouen - BP 34 76130 Mont-Saint-Aignan Tél. : 35.74.03.00

**SupCo** Rouen LA PASSION DE L'ACTION

Le schéma

ES

Mastère sp

en concep

systèmes d'ind

un Ma

en Ted

aux M



administrative de licenciement

## Autour d'un débat théologique

(Suite de la page 39.)

Au lieu de cela, il est plus vraisemblable que la négociation entre partenaires sociaux aboutisse à une remise en cause, totale ou partielle, des accords paritaires signés en 1969 et en 1974 sur la sécurité de l'emploi.

Il est possible notamment que soient revus les délais conventionnels de consultation ou de réflexion qui entraîneront, à leur tour, la révision des délais accordés dans les branches professionnelles (jusqu'à six mois dans

la chimie). De même, les notions de licenciement économique pour une cause conjoncturelle ou structurelle pourraient être abandonnées. En plus de ces conséquences, sûrement malheureuses pour l'avenir de la politique contractuelle, la suppression de la loi aura d'autres effets, à peine secondaires.

Par exemple, l'aspect financier ne sera pas négligeable. Jusqu'à présent, les différentes études d'experts s'accordaient à recon-

naître que l'existence de la loi avait pour résultat d'abaissier le niveau des indemnités de licenciement, plus faibles en France que dans les pays étrangers. Cela risque fort de changer, la prime de dédommagement prenant le relais de l'assurance.

Les employeurs auront en outre à se prémunir contre l'éventualité d'un jugement qui pourrait leur être défavorable. En cas de licenciement abusif, en effet, les tribunaux attribuent des indemnités qui ne sont jamais inférieures à six mois de salaire.

C'est d'ailleurs sur le plan judiciaire que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, effective et immédiate « à titre transitoire » pour les salariés de moins de dix salariés, peut apparaître comme une véritable bombe à retardement et, pourquoi pas, se transformer en catastrophe. Tout d'abord, et ironie de l'affaire, ce sera désormais au juge ou au conciliateur prud'homal de se prononcer au fond, c'est-à-dire sur la réalité du motif économique invoqué, quand un salarié licencié après un entretien préalable individuel contestera « le motif réel et sérieux » justifiant la rupture de son contrat de travail. En fait, seront-ils plus compétents que l'inspecteur du travail ?

Ensuite, et c'est l'un des fondements du droit du travail, le pourvoi en justice n'ayant pas d'effet suspensif, le licencié devra malgré tout quitter l'entreprise et découvrir vite qu'il ne peut prétendre à sa réintégration. Non seulement il sera tenté de poursuivre son employeur, ce qui aura pour effet d'encombrer les juridictions, mais cela pourra exacerber les conflits sociaux longs et passionnés.

Toutefois, on ne pourra observer les conséquences ultimes de ce processus avant un délai de deux ans au minimum. Si, pendant les six mois qui viennent (au cours desquels les licenciements de moins de dix salariés ne sont pas soumis au contrôle administratif mais aux règles du licenciement individuel), les employeurs abusent des facilités qui leur sont accordées, ils ne comprendront leur erreur qu'au terme de toute cette procédure.

On découvrirait alors tous les désagréments d'une période laxiste avec les procès en quantité, les additions lourdes à supporter et, pourquoi pas, les imbroglios insolubles. Qui, par exemple, paierait les indemnités dues à ces créanciers prioritaires que sont d'anciens salariés si, entre-temps, l'entreprise avait disparu ?

La liberté, un moment accordée, aurait alors été chèrement payée. Si, comme on peut le penser, la satisfaction de la demande patronale se présente pas tous les avantages dont elle est parée dans les discours, la victoire obtenue pourrait se retourner contre leurs auteurs, pris au piège. A moins qu'ils n'aient voulu démontrer avec vigueur que les temps ont changé et entrepris de prouver à treize millions de salariés qu'ils étaient désormais vulnérables, déstabilisés et, pourquoi pas, précarisés dans leur emploi, ils auront encouru pour peu de choses bien des dangers - dont celui, présent dans tous les esprits, de révéler pour la droite l'équivalent de la guerre scolaire pour la gauche.

ALAIN LEBLAUE.

## Quelle justice fiscale pour les dividendes ?

(Suite de la page 39.)

La seule manière de donner de la solidité à une société, c'est-à-dire de protéger les fonds propres par des réserves suffisantes, est d'éviter de trop distribuer de bénéfices.

Voilà, du reste, qui est rassurant et qui va dans le sens d'une bonne répartition des tâches et des charges dans l'économie. C'est par le succès économique, c'est en obtenant des rémunérations suffisantes grâce à la qualité de ses fabrications ou de ses services, qu'une société renforce ses fonds propres. De la sorte, les sommes excédentaires le sont en fonction de la qualité effective des services rendus. Ce ne serait pas le cas s'il suffisait, pour réunir ces sommes, d'émettre davantage d'actions, grâce à un privilège fiscal qui ne pourrait être institué qu'en aggravant d'autres impôts.

La nature des choses veut donc que les seules mesures fiscales saines pour concourir éventuellement au renforcement des fonds propres sont celles qui, intervenant au niveau de la société, laissent davantage d'argent dans les caisses de cette dernière. Ce peuvent être la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés ou bien encore l'accélération des amortissements. Ce peut être aussi l'avoir fiscal à 100 %, lequel permet à la société de ne décaisser que la moitié de la somme qui constituerait le dividende de l'actionnaire (impôt compris) au lieu des deux tiers de la somme lorsque l'avoir fiscal est à 50 %.

C'est pourquoi, dans les grandes nations industrielles, l'on relève des réductions de taux de l'impôt sur les sociétés, des amortissements accélérés, des amortissements au-delà de 100 %... mais pas de préférence forfaitaire libératoire de l'impôt sur les revenus, en ce qui concerne les dividendes. Certains pays exonèrent à l'impôt sur les sociétés les bénéfices distribués ; cela équivaut exactement, sauf exception particulière (les années sans bénéfices imposables), à l'avoir fiscal à 100 %.

## Le principe de la solidarité

N'importe quel impôt ne peut pas être utilisé pour n'importe quelle intention. Il ne suffit pas, en effet, de diminuer les prélèvements afin de favoriser ce que l'on veut favoriser, mais il faut encore que la diminution ainsi instituée soit compatible avec la philosophie sociale qui a inspiré la structure de l'impôt. Cela est particulièrement important lorsqu'il s'agit de l'impôt général sur le revenu, puisque cet impôt ajoute au rôle de pourvoyeur de ressources celui de rendre effective une solidarité de la part des plus aisés à l'égard des moins aisés.

Certes, il existe des exonérations à l'impôt général sur le revenu. Il y a aussi des placements déductibles de l'assiette de cet impôt. Mais la logique veut, et l'expérience vérifie, que de telles exceptions au principe de la solidarité ne sont tolérées qu'en faveur de placements risqués ; le caractère hasardeux de ces placements est alors une autre manière, pour les plus aisés, de rendre un service à la collectivité. C'est le cas, traditionnellement, des obligations à taux fixes, qui sont exposées aux aléas de l'inflation. Cela a été le cas, tout récemment encore, de la

souscription d'actions dans des hôpitaux à édifier aux Antilles, ou dans des sociétés de production cinématographique.

Nous avons connu, avec les engagements d'épargne à long terme, des dispositions qui exonéraient d'IRPP les dividendes de n'importe quelle action. Nous avons connu aussi, avec la loi que M. Monory a fait voter en 1978, des dispositions qui autorisaient à imputer l'achat d'actions sur les bases d'imposition à l'IRPP. Mais, dans l'un et l'autre cas, ces mesures étaient subordonnées au respect de l'engagement de maintenir sur une longue durée l'effort d'investissement accompli : cet assujettissement était la contrainte, le service rendu à la collectivité, service qui légitimait l'exemption accordée. En outre, ces dispositions ne pouvaient jouer qu'à l'intérieur de plafonds. Or, ce ne serait pas le cas d'un prélèvement libératoire à 33 % : les personnes aisées pourraient en jouir sans limitation, et elles n'auraient, en échange, aucune contrainte de fidélité.

L'avoir fiscal à 100 % ne prête pas à ces objections. En effet, pour un dividende déterminé, il est le même pour tous les contribuables. Donc les personnes aisées, dont le taux d'assujettissement à l'IRPP est élevé, devront encore payer de l'impôt malgré l'imputation de cet avoir sur leur impôt global. Au contraire, les personnes les moins aisées, qui seront passibles d'un IRPP inférieur à l'avoir fiscal, percevront un remboursement. On retrouve, dans de tels mécanismes, l'aspect démocratique dont s'inspirent les mesures Monory, et qui est bien nécessaire pour qu'un retour aux finalités sociales de l'impôt n'aboutisse pas, un jour, à balayer le système institué dans un moment d'enthousiasme.

En allant au fond des choses, on aperçoit que la compatibilité d'un avoir fiscal à 100 %, avec les finalités sociales de l'IRPP provient de ce que cette mesure fait partie du champ de l'impôt sur les sociétés et non pas du champ de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En effet, l'impôt sur les sociétés, bien qu'il soit un impôt sur des bénéfices, n'a pas le caractère définitif d'un impôt sur le revenu. Seules les personnes physiques ont des revenus. L'impôt sur les sociétés est un impôt d'attente, un impôt technique, demandé aux sociétés afin de tenir lieu des recettes d'impôt sur le revenu des personnes physiques tant que l'on ne sait pas encore à quelles personnes physiques, et quand, iront finalement les bénéfices, et donc de quelle manière ils auront à être taxés.

Mais une fois que l'attribution du bénéfice à des personnes physiques est décidée, par le vote d'un dividende, il est naturel de retirer l'impôt d'attente, puisque l'IRPP va être prélevé ; tel est bien l'objet de l'avoir fiscal à 100 %. C'est pourquoi cette disposition, qui n'a rien à voir avec une exonération à l'IRPP mais qui est l'annulation d'un impôt technique temporaire, et qui évite à la société de prélever un dividende plus élevé, comme c'est le cas avec l'avoir fiscal à 50 %, ne présente pas les inconvénients que nous avons relevés à l'encontre du prélèvement libératoire à 33 %.

## Privatisation

Nous n'avons traité que le problème d'aider les sociétés à se fortifier en fonds propres. Nous n'avons pas abordé le problème de favoriser l'achat, par de nouvelles couches d'actionnaires, de titres de sociétés déjà financièrement assises et dont il faut renouveler l'actionariat : c'est, actuellement, le problème de la privatisation.

Alors, certainement, il est imaginable de faire appel, parce que c'est à titre temporaire et exceptionnel, à l'incitation puissante de mesures d'allègement à l'IRPP. Encore faut-il se garder, en pareil cas, de tout excès. Il faut avoir soin de créer une motivation dans la masse des contribuables plutôt que de favoriser quelques élus de la fortune.

MAURICE LAURÉ.

## Le schéma retenu

**AUTORISATION** administrative comprenant plusieurs éléments. M. Séguin a pris soin de distinguer ce qui devait être révisé de ce qu'il fallait maintenir ou renforcer.

La loi de 1975 institue trois fonctions au contrôle de l'inspecteur du travail : les procédures de concertation et de consultation, l'existence et la portée d'un plan social d'accompagnement et, enfin, la réalité du motif économique invoqué.

Le premier projet de loi adopté par le conseil des ministres du 14 mai porte sur ce dernier point. A compter de la promulgation du texte qui devrait intervenir avant l'été, l'administration ne vérifiera plus le motif économique et, nécessairement, n'aura plus à délivrer d'autorisation préalable pour les entreprises qui, ayant pratiqué un licenciement collectif, veulent réembaucher dans les douze mois suivants.

Pour les deux autres points, le ministre demande aux partenaires sociaux de négocier entre eux ou même de prévoir de nouvelles contreparties pouvant se substituer à la suppression de l'autorisation administrative. Un second projet de loi s'inspirera de l'accord intervenu ou, dans le cas contraire, définira lui-même les nouvelles règles. Il est entendu que, en tout état de cause, l'ensemble de la procé-

dure administrative instituée par la loi de 1975 disparaît au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Tel qu'il est conçu, le schéma retenu a une conséquence immédiate. Les licenciements de moins de dix salariés, dans les entreprises qui ne sont pas soumises à la consultation des représentants du personnel, ne feront pas l'objet d'un contrôle administratif. Les employeurs seront débarrassés d'une contrainte, et l'on espère que l'effet psychologique sera atteint.

Toutefois, et en raison de la législation, ces salariés se trouveront dans une situation de « vide juridique », sans protection sociale d'aucune sorte. C'est pourquoi, et en l'attente du second projet de loi, il a été décidé que, « à titre transitoire », on appliquerait à ces licenciements économiques la procédure qui prévaut pour les licenciements individuels.

Pendant les six mois à venir, chaque salarié licencié sera donc convoqué, par lettre recommandée, pour un entretien individuel préalable. Il lui sera alors notifié le motif « réel et sérieux » de la rupture de son contrat de travail et, en conséquence, aura la possibilité de se pourvoir en justice et l'on considère son licenciement abusif.

A. L.

## ESSEC

### Mastère spécialisé (M.S.) en conception et gestion des systèmes d'information et de décision

## But du programme

Former en un an des concepteurs de systèmes d'information, responsables de projets, futurs directeurs de l'informatique et de l'organisation.

## Contenu du programme

Intégrer les technologies et l'ingénierie informatique aux méthodes modernes de gestion et de communication interpersonnelle.

## Originalité du programme

Dispenser une formation d'excellence en informatique et organisation, de façon à compléter, sur la base d'un programme individuel décidé avec son tuteur, les études antérieures du candidat.

## Force du programme

Des moyens pédagogiques inégalés : 40 professeurs renommés encadrant 40 étudiants de qualité. Un terminal pour 2 étudiants donnant accès à 2 grands systèmes temps partagé, 60 micro-ordinateurs, 40 000 ouvrages de gestion, un fonds spécialisé en informatique. Toutes les facilités du campus du Groupe ESSEC.

Les candidats doivent avoir un diplôme de Grandes Ecoles ou une formation universitaire équivalente.

Date limite de dépôt de candidature : 15 JUIN 1986.

Renseignements : M<sup>me</sup> DAUER - Tél. : (1) 30-38-38-00  
MS en conception et gestion des systèmes d'information et de décision de l'ESSEC, BP106, 95021 CERGY-PONTOISE Cédex - Tél. : 30-38-38-00  
ESSEC ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

A tous ceux dont le métier exige une parfaite maîtrise des Outils d'Analyse et de Traitement de l'Information

L'Ecole Supérieure de Commerce de Rouen propose en exclusivité, dès septembre 1986

### un Mastère spécialisé en Techniques Quantitatives Appliquées aux Métiers du Marketing

- Une formation pointue de longue durée (1 an) et de haut niveau (titres requis : diplôme de 3<sup>e</sup> Cycle, d'école d'ingénieur ou de gestion).
- Des méthodes actives : séminaires, ateliers d'approfondissement, pratique intensive de l'informatique, chantiers d'application en entreprise.
- L'appui permanent des futurs employeurs.
- L'opportunité d'une orientation professionnelle immédiate.

Inscription jusqu'au 15 juin, sélection sur entretien courant juillet, début des enseignements le 15 sept.

**SupDeCo**  
ROUEN

LA PASSION DE L'ACTION

Information et dossiers de candidatures :  
Françoise Dorcy  
Responsable du programme  
Sup de Co Rouen - BP 34  
76130 Mont-Saint-Aignan  
Tél. : 35.74.03.00

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Conservatoire National des Arts et Métiers

#### Ecole nationale d'assurances:

JEUNES DIPLÔMES (BAC + 2), l'Ecole Nationale d'Assurances vous prépare aux métiers de demain, dans un secteur en pleine évolution : l'ASSURANCE CYCLE COMMERCIAL.

La formation (un an à temps plein) se compose :  
• enseignement théorique dispensé par des professionnels ;  
• stage pratique de 2 mois en entreprise. Gratuité et possibilité de bourses.

**CNAM**

Pour de plus amples renseignements, contactez : Yolande Lebrun, Ecole Nationale d'Assurances, 292 rue Saint-Martin, 75141 Paris Cédex 03. Tél. 42.71.24.14.

### POUR L'OUVERTURE DE SON NOUVEL ESPACE... LE M 24 26 000 F.H.T.\* CHEZ CISI MICRO

100 MICROS OLIVETTI M 24 POUR 26 000 F.H.T.\*  
A l'occasion de l'ouverture de son nouvel espace, CISI MICRO, un grand de la micro informatique, propose le M 24 à un prix exceptionnel tout en maintenant le service habituellement réservé aux professionnels.

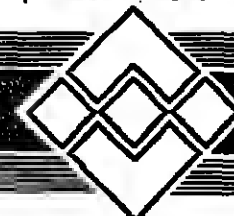
Appelez le 42 78 34 21 ou rendez-vous 12, bd de Sébastopol, 75004 PARIS (M<sup>o</sup> Châtelet)

Pour 26 000 F.H.T.\* CISI MICRO vous propose la configuration suivante :

- unité centrale 840K • clavier français • imprimante DM 280
- disque dur 10 M.O. • MS DOS • câble
- écran monochrome • 26 000 F.H.T. soit 30 836 F.H.T.T.C.

CISI MICRO, le nouvel espace de la micro professionnelle.

**CISI micro**





صحة من الاصل

## La chronique de Paul Fabra

**S**i, dans son volume, sa composition et sa fonction, le marché boursier français se rapproche - il en est encore très loin - d'un état qu'on pourrait, pour un grand pays capitaliste et industriel, qualifier de « normal », ce retour en force des valeurs mobilières à la fois comme moyen essentiel pour les sociétés (et aussi pour l'Etat, mais cela est moins nouveau) de lever des fonds et comme placement privilégié pour les particuliers s'effectue dans un climat de dangereuse spéculation et de confusion, comme en témoigne l'évolution récente de la cote, caractérisée la semaine dernière par une baisse de quelque 6 % effaçant en moyenne les gains des trente jours précédents.

Dans un monde où les facteurs d'indétermination abondent, on comprend que les professionnels de la prévision que sont les financiers soient enclins à faire grief au gouvernement si celui-ci, par ses hésitations, ses déclarations ou son action ondoie et ajoute à peu que ce soit, mais inutilement, à l'incertitude. Il faut toutefois tenir compte de l'énervement propre à la notion de « confiance », sans chercher à en définir ni les limites ni les responsabilités partagées qu'elle implique, une importance disproportionnée.

Entre l'analyse et l'interprétation subjective, la frontière est floue, et le procès d'intention n'est pas toujours loin. Dans de telles conditions, qui ne sont pas propres à la France, l'exercice de la parole, pour les hommes du pouvoir, n'est pas une tâche facile. Tous n'ont pas la suprême habileté d'un Paul Volcker, dont les propos sibyllins jetés en pâture au marché sont, selon les circonstances et l'effet recherché, chargés ou dénués de sens. Nos jeunes ministres, surtout lorsqu'ils se flattent d'être libéraux, autrement dit, dans la France d'aujourd'hui, qu'ils soient emoureux de l'idée qu'ils se font d'une économie de marché, n'ont pas ces subtilités ni cette expérience.

Il aura suffi, par exemple, la semaine dernière, que le ministre du budget, dans un élan de bonne intention, déclare, à la sortie du conseil des ministres, que, les taux « réels » français étant désormais au niveau des taux allemands, les conditions sont réunies pour une reprise des investissements, pour que les boursiers réagissent négativement. Comme dit l'un d'eux, l'un des plus doués : « Pour un homme de marché, un taux qui ne doit plus baisser ne

peut que remonter. » Il en résulte un grand malaise sur le marché des obligations.

Il y a sans doute un élément de vérité dans l'idée que le gouvernement, n'ayant pas cru bon de jouer jusqu'au bout, comme il eût sans doute pu et dû le faire, la baisse des taux, se trouve gêné pour bien faire comprendre ses intentions. Cependant, Edouard Balladur, en annonçant le 15 mai la réduction des taux administrés et un certain nombre d'importantes mesures de libéralisation concernant le contrôle des changes et le domaine financier, e clairement montré quelles étaient les siennes. On ne peut non plus reprocher à un gouvernement de se poser les questions que tout le monde se pose ni de ne pas offrir de réponses précises quand il n'y en a pas.

Ce qu'on doit attendre de lui, c'est de prendre la mesure des risques encourus. Ils sont considérables et obligent à agir avec beaucoup de doigté. La « plate-forme pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF proposait parmi les mesures prioritaires à prendre en cas de victoire aux élections du 16 mars « une remise en ordre de la fiscalité de l'épargne assurant sa neutralité », ce qui signifiait, dans l'esprit de ceux qui faisaient cette recommandation, l'atténuation, sinon la suppression, du privilège dont jouissent les détenteurs d'obligations, grâce au prélèvement libératoire de 25 % en vertu duquel ils échappent à la progressivité de l'impôt, quel que soit le niveau de leurs revenus, pour les intérêts qu'ils touchent sur leurs titres.

Cette disposition avait été prise du temps où l'inflation réduisait à rien, voire à moins de 0, les intérêts ne compensant pas l'érosion du principal due à la dépréciation monétaire, les revenus à attendre d'un placement obligataire. La hausse des taux et, à sa suite, le désinflation ont conjugué leurs effets pour modifier du tout au tout les données du problème.

Les obligataires ont connu en France depuis 1982 (eux Etats-Unis, depuis 1980) une période faste qui continue encore. Est-ce à dire que le moment est bien choisi pour assurer la « neutralité » en question ? Une chose est certaine : le régime fiscal actuel est inadéquat et le sera de plus

## La Bourse, le rêve et la paix

en plus si, comme on peut l'espérer, le désinflation débouche (à travers, probablement, de nouvelles épreuves) sur une plus authentique stabilité. Mais le capital et l'endettement, fort à long terme, sont deux sources distinctes de financement qu'on veut à tort confondre. C'est pourquoi le concept de « neutralité » est à revoir, et notamment les solutions auxquelles on avait d'abord songé pour le réaliser, à savoir l'assujettissement tant des intérêts des obligations que des dividendes à un prélèvement libératoire, majoré (autour de 33 %), ou bien la déductibilité des dividendes, assimilés à des « charges », de l'assiette de l'impôt.

Une autre considération, circonstancielle mais importante, doit être prise en compte : on ne peut jouer sur l'idée qu'on pourrait, à la faveur d'une réforme fiscale, obtenir un transfert d'épargne du marché obligataire vers le marché des actions. Si celui-ci était frappé d'aujourd'hui, il est probable que celui-ci, loin d'être le bénéficiaire d'un moindre engouement envers les obligations, serait lui-même touché, étant donné le niveau des cours sur les actions cotées à la Bourse de Paris.

**E**n moyenne, les actions des sociétés françaises capitalisent dix-sept fois et demie leurs bénéfices. C'est un multiple élevé, pas tant que celui qu'on relève à New-York, mais supérieur au PER (Price Earnings Ratio ou coefficient de capitalisation) allemand. Il est vrai que ce dernier, qui était encore de l'ordre de 12 à 13 il y a deux mois, chiffre traditionnellement considéré sur les places européennes comme raisonnable, a beaucoup augmenté depuis lors, se rapprochant du PER français.

La prudence voudrait, théoriquement, qu'on n'achète que des titres dont le capitalisation (nombre de titres en circulation multiplié par leur cours) est inférieure à la valeur des actifs de la société dont ils représentent la capital. C'est la relation inverse qui prévaut aujourd'hui dans beaucoup de cas. « Le marché avait commencé à rêver », dit un professionnel réputé [qui sans doute pris ses positions à la Bourse], « attention au cauchemar qui pourrait s'ensuivre. »

Voilà le climat dans lequel se prépare la privatisation qui devrait être la plus énorme opération de l'histoire

de la Bourse française si le gouvernement, comme on en a de bonnes raisons de le penser, entend tenir ses promesses sur ce chapitre essentiel de son programme. Impressionnée par le tournure qu'a prise la cohabitation au cours de ces derniers jours, la Bourse a immédiatement réagi en baisse. Les périodes politiquement difficiles sont en France le plus souvent accompagnées d'une chute des cours dont savent profiter ceux qui gardent leur sang-froid (les professionnels ne veulent en général se souvenir que de leurs bonnes fortunes, rares sont ceux qui rappellent avec une sorte de gourmandise qu'en juin-juillet 1981 le PER ne dépassait pas 7, la capitalisation des meilleurs titres de la cote était à cette époque quatre à cinq fois inférieure à celle d'aujourd'hui).

Ce qui faciliterait le plus à terme l'action du gouvernement serait qu'intervienne, à condition qu'il ne prenne pas l'allure d'un vote de défiance, un réajustement des cours d'ici aux premières dévalorisations. La suite des opérations pourrait se voir compromise si les souscripteurs du début, ayant acheté très cher (en espérant, bien sûr, de nouvelles hausses), devaient essayer de lourdes pertes.

Dans le rapport annuel qu'elle vient de publier (le *Moniteur* du 21 mai), la COB rappelle l'extraordinaire progression des émissions pendant l'année écoulée, phénomène qui, on la sait, s'est poursuivi depuis le début de cette année. Certes, les émissions d'obligations se sont taillées la part du lion. Mais il faut noter que, sur un total en données brutes (c'est-à-dire sans soustraire les remboursements) de 389,9 milliards d'émissions (+ 30 % par rapport à 1984), les augmentations de capital ont représenté 73,2 milliards (+ 50 %). Ce dernier chiffre peut paraître faible puisqu'il ne constitue que 2,8 % de la capitalisation boursière de la fin de l'année. Ce pourcentage est toutefois, pour la première fois, supérieur à la moyenne constatée dans la CEE (2 %).

Sur la base de ces chiffres, on s'aperçoit que les émissions de valeurs mobilières sont égales à environ 10 % du PNB. Il faut remonter à 1930, et, au-delà, à 1913, la dernière année du capitalisme tranquille, sans inflation, sans dépression et

sans contrôle, pour retrouver un taux comparable (1). Pendant les années intermédiaires, les émissions de valeurs mobilières ont joué un rôle beaucoup moins important. En 1938, par exemple, elles ne représentaient plus que 3,1 % environ du PNB, le pourcentage était de 3,7 % en 1964 ; il n'était encore que de 5 % en 1980.

**C**ependant, la répartition des émissions est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était il y a cinquante ans, et plus encore de ce qu'elle était à la veille de la première guerre mondiale. En 1913, les emprunts de l'Etat ne formaient que 6 % à 7 % du total, contre le quart aujourd'hui. Les entreprises du secteur privé (qui comprennent, il est vrai, les chemins de fer, les compagnies de gaz et d'électricité, les mines, etc.) absorbaient 60 % environ du total, le reste étant représenté par le volume très important des émissions étrangères. Les seules émissions d'actions et de parts de SARL atteignaient près de 30 % du total en 1913 contre 18 % aujourd'hui. Pour retrouver une situation comparable à celle du capitalisme stable du passé, il faudrait que les augmentations de capital soient actuellement de l'ordre de 150 milliards de francs.

Au vu des malheurs qui se sont abattus sur la France et l'Europe au lendemain de ce qui peut apparaître rétrospectivement comme l'âge d'or du capitalisme, on peut se demander s'il est sage de chercher à recréer les conditions de sa restauration. N'en déplaise à Lénine, il n'est pas besoin d'évoquer le système économique pour expliquer l'agressivité qui était précipitée les plus riches nations les unes contre les autres.

Un illustre professeur avait dit, en septembre 1914 : « La guerre ne pourra pas durer plus de quelques semaines, par impossibilité de la financer. » D'une certaine façon, il avait raison : le marché du capital, et donc le capitalisme au sens propre du mot, ne peut plus fonctionner si les dépenses improductives de l'Etat absorbent plus qu'une fraction minime de l'épargne. Ce n'est qu'au terme d'une longue période de paix que le marché financier peut à nouveau aujourd'hui espérer jouer le rôle principal pour financer l'économie.

(1) La croissance française, un essai d'analyse économique de la période 1913-1980, Jean-Jacques CARRÉ, Paul DUBOIS, Edmond MAILLAVAUD, Le Seuil, 1972.



### FOR SALE BY TENDER

The assets and undertakings of King Island Dairy Products Pty. Ltd. (Receivers and Managers appointed) are offered for sale as a going concern. The assets comprise land and buildings, stock on hand, plant and equipment and office furniture and fittings situated at Currie, King Island which is located between Melbourne and Tasmania.

The Company has in a short period developed a significant niche in the Melbourne and Sydney Gourmet Dairy Product market, specialising mainly in cheese, butter and cream. Turnover in 1985 was in excess of \$A2 million and the company has shown continued growth which will lead to profitability.

The Company is the sole processor of milk on King Island. Over the last 5 years milk production on King Island has doubled and there is scope for further significant increases in milk supply.

Offers are invited for sale by tender and tenders close on 20th June 1986 at 5.00 p.m. International tenders must register their interest with the Receivers and Managers prior to 5.00 p.m. on 30th May, 1986.

Highest or any tender not necessarily accepted.

For further information contact the Receivers and Managers:

GEORGE HARRISON OR MICHAEL DWYER,  
MESSRS. TOUCHE ROSS & CO.,  
CHARTERED ACCOUNTANTS,  
LEVEL 31, RIALTO TOWERS,  
525 COLLINS STREET,  
MELBOURNE, VIC. 3000, AUSTRALIA.  
TELEPHONE: MELB. (03) 618 0618.  
TELEX: AA 34295.  
FAX: (03) 618 0542.

OR KEVIN GUMLEY,  
MESSRS. TOUCHE ROSS & CO.,  
CHARTERED ACCOUNTANTS,  
111 MACQUARIE STREET,  
HOBART, TAS. 7000, AUSTRALIA.  
TELEPHONE: HOBART (002) 34 4399.

## Touche Ross

(Publicité)

## ESSEC

### L'ESSEC offre en septembre 1986 UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN « TECHNIQUES FINANCIÈRES »

Il s'agit d'un programme d'un an comprenant notamment des enseignements en : trésorerie internationale, gestion du risque de change, nouveaux instruments financiers, informatique et micro-informatique appliquées à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts financiers travaillant dans plusieurs grandes entreprises associées au programme.

L'admission a lieu sur titres de titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, ou d'un DEA, ou d'un diplôme équivalent.

Informations et dossier d'inscription :

M<sup>me</sup> Elyane ROSELLO - Groupe ESSEC  
BP105, 95021 CERGY-PONTOISE Cedex

ESSEC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé

### bulletin mensuel de statistique

Chaque mois, l'ensemble de la vie économique, démographique et sociale en 5 000 séries statistiques.

Abonnement 1 an, 12 numéros 250F, le n° 24F.  
Coupon à retourner à INSEE, b. 208 B.M.S.  
18, bd A. Pinard 75675 PARIS Cedex 14.

Insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Je désire recevoir un spécimen gratuit du B.M.S.

Je désire m'abonner un an

Nom ou raison sociale :

Activité :

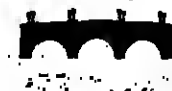
Adresse :

Tél. :

Coût en règlement la somme de ..... F par : mandat

chèque bancaire chèque postal à l'ordre de l'INSEE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Union de Banques à Paris LES COMPTES DE 1985

Le Conseil d'Administration de l'Union de Banques à Paris a réuni le 21 avril 1986 sous la présidence de M<sup>me</sup> Isabelle Roussel et a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Le total du bilan de l'Union de Banques à Paris s'élève à 7,810 milliards de francs contre 5,541 milliards de francs en 31 décembre 1984 (+41 %). Les dépôts de la clientèle atteignent 4,432 milliards de francs et les crédits à la clientèle 3,332 milliards de francs.

Le produit net bancaire s'élève à 500,6 millions de francs contre 418,1 en 1984 (+20 %) malgré la réduction des taxes - net après impôt - sur le produit net bancaire, et une augmentation de près de 10 % des commissions et produits divers.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 64,4 MF.

Le bénéfice net, qui s'élève à 59,262 F, a été complétement affecté par l'absorption de la Compagnie Commerciale de Banque. La dotation nette aux provisions d'exploitation s'élève à 44,3 millions de francs (contre 14,4 millions de francs en 1984) dont la majeure partie au titre d'engagements de la clientèle immobilière.

L'Union 1985 a été constituée, pour l'Union de Banques à Paris, une année de transition, le potentiel nouveau apporté par la fusion avec la CCB devant produire ses effets à partir de 1986.



- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York  
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY  
Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university  
19 rue Cécile 75015 Paris  
Tél : 47.34.38.23

IFAM

établissement international d'enseignement supérieur privé

PACE UNIVERSITY

REPÈRES

Stable

Industrie

SOCIAL

Quand l'Etat  
Met statistique

La patronne  
de la reconnaissance

ANQUES

M. Aubergin

Huchon à la direct

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole

Le Crédit agricole



# économie

## REPÈRES

### Dollar : stable à 7,26 F

Sur des marchés des changes très calmes, surtout avec le chômage des places de Londres et de New-York, le dollar est resté stable, lundi 26 mai, à 2,28 DM, à 7,26 F et à 169,75 yens, consolidant son avance de la semaine dernière. Les opérateurs jugent possible une avance du billet vert aux environs de 2,30 DM, seul de résistance.

### Produits industriels : hausse de la consommation des ménages en avril

La consommation des ménages français en produits industriels a connu, en avril, une forte hausse, par rapport au mois précédent, qui a touché l'ensemble des secteurs à l'exception du textile-cuir, indique l'INSEE. En francs constants (1970) et en données corrigées des variations saisonnières, la consommation s'est élevée, en avril, à 21,21 milliards de francs, soit une augmentation de 3 % par rapport à mars.

## SOCIAL

### Quand l'INSEE et l'UNEDIC examinent l'effet statistique des mesures contre le chômage

Deux analyses convergentes récentes font avec précision le point sur une question toujours discutée : comment les chiffres du chômage peuvent-ils traduire une amélioration quand le nombre des emplois continue de diminuer ? La première étude a été réalisée par l'INSEE (1), la seconde a fait l'objet d'une note de service statistique de l'UNEDIC sur l'effet des mesures de lutte contre le chômage.

La baisse du chômage en 1985, dit l'INSEE, est due également aux « mesures institutionnelles », autrement dit au traitement social. On a aussi observé des modifications dans les comportements d'activité des jeunes - avec l'allongement de la scolarité - ou des femmes, qui retardent leur entrée sur le marché du travail. Les TUC (190 000 à la fin de 1985), les stages de formation en alternance (75 000 au cours de l'année) ont joué leur rôle, aux côtés des dispositifs plus anciens tels que les stages seize-dix-huit ans, dix-huit-vingt-cinq ans, les contrats d'adaptation et de formation ou encore de l'apprentissage.

Les aides à la formation des chômeurs de longue durée (350 000) ont connu le succès, tout comme les aides au retour pour les travailleurs immigrés (15 000). Même les aides à la création

d'entreprise par les chômeurs participent de ce mouvement. 70 000 personnes en ont bénéficié en 1985, contre 35 000 en 1984. Certes, observe l'INSEE, 15 % des entreprises créées en 1984 avaient cessé leur activité avant la fin de l'année, mais 57 % existaient toujours à la fin de 1985 et, selon une enquête plus ancienne, 30 % d'entre elles avaient procédé à l'embauche d'un nouveau salarié.

En outre, on estime à environ 65 000 le nombre de chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans ou de plus de cinquante-sept ans et demi, selon les cas, qui ont volontairement demandé à être dispensés de la recherche d'un emploi et ont donc été rayés des listes de l'ANPE. Parallèlement, grâce à l'information de ses services, l'ANPE a été débarrassé de « plusieurs dizaines de milliers » de chômeurs qui figuraient parfois indûment sur les listes.

Selon ses propres estimations, l'UNEDIC fait état de données et de chiffres comparables. Alors que, en 1985, les ressources en main-d'œuvre progressent naturellement de 190 000 personnes, « les statistiques observées et cumulées des demandes d'emploi et des actifs occupés aboutissent à une observation de moins de 190 000 », écrit l'UNEDIC, qui note que « l'accroissement

## ÉNERGIE

### L'ÉVOLUTION DES PRIX DU PÉTROLE

### Vive le baril à 15 dollars !

Hou-réux ! Passé le premier choc, le monde de l'énergie, un temps désemparé par la chute des cours du pétrole, commence à faire ses comptes. Et s'aperçoit, petit à petit, que le prix d'équilibre situé entre 15 dollars et 20 dollars le baril ne serait pas si catastrophique que ça et présenterait même certains avantages.

Curieusement, alors que, il y a six mois, lorsque le baril valait encore près de 30 dollars, un « effondrement » en dessous de 20 dollars faisait figure d'apocalypse, ce nouveau prix cible apparaît désormais raisonnable et, en tout cas, peu susceptible de bouleverser de fond en comble la scène énergétique. Il est vrai que,

entre-temps, les cours ont frôlé fin mars 10 dollars, niveau jugé pour le coup « catastrophique ». Une stabilisation autour de 18 dollars pour quelques années serait vécue aujourd'hui comme une bénédiction !

Représentants des consommateurs ou des entreprises intéressées à la production d'énergie, tous les participants au colloque organisé le 21 mai par la Société des ingénieurs de France sur « le nouveau paysage pétrolier et énergétique » sont ainsi tombés d'accord : au-dessus de 15 dollars/baril, ça va ; en dessous, bonjour les dégâts !

Pour les pays producteurs, et notamment l'Arabie saoudite, véritable « juge de paix du marché », qui a « délibérément provoqué l'effondrement » récent des cours, cette zone de prix - de 15 à 20 dollars - correspond à la meilleure stratégie économique possible à moyen et long terme, a expliqué M. Capron, directeur général de Technip, et ancien directeur des hydrocarbures au ministère de l'Industrie. C'est à ce niveau que le royaume peut « assurer la pérennité de ses débouchés tout en optimisant sa rente pétrolière ». Il n'a d'ailleurs guère le choix : laisser tomber les prix beaucoup plus bas, à quelques dollars par baril, éliminerait certes les producteurs concurrents, notamment en mer du Nord, mais ruinerait aussi la plupart des pays de l'OPEP. Les faire remonter nettement au-dessus réduirait à terme le marché du pétrole.

Il y a donc de fortes chances que les prix du brut restent au cours des cinq prochaines années dans cette plage, avec toutefois de fortes oscillations, au gré des saisons, des problèmes techniques, politiques, etc.

Du côté des pays consommateurs, une stabilisation à ce niveau serait favorable, à court comme à moyen terme. Dans les douze pays de la CEE, a expliqué M. Guibal, chef de la division des politiques énergétiques de la Commission européenne, un prix de 15 dollars aurait des effets positifs immédiats sur l'inflation, la croissance et même sur le taux de chômage, sans pour autant compromettre gravement à moyen terme l'indépendance énergétique.

#### Un prix intelligent

Selon les conclusions d'une étude récente de ses services, un maintien des prix du brut à ce niveau pendant cinq ans n'aurait « qu'un effet assez limité sur la consommation énergétique et les sources d'approvisionnement de la CEE d'ici à 1990 ». La production « indigène » ne diminuerait pas, les gisements pétroliers et gaziers de la mer du Nord n'étant pas affectés à ce niveau de prix. La consommation globale d'énergie, elle, augmenterait au plus que de 3 %. En revanche, des gisements s'effectueraient d'une énergie sur l'autre. Le charbon verrait notamment sa demande réduite de 8 % à 13 %, tandis que les ventes de pétrole augmenteraient de 5 % à 10 %.

Résultat : malgré une physiologie énergétique assez peu bouleversée,

les importations nettes de pétrole de la Communauté augmenteraient plus que prévu : de 6 millions de barils par jour, elles passeraient, en 1990, à 8 millions du baril par jour environ, au lieu de 7 millions si les prix du brut étaient restés voisins de 27 dollars par baril.

Pour M. Guibal, le prix de 15 dollars est donc en quelque sorte un prix intelligent, qui sans chambouler les pays consommateurs ni les pousser à prendre des mesures spécifiques (taxation), donnerait à l'OPEP des débouchés supplémentaires d'environ 1 million de barils par jour.

Quant aux entreprises intéressées à la production d'énergie, cette perspective n'a pas semblé non plus les effrayer outre mesure. Gaz de France s'est mis en position, grâce à sa stratégie d'approvisionnement international, de pouvoir soutenir dorénavant la concurrence avec toutes les autres énergies, quel que soit leur prix, a assuré M. Cousin, de GDF. EDF, de son côté, a indiqué qu'il faudrait, pour que le choix du nucléaire soit remis en cause dans l'exploitation au jour le jour des centrales électriques, que les prix du fioul baissent encore de plus de moitié (à 260 F/t contre 760 F actuellement).

Quant aux programmes futurs, c'est-à-dire le choix des centrales à construire, le nucléaire « passe » encore avec un pétrole à 15 dollars, mais pas beaucoup en dessous. A 10 dollars le baril, il ne serait plus rentable de construire une nouvelle centrale nucléaire. Mieux vaut faire tourner une centrale au fioul existante, même pour une utilisation en base, c'est-à-dire toute l'année (1), a révéilé M. Bergougnoux, d'EDF.

#### Écouler la production

Les charbonniers, bien qu'à l'évidence les plus exposés, ont eux aussi montré un bel optimisme. D'une part, a expliqué M. Coiffard, responsable des études à Charbonnages de France, une bonne moitié de la consommation et de la production mondiale de charbon échappe à la concurrence des produits pétroliers. D'autre part, les prix d'équivalence entre le fioul et le charbon dans les centrales électriques (70 % de la demande de charbon dans les pays développés) se situent précisément à 15 dollars par baril pour les installations existantes et à 20 dollars pour les unités à construire. Enfin, même si les prix du brut tombaient au-dessous de ces seuils, les capacités de réaction de la filière charbon restent importantes : baisse des coûts de transports, ou de la fiscalité dans les pays producteurs, gains de productivité, nouvelles techniques permettant d'utiliser les énormes réserves de charbon sulfureux, etc.

Restent les compagnies pétrolières. La chute des prix, même à 15 dollars, fragilise le secteur, c'est évident. Les compagnies ne seront plus toutes logées à la même enseigne, a expliqué M. Capron. Récompensées, les « vierges sages » (Exxon, BP, Shell, Amoco et Kuwait Petroleum Co) : elles ont su

garder un endettement mesuré et sont aujourd'hui « à l'affût pour racheter quelques dollars ce qui hier en valait au moins dix ». Pures les « vierges folles », qui surendettées sont en position de faiblesse.

Mais à toute chose malheur est bon, et les compagnies pétrolières pourraient aussi globalement tirer profit de la situation, du moins celles qui ont gardé un secteur d'aval (distribution) important. Le problème aujourd'hui, a souligné M. Capron, n'est plus de produire mais d'écouler. C'est vrai aussi pour les pays producteurs. Contraints de maintenir envers et contre tout un niveau minimal de revenus, un certain nombre de pays, membres ou non de l'OPEP, vont donc, nécessairement, réviser leur attitude à l'égard des compagnies pétrolières et leur consentir de meilleurs termes en contrepartie d'une plus grande stabilité de leurs enlèvements.

Tout va bien donc. Sauf dans le parapétrolier. Les fournisseurs des compagnies pétrolières seront les principales victimes de la chute des prix. C'est justement l'un des rares secteurs où la France avait réussi à se hisser au deuxième rang mondial.

VÉRONIQUE MAURIS.

### Selon Cheikh Yamani « ENTENTE TOTALE » AU SEIN DE L'OPEP

Le comité ministériel de l'OPEP, réuni du 23 au 25 mai à Taïf, en Arabie saoudite, a permis de dégager « une entente totale » entre ses membres, a déclaré Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole.

Formé le mois dernier lors de la conférence générale, ce comité a été chargé de rapprocher les positions des pays membres et de prendre contact avec les pays non membres. Cheikh Yamani, dans une déclaration au quotidien saoudien *Okaz*, a déclaré qu'aucune conversation n'a pu être ouverte avec la Grande-Bretagne, mais qu'il avait obtenu, en revanche, une réaction favorable de pratiquement tous les autres pays. Au total, « il y a des indices indiquant qu'une collaboration entre pays membres et pays non membres de l'OPEP est possible », a-t-il estimé. Les résultats du comité seront présentés lors de la prochaine conférence générale, le 25 juin à Brioni, en Yougoslavie.

L'OPEP est en droit d'obtenir ses droits de production sur le marché international, a poursuivi Cheikh Yamani, et l'Organisation « s'emploie actuellement à augmenter sa production ». Le ministre saoudien s'attend, en ce qui concerne les prix du brut, à une hausse avant la fin de l'année. - (AFP.)

### La patronat chrétien se félicite de la reconnaissance de la légitimité de l'entreprise

#### De notre correspondant

Metz. — « L'entreprise est une personne morale. Elle a droit à un certain respect. Moins que celui qui est dû à une personne humaine. Mais on ne peut la traiter comme une bête de ping-pong au gré des nationalisations, des dénationalisations, des abusives ou des actions inconsidérées », a déclaré M. André Courtaigne, réélu pour deux ans président du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprises françaises (CCPEF). En obtenant les sélections assises nationales de ce mouvement, qui se sont tenues du 23 au 25 mai à Metz, M. Courtaigne a affirmé : « Nous ne sommes qu'à l'aube de l'ère de l'entreprise ».

Décidé à « oser pour servir », le CCPEF a choisi de ne pas s'en tenir au discours, suivant le conseil pressant du Père Robert Philip, conseiller spirituel national des patrons chrétiens. Une cinquantaine d'expériences présentées au cours de ces trois journées de réflexions le prouvent aux yeux des responsables du mouvement. Au sein d'une entreprise de vingt salariés, qui compte tenu du thème des assises, avait décidé

d'embaucher deux personnes supplémentaires, et s'est engagé à faire plus en « donnant priorité à un jeune, à un handicapé ».

Les patrons chrétiens, qui se définissent comme tirillés entre deux pôles — « Dieu et l'homme, la liberté et la solidarité, l'Évangile et l'économie » — entendent répondre aux trois défis que leur a lancés le Père Joseph Wronski, fondateur de l'ATD-quart-monde : ne pas se sentir quitté parce que l'on paie les cotisations sociales, s'engager pour former des jeunes et accueillir les plus démunis. Tout en rappelant le droit au travail de chacun, il a lancé : « Osez, vous êtes accompagnés par le Christ qui a pris tous les risques ».

Souhaitant par ailleurs vivre en harmonie entre leurs pôles de tensions, les patrons chrétiens appellent à l'ouverture et à la réconciliation. « Le temps n'est plus, affirme leur président, où nous avions à nous justifier de l'accusation d'exploitation des démunis ; nous nous plaçons de culpabilité dont on a voulu nous charger. La culpabilité n'est pas une vertu, c'est une maladie paralysante. »

JEAN-LOUIS THIS.

#### ■ Les syndicats de l'ANPE

« L'ANPE est l'organisme de la réforme de l'ANPE prévue dans la plate-forme du gouvernement RPR-UDF, les syndicats FO, CFDT et CGT s'inquiètent des propos tenus par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et surtout par M. Jean Arthuis, secrétaire d'État (le Monde du 17 mai). Soulignant dans un communiqué que « les organisations syndicales de l'ANPE, malgré leurs demandes respectives, n'ont toujours pas été reçues », les trois organisations estiment que « la réforme à venir ne peut qu'amplifier le traitement inégalitaire des chômeurs, voire la mise en tutelle politique de nos services ». « Le projet gouvernemental veut procéder à un véritable étrangement de l'ANPE, dans lequel les victimes d'abord les chômeurs », déclarent la CFDT, FO et la CGT, qui mettent en cause « la démagogie dénonciatrice » de certains jugements sur l'activité de l'Agence.

■ Grève d'avertissement bien saisi à la SNIAS. — La grève d'un avertissement « de deux heures, organisée, le 22 mai, dans tous les établissements de l'Aérospatiale (quarante-deux mille salariés) pour protester contre la non-application intégrale de l'accord salarial, a été suivie, selon FO, par près de 60 % du personnel et par 35 % à 40 % selon la direction (près de 50 % à Toulouse). FO parle de « succès » pour ce mouvement qui était soutenu par la CGT et la CFDT. Elle indique que « le premier résultat de cette action est la convocation d'une réunion partielle le 29 mai ».

■ Piquet de grève à RVI-Blainville. — Un piquet de grève de militants CGT a interdit, le samedi 24 mai, l'accès de l'usine RVI de Blainville (Calvados) aux salariés appelés pour des heures supplémentaires. 40 % seulement des 350 salariés concernés étaient présents. Le Syndicat CGT entend protester contre le recours aux heures supplémentaires après seize jours de chômage technique depuis le début de l'année. Selon la direction, le fait est dû aux délais de programmation incompressibles. La CGT compte renouveler son action samedi prochain 31 mai : 500 salariés devraient ce jour-là faire des heures supplémentaires. L'usine de Blainville construit surtout des camions de moyen tonnage (15-17 tonnes).

## BANQUES

### M. Auberger va remplacer M. Huchon à la direction du Crédit agricole

Le directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, M. Jean-Paul Huchon, va être « démissionnaire » et remplacé à ce poste par M. Bernard Auberger, aujourd'hui directeur à la Société générale. Cette nomination devrait intervenir au prochain conseil des ministres. Le remplacement de M. Huchon, auquel pour l'instant n'est pas proposé d'autre poste, est le premier changement d'importance, à caractère politique, depuis le début de la cohabitation. Il intervient au moment où les négociations sur la « désétatisation » de la Caisse nationale, annoncée par le ministre de l'Agriculture, sont engagées. M. Guillaume voulait imposer à ce poste M. Lucien Douvroux, directeur de la caisse d'Ile-de-France, homme du sérail des organisations agricoles, mais devant l'opposition de plusieurs caisses régionales et celle de l'administration des finances le gouvernement a préféré choisir un inspecteur des finances.

[Né en 1946 à Paris, M. Jean-Paul Huchon est administrateur civil, ancien élève de l'ENA. Après avoir été, depuis 1971, chef de bureau, chargé de l'agriculture à la sous-direction du budget, il est devenu en mai 1981 directeur du cabinet de M. Michel Rocard, d'abord au ministère du plan et de l'aménagement du territoire, puis à l'Agriculture. Il était directeur général de la CNCA depuis le 9 janvier 1985. Il est également le premier adjoint de M. Rocard à la mairie de Conflans-Sainte-Hortense.]

[Né en 1937, M. Bernard Auberger, ingénieur civil des mines, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, a été attaché financier à l'ambassade de France aux États-Unis, de 1972 à 1974, directeur du cabinet de M. Henri Torré, secrétaire d'État chargé du budget auprès du ministre de l'économie et des finances (février-mai 1974), directeur de la production et des finances au ministère de l'Agriculture de mars 1975 à avril 1980. Entré, alors, à la Société générale, où il a bénéficié d'une promotion rapide, M. Auberger était, depuis mai 1983, directeur des agences de Paris et de province.]

## Si Cannes fait venir Ray Charles,\* pourquoi aller à New-York cet été ?

4.700 chambres d'hôtels.  
3.000 appartements.  
Gastronomie  
33 plages de sable fin.  
Sports nautiques.  
Centre de voile pour les jeunes.  
Tennis.  
et 100 événements spectaculaires.  
Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.  
Direction du Tourisme de Cannes.  
Tél. 93.39.24.53.



CANNES  
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.



صكنا من الاموال

## CONJONCTURE

### L'or « anonyme » reste un placement sans éclat

Le retour à l'anonymat sur l'or, effectif depuis le jeudi 22 mai, ne fournit pas pour autant au métal fin un label de placement sûr et rémunérateur. Alors que le lingot s'échangeait en mars 1985 à 98 000 francs (en moyenne), il ne valait plus en mars dernier que 78 000 francs. Ce repli d'environ 20 % traduit la chute du dollar intervenue entre-temps. Mais, exprimé en monnaie américaine, le prix de l'once d'or est passé, sur la même période, de 303 dollars (avec un dollar à 10,11 francs) à seulement 346 dollars (avec un dollar à 6,97 francs), soit une remontée nominale de 14,2 %.

Autrement dit, le mécanisme régulier observé, suivant lequel une chute du dollar entraînait une appréciation au moins équivalente du prix du métal jaune, a cessé de fonctionner. La désinflation mondiale et la baisse des prix pétroliers ont été à l'or sa spécificité de valeur « refuge », au moment où il affrontait la concurrence de nouveaux produits financiers (obligations) rendus attractifs par le reflux des taux d'intérêt.

L'or tend à devenir une matière première comme une autre, dénuée de référence psychologique et soumise au jeu classique de l'offre et de la demande. Dans les années 70, cette question de l'équilibre du marché apparaissait secondaire dans la formation des cours. Seules comptaient les motivations « sécuritaires » des investisseurs, en quête de placements imperméables à l'inflation et au flottement des monnaies.

La banalisation actuelle de l'or le rend moins sensible aux tensions

économiques et politiques internationales (il a peu réagi au récent bombardement américain en Libye). Le voici davantage exposé aux risques réels de déséquilibre entre la production et la consommation. « Tant que le cours du lingot se maintiendra au-dessus du seuil de rentabilité des mines - entre 275 dollars et 300 dollars l'once - les capacités de production continueront de se développer, notamment en Amérique du Nord », estiment ainsi les analystes du bureau d'études Metals and Minerals à Londres. D'ici deux ans, l'Australie, les États-Unis, le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée verront leurs extractions progresser respectivement de 54 %, 49 %, 27 % et 60 %.

L'accident de Tchernobyl rend de surcroît possible une intensification

des ventes d'or soviétique pour financer d'éventuels achats supplémentaires de céréales. L'an dernier, l'Union soviétique a déjà presque doublé ses exportations de métal jaune (de 120 tonnes à 225 tonnes), selon les estimations de la Banque Montagu. Au cours des deux premiers mois de 1986, elle aurait vendu 50 tonnes, soit un rythme annuel de 300 tonnes, afin de compenser la chute des revenus tirés du pétrole et du gaz. La marge de manœuvre soviétique sur les métaux précieux se limite, en outre, à l'or, car Moscou conserve jalousement son platine. Utilisé comme catalyseur, ce métal, associé au rhodium et mélangé à 890 °C à l'ammoniac, permet, en effet, l'obtention d'acide nitrique puis d'ammunirrate. L'usage du platine pour la fabrication d'engrais (entre autres

emplois) impose aux Soviétiques de réduire leurs ventes aux seuls pays de l'Est. Agriculture oblige.

Si la consommation de métal jaune reste soutenue - industrie, bijouterie, thésaurisation - elle paraît cependant insuffisante pour absorber l'offre potentiellement disponible. « Il n'y a pas que l'argent dans la vie... il y a l'or aussi », a pu écrire un auteur avec humour (1). Mais les marchés contrastent cet idéal doré : les cours du lingot sont ternes ; même anonyme, l'or est, pour l'instant, un placement sans éclat.

ERIC FOTTORINO.

(1) Georges Bourdoise, cité par Yvon Samuel dans Les Milliardaires, Editions Carrère.

## PÊCHE

### Course poursuite entre un navire canadien et deux chalutiers espagnols au large de Terre-Neuve

Quatre fonctionnaires canadiens chargés du contrôle des pêches qui avaient arraisonné le 24 mai deux chalutiers espagnols - à l'extérieur de la zone économique canadienne - ont été retenus à bord contre leur gré. Les contrôleurs faisaient partie de l'OPANO (Organisation des Pêches pour l'Atlantique du Nord-Ouest) et ont demandé aux capitaines espagnols - qui faisaient route vers l'Europe, de se détourner et de revenir à Saint-Jean de Terre-Neuve. L'OPANO reprochait à ces

deux chalutiers d'avoir enfreint, il y a quelques jours, la réglementation canadienne des pêches, ce que les capitaines ont contesté.

Rattrapés par un navire garde-côte, les deux chalutiers espagnols ont été contraints de rebrousser chemin vers le Canada et de libérer les contrôleurs, après une course poursuite de près de trois jours.

Le ministre canadien des pêches et océans, M. Tomy Siddons, a annoncé, le 25 mai à Montréal, « un

renforcement » de la surveillance de la zone des 200 milles au large des côtes du Canada, à la suite de l'incident canado-espagnol. « Nous ne tolérons pas que les efforts, et en certains cas les sacrifices, des pêcheurs canadiens pour assurer le succès de la gestion [des ressources du Canada dans sa zone des 200 milles] soient bafoués par une telle violation des droits souverains de notre pays », a-t-il déclaré. - (AFP.)

## UNE ENTREPRISE, PEUT-ELLE SE DÉVELOPPER EN TROIS JOURS ?

LES 3, 4, 5 JUIN 1986  
"Le MONDE des AFFAIRES"  
1<sup>er</sup> SALON DE L'ENTREPRISE

Programme des conférences et des ateliers de travail

STANDS : 100 stands de présentation de produits et de services

DEBATS animés par les Rédacteurs du Monde

- 9 h 30 - LE CAPITAL-PECHIE  
Philippe LUCAS (Président de la Banque Paribas)  
Philippe LUCAS (Président de la Banque Paribas)  
Philippe LUCAS (Président de la Banque Paribas)
- 11 h 30 - LE FINANCEMENT DES LA  
Pierre CASTILLON (Président de la Banque Paribas)  
Pierre CASTILLON (Président de la Banque Paribas)
- 13 h 00 - LA CRÉATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES  
Jean-Pierre AUBERT (Président de la Banque Paribas)  
Jean-Pierre AUBERT (Président de la Banque Paribas)
- 15 h 00 - L'AUDIT JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE  
Cyrille BACROT (Président de la Banque Paribas)  
Cyrille BACROT (Président de la Banque Paribas)
- 17 h 00 - L'ÉVALUATION DE L'ENTREPRISE ET LA FISCALITÉ  
Christian GALLIER (Président de la Banque Paribas)  
Christian GALLIER (Président de la Banque Paribas)

HOTEL GEORGE V 9 h 30 - 19 h 00  
31, av. George V - PARIS 8<sup>e</sup> - Parking : Ch. Elysées - George V

PATRONNÉ par Le Monde

Organisation : WIN - 46, rue Sainte Anne - 75002 PARIS - Tél. : 42.96.64.50

## AFFAIRES

### ENTREPRISES

#### Cosmétiques : Pierre Fabre au Japon

L'entreprise pharmaceutique Pierre Fabre SA manifeste des ambitions internationales affirmées. Née en 1961 à Castres, la ville du fondateur, cette société, qui emploie deux mille six cents personnes, a déjà réussi une implantation de taille à Barcelone, dans cette Catalogne qui tantôt fait rêver, tantôt effraie les responsables économiques de Midi-Pyrénées. Elle vient maintenant de prendre pied dans la mythique Japon, par le biais d'une société, Pierre Fabre Japon Kabushiki Kaisha, créée en joint venture. C'est le groupe japonais Shiseido, spécialisé également dans les produits pharmaceutiques et cosmétiques, qui s'est joint à cette opération. Dans la nouvelle société - Pierre Fabre Japon - au capital de 100 millions de yens (1 yen = 4,2 centimes), le groupe nippon détient 51 % des parts, mais la présidence est française. L'annonce officielle de l'opération a été faite à Castres le 22 mai. Dès le mois d'octobre, la nouvelle société devrait importer au Japon les produits fabriqués à Castres par le groupe français, cosmétiques naturels qui seront commercialisés auprès du grand public chez les détaillants, dans les drogueries et les magasins spécialisés dans la vente de produits importés. La société s'est fixée pour objectif un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de yens à l'horizon 1990. - (Corresp.)

#### Informatique : « feu vert » de la justice pour l'OPA de Burroughs sur Sperry

Le ministère américain de la justice a donné son accord à un éventuel rachat du groupe informatique Sperry par son concurrent Burroughs. En 1973, Burroughs, à l'époque très puissante dans le secteur de la mécanique, avait signé un accord qui donnait aux autorités judiciaires un droit de regard sur toutes les acquisitions de la compagnie. Ce dispositif est toujours en vigueur et un « feu vert » de la justice était donc nécessaire pour le rachat de Sperry. Au début de la semaine passée, Sperry a refusé l'OPA de 4 milliards de dollars lancée par Burroughs et a même rompu toutes les conversations engagées entre les deux sociétés, jugeant la proposition insuffisante. Mais, selon différentes

#### sources, les contacts auraient été renoués en fin de semaine.

Total réduit de 25 % ses investissements pour 1986  
La CFP (Compagnie française des pétroles) s'adapte à son tour à la baisse des revenus, consécutive à la chute des cours du brut. Plusieurs semaines après l'autre compagnie pétrolière, ELF, la CFP vient d'annoncer une réduction de 25 % de son budget d'investissement pour 1986, qui sera désormais compris entre 12 milliards à 15 milliards de francs, alors qu'il était prévu entre 15 milliards et 18 milliards de francs, quand le dollar était à 8,5 F et le baril à 25 dollars. C'est surtout l'activité exploration et production qui sera touchée. Le budget raffiné-distribution, lui, sera très peu affecté. Le secteur ayant été déjà très largement restructuré les dernières années.

Le départ d'Afrique du Sud des sociétés américaines s'accélère. Trente-huit entreprises américaines ont cessé leurs activités en Afrique du Sud en 1985, et dix autres se préparent à en faire autant avant la fin de 1986, indique un rapport de l'Institut de recherche Investor Responsibility Research Center (IRRC). Un désinvestissement qui va s'accroissant et touche un nombre croissant de grandes entreprises comme General Electric, Bell et Howell, PepsiCo. Parallèlement, vingt-six des cent cinq plus grandes banques américaines ont supprimé l'an dernier, tout nouveau crédit aux entreprises ou au gouvernement de Pretoria et, désormais, cinquante-cinq d'entre elles ont expressément déclaré d'interdire les prêts à l'Afrique du Sud. La portée des mesures anti-apartheid aux États-Unis ne peut être sous-estimée, comme vient de le prouver la décision de General Motors de ne plus vendre de véhicules à la police et à l'armée sud-africaines. Une décision, annoncée le 23 mai par le président-directeur général du constructeur automobile lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, qui n'empêchera pas le géant américain de poursuivre ses autres activités en Afrique du Sud.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 5 MAI 1986

L'assemblée générale mixte de Capecor S.A. réunie le 5 mai 1986, au siège social, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris, sous la présidence de M. Henri Derruas, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 1985. Le bénéfice net s'élève à 22,11 millions de francs contre 3,4 millions de francs en 1984, soit une progression de 550 %. Lors d'une assemblée extraordinaire sur cessation de titres de 15,09 millions de francs, ce bénéfice ressort à 7,02 millions de francs, soit une progression de 112 % par rapport à 1984. L'assemblée générale mixte a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 8 F - auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 12 F - formant un revenu global de 20 F. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 3 juin 1986 au guichet : de la Banque française parisienne-BAPIF, 88, rue La Pérouse, 75116 Paris. L'assemblée a accepté avec regret la démission de M. Marc Hanolet. Elle a procédé à la nomination de deux nouveaux administrateurs : M. Jean-Paul Beauchamp, directeur général de l'organisme commun des institutions de retraite et de prévoyance (CICP), et M. Pierre Vincent, directeur à la direction générale de la Banque française parisienne-BAPIF. Un commissaire aux comptes suppléant a été désigné : M. Jean-Pierre Vincent, du cabinet Frimont-Frémont. L'assemblée a institué un droit de vote double au profit de tout actionnaire dont les actions sont entièrement libérées et figurent à son nom sur le registre des actionnaires nominatifs depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. En outre, l'assemblée a autorisé le conseil d'administration à porter le capital social actuel de 54 390 000 F à 100 000 000 F. Le rapport annuel est à la disposition de toute personne qui en ferait la demande auprès du secrétaire général de la société.

#### VALEURS DE FRANCE

Le 16 mai 1986, la valeur liquidative de la SICAF VALEURS DE FRANCE, société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 364,49 F (contre 358,82 F le 30 avril).

VALEURS DE FRANCE cotait à la même date, 364 F (contre 363,50 F le 30 avril).

#### USINOR

Usinor convoque pour le 19 juin 1986, à 9 h 30, à La Défense 9 - tour Générale - une assemblée générale ordinaire appelée notamment à approuver les comptes de l'exercice clos au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Pour assister à cette assemblée, quel que soit le nombre de leurs actions, les actionnaires devront adresser à la société (Usinor) dans une enveloppe ou dans un agent de change jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1986, la date de cette assemblée.

pour les détenteurs d'actions nominatives, sans aucune formalité ; pour les actionnaires au porteur, sur dépôt, au plus tard le 14 juin 1986, au siège social des récépissés constatant l'immobilisation de leurs actions dans une banque ou chez un agent de change jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1986, la date de cette assemblée.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

franco-ch...  
Pore...  
SPORTS  
SINCE LA LIBÉRAL...  
DE LA DESSENTE  
DES DOM...  
tes vos s...  
ans un M...  
Histor...  
25...  
Holid...



## AGRICULTURE

### Accord franco-chinois sur la recherche agronomique

La France et la Chine ont signé à Paris, le vendredi 23 mai, une convention dans le domaine de la recherche agronomique. Les deux organismes concernés sont l'Académie des sciences agricoles de Chine, représentée par son président, le Dr Li Liangshu, et l'Institut national de recherche agronomique, représenté par son président, M. Jacques Poly. Cette convention, d'une durée de quatre ans, prévoit des programmes de recherche conjoints dans les domaines de la lutte biologique, de l'amélioration de la qualité des bêtes, des cultures maraichères, de la microbiologie des sols, de l'agronomie

et de l'économie rurale. Cette convention se situe dans le cadre des accords scientifiques et techniques signés le 21 janvier 1978 entre les gouvernements des deux pays. A ce titre d'ailleurs, une collaboration était déjà engagée, dans le domaine de la recherche animale notamment. C'est ainsi que, depuis bientôt six ans, l'INRA se livre à des expériences de croisements de porcs français et chinois (metis), ces derniers étant beaucoup plus prolifiques et rustiques. Autre exemple : près de Pékin, on étudie le comportement de porcs français élevés à la chinoise.

### Porcs maigres à l'essai

De notre correspondant

Pékin. — Shunyi, dans la banlieue de Pékin, abrite une originale coopération franco-chinoise dans le domaine de l'élevage. En effet, dans la paroisse de Shunyi, experts chinois et français se sont livrés à une expérimentation comparée de reproducteurs porcins sélectionnés selon les méthodes respectives des deux pays. Le ministère chinois de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche et la société Huiadu de Pékin d'une part, et l'association Sino-France Elevage (1) de l'autre, ont conclu un accord pour produire des porcs à la viande moins grasse, comme le demandent désormais les consommateurs chinois.

Soixante-dix porcs français (soixante femelles et dix mâles) de race Large White sont arrivés en mars 1984. Ils ont été élevés parallèlement à un nombre identique de « noirs de Pékin », race rustique, elle-même issue de croisements avec des espèces européennes, mais plus grasse (un moyen 60 % de gras). Après les mises bas de l'hiver, un mâle et une femelle de chaque por-

te ont été sélectionnés, engraisés, logés, élevés et soignés à la française ou à la chinoise. Ces derniers, moins nourris, soignés de manière plus rudimentaire et servis plus tard, ont cependant résisté à peu près aussi bien que leurs congénères. Ils ont été abattus à 92 kilos. On a calculé alors l'épaisseur du gras, la qualité de la carcasse et le rendement.

Cette coopération exemplaire, puisque les deux parties ont partagé les frais — le ministère français de l'Agriculture fournissant en outre une subvention et un VSNA (volontaire du service national actif) — devrait permettre aux sociétés d'élevage françaises de mieux comprendre les besoins locaux et de proposer des solutions d'ensemble aux problèmes que connaît une agriculture chinoise qui entend développer l'élevage au fur et à mesure de l'augmentation du niveau de vie de la population.

Des diindes ont déjà été vendues aux Chinois, qui ne connaissent pas ce volatile. A la suite de la signature d'accords vétérinaires, Pékin peut acheter en 1986 des bovins à la France, comme elle l'a déjà fait en RFA, aux Pays-Bas ou au Danemark.

M. Mei Keyi, l'agronome chinois de Shunyi, est très satisfait de cette coopération, et surtout de la possibilité d'effectuer des croisements qui s'adaptent très bien. Il veut combiner la productivité et la résistance des porcs chinois au rendement français. Les Chinois envisagent d'ailleurs la création d'une race obtenue par hybridation. Les méthodes modernes intéressent M. Mei, mais il estime qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à des élevages de grande envergure, encore rares dans un pays où chaque famille élève ses propres porcs et volailles.

« Les paysans aiment ces porcs croisés, plus maigres et qui grossissent vite », ajoute-t-il, tout en regrettant que les porcs français élevés soient « trop faibles ». Mais, espère-t-il, cela devrait s'arranger avec les croisements.

PATRICE DE BEER.

(1) L'association Sino-France Elevage, 17, boulevard des Belges, 69006 Lyon, regroupe une vingtaine de sociétés bancaires, vétérinaires, d'alimentation du bétail ou d'équipement, de reproduction ou d'embryons, sous la coordination de René-Foulet.

## ÉTRANGER

SELON L'OCDE

### L'Espagne doit faire preuve d'« audace » face au chômage et à l'inflation

S'il escomptait de nouvelles améliorations cette année, les experts de l'OCDE illustrent par une terminologie qui leur est inhabituelle l'ampleur des problèmes économiques qui restent à résoudre en Espagne : les dirigeants de Madrid sont appelés à lutter « avec opiniâtreté » contre les déficits budgétaires et à faire preuve d'« audace » dans la recherche de solutions au chômage, à l'inflation et au protectionnisme « plus aigus qu'ailleurs ».

La croissance, 2 % en termes réels en 1985, sans doute 3 % cette année, et la persistance d'un excédent confortable de la balance des paiements courants, 3 milliards de dollars l'an dernier, masquent en effet des résultats jugés pour le moins « mitigés ». La reprise de la confiance et avec elle celle des investissements, comme des entrées nettes de capitaux sont à mettre à l'actif de la politique économique du gouvernement. Mais, si la demande intérieure a progressivement pris le pas sur les exportations comme moteur de l'activité, ce phénomène recouvre une progression du revenu des ménages, dont une bonne part est due à un dérapage des salaires de 9 % en 1985. Conjointement à un autre dérapage, celui des déficits budgétaires qui se sont creusés à 5,75 % du PIB contre 5 % en 1984. Cette évolution n'a pas permis de réduire suffisamment l'inflation, qui n'est que 8,1 % l'an dernier, soit à peine moins qu'en 1984.

Dans le même temps, le chômage s'aggrave pour toucher 22 % de la population active, un niveau record reflétant pour une part les réductions d'effectifs décidées dans le cadre des plans de reconversion industrielle mis en place pour amo-

liorer la compétitivité de l'Espagne à la veille de son adhésion à la CEE.

Cette situation est d'autant plus délicate que, si l'OCDE déplore des signes encourageants sur le marché du travail, elle n'envisage pas de baisse sensible du chômage en raison notamment du faible taux d'activité dans un pays où le nombre de candidats à l'emploi devrait croître rapidement. Continuer de lutter contre l'« extrême rigidité des salaires » en allant au-delà des dispositions prises ces derniers mois pour assouplir les règles régissant le travail à temps partiel ou les contrats à durée limitée paraît essentiel aux auteurs du rapport. En dépit de l'opposition très forte que de telles décisions pourraient provoquer, ils recommandent de rendre plus faciles les licenciements, en allégeant les « coûts financiers ».

Accroître l'efficacité du marché des capitaux, peser plus fermement

sur les salaires par une politique des revenus, abaisser les cotisations patronales à la Sécurité sociale, qui restent parmi les plus élevées d'Europe, plutôt que de réduire l'impôt sur les revenus, autant de propositions qui, pour l'OCDE, s'imposent pour permettre aux Espagnols de mener à bien une difficile politique d'ajustement. Au moins l'Espagne devrait-elle bénéficier dès 1986 d'une « considérable amélioration des termes de l'échange d'environ 10 % », grâce à la baisse du prix de l'énergie et du dollar, et voir son déficit commercial se réduire de près d'un quart pour s'inscrire à quelque 3 milliards de dollars en 1986. Une tendance qui pourrait être confortée l'an prochain si l'amélioration du climat international ne sert pas de prétexte à un relâchement de l'effort d'assainissement de l'économie.

### M. Nickson, nouveau président de la Confédération de l'industrie britannique

M. David Nickson (cinquante-six ans) succède à Sir James Clesminson à la présidence de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) pour deux ans. Président des brasseries Scottish and Newcastle, M. Nickson a annoncé qu'il plaiderait auprès des chefs d'entreprise en faveur d'une moindre progression des salaires, actuellement deux fois plus élevée que l'inflation. La hausse des prix était retombée à des niveaux jugés raisonnables (3 % en rythme annuel), le nouveau président du CBI préconise notamment la conclusion d'accords salariaux sur deux à trois ans pour éviter la sur-

ebère annuelle traditionnelle. Originaire du nord de l'Angleterre, le nouveau président du CBI entend également œuvrer pour un meilleur équilibre entre « la relative prospérité du Sud-Est et la récession du nord des îles britanniques ». Le CBI, qui regroupe environ 250 000 entreprises représentant la moitié de la main-d'œuvre britannique, recherche également un nouveau directeur général pour remplacer Sir Terence Beckett, ancien président-directeur général de Ford Grande-Bretagne, qui va prendre sa retraite.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## L'AIR LIQUIDE

compte 250.000 actionnaires.

Qui dit mieux ?

Les actionnaires de L'AIR LIQUIDE :

**APPRECIENT**

leur nombre, et donc leur force. Ils n'étaient que 140.000 il y a 10 ans.

**VOIENT**

la capitalisation boursière de leur société multipliée par 10 en 10 ans.

**SE PARTAGENT**

400 millions de francs de dividendes en 1986 contre 83 millions de francs en 1976.

**BÉNÉFICIENT**

de 8 attributions d'actions gratuites en 10 ans.

**SONT**

régulièrement et complètement informés sur leur société.\*

**PARTICIPENT**

à l'expansion d'un Groupe performant, leader mondial des gaz industriels.

\* Prix du meilleur Rapport Annuel 1985

« Ces actionnaires, nos partenaires nous honorent de leur confiance parce que nous maintenons depuis de nombreuses années une politique de juste rémunération du capital. Cette politique sera poursuivie dans l'avenir. »

Edouard de Royère  
Président-Directeur Général



## TRANSPORTS

### LE PS DÉNONCE LA LIBÉRALISATION DE LA DESSERTE AÉRIENNE DES DOM.

Le Parti socialiste dénonce, dans un communiqué, la nouvelle politique d'assouplissement de la desserte aérienne des départements d'outre-mer décidée par M. Jacques Douffagne, ministre délégué chargé des transports. Celui-ci souhaite autoriser, en 1987, tous les vols charters vers les DOM, à condition que les compagnies exploitantes acceptent un cahier des charges les obligeant à supporter une partie du trafic de pointe.

« Ces propositions consistent, dans les faits, à substituer au système basé autour du service public une déréglementation dont les conséquences ne peuvent être que très négatives », déclare le PS. Selon les socialistes, pour aboutir à une réduction du prix du billet d'avion, la nouvelle politique détériorera sensiblement le service à la clientèle : « dégradation de la sécurité, diminution des vols en périodes creuses, diminution de la qualité du service à bord et, à terme, augmentation des tarifs pour compenser l'absence d'autofinancement des nouvelles compagnies ».

Le PS estime que la majorité réalise les projets les plus dangereux de son programme électoral et qu'elle entreprend le démantèlement de l'organisation du transport aérien français.

## FAITS ET CHIFFRES

CEE

« Les céréales communautaires n'ont pas encore de prix officiels... » Le Comité européen n'a pu adopter formellement les règlements communautaires sur les céréales, l'Italie ayant demandé que ses petits producteurs soient exemptés de la taxe de corresponsabilité pour la prochaine campagne, en raison de difficultés administratives. Les ministres de l'Agriculture en discuteront les 26 et 27 mai prochains. Les prix garantis des autres produits pour la campagne 1986-1987, fixés lors du dernier marathon fin avril, ont été officialisés le 14 mai à Bruxelles.

Social

• Palmpol, ville morte. — Le glas a sonné vendredi après-midi 23 mai sur Palmpol (Côtes-du-Nord), où commerces, banques, administrations, étaient fermés et les écoles désertées pour protester contre la fermeture, à la rentrée prochaine, de l'Ecole nationale de la marine marchande (ENMM), établie dans la ville depuis le début du siècle. Cette fermeture a été décidée par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec. Pour le maire de Palmpol, M. Max Querrien (PS), la fermeture de cette école, qui recevait environ deux cents à deux cent cinquante élèves selon les années, est une « véritable catastrophe économique » dans une région déjà durement touchée par le chômage.

## Faites vos séminaires dans un Monument Historique.

625\*

Découvrez le charme unique d'Holiday Inn République. L'hôtel idéal pour vos séminaires (hôtel 4 étoiles, salle pouvant accueillir 300 personnes, 16 salles de réunion, équipement audiovisuel très complet).

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn

625 F. Ce prix comprend par personne :  
• Hébergement en chambre double (215 F de supplément pour une chambre individuelle)  
• Petit déjeuner buffet américain.  
• 1 salle de réunion.  
• 2 pauses café.  
• Déjeuner avec boissons et café compris.  
• Offre valable du 1/7/86 au 31/8/86, selon disponibilité et réservation préalable (16 place de la République - Paris 75011)  
Tél. : (1) 43 55 44 34 - Téléc. : 210 651 Hollia F.

هكذا من الأصل







## MARCHÉS FINANCIERS

**BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE**

**Principaux postes sujets à variation**  
(en millions de francs)

| ACTIF   |       | Au 14 mai      |
|---|-------|----------------|
| 1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER  |       | 417 833        |
| dont :  |       |                |
| Or  |       | 210 163        |
| Disponibilités à vue à l'étranger   |       | 125 230        |
| ECU   |       | 65 276         |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes                               |       | 17 203         |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR   |       | 33 613         |
| dont :  |       |                |
| Comptes au Trésor public  |       | 25 040         |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈMENT                            |       | 171 234        |
| dont :  |       |                |
| Effets escomptés  |       | 80 310         |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM                       |       | 64 537         |
| 5) DIVERS   |       | 9 973          |
|   | Total | <u>897 231</u> |
| PASSIF  |       |                |
| 1) BILLETTS EN CIRCULATION  |       | 208 283        |
| 2) CRÉANCES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS   |       | 13 079         |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC  |       | 88 582         |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS                  |       | 65 341         |
| dont :  |       |                |
| Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves |       | 37 331         |
| ECU À LIVRER AU FÉCOM   |       | 62 893         |
| 5) RÉSERVE DE RÉVALUATION   |       |                |
| — AVOIRS  |       | 242 886        |
| — PUBLIERS OR   |       |                |
| 6) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE   |       | 3 129          |
| 7) DIVERS   |       | 13 273         |
|   | Total | <u>897 231</u> |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

**(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)**  
Indices relatifs de base 100 : 31 décembre 1955

|                                       | 16 mai  | 23 mai  |
|---------------------------------------|---------|---------|
| Valeurs franc, à revenu variable      | 162,6   | 143     |
| Valeurs industrielles                 | 147,4   | 157     |
| Valeurs dérivées                      | 116,5   | 109     |
| Finances étrangères                   | 140,7   | 128     |
| Chèques                               | 138     | 122,2   |
| Métallurgie, mécanique                | 139,7   | 143,5   |
| Electricité, électronique             | 146,1   | 126     |
| Aliments et matières                  | 163,6   | 164     |
| Ind. de consommation non alimentaire  | 143     | 136     |
| Auto-alimentaire                      | 137,7   | 122     |
| Textile                               | 140,7   | 128     |
| Transport, Média et services          | 158,5   | 143,5   |
| Assurances                            | 126,7   | 126,5   |
| Crédit bancaire                       | 199,9   | 179     |
| Sécurité                              | 133,6   | 129,5   |
| Immobilier et financier               | 144,9   | 139,5   |
| Investissements de portefeuille       | 167,9   | 168     |
| Rau 100 du 21 décembre 1984           |         |         |
| Valeurs franc                         | 111,1   | 111,5   |
| Exportations et import.               | 106,8   | 106     |
| Exportations permises et sensibles    | 113,4   | 112,2   |
| Sociétés                              | 109,9   | 109,9   |
| Rau 100 au 1989                       |         |         |
| Valeurs franc                         | 3 436,3 | 3 230,2 |
| Valeurs dérivées                      | 3 263,9 | 3 625,7 |
| Rau 100 au 1972                       |         |         |
| Valeurs franc                         | 406,8   | 407,9   |
| Valeurs dérivées                      | 453,9   | 474,5   |
| Rau 100 du 31 décembre 1980           |         |         |
| Indice des sociétés françaises        | 128,57  | 127,9   |
| Exportations et import.               | 126,12  | 126,7   |
| Exportations permises et sensibles    | 130,82  | 128,4   |
| Sociétés                              | 127,7   | 126,05  |
| COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE        |         |         |
| Rau 100: 31 décembre 1981             |         |         |
| Indice général                        | 402,6   | 398,9   |
| Profits de la 1 <sup>re</sup>         | 226,6   | 241,9   |
| Construction                          | 371,1   | 347,7   |
| Matières d'équipement                 | 385,4   | 346,7   |
| Industrie chimique                    | 385,4   | 346,7   |
| Matières de consommation non durables | 454,2   | 425,3   |
| Matières de consommation alimentaire  | 352,3   | 359,3   |
| Services                              | 352,1   | 342     |
| Sociétés de la 1 <sup>re</sup>        | 667,8   | 654,2   |
| Industrie chimique et d'équipement    | 350,1   | 342,1   |
| Valeurs industrielles                 | 368,3   | 329,2   |
| BOURSES REGIONALES                    |         |         |
| Rau 100: 31 décembre 1981             |         |         |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**HAUSSE DU BÉNÉFICE DES AGF.** — Le bénéfice du groupe des Assurances générales de France a progressé de 45 %, en 1983, à 1,267 milliard de francs. Le chiffre d'affaires des AGF s'est élevé à 17,941 milliards de francs, en hausse de 14,8 % sur 1984. Un dividende de 90 F par action sera proposé aux actionnaires (plus 45 F d'avoir fiscal), contre 61,4 F en 1984. *voir une analyse page 46*

**ISOLÉS AGÉS.** — Dans le cadre des discussions sur le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale (le *Monde* du 24 mai), le gouvernement a approuvé un amendement visant à porter de 5 000 F à 8 000 F le montant de l'abattement global sur les revenus de valeurs mobilières pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans.

STIENT UN SIÈGE AU.  
La Banque de NonPize-

Schlumberger-Mallet a formé avec la charge Nivard Fiorino et la Banque générale du Phéas un GIE en vue d'exploiter en commun un siège de négociateur compensateur au MATIF.

**VALEURS MOBILIÈRES: ABAT-  
TEMENT A 8 000 F POUR LES**

LES QUOTIDIENS  
(1900-1905)

|                          |        |        |
|--------------------------|--------|--------|
|                          | 22 mai | 23 mai |
| Valeurs françaises ..... | 147,1  | 142,5  |
| Valeurs étrangères ..... | 107,4  | 109,5  |

C- DES AGENTS DE CHANGE  
(Rég. 100 : 31 oct. 1961)  
22 mai 73 mai

391.4 385.8  
MARCHE MONÉTAIRE

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**  
[ 23 mai ] [ 26 mai ]

|                          |       |       |
|--------------------------|-------|-------|
| 1 dollar (on year) ..... | 169,2 | 169,7 |
|--------------------------|-------|-------|

## BOURSE DE PARIS Comptant

**23 MAI** Cours relevé à 17 h 34

[illegible]**SICAV 23/5**[illegible]

### Étrangères

|                    |        |        |                |        |       |
|--------------------|--------|--------|----------------|--------|-------|
| Ed. M. Coats       | 800    | 805    | A.E.S.         | 935    | 1000  |
| Ed. M. Coats       | 419 50 | 417 80 |                | 454    | 475   |
| George Vickers     | 4350   | 4350   | Alcan Alcan    | 240    | 216   |
| G. Thorne, Inc.    | 476    | 457    | Aluminum Brk   | 1620   | 1700  |
| International S.A. | 485    | 486    | Aluminum Brk   | 610    | 602   |
| Int'l. Paper       | 571    |        | Alu. Petroleum | 336    | 340   |
| Int'l. Paper       | 584    |        | Aluminum Brk   | 140    | 140   |
| Int'l. Paper       | 832    | 881    | Aluminum Brk   | 140    | 140   |
| Int'l. Paper       | 5600   | 5120   | Box Ppt Export | 258    | 257   |
| Int'l. Paper       | 655    |        | Box Ppt Export | 603    | 620   |
| Int'l. Paper       | 3597   | 3453   | Box Ppt Export | 1100   | 1050  |
| Int'l. Paper       | 336    | 326 40 | Box Ppt Export | 1100   | 1050  |
| Int'l. Paper       | 700    |        | Box Ppt Export | 960    | 980   |
| Int'l. Paper       | 134    | 132    | Box Ppt Export | 90 30  | 92 30 |
| Int'l. Paper       | 1167   |        | Box Ppt Export | 1020   | 1020  |
| Int'l. Paper       | 885    | 870    | Box Ppt Export | 387 50 | 410   |
| Int'l. Paper       | 336    | 330    | Box Ppt Export | 1020   | 1020  |
| Int'l. Paper       | 556    | 541    | Box Ppt Export | 380    | 405   |
| Int'l. Paper       | 70     | 70     | Box Ppt Export | 477    | 464   |
| Int'l. Paper       | 223 10 | 223 10 | Box Ppt Export | 480    | 480   |
| Int'l. Paper       | 186    | 186    | Box Ppt Export | 225    | 225   |
| Int'l. Paper       | 360    |        | Box Ppt Export | 405    | 414   |

## Règlement mensuel

**Cours relatifs**  
3, 17 et 34

C : coupon détaché; \* : droit détaché; . : offert; d : demandé; e : voir références

[illegible]

### COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL            | COURS<br>prix. | COURS<br>23/5 |
|----------------------------|----------------|---------------|
| Canada-Unis (S U) .....    | 7 212          | 7 212         |
| ECU .....                  | 8 850          | 51            |
| France (100 F) .....       | 315 550        | 315 550       |
| Belgique (100 F) .....     | 16 808         | 16 808        |
| Pays Bas (100 fl.) .....   | 283 070        | 283 070       |
| Danemark (100 kr.) .....   | 86 200         | 86 200        |
| Norvège (100 kr.) .....    | 94 210         | 94 210        |
| Grèce-Saoudite (S U) ..... | 10 882         | 10 882        |
| Italie (100 lire) .....    | 5 080          | 5 080         |
| Italie (1 000 lire) .....  | 4 645          | 4 645         |
| Suisse (100 fr.) .....     | 383 500        | 383 500       |
| Suède (100 kron.) .....    | 99 880         | 99 880        |
| Autriche (100 sch.) .....  | 45 320         | 46 320        |
| Portugal (100 esc.) .....  | 5 018          | 5 018         |
| Espagne (100 pes.) .....   | 4 767          | 4 767         |
| Canada (S 60 cts) .....    | 8 238          | 8 238         |
| Japon (100 yen) .....      | 4 280          | 4 280         |

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR |
|-------------------|----------------------|

| AUX GUECHETS |         | MONNAIES ET DEVISES       |        | COURS  |      |
|--------------|---------|---------------------------|--------|--------|------|
| Achat        | Vente   |                           |        | préc.  | 23/5 |
| 0 950        | 7 650   | Or fin (à la barre)       | 78800  | 78800  |      |
| 308          | 327     | Or fin (au gramme)        | 78400  | 78900  |      |
| 16           | 16 850  | Pièces Intégrales (20 fr) | 531    | 680    |      |
| 274 500      | 281 500 | Pièces Intégrales (10 fr) | 452    |        |      |
| 85           | 90      | Pièces Automes (20 fr)    | 531    | 560    |      |
| 95           | 95      | Pièces Intégrales (10 fr) | 486    | 501    |      |
| 10 550       | 11 250  | Souvenirs                 | 559    | 585    |      |
| 4 400        | 5 700   | Pièces de 20 dollars      | 3050   | 3120   |      |
| 4 800        | 5 100   | Pièces de 10 dollars      | 1680   | 1630   |      |
| 3711         | 3811    | Pièces de 5 dollars       | 916    |        |      |
| 95           | 102     | Pièces de 60 pesos        | 2960   | 3095   |      |
| 44 500       | 45 450  | Pièces de 10 florins      | 471    |        |      |
| 4 850        | 5 400   | Or Londres                | 339 40 | 340 65 |      |
| 4 850        | 5 400   | Or Zurich                 | 339 20 | 341 50 |      |
| 8 650        | 9 200   | Or Hongrie                | 339 30 | 341 80 |      |
| 4 100        | 4 580   | Argent Londres            | 4 82   | 4 92   |      |



